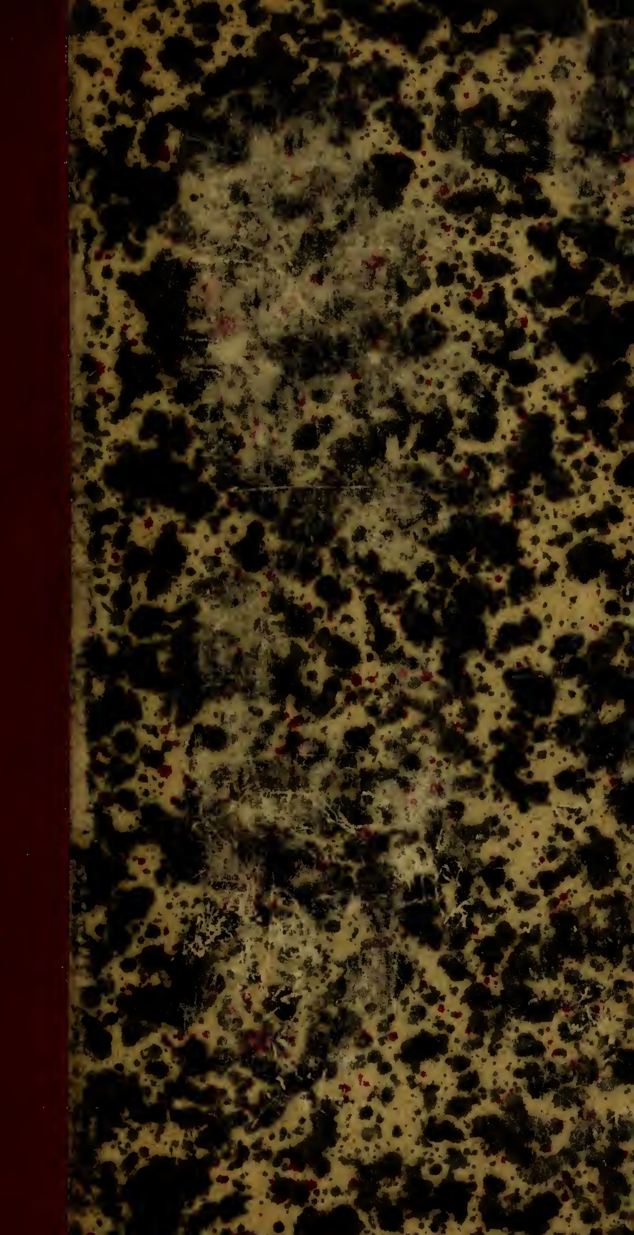
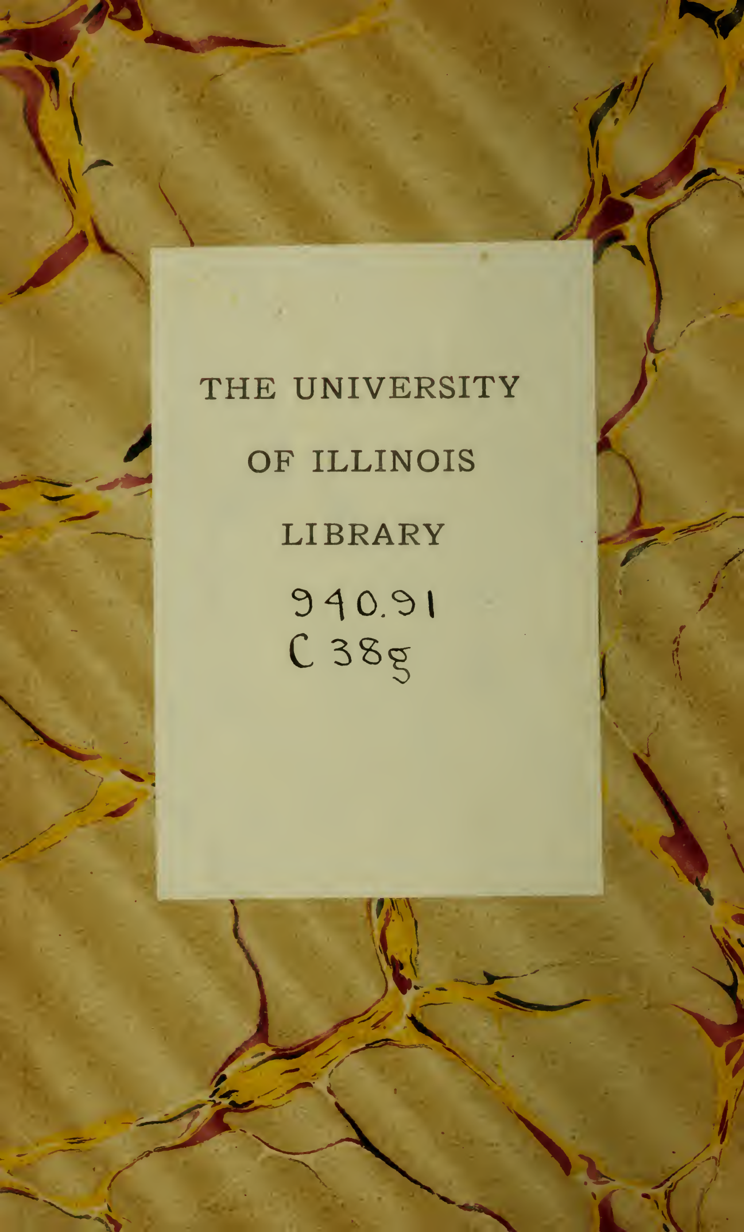




L'ALLEMAGNE CONTRE L'EUROPE

LA GUERRE

1914-1915

L'ALLEMAGNE CONTRE L'EUROPE

LA GUERRE

1914-1915

PAR

FRANCIS CHARMES

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1915

AVANT-PROPOS

Ce volume contient la série des chroniques de la quinzaine que j'ai publiées dans la *Revue des deux mondes*, depuis le 1er août 1914 jusque, et y compris, le 1er mai 1915. Je me suis arrêté à cette date, parce que le retour d'une saison plus clémente et l'imminente entrée en scène de l'Italie y marquent la fin d'une période de la guerre et le commencement d'une autre. J'ai placé en tête, pour servir d'introduction, une étude sur le livre du prince de Bülow intitulé : *la Politique allemande*, qui donne une vue d'ensemble sur cette politique pendant ces dernières années ; les ambitions de l'Allemagne s'y étalent sans mesure et sans prudence et il en est résulté pour plusieurs puissances, notamment pour l'Angleterre, une menace où beaucoup de choses arrivées depuis trouvent naturellement leur explication.

Depuis vingt-et-une années que je rédige ces chroniques, j'ai eu à raconter, à apprécier, à juger tous les événements de quelque importance qui se sont succédé au dedans et au dehors, à en indiquer les origines plus ou moins complexes et à en faire

pressentir, autant qu'il était possible, les conséquences. N'ayant aucune prétention à être prophète, je me suis trompé plus d'une fois dans cette dernière partie de ma tâche, car l'histoire est capricieuse et ne suit pas toujours les voies où les politiques s'attendent à la voir passer. La liberté humaine y tient une plus grande place que ne le croit l'école fataliste. Mais je me suis efforcé de m'entourer de renseignements puisés à des sources sûres et, même à travers les erreurs auxquelles je n'ai pas toujours échappé, on pourra se rendre compte de ce qu'ont été, à une certaine date, les projets, les efforts et les espérances de toute une partie du monde politique en France et à l'étranger.

Aussi des lecteurs bienveillants, indulgents peut-être, m'ont-ils quelquefois pressé de réunir annuellement mes chroniques et d'en faire l'objet d'une publication particulière. A les entendre, elle n'aurait pas été sans intérêt ; ils me disaient même que l'historien y trouverait plus tard une documentation politique et diplomatique assez abondante et assez précise qui, dégagée de tout esprit de parti, aurait, à défaut d'autre mérite, celui de l'impartialité et de la bonne foi. Je me suis néanmoins refusé jusqu'ici à suivre leur conseil. J'estimais qu'une chronique de la quinzaine appartient tout entière au moment qui passe, aux circonstances qui en fournissent la matière et, si on veut, l'inspiration; j'ai senti à plus d'une reprise que, si je l'avais faite quelques jours plus tard, elle aurait été un peu différente ; j'ai eu enfin

l'impression qu'à une œuvre inévitablement provisoire il n'était pas sans inconvénient de vouloir donner un caractère définitif. Ces objections n'ont pas perdu aujourd'hui toute leur force, et pourtant je passe outre. L'Europe, ou, pour mieux dire, le monde, traverse une crise d'une ampleur exceptionnelle qui met en jeu les intérêts les plus divers, fait surgir les problèmes les plus nombreux, les plus ardus, les plus redoutables, ébranle toutes les bases sur lesquelles repose la société politique universelle. Des événements inopinés surviennent chaque jour, nous secouent violemment, nous troublent, nous émeuvent. Des crimes sans nom nous ramènent à la sauvagerie primitive. Cette guerre ne ressemble à aucune autre. On pourrait donc croire à une confusion inextricable de faits qui se produisent en dehors de toute prévision raisonnable et qu'il est impossible de rattacher à une loi quelconque. Il n'en est rien cependant. Si on se dégage des apparences pour aller au fond des choses, on reconnaît que la prodigieuse tragédie marche vers son dénouement avec une logique rigoureuse, et qu'à travers tant d'actes divers l'observateur attentif démêle sans peine l'unité d'action qui préside à son développement. En temps ordinaire, la chronique s'égrène au milieu d'incidents multiples qui n'ont entre eux aucun lien solide ; aujourd'hui, tous les incidents viennent du même point, convergent vers le même but, se groupent naturellement, se fortifient mutuellement ; ils s'engendrent les uns les autres ; et voilà pourquoi je ne désespère pas que la réu-

nion de ces chroniques, écrites de quinzaine en quinzaine, puisse former finalement un tout où le lecteur se reconnaîtra. Si même j'étais remonté plus haut, j'aurais retrouvé aisément, dans des travaux antérieurs, la préoccupation très vive, l'appréhension constante de la guerre que je voyais venir et à laquelle le pays, mal renseigné par ses représentants officiels, se refusait à croire et, presque jusqu'à la dernière minute, négligeait de se préparer. Mais il vaut mieux ne parler aujourd'hui que de la guerre elle-même et de l'heureuse union qu'elle a subitement fait naître entre tous les Français.

On me rendra la justice que je me suis constamment inspiré de cette « union sacrée », qui sera l'honneur de la génération actuelle et rachètera beaucoup de ses fautes. Elle n'a subi aucune éclipse, elle n'a connu aucune défaillance depuis le début de la guerre, et je ne doute pas que le pays ne lui doive enfin son salut. Elle provient de deux causes principales : d'abord et avant tout, du patriotisme qu'on a parfois pu croire engourdi dans quelques cœurs, mais qui, au premier choc, a jailli de tous comme une flamme très pure et très haute ; ensuite d'un sentiment que nos ennemis eux-mêmes semblent s'être appliqués, par leurs excès et leurs crimes, à rendre dans nos consciences de plus en plus clair et fort, à savoir que notre cause est vraiment celle de la justice, de la civilisation et de l'honneur, contre le mépris de toutes les lois humaines et divines et leur violation brutale, arrogante, cynique, mêlés à une

froide cruauté et à une barbarie qui s'enorgueillit sataniquement d'elle-même.

Telle est, en effet, la cause pour laquelle nous combattons et nous vaincrons, avec le loyal et puissant concours de nos alliés. Il est triste d'être à un âge où on ne peut combattre pour elle que par la plume ; mais si le même devoir s'impose à tous, chacun le remplit suivant ses forces à la place de bataille que sa destinée lui assigne. Les uns luttent héroïquement dans les tranchées, les autres travaillent plus modestement ailleurs et, certes, les services qu'ils rendent sont très inégaux. Mais tous n'ont qu'une pensée : le triomphe de la patrie.

Francis Charmes.

LA GUERRE

1914-1915

INTRODUCTION

LA POLITIQUE ALLEMANDE

D'APRÈS

LE LIVRE DU PRINCE DE BULOW

Quelques jours à peine avant la déclaration de guerre, M. Maurice Herbette nous a donné la traduction d'un livre du prince de Bülow intitulé : *la Politique allemande*, avec un avant-propos de M. de Selves, qui n'a pas été longtemps ministre des Affaires étrangères, mais l'a été assez pour bien connaître la situation générale de l'Europe et en parler avec justesse. Il a fort bien vu et fait voir la contradiction qui existe dans l'esprit du prince de Bülow et dans son livre.

Rarement les aspirations, les ambitions mondiales de l'Allemagne ont été mieux indiquées, mieux étalées que dans ce livre. L'Allemagne y est représentée comme un pays neuf qui n'est encore qu'à ses

débuts et vient seulement de franchir la première étape de sa croissance. « L'unité politique, dit M. de Bülow, n'a pas été la conclusion de notre histoire : elle est devenue le début d'un nouvel avenir. Placé au premier rang des Puissances européennes, l'empire allemand a repris une part entière à la vie de l'Europe. La vieille Europe, d'ailleurs, n'était plus depuis longtemps qu'une fraction de l'ensemble de la vie des peuples. » M. de Bülow enveloppe tout de suite l'horizon allemand d'un regard qui l'élargit démesurément. Nous sommes ici très loin de l'affirmation qu'aimait à répéter Bismarck, que l'Allemagne était une nation rassasiée, saturée. Ayant atteint l'objet de son long effort historique, elle était devenue la nation conservatrice par excellence. Quel que soit son respect pour Bismarck, le prince de Bülow n'hésite pas à dire combien cette vue lui paraît bornée. Elle était bonne autrefois, elle ne saurait suffire aujourd'hui : l'Allemagne ne peut plus se contenter de ce que M. de Bülow appelle dédaigneusement « la béate existence d'un Etat continental ». Il lui reste infiniment à entreprendre et à réaliser : il lui reste à faire sur mer ce qu'elle a fait sur terre et à devenir la plus grande puissance maritime et commerciale du monde comme elle est la plus grande puissance politique et militaire de l'Europe. Alors seulement ses destinées seront accomplies. Telle est la conception de M. de Bülow, et ce n'est pas elle qui nous étonne, mais bien la conclusion qu'il en tire, car c'est exactement celle de Bismarck, à savoir : que l'Allemagne est la nation la plus conservatrice qui existe, la plus pacifique, la plus rassurante pour la tranquillité de l'univers. Nous ne nous y attendions guère et les faits n'ont pas tardé à donner à M. de Bülow un sanglant démenti. Il n'était d'ailleurs pas

lui-même assez sûr de sa thèse pour n'avoir pas pris ses précautions contre les surprises possibles. La philosophie de son livre est tout entière dans la phrase suivante que nous en extrayons et qui a aussi frappé M. de Selves : « Un événement qu'il faut faire entrer dans tout calcul politique, c'est la guerre. Nul homme sensé ne la désire. Tout gouvernement consciencieux cherche de toutes ses forces à l'empêcher aussi longtemps que l'honneur et les intérêts vitaux de la nation le permettent. Mais tout Etat doit être dirigé dans toutes ses parties comme si, demain, il devait avoir une guerre à soutenir. » Cela est vrai, nous ne le voyons que trop, même pour les nations et les gouvernements les plus sincèrement pacifiques, à plus forte raison pour ceux qu'une politique de proie pousse fatalement sur les champs de bataille. L'Allemagne n'avait pas besoin qu'on le lui rappelât.

Le livre de M. de Bülow est un document très précieux, et nul n'en sera surpris. Diplomate de profession, élève de Bismarck et le meilleur sans doute, instruit par l'étude, la pratique des hommes, l'expérience des choses et doué d'une parole séduisante, longtemps l'homme de confiance de l'empereur Guillaume, il a été une douzaine d'années chancelier de l'Empire et, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, il a dirigé la politique de son pays avec habileté et énergie. On sait comment il a perdu la confiance et la faveur de son maître. Un jour, l'Allemagne a trouvé que l'Empereur parlait trop et M. de Bülow n'a pas caché que c'était aussi son sentiment. L'Empereur ne lui a su aucun gré de sa loyale franchise et, à la première occasion, qui ne s'est pas fait attendre, il l'a laissé choir sous un vote du Reichstag. Depuis lors, le prince de Bülow passe la plus grande partie

de son temps à Rome. D'acteur qu'il était, il est devenu simple spectateur, mais il n'a pas cessé de suivre avec une grande activité d'esprit les affaires de l'Allemagne et du monde et, n'ayant plus à les conduire, il en donne volontiers son avis. Son livre, toutefois, a un caractère rétrospectif. C'est la politique de l'Allemagne pendant qu'il était chancelier que M. de Bülow expose ; mais les lignes directrices de la politique allemande n'ont pas changé depuis qu'il a quitté la chancellerie impériale et, tôt ou tard, une politique qui visait à l'hégémonie mondiale et pratiquait systématiquement l'égoïsme le plus étroit, le plus implacable, sans tenir aucun compte de l'intérêt des autres et pas davantage de leur dignité, devait aboutir à la guerre générale. L'erreur de la politique allemande a été de croire qu'on n'oserait.

Le livre se divise en deux parties. Nous ne parlerons ici que de la première, qui traite de la politique extérieure. Quelle en est la préoccupation dominante ? Bien que M. de Bülow passe en revue toutes les nations de l'Europe et parle même de l'Amérique et du Japon, c'est surtout l'Angleterre qu'il a en vue; c'est de son côté qu'il se tourne le plus souvent avec inquiétude, comme s'il sentait que là est le danger pour les nouvelles ambitions de son pays. Et sans doute il se préoccupe aussi de la France et de la Russie, mais il semble prendre moins d'ombrage de leurs desseins. Pour en bien comprendre le motif, il faut remonter assez loin avec lui dans notre commune histoire.

M. de Bülow ne dissimule pas que l'entrée en scène de l'Allemagne en 1864, en 1866, en 1870, avec les succès rapides et décisifs d'où est sortie sa grandeur, n'a pas été vue avec beaucoup de faveur par les vieilles grandes Puissances qui ont été trou-

blées dans leur quiétude et ont senti qu'une rivale leur était née. Sa bienvenue au jour ne lui a pas ri dans tous les yeux. La Prusse d'abord, l'Allemagne ensuite, marchaient en effet à pas de géant et se préoccupaient infiniment peu de ce qu'elles écrasaient sur leur route. Il a fallu se gêner, se serrer pour leur faire place, et on s'y est résigné sans bonne grâce. Tout devenait plus difficile avec l'Allemagne qui bouleversait l'équilibre établi, émettait sans cesse des prétentions nouvelles, montrait un caractère difficile et apportait dans toutes les affaires des vues personnelles qu'elle imposait. On s'inclinait, parce que les intérêts en cause n'étaient encore ni assez nombreux ni assez importants pour qu'on se révoltât, mais on commençait à trouver les exigences allemandes insupportables. M. de Bülow rapporte à ce sujet une boutade d'un de ses collègues : « Vers 1895, écrit-il, « à Rome où j'étais alors ambassadeur, mon collègue anglais, sir Clare Ford, me dit avec un soupir : « Que les arrangements politiques étaient donc plus « commodes et moins compliqués, lorsque l'Angle- « terre, la France et la Russie formaient l'aréopage « de l'Europe et qu'on n'avait besoin d'y appeler l'Au- « triche que dans de rares occasions ! » « Ce bon vieux temps est passé, ajoute fièrement M. de Bülow. Le concert européen s'est accru, depuis plus de quarante ans, d'un membre qui a voix au chapitre et qui non seulement a la volonté de faire entendre sa voix, mais aussi dispose de la force pour agir. » Voilà le ton, il ne varie pas, il est toujours le même depuis la première page jusqu'à la dernière. A la manière des gens parvenus trop vite, l'Allemagne semble éprouver un plaisir de vanité à déranger les autres ; elle y trouve la preuve de son importance dont elle ne jouit pleinement que lorsqu'elle la fait

sentir pesamment. Elle est volontiers mauvais coucheur : c'est son goût de l'être. Et, si on n'est pas content, peu lui importe, puisqu'elle « dispose de la force pour agir ». Ces manières nouvelles déplaisent et choquent : on les tolère toutefois aussi longtemps qu'elles ne font en effet que déplaire et choquer sans porter atteinte à de graves intérêts. On sacrifie beaucoup à la paix du monde. L'Allemagne en profite pour grandir, grossir, envahir. Elle devient industrielle et commerciale : son génie la porte à produire beaucoup et à imposer ses produits aux autres. Tous les moyens lui sont bons pour cela. C'est la première forme de son initiation à la vie mondiale où elle ne tarde pas à se jeter à corps perdu. « A mesure, dit M. de Bülow, que notre vie nationale se transformait en vie mondiale, la politique de l'Empire allemand devenait, dans les mêmes proportions, une politique mondiale. » Au surplus, l'Europe tout entière était entraînée dans des voies nouvelles : l'Allemagne devait l'y suivre, l'y précéder, l'y supplanter. L'empereur Guillaume en a eu l'intelligence vive, rapide, profonde; M. de Bülow l'en félicite et l'en glorifie, déjà au nom de l'histoire. N'est-ce pas lui, le premier, qui a dit de l'Allemagne que son avenir était sur mer ? Il a fait plus que le dire, il a ouvert les voies à l'Allemagne, il lui a donné une flotte pour les parcourir victorieusement.

Mais ce qui était — peut-être — l'avenir pour l'Allemagne était le présent pour l'Angleterre, un présent laborieusement acquis et très solidement établi. Comment l'Angleterre s'accommoderait-elle des ambitions avouées de l'Allemagne? M. de Bülow ne se fait aucune illusion à cet égard; il pressent qu'elle s'en accommodera mal, car aucune Puissance ne s'est laissé déposséder sans résistance de ce qu'elle

regarde comme son patrimoine et son bien. L'Allemagne a donc prévu cette résistance, mais ne s'en est pas émue; elle s'est résolument proposé de battre l'Angleterre avec ses propres armes. Afin de lui prendre son secret, M. de Bülow s'est demandé comment, pourquoi elle était devenue la reine des mers. C'est, dit-il, parce que sa position insulaire lui ayant permis de ne rien craindre pour ses frontières, elle a pu, libre de cette préoccupation, porter tous ses efforts au delà. L'Allemagne ne jouit pas, tant s'en faut, d'un avantage pareil, car elle a partout des frontières vulnérables ; mais si elle parvient à les rendre invulnérables grâce à une armée qui paraîtra invincible et sèmera autour d'elle la terreur de sa force, ne sera-t-elle pas arrivée au même résultat que l'Angleterre ? Ce que la nature a donné gratuitement à celle-ci, ne l'aura-t-elle pas obtenu elle-même avec plus de mérite, par un moyen différent, mais aussi efficace ? Ce premier but a été atteint, l'Allemagne est si évidemment invincible sur terre qu'elle y est inattaquable. Dès lors, elle peut tourner ses pensées du côté de la mer.

Sa politique a dû être longtemps à la fois hardie et prudente : hardie, parce que son ambition l'exigeait, prudente parce que, au moins pendant quelques années, l'Angleterre, restant la plus forte, pouvait s'apercevoir du péril qui la menaçait et le dissiper en frappant brusquement le premier coup. « Pendant les dix années, dit M. de Bülow, qui suivirent le projet de loi sur la marine et le début de nos constructions de vaisseaux, une politique anglaise résolue à tout eût sans doute été en mesure d'arrêter net le développement maritime de l'Allemagne, et de nous rendre inoffensifs avant que nos serres eussent poussé sur mer. » Il fallait donc

endormir les préoccupations de l'Angleterre et faire pourtant ce qui les justifiait. Problème ardu ! M. de Bülow n'en diminue pas les difficultés, et rien n'est plus curieux que les pages où il les expose et même les étale : mais il se flatte de les avoir résolues. « Pour nos intérêts, écrit-il, comme pour notre dignité et notre honneur, il nous fallait tâcher de conquérir à notre politique dans le monde l'indépendance que nous avions assurée à notre politique en Europe. L'accomplissement de ce devoir national pouvait être rendu plus difficile par la résistance éventuelle de l'Angleterre, mais aucune résistance au monde ne pouvait nous en dispenser. » L'Allemagne est donc allée de l'avant. L'Angleterre, qui répugne à la guerre et ne la fait qu'à la dernière extrémité, s'est contentée de renforcer ses propres armements. A diverses reprises, elle a essayé de s'entendre avec l'Allemagne pour une limitation qui serait observée de part et d'autre : l'Allemagne a passé outre et n'a voulu rien entendre. Elle semblait actionnée par une volonté supérieure. La fatalité s'en mêlait. « Il le fallait ! » dit M. de Bülow. L'Angleterre, comme cela lui arrive parfois, a laissé passer plus d'une occasion favorable : l'amour de la paix l'emportait toujours chez elle. Aussi le moment est-il enfin venu où l'Allemagne a jugé que son œuvre était terminée, ou du moins assez avancée pour lui permettre de jeter le masque. Rappelant avec satisfaction les traits adroitement équilibrés d'une politique qui lui a permis, sans être l'amie de l'Angleterre, ce qui l'aurait fait tomber sous sa dépendance, de n'être pas non plus son ennemie, ce qui aurait dès le premier moment paralysé son effort, « c'est ainsi, dit M. de Bülow, que nous avons réussi en fait, sans être inquiétés ni

influencés par l'Angleterre, à créer cette puissance maritime qui donne une base réelle à nos intérêts économiques et à nos projets de politique mondiale, puissance telle que l'attaquer semblerait une grave témérité, même à l'adversaire le plus fort. » Les « serres » avaient poussé suffisamment.

Est-ce bien sûr ? On vient de voir que l'Angleterre a eu la grave témérité qui paraissait impossible à M. de Bülow. N'a-t-il pas lancé un peu trop tôt, un peu trop haut, son cri de triomphe ? Où est la flotte allemande en ce moment ? Elle se cache dans les ports, les fleuves, les canaux ; elle se couvre prudemment par des torpilles et des mines flottantes ; elle reconnaît donc la supériorité persistante de la flotte britannique. M. de Bülow a-t-il cru que l'Angleterre, à l'occasion, n'userait pas de cette supériorité ? Ce n'est cependant pas qu'il ait méconnu les intérêts de l'Angleterre dans une question qui est vitale pour elle, ni qu'il se soit mépris sur ce que sa politique a de résolu, d'inflexible, de permanent. Les pages qu'il a écrites à ce sujet sont parmi les meilleures de son livre : nous voudrions pouvoir les citer tout entières.

« Il n'y a pas, dit-il, d'Etat au monde dont la politique se meuve aussi imperturbablement que la politique anglaise dans des voies traditionnelles. C'est à cette continuité séculaire de sa politique extérieure, demeurée indépendante du changement des partis au pouvoir, qu'elle doit ses grandioses succès sur la scène du monde. L'alpha et l'oméga de toute politique anglaise fut de tout temps la poursuite et le maintien à son profit de l'empire des mers. L'intérêt que prend l'Angleterre au groupement des forces sur le continent européen ne vise pas seulement l'avantage et le bien-être des Etats qui se sen-

tent opprimés ou menacés par la supériorité d'un seul d'entre eux. Une telle sympathie humanitaire et désintéressée exerce rarement une influence prépondérante sur les résolutions politiques du gouvernement d'un grand Etat. Pour la direction de la politique anglaise, ce qui sert de guide, c'est la répartition des forces en Europe et sa répercussion sur la maîtrise anglaise de la mer. Tout déplacement de puissance n'ayant aucune conséquence à cet égard a toujours été assez indifférent au gouvernement anglais. Si l'Angleterre,par tradition, c'est-à-dire conformément à ses immuables intérêts nationaux, se montre hostile, ou tout au moins défiante vis-à-vis de la nation européenne qui se trouve être la plus forte, le motif en est avant tout dans la signification qu'elle attribue, en ce qui concerne la politique maritime, à la supériorité des forces sur le continent. » Il y a beaucoup de vrai dans ce jugement. Aussi longtemps que l'Allemagne n'a usé de sa force que pour établir sa prépondérance sur le continent, l'Angleterre est restée impassible, immobile. Mais, à dater du moment où l'Allemagne s'est servie de sa prépondérance continentale pour en faire le point d'appui de sa politique maritime, son attitude a changé.

Personne, on le voit, n'a jeté plus de lumière que M. de Bülow sur le lien étroit qui rattache la politique maritime de l'Allemagne à sa politique continentale. La seconde n'est pas indépendante de la première, elle en est la condition nécessaire. M. de Bülow va jusqu'à dire, et il a raison, qu'un échec de la politique mondiale de l'Allemagne pourrait ne pas influer sensiblement sur sa situation continentale,mais que la réciproque n'est pas vraie et qu'un échec ou une diminution de prestige de l'Allemagne

sur le continent renverserait d'un seul coup l'échafaudage de sa politique mondiale. C'est là une vue très juste : les faits d'hier l'ont confirmée. Dès le lendemain de la déclaration de guerre, et avant même que les événements se fussent dessinés avec quelque netteté dans un sens quelconque, les colonies de l'Allemagne se sont trouvées en péril. L'Angleterre s'est emparée de Togo, et le Japon de Kiao-Tcheou. Et pourtant, l'Allemagne avait toujours ménagé le Japon, elle avait été pleine de prévenances pour lui. « Nous n'avons aucun intérêt, dit M. de Bülow, à nous aliéner ce vaillant peuple pourvu d'éminentes qualités et à l'avoir pour adversaire. » Ce vaillant peuple n'en est pas moins devenu l'ennemi de l'Allemagne et lui a enlevé sa colonie d'Extrême-Orient. Que le coup soit sensible à l'Allemagne,il suffit pour s'en convaincre de demander à M. de Bülow quel prix elle attache à cette colonie. « En même temps, dit-il,que commençait la construction de notre flotte, nous nous installions, pendant l'automne de 1897, à Kiao-Tcheou ; quelques mois plus tard se concluait avec la Chine le traité de Schantoung, un des actes les plus importants de l'histoire contemporaine de l'Allemagne, acte qui nous assurait notre place au soleil de l'Extrême-Orient, sur les rivages pleins d'avenir de l'océan Pacifique. » C'étaient là de beaux rêves ! Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? M. de Bülow n'avait pas tort de croire que l'Allemagne ne pouvait se soutenir sur mer et au delà des mers que si sa puissance était incontestée sur le continent européen.

Mais si on le savait si bien à Berlin, l'Angleterre ne l'ignorait pas non plus à Londres; il était donc à prévoir que lorsqu'elle pourrait porter atteinte à la puissance européenne de l'Allemagne, l'Angle-

terre ne manquerait pas de le faire, sûre par là de détruire en même temps sa puissance mondiale, dont elle commençait à prendre sérieusement ombrage. Et si le gouvernement actuel de l'Allemagne ne l'a pas prévu, ce n'est pas la faute de M. de Bülow qui, dans sa retraite, lui prodiguait les leçons de l'histoire. « La puissance continentale la plus forte, écrivait-il, a toujours trouvé largement ouverts devant elle les chemins de la politique mondiale. Mais, sur ces chemins, l'Angleterre était en sentinelle. Lorsque Louis XIV suggérait à Charles II l'idée d'une alliance anglo-française, celui-ci, malgré ses sympathies personnelles pour la France, lui répondit que l'établissement d'une alliance sincère se heurtait à certains obstacles, dont le principal résidait dans les efforts que faisait la France pour devenir une Puissance maritime sérieuse... C'est surtout comme adversaire de la politique maritime française que l'Angleterre devint l'ennemie de la France dans la guerre de la Succession d'Espagne, qui porta le premier coup à la prépondérance française en Europe, valut aux Anglais, avec la possession de Gibraltar, la clef de l'Océan et leur donna les meilleures provinces du Canada. » Et M. de Bülow poursuit sa démonstration avec un renfort si abondant de preuves qu'on est étonné que la portée en ait été si mal comprise à Berlin. « Les événements de 1866 et 1870, écrit-il encore, ont fait de la Prusse et de l'Allemagne la Puissance la plus forte du continent, et celle-ci a pris peu à peu dans l'esprit des Anglais la place qu'y occupait auparavant la France du Roi-Soleil et des deux Bonapartes. » D'après cela, on devait croire qu'en cas de guerre générale l'Allemagne se défierait de l'attitude de l'Angleterre et qu'elle ne s'exposerait pas à une épreuve aussi

redoutable sans avoir pris des précautions et s'être assuré des garanties de ce côté. Et pourtant elle n'en a rien fait.

D'où lui venait sa confiance ? Nous ne nous chargeons pas de l'expliquer. M. de Bülow en donne bien quelques motifs, mais ils sont de peu de valeur, vraiment. Ils se réduisent à dire que, l'Allemagne étant devenue trop forte pour être attaquée sur mer, l'Angleterre sentirait qu'elle n'avait rien de mieux à faire que d'être son amie. Le morceau vaut d'ailleurs la peine d'être cité : « Les nuages de guerre font partie du ciel politique. Mais le nombre des nuages qui provoquent la foudre est incomparablement plus faible que le nombre de ceux qui se dissipent. La conduite de nos rapports avec l'Angleterre demande une main particulièrement ferme et persévérante. Nous désirons des relations agréables, amicales même, sans nous effrayer d'un manque d'amabilité. Voilà sur quoi l'Allemagne doit régler son attitude vis-à-vis de l'Angleterre, l'Allemagne officielle aussi bien que la nation elle-même. Une politique d'obséquiosité est aussi défectueuse qu'une politique de brusquerie. Le peuple anglais, le plus uni politiquement, ne se laisserait pas détourner, par les plus ardentes protestations d'amitié, de résolutions qu'il aurait reconnues avantageuses, et il ne verrait qu'un aveu de notre faiblesse dans les preuves d'amitié qui n'auraient pas pour base un intérêt reconnaissable. D'autre part, un peuple vaillant et fier comme le peuple anglais ne se laisserait, pas plus que le peuple allemand, intimider par des menaces ouvertes ou dissimulées. Appuyés aujourd'hui sur une flotte respectable, nous sommes vis-à-vis de l'Angleterre dans une autre posture qu'il y a quinze ans, où il nous fallait autant que possible éviter un conflit avec

cette Puissance, jusqu'à ce que nous eussions construit notre flotte. A cette époque, notre politique extérieure se trouvait jusqu'à un certain point sous la dépendance de nos armements : il lui fallait travailler dans une situation anormale. Aujourd'hui, l'état normal est rétabli: les armements dépendent de la politique. L'amitié comme l'hostilité de l'Empire allemand, appuyé par une flotte puissante, ont maintenant pour l'Angleterre, cela va de soi, une importance autre que l'amitié et l'hostilité de l'Allemagne dépourvue de moyens d'action sur mer, comme elle l'était à la fin du XIXe siècle. La diminution de l'écart entre les forces anglaises et allemandes représente une décharge importante en faveur de notre politique extérieure vis-à-vis de l'Angleterre. » On sent déjà l'intimidation sous ces paroles. Cependant, l'Allemagne aimerait mieux inpirer de la confiance que de la crainte, et il faut voir de quel ton M. de Bülow s'efforce de calmer les appréhensions que risque de faire naître la grandeur de l'Allemagne : il vante sa modération. De tous les peuples de la terre, dit-il, celui qui a le plus rarement attaqué pour conquérir est le peuple allemand. Et ici encore nous devons citer, car on ne nous croirait pas si nous ne le faisions pas textuellement : « Sans exagération ni vantardise, écrit donc M. de Bülow, on peut affirmer que jamais encore dans l'histoire une Puissance militaire d'une force aussi supérieure que celle de l'Allemagne n'a servi dans la même mesure la cause de la paix. Ce n'est pas par notre incontestable amour de la paix que ce fait s'explique. L'Allemand a toujours eu l'esprit pacifique, et pourtant il a sans cesse été réduit à prendre les armes, parce qu'il lui fallait se mettre en défense contre une attaque étrangère. En réalité, la paix s'est maintenue surtout, non parce

que les Allemands se sont abstenus d'attaquer d'autres nations, mais parce que d'autres nations ont craint la riposte allemande à leur propre attaque. Nos puissants armements ont été une garantie de paix telle que n'en ont pas connu les derniers siècles, en proie à toutes les agitations. Un jugement historique ressort de cette constatation... »

Mais nous nous abstiendrons de reproduire le jugement historique de M. de Bülow. Il a parlé trop vite; l'histoire se poursuivait, elle se poursuit encore; on a pu voir ce qu'il fallait penser de l'esprit pacifique de l'Allemagne, lorsqu'elle a déclaré, à vingt-quatre heures d'intervalle, la guerre à la Russie et à la France et qu'elle l'a déchaînée dans toute l'Europe. L'histoire n'a pas encore porté son jugement, elle le prépare.

Pour revenir aux rapports des deux pays, on ne comprend guère, quand on a lu M. de Bülow, les illusions que l'Allemagne a pu garder sur l'inertie apparente de l'Angleterre. M. de Bülow a exposé en effet avec une admirable clairvoyance les motifs que l'Angleterre avait de s'opposer à l'ambition allemande sur mer en la frappant sur terre, et cependant ni lui ni son successeur, M. de Bethmann-Hollweg, n'ont paru croire que l'Angleterre, fidèle à ses traditions, raisonnerait et agirait aujourd'hui comme elle l'a fait du temps de Louis XIV et de Napoléon. La conversation que le chancelier actuel a eue avec l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Edward Goschen, au moment de la déclaration de guerre, est à cet égard bien curieuse. La surprise de M. de Bethmann-Hollweg a été sans bornes lorsque l'Angleterre a rompu. Cet homme, qui avait montré jusqu'alors du sang-froid et du bon sens, en a littéralement perdu la tête et a mêlé à ses imprécations

des propos prodigieux qu'il a dû regretter depuis, car ils ont retenti dans le monde entier où ils n'ont fait honneur, ni à lui, ni à son pays. — Eh quoi ! s'est-il écrié, l'Angleterre se prononcerait contre l'Allemagne, un pays auquel elle est apparentée, un pays qui croyait pouvoir compter sur sa sympathie, un pays avec lequel elle n'avait jamais eu un dissentiment profond ! Un homme est aux prises avec deux agresseurs qui veulent le tuer : un troisième survient et lui plonge un poignard dans le dos ! — L'homme traîtreusement attaqué est l'Allemagne ; son meurtrier est l'Angleterre. M. de Bethmann-Hollweg n'en revient pas. Il y a de la naïveté dans son étonnement et dans sa colère. Peut-être n'avait-il pas lu le livre de M. de Bülow. S'il l'avait fait, sa colère aurait persisté, mais non pas son étonnement.

Ce qui provoque le nôtre, c'est que M. de Bülow lui-même, malgré son livre, n'a pas l'air de s'être beaucoup plus attendu que M. de Bethmann-Hollweg à ce qui est arrivé : on peut en juger par la manière dont il raconte ce qu'il appelle la tentative d'encerclement de l'Allemagne par le roi Édouard VII et le dénouement qu'elle a eu. M. de Bülow, qui est homme du monde et diplomate, parle d'Édouard VII avec une grande convenance dans les termes, mais il découvre distinctement en lui un ennemi de l'Allemagne, qui s'est donné pour but de former contre elle une coalition continentale. Il raconte les intrigues perfides que le Gouvernement anglais a nouées, sous l'inspiration de son Roi, pour isoler l'Allemagne en Europe et tourner contre elle la France, la Russie, l'Espagne, sans doute aussi les petites Puissances du Nord. Nous ne nous porterions pas garant que le roi Édouard VII ait eu vraiment toutes les intentions que M. de Bülow lui prête,

mais, s'il les a eues, l'Allemagne a merveilleusement aidé à leur succès. Sa politique de coups d'épingle, ou plutôt de coups de bottes contre tout le monde, a commencé dès ce moment à tourner tout le monde contre elle, au point qu'on l'a vue, à la conférence d'Algésiras, à peu près abandonnée, même par ses alliés. M. de Bülow le conteste. Il parle des services que l'Autriche et l'Italie ont rendus à l'Allemagne et dont celle-ci leur a été reconnaissante; mais,par un chef-d'œuvre de diplomatie de leur part, il faut le croire, la France elle aussi a été satisfaite de l'attitude de ces mêmes Puissances et leur en a gardé un bon souvenir. En réalité, l'Allemagne, dans une conversation directe avec nous, aurait probablement obtenu plus que nous ne lui avons concédé lorsque nous avons pu nous appuyer, à Algésiras, sur la majorité et, en certains cas, sur l'unanimité des Puissances qui y étaient représentées. Déjà les prétentions de l'Allemagne commençaient à inquiéter, à irriter. S'il y a eu encerclement contre elle, c'est encore plus à elle qu'au roi Édouard VII que ce résultat a été dû. Au surplus, le terme d'encerclement est ici très excessif, et personne n'a songé alors à pratiquer contre l'Allemagne la politique qu'il désigne. Ce qui est vrai, c'est qu'à Algésiras l'Allemagne a senti pour la première fois autour d'elle des résistances qu'elle n'avait pas prévues et qui lui ont été très sensibles. Elle s'était habituée à croire que la peur qu'elle faisait devait opérer comme l'antique : *Sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas*. Sa volonté devait suffire pour incliner toutes les autres. Il n'en était déjà plus tout à fait ainsi à Algésiras. Elle avait abusé de sa force, et le monde regimbait.

M. de Bülow expose dans son livre que la pré-

pondérance de l'Allemagne tenait à deux causes, dont l'une était sa force incontestable et l'autre le prestige qui en résultait, en d'autres termes, à son armée et au bluff. Le prestige procède de ces impondérables dont Bismarck a proclamé l'efficacité. Celui de l'Allemagne commençait-il réellement à diminuer ? Quoi qu'il en soit, M. de Bülow en a eu l'appréhension. Il était alors chargé de la direction de la politique allemande. C'est lui qui avait engagé l'affaire du Maroc : il a toujours revendiqué la responsabilité et il la revendique encore aujourd'hui, en dépit des événements ultérieurs, d'avoir envoyé l'empereur Guillaume à Tanger. Il avait cru faire un coup de maître et la conséquence était, en fin de compte, l'encerclement de l'Allemagne et la diminution de son prestige. C'était jouer de malheur ! Il y avait eu là, devant le monde entier, un échec moral dont personne ne parlait tout haut, car ceux qui en avaient bénéficié avaient le bon esprit de ne pas s'en vanter, mais que tout le monde sentait. Les considérations dans lesquelles entre à ce sujet M. de Bülow en sont l'aveu.

Il fallait donc une réparation : le prestige allemand avait besoin d'être remis à neuf. L'occasion désirée ne tarda pas à se présenter : ce fut l'annexion de l'Herzégovine et de la Bosnie et la crise aiguë qu'elle provoqua. En fait, cette crise dure encore, et l'effroyable guerre à laquelle nous participons en est une des phases : mais nous ne parlons ici que de la première, celle qui fut remplie par l'émotion et l'intervention des Puissances slaves, petites et grandes, depuis la Serbie jusqu'à la Russie. On a vu alors, avec un dénouement bien différent, une première ébauche des événements qui viennent de se reproduire. La Serbie a protesté contre l'annexion par

l'Autriche de deux provinces dont les habitants étaient de race serbe. Tout pays vit avec un idéal qu'il poursuit toujours, même au risque de ne l'atteindre jamais : il ne se le laisse pas arracher sans douleur. L'idéal des Serbes est naturellement de réunir un jour toute la nationalité serbe dans les mêmes frontières. L'acte accompli par le gouvernement autrichien était un coup porté à ce rêve d'avenir : de là l'effervescence qui se produisit à Belgrade et qui gagna de proche en proche jusqu'à Saint-Pétersbourg. La faute une fois commise, si on ne croyait pas devoir ou pouvoir la réparer, il aurait du moins été sage d'en adoucir les effets pour la Serbie ; mais l'Autriche n'en fit rien, loin de là ! On se rappelle l'extrême raideur, l'inexorable exigence, l'injurieuse dureté qu'affecta alors sa politique. Le baron d'Ærenthal joua au Bismarck ; il crut sans doute en être un nouveau, et d'autres que lui le crurent au premier moment ; mais c'est une opinion qui ne tarda pas à se dissiper et que personne ne soutiendrait plus aujourd'hui. En dehors du motif que, en fait de violences, il faut se tenir à ce qui est strictement nécessaire et se garder de le dépasser, l'Autriche en avait un autre de ménager le sentiment des Serbes, c'était de ménager en même temps celui de la Russie. Bismarck n'aurait pas manqué de le faire. L'attitude adoptée et maintenue contre les Serbes devait produire sur la Russie l'effet d'une provocation. On en eut l'impression extrêmement vive à Saint-Pétersbourg ; on s'émut, on commença à s'agiter. C'est alors que l'Allemagne intervint et personne n'a oublié la démarche que son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le comte de Pourtalès, fut chargé de faire auprès du ministre des Affaires étrangères, M. Isvolsky. L'Allemagne, qui était der-

rière l'Autriche, se plaça à côté d'elle ou même devant elle, « avec son armure étincelante », et la Russie céda. On était trop près de la guerre de Mandchourie et de ses suites. L'armée russe n'avait pas eu le temps de panser, de guérir ses blessures. C'était, à Saint-Pétersbourg, un acte de haute raison que de savoir attendre. Mais, si le gouvernement allemand a espéré que ce souvenir pénible s'effacerait de la mémoire du gouvernement russe, il a eu tort. Il avait inquiété l'Angleterre, il venait de blesser cruellement la Russie : ce sont là des choses qui laissent des traces ineffaçables.

On avait cru jusqu'à présent que, dans l'acte aventureux qu'il avait accompli, le gouvernement allemand avait été déterminé par ce qu'il regardait comme son devoir d'allié. L'Autriche n'avait-elle pas été son « brillant second » à Algésiras? Il avait une dette à acquitter. Mais le prince de Bülow présente la chose autrement et renverse les idées qu'on s'en était faites. En réalité, l'Allemagne avait gardé sur le cœur la mortification secrète de n'avoir pas été un très brillant premier et elle éprouvait le besoin impatient de s'en relever aux yeux de l'univers. Ce qui la détermina encore, toujours d'après M. de Bülow, ce ne fut pas tant la considération de son alliance que l'attitude de l'Angleterre. « L'Angleterre, dit-il, se mit du côté de la Russie et le langage de la presse anglaise prit un ton presque plus passionné que les voix russes qui résonnaient à nos oreilles. La pointe aiguisée de la politique anglaise parut se tourner moins contre l'Autriche que contre l'Allemagne, son alliée. C'était la première fois que l'alliance austro-allemande devait, en présence d'un grave conflit, prouver sa solidité et sa force... L'heure allait sonner qui devait montrer si l'Allemagne était vraiment

mise en échec par la politique d'encerclement, si les Puissances attirées dans le cercle de la politique anti-allemande trouveraient ou non leurs intérêts vitaux en Europe conciliables avec une attitude et des actes hostiles à l'Empire allemand et à ses alliés.

« Les péripéties de la crise bosniaque marquèrent en réalité la fin de la politique d'encerclement. Aucune Puissance ne parut d'humeur à subordonner ses propres intérêts européens à des intérêts étrangers de politique générale et à exposer ses os pour autrui. La constellation très surfaite d'Algésiras se brisa contre le roc de la politique continentale. L'Italie resta aux côtés de ses alliés ; la France resta dans l'expectative et ne se montra pas désobligeante pour l'Allemagne ; l'empereur Nicolas donna au monde une nouvelle preuve de sa sagesse et de son amour de la paix, en se prononçant pour un règlement à l'amiable des difficultés existantes. Le savant encerclement de l'Allemagne, épouvantail passager d'esprits pusillanimes, se dévoila comme une fantasmagorie diplomatique établie sur des conceptions diplomatiques dénuées de réalité. L'erreur de calcul qui avait présidé à sa création avait été la suivante : on n'avait pas fait entrer en ligne de compte, avec son entière valeur comme facteur, la position de grande Puissance européenne de l'Empire allemand. »

L'hymne de victoire que chante glorieusement, mais prématurément, M. de Bülow montre combien un homme, même très intelligent, peut, sous l'obsession d'une idée fixe, mal interpréter les faits qu'il raconte avec une exactitude apparente. Les faits qu'il raconte sont, en effet, littéralement exacts, et cependant on peut dire du passage que nous venons de citer : autant de mots, autant d'erreurs. M. de Bülow n'a pas compris les sentiments qu'ont éprouvés alors

les diverses Puissances et dont leur attitude s'est inspirée. De la France, par exemple, il dit qu'elle resta dans l'expectative et ne se montra pas désobligeante pour l'Allemagne. Pourquoi se serait-elle montrée désobligeante pour l'Allemagne, puisqu'elle restait dans l'expectative, et pourquoi est-elle restée dans l'expectative, sinon parce la Russie y restait elle-même? La Russie avait pour cela les raisons très fortes que nous avons dites. Dès lors, la France et l'Angleterre, qui n'aspiraient pas à jouer le premier rôle dans les affaires slaves, devaient naturellement s'abstenir. Elles n'avaient pas à se demander si elles exposeraient ou non leurs os pour autrui, puisque autrui, c'est-à-dire la Russie, ne jugeait pas le moment venu d'exposer les siens. Mais certes, si la Russie avait eu un sentiment et une volonté contraires et avait persisté dans la voie où elle s'était d'abord engagée, la France ne l'y aurait pas abandonnée. Elle aurait fait alors ce qu'elle a fait depuis, elle aurait rempli ses devoirs d'alliée. L'Angleterre n'avait pas les mêmes engagements, et nous ne pouvons pas parler aussi sûrement pour elle que pour nous : elle aurait agi suivant ses intérêts, que M. de Bülow connaît si bien. Une grande guerre aurait éclaté dès ce moment. Nous sommes heureux qu'elle ne l'ait point fait, parce que les conditions actuelles sont bien meilleures pour nous qu'elles ne l'auraient été alors, mais nos dispositions étaient les mêmes qu'aujourd'hui. C'est ce dont M. de Bülow n'a pas eu conscience. Il n'a pas senti que la patience du monde était déjà à bout et qu'il serait imprudent de la mettre une fois de plus à l'épreuve. Il a cru que ce qu'il appelle la politique d'encerclement avait vécu, et que l'union de la France, de la Russie et de l'Angleterre avait été frappée d'un coup dont elle ne se relèverait

pas. Et il a écrit comme conclusion à son étude cette phrase triomphante, arrogante comme un défi : « La tentative de donner à l'antagonisme anglo-allemand l'ampleur d'un système général de politique internationale ne se produira plus. Et, si on y revenait, on serait de nouveau arrêté par les rudes réalités de la politique continentale, dont la plus rude est la Triple-Alliance. » On ne s'est jamais trompé plus complètement.

Puisque l'Allemagne se flattait d'avoir obtenu un grand succès, que ne s'y est-elle tenue? Il y a des expériences qu'il ne faut pas recommencer. Des circonstances qui semblaient analogues à celles d'alors ont amené hier un résultat opposé et le motif en est simple : c'est que la Russie, qui n'avait pas oublié le désagrément douloureux que l'Allemagne lui avait infligé en 1908, n'était pas disposée à en subir un nouveau. L'Allemagne a cru, au contraire, que la Russie, ayant cédé en 1908, devait le faire également en 1914, et on vient de voir que M. de Bülow l'avait annoncé par avance en termes formels. La vérité est bien différente : la Russie, qui avait refait son armée et repris des forces, n'attendait que l'occasion d'avoir sa revanche. Cette occasion, ni elle, ni nous, ni l'Angleterre ne l'aurions provoquée ; le respect de l'humanité nous aurait retenus ; mais nous étions résolus à ne plus la manquer, si l'Allemagne, poussant jusqu'à la démence la griserie d'une force qu'elle n'avait pourtant pas mise à l'épreuve depuis plus de quarante ans, assumait elle-même la responsabilité de la guerre. Comment aurait-il pu en être autrement? L'occasion se présentait sous les apparences les plus rassurantes : en effet, la Russie savait qu'elle pouvait compter sur le concours de son alliée et, quoiqu'elle n'eût pas la

même certitude absolue en ce qui concerne l'Angleterre, le concours de celle-ci était probable : il est devenu certain, dès que la neutralité de la Belgique a été violée. Qu'importe, devait penser M. de Bülow, puisqu'il reste la « rude réalité » de la Triple-Alliance? On vient de voir combien haut il faisait sonner la valeur politique et militaire de cette combinaison. « Rarement, dit-il encore, sinon jamais, l'histoire de l'Europe n'a vu une alliance aussi solide. » Il en était bien sûr, mais, une fois de plus, il s'est trompé : dès qu'elle a fait appel à ses deux alliés, l'Allemagne en a vu un lui échapper.

Ce ne pouvait être l'Autriche, puisque c'est pour elle qu'on faisait ou qu'on avait l'air de faire la guerre, mais l'Italie s'est détachée de l'alliance et s'est déclarée neutre. Elle en avait le droit incontestable, car l'affaire avait été engagée à son insu, et elle en avait aussi les meilleures raisons, n'étant pas d'humeur, pour employer les expressions mêmes de M. de Bülow, à subordonner ses propres intérêts à des intérêts étrangers de politique générale et à exposer ses os pour autrui. Mais cette réserve de sa part était-elle de nature à causer de la surprise? Elle devait, en tout cas, en causer très peu. Dans une certaine mesure, M. de Bülow l'avait prévue et Bismarck l'avait fait avant lui. « Il y a des politiciens, dit M. de Bülow, qui hésitent à attribuer une vraie valeur à la présence de l'Italie dans la Triple-Alliance. Ils doutent que l'Italie soit en mesure et qu'elle ait le désir de marcher la main dans la main avec l'Autriche et avec nous dans toutes les complications éventuelles de la politique internationale. Même si ces doutes étaient fondés, ce qui n'est pas le cas, étant donnée la loyauté des facteurs dirigeants de l'Italie et l'intelligence politique du peu-

ple italien, ils ne démontreraient pas absolument que la participation de l'Italie à la Triple-Alliance est dénuée de valeur. Même si l'Italie ne pouvait pas marcher dans toutes les situations, jusqu'aux conséquences extrêmes, avec l'Autriche et nous, même si l'Autriche et nous, nous ne pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans toutes les complications des engrenages de la politique mondiale, l'existence de l'alliance empêcherait cependant chacune des trois Puissances de se ranger aux côtés de l'adversaire des deux autres. C'est ce qu'envisageait le prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour qu'il lui suffisait qu'un caporal italien, avec le drapeau italien et un tambour à côté de lui, fît face à l'Ouest, c'est-à-dire vers la France, et non à l'Est, c'est-à-dire dans la direction de l'Autriche. Tout le reste dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit en Europe, de la vigueur que nous montrerons alors au point de vue militaire et des résultats qu'obtiendront nos soldats et nos diplomates. » Nous laissons à nos lecteurs le plaisir de savourer ce morceau. Bismarck réduisait ici au minimum ses exigences, qui étaient ordinairement plus impérieuses ; il ne demandait à l'Italie et M. de Bülow ne lui demande à son tour qu'un caporal tourné vers l'Ouest avec un drapeau et un tambour : cela même a été refusé à l'Allemagne. « La valeur suprême et totale d'une alliance ne s'éprouve qu'en cas de guerre, » conclut philosophiquement M. de Bülow. On a vu, en effet, dès le premier coup de clairon, quelle était la valeur de la Triple-Alliance. « Tout le reste, dit encore M. de Bülow, dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit. » La cause de conflit qu'on a posée est précisément celle qui, en mettant en opposition directe

ses intérêts et ceux de ses partenaires, devait inspirer à l'Italie le désir de reprendre sa liberté, en même temps qu'elle lui en donnait le droit. Et elle a usé de ce droit.

Au surplus, ce n'est pas en Allemagne qu'on pourrait, en tout état de cause, s'étonner et encore moins s'indigner de voir un pays se dégager d'une obligation ancienne sous le coup d'un intérêt immédiat et puissant. Le prince de Bismarck, avec l'indépendance de son esprit sans scrupules, a établi en pareille matière la doctrine dont s'inspirent après lui ses successeurs : on l'a vu à propos de la neutralité belge. « L'observation des traités entre les grands Etats, a-t-il dit dans ses *Pensées et souvenirs*, n'est que conditionnelle dès que la lutte pour la vie la met à l'épreuve. Il n'est pas de grande nation qui consente jamais à sacrifier son existence à la foi des traités, si elle est mise en demeure de choisir. Le proverbe *ultra posse nemo obligatur* ne peut jamais perdre ses droits par la clause d'un traité ; il est de même impossible de fixer par contrat la mesure de l'intervention et les forces exigibles pour l'exécution du traité, dès que l'exécuteur ne trouve plus son intérêt dans le texte qu'il a signé ni dans l'interprétation première de ce texte. » M. de Bülow parle quelque part du « riche trésor de notions politiques » que Bismarck a légué à l'Allemagne : voilà sans doute une de ces notions et une des plus utiles. M. de Bülow, qui la connaît, n'a pu guère parler aux Italiens du respect dû aux traités lorsqu'il s'est donné tant de peine pour les retenir par la persuasion dans le giron de la Triple-Alliance : aussi s'est-il contenté sagement d'invoquer leur intérêt. Mais les Italiens ne l'ont pas compris comme lui.

Dans la seconde partie de son livre, M. de Bülow,

traite de la politique intérieure de l'Allemagne. Nous nous contenterons de dire un mot du chapitre qu'il consacre à la Pologne parce que, dans les circonstances présentes, ce chapitre se rattache étroitement à la diplomatie et à la guerre. Le prince de Bülow, pendant qu'il était chancelier de l'Empire, a été aussi impitoyable pour la Pologne que l'avait été avant lui le prince de Bismarck, et ce n'est pas peu dire! « Les frontières des Etats, écrit-il, ne séparent pas les nationalités les unes des autres. S'il était possible que les membres de différentes nationalités, avec leurs différents idiomes, leurs mœurs et leur vie intellectuelle de genres divers, vécussent côte à côte dans un seul et même Etat sans succomber à la tentation de s'imposer mutuellement leur nationalité particulière, la face de la terre aurait un aspect beaucoup plus pacifique. Mais c'est une loi dans la vie et l'évolution historiques que, là où des cultures nationales différentes se touchent, elles se disputent la première place. Que, là où deux nationalités différentes sont attachées au même sol, il soit difficile de les satisfaire toutes deux; que, dans de pareilles conditions préalables, des froissements se produisent aisément; et, comme cela peut arriver, que des mesures prises d'un côté dans de bonnes intentions provoquent de l'autre côté l'émotion et la résistance : tout cela n'apparaît peut-être nulle part aussi clairement que dans cette partie de la vieille Pologne où, après le partage, on s'est le plus prêté aux désirs des Polonais. » C'est une étrange prétention de la part de la Prusse d'avoir été, des trois co-partageants, celui qui s'est le mieux prêté aux désirs des Polonais : en réalité, elle a été le plus malhabile et finalement le plus brutal, et c'est en Pologne, plus peut-être que partout ailleurs, plus que

dans les duchés de l'Elbe, plus même qu'en Alsace-Lorraine, parce que son action s'y est exercée plus longtemps, que son inaptitude radicale à s'assimiler une race étrangère s'est manifestée avec le plus d'évidence.

La politique prussienne est partie du principe, posé par M. de Bülow, qu' « une civilisation supérieure a, de tout temps, donné un droit politique » : et, comme la Prusse a une civilisation supérieure à toutes les autres, elle s'arroge partout et sur tous un droit politique prééminent. Exerçant ce droit en Pologne, elle s'est proposé d'y établir une colonie allemande par l'élimination des Polonais. Elle y a échoué pour des motifs qu'il serait trop long d'exposer ici, et alors elle est devenue persécutrice jusqu'à la férocité. Elle s'est proposé résolument, systématiquement, impitoyablement, d'expulser les Polonais au moyen de l'expropriation et de prendre leur place. M. de Bülow expose avec complaisance, mais malheureusement avec inexactitude, les résultats de cette politique qu'il dit avoir réussi, en quoi il se trompe, et qui a fait naître des rancunes, des colères, des revendications inexpiables. Mais quoi ! il faut en prendre son parti et poursuivre l'œuvre entreprise avec un redoublement d'énergie. Y aurait-il, par hasard, un autre droit au monde que les convenances de l'Allemagne? Si les méthodes employées « donnaient au début plus d'acuité à l'antagonisme des nationalités, certes il fallait le déplorer, mais, dit M. de Bülow, c'était inévitable. Il y a, en effet, dans la vie politique, de dures nécessités auxquelles il faut se conformer le cœur gros, et dont on ne doit pas se dégager par sentimentalité. La politique est un rude métier, dans lequel les âmes sensibles arrivent rarement à produire un chef-d'œuvre. » Soit, mais cela n'arrive

pas non plus toujours aux âmes insensibles, et il ne suffit pas qu'elles le soient pour faire des chefs-d'œuvre : ce serait trop facile! Les mots de rude et de rudesse pullulent étrangement dans la prose de M. de Bülow. Après tout, dit-il encore, avec une résignation aux faits exempte cette fois de toute mélancolie, « dans la lutte des nationalités, une nation est marteau ou enclume, victorieuse ou vaincue ». Cette philosophie politique paraîtra sans doute un peu sommaire : c'est elle qui a porté l'Allemagne à fouler aux pieds toutes les règles du droit des gens. On verra ultérieurement quelles en seront ailleurs les conséquences : en ce qui concerne la Pologne, elles ont été immédiates. Des trois parties de cet infortuné pays que se sont partagé au XVIIIe siècle Frédéric, Catherine et Marie-Thérèse, c'est dans celle qui a été dévolue à la Prusse que la proclamation du grand-duc Nicolas devait avoir et a eu en effet le retentissement le plus étendu. Si on s'en étonne, si on en demande le motif, qu'on lise le livre de M. de Bülow.

Nous n'avons encore rien dit du long chapitre qu'il consacre à la France, et nous préférons en parler brièvement. Non pas que nous ayons à nous en plaindre : M. de Bülow s'exprime sur nous avec un très grand air de supériorité, cela va sans dire, — il le fait d'ailleurs sur tout le monde, — mais en somme avec convenance, et même avec une nuance de considération. Il ne trouve pas mauvais que nous subordonnions toute notre politique à des souvenirs qui nous sont douloureux et à des espérances qui nous sont chères : cela même lui inspire un vague respect, où il s'efforce à la vérité de mêler un peu d'ironie. « On pourrait dire, écrit-il, que la rancune contre l'Allemagne est l'âme de la politique française ; les autres questions internationales sont plutôt de

nature matérielle et ne touchent que le corps. C'est le trait caractéristique du peuple français, que de placer les besoins psychiques avant les besoins matériels. L'humeur irréconciliable de la France est un facteur que nous sommes obligés d'introduire dans nos calculs politiques. C'est une niaiserie maladive à mes yeux que de nourrir l'espérance de pouvoir amener la France à une réconciliation réelle et sincère, tant que nous n'aurons pas l'intention de rendre l'Alsace-Lorraine. Et cette intention n'existe pas en Allemagne... Les Français ont le droit de prétendre à ce que cette opinion fondamentale de la majorité du peuple français soit comprise et appréciée. C'est une preuve d'un vif sentiment d'honneur, quand une nation souffre si profondément d'un affront subi par sa fierté, que le désir de la revanche devienne la passion nationale dominante. » Que faire en présence d'une nation qui, très obstinément, ne veut ni oublier ni désespérer, en un mot qui est, dit-il, « incorrigible », et cette fois l'expression est fâcheuse? M. de Bülow raille un peu ceux qui ont trop attendu dans leurs rapports avec la France, « des attentions et des amabilités qui constituent la petite monnaie des rapports internationaux, » et on se demande si, dans cette phrase, il n'a pas voulu faire une allusion détournée à l'Empereur lui-même. « Le Michel allemand, ajoute-t-il, n'a pas besoin de faire sans cesse le joli cœur, un bouquet à la main et parfois avec une révérence passablement gauche, pour se rapprocher de la revêche beauté qui ne détourne pas les yeux de la ligne bleue des Vosges. Seule, la lente constatation de l'immuabilité de la perte de 1871 amènera la France à s'habituer définitivement et sans arrière-pensée à l'état de choses déterminé par le traité de Francfort... En attendant, la France est

contre nous. » L'Angleterre également, mais entre celle-ci et la France, il y a une différence. « La France, dit M. de Bülow, nous attaquerait si elle se croyait assez forte pour le faire, et l'Angleterre seulement, si elle arrivait à la conviction qu'elle ne pourrait faire triompher que par des moyens violents ses intérêts économiques et politiques. Le mobile de la politique anglaise vis-à-vis de nous est l'égoïsme national ; celui de la politique française, l'idéalisme national. Celui qui poursuit ses intérêts restera généralement plus réfléchi que celui qui pourchasse une idée. »

Nous bornerons là nos citations : elles suffisent pour montrer ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans la pensée complexe du prince de Bülow. Quand il présente la France comme « irréconciliable », nous ne saurions dire qu'il se trompe, mais il le fait certainement quand il affirme que la politique française a été constamment inspirée et conditionnée par la seule idée de la revanche. Certes, la France n'y a jamais renoncé, mais si l'idée de la revanche avait été constamment et uniquement l'inspiratrice de sa politique, l'idée de la guerre l'aurait été aussi, et la France a été pendant plus de quarante ans pacifique : elle le serait encore si la guerre ne lui avait pas été déclarée. Quels que fussent ses sentiments secrets et profonds, elle ne s'est pas cru le droit de la déchaîner elle-même pour sa seule cause ; c'est ce qui fera son honneur dans l'histoire et l'y distinguera de l'Allemagne. Il est vrai qu'elle a introduit de l'idéalisme dans la politique. L'Allemagne n'y en introduit-elle pas elle aussi, à sa manière, qui n'est certes pas la nôtre, lorsque M. de Bülow la montre soucieuse de son prestige affaibli au point de mettre tout à feu et à sang pour en réparer les brèches ? Il nous faut des

causes plus nobles ; nous ne faisons pas une politique de prestige ; si nous avons un idéal, nous le plaçons plus haut, dans le droit.

Au surplus, la question d'Alsace-Lorraine n'est pas seulement pour nous une simple question de sentiment, bien que le sentiment y entre pour beaucoup. Faut-il dire à M. de Bülow que la grandeur d'un pays n'atteint sa pleine mesure que dans sa grandeur morale ? Il le sait aussi bien que nous. Nous avons été terriblement diminués en perdant l'Alsace-Lorraine et bien plus que ne l'indique la proportion matérielle du territoire perdu avec celui que nous avons gardé, et nous grandirons de beaucoup plus aussi lorsque nous recouvrerons nos deux provinces. La France a d'ailleurs montré à plus d'une reprise, son histoire en fait foi, qu'elle était capable de sacrifier ses intérêts au service d'une grande idée, et si elle n'a pas eu toujours raison de le faire, nous ne regrettons pas qu'elle l'ait fait quelquefois, parce qu'une nation s'ennoblit par là, et qu'au lieu de provoquer seulement de la crainte elle s'attire de la sympathie. M. de Bülow nous oppose à l'Angleterre qui, d'après lui, poursuit son intérêt, tandis que nous poursuivons notre idéal. C'est faire injure à l'Angleterre : elle aussi a son idéal, qui est très noble : elle est une des grandes nations civilisatrices du monde et elle a répandu ses œuvres bienfaisantes sur toute sa surface. En tout cas, c'est un résultat imprévu de la politique allemande, qui se juge utilitaire et réaliste, d'avoir si bien mis l'intérêt de l'Angleterre d'accord avec l'idéalisme de la France.

Pour conclure sur ces oppositions, quel est le but que, à peine née, l'Allemagne s'est aussitôt proposé? Le prince de Bülow le dit dès la première page de

son livre : c'est de réclamer et de se faire de gré ou de force « sa place au riche banquet mondial ». Son malheur a voulu qu'arrivant tardivement à ce banquet, affamée, vorace, insatiable, ce ne soit pas sa place qu'elle y réclame, mais celle des autres, celle que les autres s'y sont légitimement faite par un dur, patient, héroïque labeur, poursuivi pendant de longs siècles. De là les sentiments universels qu'on lui porte. En dépit des défauts qui nous ont rendus quelquefois incommodes, le fond chevaleresque de notre nature et l'idéalisme que nous avons généreusement étendu à l'humanité tout entière nous ont préservés d'en inspirer de semblables. Voilà pourquoi nous rencontrons aujourd'hui tant d'amis et nous avons confiance dans la justice prochaine.

CHAPITRE PREMIER

L'ULTIMATUM AUTRICHIEN

1er août 1914.

I

L'ULTIMATUM

Il nous est difficile, dans une chronique qui doit être imprimée deux ou trois jours avant qu'elle paraisse, de donner les dernières nouvelles et de suivre dans leur précipitation les événements qui se succèdent. Celle d'aujourd'hui était déjà presque complètement écrite lorsqu'un coup de foudre a éclaté dans un ciel qui, certes, était loin d'être serein, mais où un éclat de cette soudaineté et de cette violence était à bon droit inattendu : nous voulons parler de l'ultimatum que le gouvernement austro-hongrois vient d'adresser au gouvernement serbe. L'effet produit a été de la stupeur. La veille encore, on assurait à Vienne que la note en préparation serait conciliante et modérée : cette espérance a été cruellement, brutalement trompée.

L'histoire diplomatique ne présente pas, à notre connaissance, un autre exemple d'un document du même genre : même lorsqu'on est résolu à la guerre, on reste habituellement soucieux de se concilier

l'opinion de l'Europe, en employant certaines formes. Comment ne pas voir une provocation pure et simple dans l'ultimatum austro-hongrois? L'empereur François-Joseph avait été mieux inspiré, lorsque, après l'assassinat du prince héritier, il a adressé à ses ministres une lettre où on s'était plu à voir un gage de paix. Il attribuait alors le crime de Serajevo au « vertige d'un petit nombre d'hommes induits en erreur » : il l'attribue aujourd'hui, ou du moins son gouvernement l'attribue à tout un peuple qu'il prétend condamner à faire publiquement le plus humiliant des *mea culpa* et à consentir à des conditions qui, impérieusement dictées, portent une atteinte profonde à son indépendance et à sa dignité. La Serbie s'est pourtant inclinée, mais rien n'a arrêté son intraitable adversaire. C'est une lourde responsabilité que, à la fin d'un long règne commencé dans l'orage, poursuivi à travers de tragiques péripéties et qui menace de se terminer dans une effusion de sang comme le monde n'en a pas encore vu, le vieil empereur a prise devant l'histoire et devant Dieu. Il ne s'agit plus, et personne ne s'y méprend, de châtier la mort de l'archiduc François-Ferdinand et de la comtesse de Hohenberg; le crime de Serajevo n'est plus ici qu'un prétexte; l'entreprise autrichienne a une portée beaucoup plus générale qui met en cause la paix de l'Europe. On n'a pas pu s'y tromper à Vienne; on ne s'y est pas trompé non plus ailleurs. Si l'Autriche s'était lancée dans cette aventure sans s'être assurée du concours de l'Allemagne, ce serait démence, et si elle s'est assurée de ce concours, nous n'avons pas besoin de dire combien la situation est dangereuse : tout le monde le sent.

M. le baron de Schœn, ambassadeur d'Allemagne

à Paris, a fait une démarche auprès de M. Bienvenu-Martin, président du Conseil et ministre par intérim des Affaires étrangères, pour lui dire : 1° que son gouvernement approuvait, dans le fond et dans la forme, la note adressée par l'Autriche à la Serbie; 2° qu'il espérait que la discussion resterait localisée entre Vienne et Belgrade; 3° que si une tierce puissance intervenait dans la discussion, il pourrait en résulter une grave tension entre les deux groupes de Puissances qui existent en Europe et que les conséquences en seraient incalculables. Soit, mais l'abstention de certaines Puissances, en présence de l'acte qui se prépare et déjà s'accomplit, en entraînerait qui ne le seraient pas moins. La démarche de M. de Schoen rappelle celle que l'ambassadeur d'Allemagne en Russie a faite auprès du ministre russe des Affaires étrangères au moment de l'annexion de l'Herzégovine et de la Bosnie. Elle a réussi alors, mais les circonstances sont changées et les mêmes moyens ne produisent heureusement pas toujours les mêmes effets. L'a-t-on senti à Berlin? On s'est appliqué, après coup, à atténuer l'effet produit. M. de Schoen est revenu au quai d'Orsay et a invité M. Bienvenu-Martin à chercher avec lui quelque moyen de conciliation. Une note de l'agence Havas a déclaré « qu'il résultait d'informations provenant d'une source autorisée qu'il n'y avait pas eu entre l'Allemagne et l'Autriche un accord préalable à l'envoi de la note adressée à la Serbie ». Nous sommes bien aise de l'apprendre : pourtant, que nous importe, si l'Allemagne approuve l'ultimatum autrichien ? L'information n'a plus qu'un caractère anecdotique. Ce n'est pas un ultimatum que l'Autriche a envoyé à la Serbie, dit encore la note officieuse, mais « une demande de réponse avec limitation de temps ».

En bon français, n'est-ce pas la définition même d'un ultimatum? Enfin la note assure que l'attitude de l'Allemagne « a été inexactement représentée comme comportant une menace » et qu'elle « doit être interprétée seulement comme l'indication qu'il est désirable que le désaccord entre l'Autriche et la Serbie reste localisé ». Sans doute, c'est désirable ; mais est-ce possible? Cela l'était aussi longtemps que la discussion a été localisée elle-même sur le terrain diplomatique ; nous craignons que cela ait cessé de l'être à partir du moment où elle en est sortie.

Ce qui était désirable avant tout, au milieu de la surprise où l'Europe a été jetée en sursaut par l'ultimatum autrichien, c'était qu'on eût le temps de réfléchir, de se consulter, de se ressaisir. Ce temps, la Serbie l'a demandé et la Russie, la France et l'Angleterre ont appuyé une demande si juste, si légitime, si raisonnable: très péremptoirement, l'Autriche a refusé. La date et l'heure fixées pour la réponse serbe à l'ultimatum était le 25 juillet à 6 heures : elle a été remise à 5 heures 3/4 entre les mains du ministre austro-hongrois, le baron Giesl. Le gouvernement serbe a poussé, dans l'intérêt de la paix, la résignation à son extrême limite ; il a cédé plus que nous l'aurions cru possible ; il n'a reculé que devant le suicide et le déshonneur ; il s'est incliné devant les conditions si dures, exorbitantes et excessives, qui lui étaient imposées, à la seule exception de celles qui mettaient en cause et supprimaient en fait son indépendance et sa souveraineté. Et même à ces dernières, il n'a pas opposé un refus formel; il s'est contenté de demander des explications et a invoqué, s'il en était besoin, l'arbitrage de la Cour de La Haye. Le ministre de l'Autriche a

déclaré cette soumission insuffisante et a aussitôt quitté Belgrade avec tout le personnel de sa légation, en notifiant la rupture définitive des relations diplomatiques.

Ce n'était pas encore et nécessairement la guerre, mais il aurait fallu fermer les yeux à la lumière pour ne pas reconnaître que c'en étaient les funestes prodromes. Il semble que l'Autriche ait voulu couper les ponts derrière elle, de manière à ne plus pouvoir reculer et à mettre l'Europe en face d'un fait accompli. Dès lors, les questions qui viennent aux esprits sont si redoutables qu'on ne saurait en exagérer le péril. L'émotion, extrêmement vive partout, a pris dans les divers pays des formes différentes. A Vienne et à Pest, on a montré un grand enthousiasme guerrier, et nous avons le regret de dire qu'il en a été de même à Berlin ; mais nous savons ce que valent ces manifestations, dans les rues, d'une opinion irresponsable : il ne faut pas en surfaire l'importance. Elle a été toutefois jugée assez grande pour que l'empereur Guillaume ait cru devoir interrompre sa croisière en Norvège et rentrer à la hâte à Berlin. On a eu alors le sentiment très net que la paix de l'Europe était entre ses mains. Certaines circonstances confuses et troubles de ces derniers jours ont amené à se demander s'il en voulait encore le maintien. Un signe de lui aurait dissipé toutes les ombres ; mais il ne l'a pas encore fait. En l'attendant, ou plutôt sans l'attendre, le gouvernement autrichien a ordonné une mobilisation partielle et le gouvernement serbe une mobilisation totale. Des mesures de précaution ont été prises aussitôt dans d'autres pays, en Russie naturellement, en Roumanie et même en Belgique. Les pays les plus pacifiques s'attendent à tout. La Russie a déclaré qu'elle ne pouvait pas rester

indifférente aux événements et, en effet, elle ne le peut pas. Dès lors la France ne le peut pas davantage et il en est de même de l'Angleterre. Dans une communication qu'il a faite à la Chambre des Communes, sir Edward Grey a dit très nettement que la question menaçait de prendre un caractère général. M. de Schoen, dans la démarche qu'il a faite auprès de M. Bienvenu-Martin, n'a-t-il pas, tout en exprimant le désir qu'elle fût localisée, marqué lui-même l'intérêt européen de la question en mettant en opposition les deux grands groupements qui se font équilibre en Europe? C'était, de sa part, une vue très exacte des choses.

Les événements semblaient devoir se précipiter : un ralentissement s'est pourtant produit dans l'action autrichienne. On l'a expliqué à Vienne par la nécessité de prendre encore quelques dipositions préalables, comme si on ne les avait pas toutes prises avant de lancer à travers le monde la bombe incendiaire. Quoi qu'il en soit, la diplomatie a usé du délai, volontaire ou non, que lui laissait l'Autriche pour causer et offrir ses bons offices. L'Autriche, cette fois, ne s'est pas complètement dérobée. Loin même de se refuser à la conversation, il semble qu'elle l'ait recherchée à Saint-Pétersbourg. On a eu alors à une lueur d'espoir. Ce n'est sans doute pas ce que voulait le gouvernement autrichien, car, fidèle à sa méthode de tout brusquer, il s'est empressé d'adresser à la Serbie une déclaration de guerre. Pourtant il n'a pas tout de suite passé le Rubicon, c'est-à-dire ici le Danube. L'espoir ne s'est pas encore complètement dissipé. Mais que faire? Le gouvernement anglais est certainement celui de tous qui est le mieux en situation de prendre une initiative pacifique : aussi sir Edward Grey

a-t-il pensé qu'il y avait là pour lui un devoir. On sait que ce sentiment est chez lui très vif. Il s'est adressé à la France, à l'Allemagne, à l'Italie et a proposé que les ambassadeurs de ces Puissances à Londres se réunissent pour chercher ensemble les voies de la conciliation. Ils l'ont déjà fait autrefois avec succès. On a critiqué, selon nous, bien mal à propos l'ancienne réunion des ambassadeurs à Londres parce qu'elle n'avait pas résolu l'insoluble question d'Orient. Ce n'était pas tout à fait le but qu'elle s'était proposé, mais bien de maintenir la paix, et elle y avait réussi. Le peut-elle encore aujourd'hui ? Qui sait ? Il fallait l'essayer, il le faut toujours. Au premier moment, l'Angleterre a trouvé l'adhésion de l'Italie. La nôtre allait de soi L'Allemagne n'a dit ni oui ni non ; elle a adhéré en principe, mais a réservé ses devoirs d'alliée ; elle n'a pas le geste qui aurait été décisif Et tout est resté en suspens.

Dans une situation non seulement aussi périlleuse, mais aussi délicate, qu'il est difficile d'apaiser et de calmer, trop facile au contraire d'envenimer et de porter au paroxysme, tous les mots comptent et doivent être pesés avec soin. Il suffit d'avoir manifesté avec fermeté des intentions générales : pour le reste, le mieux est de s'en remettre à la diplomatie et d'attendre le résultat de ses efforts. Mais comment ne pas exprimer le regret qu'au milieu de circonstances pareilles notre gouvernement se soit trouvé en quelque sorte décapité ? Ce n'est pas une critique que nous faisons : qui pouvait prévoir d'aussi graves événements ? L'Autriche seule savait à quoi s'en tenir. Elle a si bien pris le temps de tout calculer qu'on se demande si elle n'a pas choisi, pour adresser son ultimatum à la Serbie, le moment précis où M. le Président de la République et M. le minis-

tre des Affaires étrangères étaient absents, comme l'était d'ailleurs l'empereur d'Allemagne. L'Empereur est revenu; MM. Poincaré et Viviani ne pouvaient qu'en faire autant. On a bien voulu les excuser à Copenhague et à Christiania, où ils étaient attendus : ils iront plus tard visiter des peuples et des souverains amis. En ce moment, leur devoir, et le plus impérieux de tous, était pour eux d'être à Paris. M. le Président de la République y a été accueilli par des démonstrations très chaudes. La foule qui l'attendait à la gare a crié : « Vive la France! vive l'armée ! vive la Russie ! vive l'Angleterre ! » Tout cela est significatif. Ce qui l'est encore davantage, c'est l'ordre du jour qui a été voté par le groupe radical et radical-socialiste de la Chambre des députés. Ses membres présents à Paris se sont réunis. On ne saurait les accuser de chauvinisme, de militarisme; ils ont donné d'abondantes preuves de leur esprit pacifique et même pacifiste. Ils ont déclaré néanmoins, à l'unanimité, que, « reconnaissant la fermeté et la sagesse du gouvernement de la République dans les circonstances extérieures actuelles, ils se solidarisaient étroitement avec lui dans un sentiment de patriotique confiance ». Quant aux pays, son attitude est justement celle qu'on pouvait désirer; elle est faite de calme et de résolution. Puisse le fléau de la guerre s'éloigner de nous ! Mais s'il en est autrement, tout le monde fera son devoir.

II

LE VOYAGE DE M. POINCARÉ A SAINT-PÉTERSBOURG

On sait où était M. le Président de la République quand l'Autriche a jugé l'heure favorable pour elle. Les préoccupations du jour, quelque inquiétantes qu'elles soient, ne sauraient détourner notre attention reconnaissante des marques de sympathie que le représentant de la France a reçues à Saint-Pétersbourg et à Stockholm. A Saint-Pétersbourg, en particulier, l'accord de deux grands pays s'est manifesté avec éclat et ceux qui ont pu redouter que l'alliance n'eût perdu, à l'épreuve du temps, quelque chose de sa vertu première ont été détrompés par l'événement. Jamais, au contraire, elle n'a paru plus solide, sans doute parce qu'elle n'a jamais été plus nécessaire et que, les bienfaits en étant également appréciés de part et d'autre, elle a acquis des forces nouvelles à mesure qu'elle durait. Rarement rencontre de deux chefs d'État a été l'objet d'une attention plus grande. On attendait les toasts qui devaient être prononcés par l'Empereur et par le Président; on leur attribuait par avance plus d'importance que n'en ont d'ordinaire ces discours d'apparat. Cette importance est généralement un peu voilée par la prudence avec laquelle tous les mots sont pesés de manière à ce qu'ils ne disent ni trop ni trop peu : ils ont réussi cette fois à dire exactement ce qu'ils voulaient dire et à préciser les inten-

tions, le caractère, la portée d'une alliance à laquelle l'Angleterre est venue apporter une force nouvelle par l'adhésion qu'elle lui a donnée. Le caractère de la Triple Entente, — nous en parlerons aujourd'hui dans les mêmes termes que nous l'aurions fait hier, — peut être défini en deux mots : la paix par l'équilibre, la seule qui assure à la fois l'indépendance réciproque et la dignité de toutes les nations.

Il faut citer les passages les plus expressifs de ces toats : les textes parlent mieux ici que tous les commentaires qu'on pourrait en faire. « Unies de longue date, a dit l'Empereur, par la sympathie mutuelle des peuples et par les intérêts communs, la France et la Russie sont depuis bientôt un quart de siècle étroitement liées pour mieux poursuivre le même but, qui consiste à sauvegarder leurs intérêts en collaborant à l'équilibre et à la paix en Europe. Je ne doute point que, fidèles à leur idéal pacifique et s'appuyant sur leur alliance éprouvée, ainsi que sur des amitiés communes, nos deux pays continueront à jouir des bienfaits de la paix, assurée par la plénitude de leurs forces, en resserrant toujours davantage les liens qui les unissent. » On remarquera l'affirmation que la paix est assurée aux deux pays par « la plénitude de leurs forces ». S'il est résolument pacifique, l'empereur Nicolas sait néanmoins que la paix n'est assurée qu'aux forts et c'est pourquoi la Russie, pendant que nous rétablissions chez nous le service de trois ans, a travaillé avec une admirable énergie au développement de sa puissance militaire. Elle a, sur nous et sur toutes les autres nations de l'Europe, l'avantage de disposer de ressources en hommes presque illimitées, et ces ressources, qui pourraient trouver une entrave dans leur quantité même, elle s'applique à les organiser, à les

armer, à en préparer la mobilisation toujours plus rapide. Le jour où les deux pays auront également mis en œuvre « la plénitude de leurs forces », la paix du monde aura une garantie de plus. Au langage de l'Empereur, M. Poincaré a répondu en termes très simples, très nets, très forts comme les siens. « Fondée, a-t-il dit, sur la communauté des intérêts, consacrée par la volonté pacifique des deux gouvernements, appuyée sur des armées de terre et de mer qui se connaissent, s'estiment et sont habituées à fraterniser, affermie par une longue expérience et complétée par de précieuses amitiés, l'Alliance dont l'illustre empereur Alexandre III et le regretté président Carnot ont pris la première initiative a donné la preuve de son action bienfaisante et de son inébranlable solidité. Votre Majesté peut être assurée que, demain comme hier, la France poursuivra dans une collaboration intime et quotidienne avec son alliée l'œuvre de paix et de civilisation à laquelle les deux gouvernements et les deux nations n'ont cessé de travailler. » Le parallélisme des discours est une loi de ce genre oratoire, mais on aurait tort d'y trouver une simple répétition : il y a là une harmonie voulue qui indique l'alliance des pensées et des sentiments à côté de celle qui résulte des traités.

L'alliance franco-russe mérite-t-elle ce qu'on en a dit au banquet de Péterhof? On a répondu par avance à cette question en rappelant quel a été son caractère constant. A-t-elle jamais menacé la paix du monde ? A-t-elle émis des exigences incompatibles avec les intérêts ou la dignité des autres Puissances ? S'est-elle montrée intransigeante lorsqu'elle s'est trouvée en conflit avec l'une d'elles ? A-t-elle parlé de sa force avec arrogance et essayé de faire prévaloir ses intérêts par l'intimidation? A ces questions,

la conscience du monde a répondu. Que demandent aujourd'hui la France et la Russie ? La réciprocité dans les procédés dont elles ont donné l'exemple. Et comment peuvent-elles être sûres de l'obtenir, sinon par l'équilibre qui ne permet à aucune nation, ou même à aucun groupe de nations, de croire assez à sa supériorité sur les autres pour être tenté de leur imposer impérieusement sa volonté ? Tel est le but de la politique d'équilibre : la France, l'Angleterre et la Russie n'en ont pas d'autre.

En présence d'événements aussi graves, les derniers souvenirs que nous ont laissés les Chambres, avant de se séparer, sont d'un intérêt un peu pâle, et nous n'en dirions rien s'il ne convenait pas de signaler un incident qui se rapporte à notre préparation militaire. Le budget était enfin voté, la session allait être close.

Lorsque le Sénat a été appelé à voter de nouvelles dépenses que le gouvernement demandait l'autorisation de faire pour remédier à l'insuffisance de notre matériel de guerre, le rapporteur, M. Humbert, sénateur de la Meuse, est monté à la tribune et y a fait un tableau lamentable de l'état dans lequel se trouvait notre matériel de guerre. A l'exception de notre artillerie, qui est encore, pour quelque temps, supérieure à la sienne, nous serions inférieurs à l'Allemagne sur tout le reste. Ces allégations sont certainement exagérées ; mais qu'elles contiennent quelques vérités de détail, il faut bien le croire, puisque le ministre de la Guerre l'a reconnu. Aussi l'émotion a-t-elle été très vive ; elle a gagné le public comme une traînée de poudre et pendant quelques jours la presse n'a pas parlé d'autre chose.

M. Clemenceau a pris une part importante à la

discussion. Il a eu, comme président du Conseil, sa part des négligences d'autrefois, mais il est patriote, il l'est même ardemment, à la vieille mode ; il a vu la guerre et il n'en a pas oublié les terribles enseignements ; il a défendu et il continue de défendre la loi de trois ans : pour tous ces motifs, qu'il lui soit beaucoup pardonné ! Il a demandé avec insistance que la Commission de l'armée consacrât ses vacances à une enquête sur notre matériel de guerre. Une enquête ! Ce mot a sonné mal aux oreilles du ministre de la Guerre, qui a cru y distinguer une intention de défiance. On a supprimé le mot, mais on a conservé la chose et il a été convenu qu'à la rentrée d'octobre la Commission ferait un rapport au Sénat pour le saisir du résultat de ses investigations. Et la Chambre des députés ? On l'avait un peu oubliée dans cette affaire ; elle s'était laissé distancer par le Sénat ; elle en a été piquée et a voulu se rattraper. Elle a décidé, en conséquence, que sa Commission du budget, ou une sous-commission de cette Commission, renforcée d'un certain nombre de membres des Commissions de l'armée et de la marine, procéderait à une vérification de l'emploi qui a été fait des crédits votés. On s'est demandé d'abord s'il n'y aurait pas avantage à ce que les Commissions des deux chambres travaillassent ensemble ; mais elles avaient reçu des mandats différens qui ne pouvaient pas être confondus. Nous aurons donc deux rapports et nous ne nous plaindrons pas de cet excès de lumière si les rapports sont, en effet, lumineux. Ce qui s'est passé depuis, c'est-à-dire le danger de guerre immédiate qui est apparu, a amené à se demander si le discours de M. Humbert avait été bien opportun. Il est fâcheux, sans doute que nous ayons besoin de semblables secousses

pour nous arracher à notre torpeur; mais, puisqu'il en est ainsi, ne nous plaignons pas trop que, de temps en temps, on nous les donne. Et attendons les rapports des deux Chambres : peut-être alors le gouvernement obtiendra-t-il d'un seul coup ce qu'on lui a refusé, disputé ou parcimonieusement marchandé pendant quinze ans.

CHAPITRE II

LA GUERRE

15 août 1914.

I

LA PROVOCATION ALLEMANDE

L'histoire dira un jour, en toute vérité, que la France, qui avait depuis quarante-quatre ans les meilleures, les plus puissantes, les plus légitimes raisons de faire la guerre, a refoulé dans son cœur les sentiments qui devaient l'y pousser et n'a reculé devant aucun sacrifice, si ce n'est celui de son honneur, pour assurer le maintien de la paix. Hier encore, en parfait accord avec l'Angleterre et la Russie, elle continuait à servir de son mieux cette grande cause et cherchait loyalement le moyen de la faire triompher. Est-ce à dire qu'elle avait renoncé, dans le secret de son cœur, aux réparations nécessaires? Non certes; ce serait la mal connaître que de le penser; mais, ne s'attribuant pas le droit de déchaîner la guerre générale et de mettre l'Europe entière à feu et à sang pour la réalisation de son seul intérêt, elle attendait l'intervention de cette justice immanente des choses dont on lui avait parlé autrefois et à laquelle elle croyait.

Cependant les années s'écoulaient; la génération qui a vu la guerre de 1870-1871 perdait peu à peu ses derniers représentants; des générations nouvelles survenaient, et on pouvait craindre qu'elles n'eussent d'autres préoccupations et d'autres pensées; les vieux souvenirs de feu et de sang commençaient peut-être à s'atténuer et, par moments, le doute s'emparait des âmes les mieux trempées. A tort, comme l'événement l'a prouvé. L'heure si longtemps attendue et désirée a sonné subitement; la guerre a éclaté sans que nous en soyons responsables; elle nous a été déclarée. Alors, on s'est mis à chanter partout en France : « Le jour de gloire est arrivé ! » Nous avons été récompensés de notre longue attente, car la guerre s'est présentée à nous dans des conditions telles que, même dans nos rêves, nous n'aurions jamais pu en imaginer de plus favorables. Elle est sortie de l'infatuation de nos adversaires poussée jusqu'à la démence. Si une fée tutélaire était venue nous dire : « La guerre est certaine, inévitable, prochaine : comment préférez-vous, comment souhaitez-vous qu'elle s'engage? » qu'aurions-nous pu répondre, sinon en exprimant le désir que, dès le premier moment, la Russie, notre alliée, et l'Angleterre, notre amie, marchassent résolument avec nous; que l'Italie, notre sœur latine, désapprouvant l'agression dont nous aurions été l'objet, refusât de s'y associer et proclamât sa neutralité en attendant mieux; que des puissances, petites par leur territoire, mais très grandes par le cœur, fussent provoquées et envahies au mépris de la foi jurée, de manière à ce que leur cause se confondît avec la nôtre et à ce que l'opinion du monde civilisé, se prononçant en leur faveur, mît également son espoir en nous? Nous aurions demandé que ces mille « forces impondérables »,

dont Bismarck connaissait la valeur, fussent de notre côté. Eh bien! ces vœux, dont la réalisation totale paraissait si difficile que nous n'aurions pas osé les exprimer, ont tous été exaucés. En l'espace de quatre jours, l'Allemagne a soulevé contre elle la conscience universelle par ses impostures, ses violations du droit, ses procédés grossiers, ses crimes enfin. Le mince vernis de la civilisation qui recouvrait, d'ailleurs assez mal, sa barbarie foncière s'est effrité. Le reître d'autrefois, sans pudeur, sans pitié, est apparu au monde étonné, mais non pas du tout épouvanté. Le monde a couru aux armes, et les premiers coups portés ont raffermi sa confiance. Nous ne savons pas ce que sera la suite de la campagne, mais elle ne pouvait mieux commencer. Le plan que l'Allemagne avait lentement, mystérieusement, sournoisement préparé, dès le premier jour de son exécution a éprouvé un premier et grave échec. Nous ne nous faisons aucune illusion : la formidable partie est à peine engagée, et nous savons très bien qu'elle sera difficile, pénible, marquée d'incidents divers. Mais nous le disons hardiment : toutes les chances sont de notre côté. En guise de cordiaux, son gouvernement soutient l'Allemagne avec des mensonges : nous n'avons besoin que de la vérité.

Il est certain aujourd'hui que l'Allemagne avait très expressément préparé l'attentat qu'elle vient de perpétrer. On a pu croire au premier moment et elle a essayé de faire croire qu'elle avait été entraînée à la guerre par les seules obligations de son alliance envers l'Autriche. L'Autriche avait déclanché la fatalité qui avait tout emporté. On a su depuis qu'il n'en était rien. Le premier acte de la sanglante tragédie qui se poursuit a bien été l'ultimatum

adressé par l'Autriche à la Serbie, et le ton en était tel que toute l'Europe a compris, sauf peut-être l'Autriche elle-même, qu'un pareil début devait conduire en quelques jours à la guerre générale. Qu'a dit alors l'Allemagne? Elle a assuré que, si elle approuvait la forme et le fond du document austro-hongrois, elle ne l'avait connu qu'après coup. C'est le premier mensonge de la série. Depuis, l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne a fait savoir à son gouvernement, à la suite d'une information digne de confiance, que le texte de l'ultimatum avait été envoyé à Berlin avant de l'être à Belgrade et, si on a du se tromper à Vienne sur les suites que devai avoir une aussi injurieuse provocation, on ne l'a certainement pas fait à Berlin. On y a nié la complicité parce que tout mauvais cas est niable, mais elle est aujourd'hui solidement établie. Dès ce moment, d'ailleurs, le gouvernement allemand avait commencé sans bruit sa mobilisation, allant bien au-delà de ces premières précautions qu'un gouvernement prudent doit toujours prendre quand apparaît un danger sérieux. Ce qui s'est passé par la suite permet d'affirmer que la volonté de guerre était déjà arrêtée à Berlin et qu'on ne s'en laisserait détourner par rien.

L'Europe n'était pas encore renseignée alors comme elle l'a été par la suite et quand l'empereur Guillaume, interrompant sa croisière du Nord, s'est rendu précipitamment à Berlin, l'amour de la paix était si grand partout qu'on a cru, qu'on a voulu croire que, partageant ce sentiment, il saurait lui donner satisfaction. On s'était fait de l'empereur Guillaume l'image d'un souverain pacifique, qui s'était proposé d'achever par la paix ce que ses aïeux avaient commencé par la guerre, et avait d'ailleurs

assez de sagesse pour ne pas exposer au sort des batailles l'édifice prodigieux, presque miraculeux, de la grandeur allemande. Cette idée qu'on avait de lui n'était peut-être pas inexacte jusqu'à ces derniers temps, mais les hommes changent avec les circonstances et, depuis quelques mois surtout, les voyageurs revenus d'Allemagne en rapportaient des impressions assez différentes de celles d'autrefois. On n'entendait parler que de guerre de l'autre côté du Rhin. Le parti pangermaniste y devenait de plus en plus exigeant et violent. L'armée, comme nous en avons eu la sensation très nette au moment des honteux scandales de Saverne, se sentait devenue maîtresse, et son arrogance n'avait plus de bornes. Sous ces influences grandissantes, le caractère de l'empereur s'altérait : il ne vivait plus qu'avec son cabinet militaire, dans un cercle borné et dans une atmosphère fiévreuse et surexcitée. On était parvenu à le convaincre que la guerre était nécessaire, et que, plus on la retarderait, plus on perdrait des avantages dont on disposait encore. La Russie grandissait démesurément ; la France était irréconciliable ; le prestige de l'Allemagne demeurait encore, mais la crainte qu'elle inspirait avait diminué ; il fallait de nouvelles victoires pour relever un niveau qui tendait à baisser.

Nous n'inventons rien : ce sont là les raisons qu'on a données au Reichstag pour légitimer la guerre. L'incident austro-serbe n'y a tenu qu'une place tout à fait secondaire : le danger dont l'Allemagne est menacée a seul été sérieusement invoqué. C'est bien une guerre préventive qu'on entend faire. On la propose froidement comme la solution d'un problème de géométrie ou d'algèbre, sans songer qu'on opère sur des hommes, que des milliers de

vies précieuses vont s'éteindre, que des flots de larmes vont couler des yeux des mères, des veuves, des orphelins. L'Empereur s'est laissé entraîner. On l'appelait l'empereur de la paix, et c'était un beau titre; mais il a dérivé peu à peu du côté de la guerre, et le moment est venu où, ses résistances ayant fléchi, il s'est vu ou cru obligé de tirer cette épée bien aiguisée dont il n'avait guère parlé jusqu'alors que par métaphore. Sa faiblesse n'est pas une excuse. Peut-être aurait-il pu en trouver une dans sa bonne foi si, à partir du moment où sa résolution guerrière a été prise, il n'avait pas mis une aisance dans le mensonge qui porte une atteinte fâcheuse à son caractère. Il sait mieux que personne que la France a voulu la paix. Que ne dit-il qu'il a, lui, voulu la guerre? L'aveu du moins serait sincère et l'honneur de l'Allemagne s'en trouverait mieux. On sait quels misérables prétextes elle a invoqués pour justifier son agression. Des aviateurs français ont volé sur la Belgique! Un d'eux même est allé jusqu'à Nuremberg et il y a laissé tomber des bombes! Nous plaignons M. de Schœn, que nous avons toujours connu galant homme, — et il n'y a aucune raison de croire qu'il a cessé de l'être parce qu'il a exécuté à la lettre les instructions de son gouvernement, — nous le plaignons d'avoir eu à articuler des griefs dont il connaissait la fausseté. On a dit qu'il s'était beaucoup promené dans la rue qui sépare l'ambassade d'Allemagne du ministère des Affaires étrangères, espérant être l'objet d'une avanie ou d'un attentat. Si le fait est vrai, il prouve que M. de Schœn, sentant sans doute la rougeur lui monter au front dans l'accomplissement de la mission qui lui était imposée, se dévouait pour fournir à son gouvernement un prétexte qui aurait pu être enfin décemment

invoqué. Mais le calme de la population de Paris, son sang-froid, sa maîtrise d'elle-même ont déjoué ce calcul, comme ont été déjoués tous ceux qui avaient pour objet de rejeter sur la France la responsabilité d'une provocation dont l'Allemagne supportera tout le poids devant l'histoire.

De nombreuses provocations avaient d'ailleurs précédé la dernière. D'où vient que, partout en France, on entend le même mot sur toutes les lèvres : « Cela ne pouvait plus durer ainsi, il fallait en finir ? » C'est que, depuis quelques années, la politique de l'Allemagne à notre égard avait complètement changé. On parle beaucoup de Bismarck en ce moment ; on lui attribue, dans son origine, la politique dont nous avons vu le développement et dont le dénouement se manifeste aujourd'hui. C'est lui faire tort. Certes, Bismarck était un homme dur, rude, sans aucune générosité ; son esprit caustique avait contre ses victimes des ricanements impitoyables ; mais il était supérieurement intelligent et avait fort bien compris que, si on peut fonder un grand État par la guerre, ce n'est pas par elle qu'on l'entretient et le fait vivre. Deux exemples illustres pouvaient, dans leur contraste, lui servir d'enseignement : ceux de Napoléon et de Frédéric. Napoléon, le plus grand des deux, malgré tout, et de beaucoup, s'est perdu à la manière du joueur qui remet sans cesse sur le tapis le gain qu'il a réalisé par un merveilleux coup de fortune. Frédéric, au contraire, a su s'arrêter à temps, et ce qu'il avait conquis sur les champs de bataille, il l'a organisé sagement, administré habilement, consolidé fortement dans la paix. Bismarck a profité de la leçon et, après 1871, il n'a plus fait la guerre : il s'est contenté de faire de la diplomatie, c'est-à-dire des alliances, et s'est montré

aussi grand par sa prudence qu'il l'avait été d'abord par son audace. Qu'il ait eu une velléité agressive en 1875, nous le voulons bien ; mais, mieux inspiré que ses successeurs, il s'est arrêté tout net devant l'opposition de l'Angleterre et de la Russie. Qu'a-t-il fait, qu'a-t-il dit ensuite, aussi longtemps qu'il a été maître ? Il n'a pas cessé de répéter à nos ambassadeurs que, s'il avait dû faire, pour constituer l'unité allemande, la guerre de Danemarck, la guerre d'Autriche et finalement la guerre de France, il ne voulait pas nous laisser croire qu'il était notre ennemi toujours et partout et que nous le trouverions sans cesse en face de nous, contre nous, un grand sabre à la main. Il a vu que, à tort ou à raison, nous nous engagions volontiers dans la politique coloniale et, comme il y trouvait d'ailleurs un avantage pour la tranquillité de l'Allemagne, bien loin de nous gêner dans notre expansion extra-européenne, il nous y a encouragés : pourquoi même ne pas dire, car c'est vérité, qu'il nous y a aidés quelquefois par une action diplomatique discrète et efficace ? Cela ne nous faisait pas oublier, et Bismarck s'en doutait bien, mais cela permettait d'entretenir entre les deux pays des rapports corrects, courtois, où ils trouvaient l'un et l'autre leur bénéfice.

Telle a été la première période, et elle a été longue, de nos relations avec l'Allemagne après la guerre. Mais une autre, bien différente, a succédé. Il semble, en vérité, que, depuis quelques années, l'Allemagne, renonçant à la politique de détente bismarckienne, se soit appliquéee à nous donner l'impression qu'elle était notre irréconciliable ennemie sur tous les points du globe. Nous ne pouvions rien entreprendre nous ne pouvions aller nulle part, sans y rencontrer son opposition maussade, hargneuse et

jalouse. Il fallait toujours lui faire sa part, il fallait lui donner des compensations, et, même quand nous lui avions fait sa part, qui était celle du lion, et donné de larges compensations, qui ne lui étaient nullement dues, elle continuait de nous gêner, de nous entraver, de nous harceler sur le terrain qu'elle avait promis de nous abandonner. A ses yeux, notre installation y restait précaire ; elle devait nous y remplacer un jour ; en croyant travailler pour nous, nous travaillions pour elle ; nous lui dégrossissions sa tâche à venir. Telle a été son attitude à notre égard, et il faut croire que, sous des formes différentes, elle a été à peu près la même à l'égard des autres puissances, puisqu'elle a si bien réussi à former contre son intolérable hégémonie la plus complète et la plus solide coalition qu'on ait encore vue.

C'est le phénomène dont nous venons d'être témoins. L'Allemagne, qui s'était crue habile, a si mal choisi son moment et son prétexte pour faire la guerre que, du coup, elle a séparé d'elle un de ses alliés, et elle s'est si inconsidérément conduite à l'égard de l'Angleterre qu'elle a rivé d'une manière indestructible les liens déjà très forts qui unissaient Londres à Paris. Les Allemands, qui ont un fonds de naïveté dans leur outrecuidance, sentaient bien la haine générale monter contre eux et ils en demandaient quelquefois le motif avec une sorte de surprise. Ils ne comprenaient pas, ils ne comprennent peut-être pas encore pourquoi ils sont odieux ; mais le fait est là, incontestable. Les causes ? Il y en a de grandes, et nous en avons indiqué quelques-unes. Il y en a de plus petites, que leur multiplicité ne rend pas moins actives. La grossièreté, la brutalité, la cruauté de leurs procédés sont la principale. Nous

comprendront-ils, si nous leur disons que leur conduite est indigne envers l'impératrice douairière de Russie, à laquelle ils ont interdit le passage par leur territoire pour rejoindre Saint-Pétersbourg ; envers M. Jules Cambon, qui a été accrédité longtemps auprès d'eux et qu'ils ont traité comme un colis encombrant, précieux d'ailleurs, car ils lui ont fait payer très cher son voyage ; envers le grand-duc Constantin, sur lequel ils ont abattu leur lourde main ; contre un pauvre curé lorrain, qu'ils ont fusillé sans que nous sachions pourquoi ; contre deux pauvres enfants qu'ils ont fusillés aussi, mais cette fois nous en connaissons le motif : à la manière du chevalier d'Assas, ces petits patriotes auraient crié : « Attention, voilà les Prussiens ! » Que tout ce sang innocent retombe sur leurs têtes !

II

LES ALLIÉS DE L'ALLEMAGNE ET SES ADVERSAIRES

Nous avons dit que, pour conserver la fidélité de ses alliés, l'Allemagne aurait dû choisir une autre occasion et un autre motif de guerre que ceux qu'elle a invoqués. Nous ne parlons pas de l'Autriche-Hongrie. Dans la forme, c'est pour elle que l'Allemagne a brûlé ses vaisseaux ; l'Autriche-Hongrie ne pouvait donc pas l'abandonner. Il semble pourtant qu'après avoir commis la folle imprudence de son ultimatum à la Serbie, elle ait éprouvé quelque hésitation quand elle en a vu les conséquences. On assure qu'au tout dernier moment elle avait accepté

en principe une proposition conciliante de l'Angleterre, qui n'a pas eu de suite parce que l'Allemagne, l'Allemagne seule, a refusé de s'y rallier. L'Autriche a laissé pendant si longtemps son ambassadeur à Paris, où sa situation, en se prolongeant, avait quelque chose de ridicule et de si inconvenant qu'on se demande s'il ne restait pas dans son esprit une vague espérance d'échapper à la guerre. Peut-être a-t-elle encore cette espérance, car s'il y a eu rupture des relations diplomatiques, il n'y a eu de déclaration de guerre ni d'un côté, ni de l'autre. Nous avons dû demander des explications à Vienne. Il était de notoriété publique et nous savions pertinemment que l'Autriche avait détaché des troupes à l'Ouest et les avait mises à la disposition de l'Allemagne. Le comte Berchtold a cherché à équivoquer sur le caractère de ces mouvements ; mais les faits n'étaient pas contestables. Nous avons donc rappelé notre ambassadeur de Vienne et l'ambassadeur autrichien a dû quitter Paris : hâtons-nous de dire que tout cela s'est passé dans les formes les plus courtoises, avec la politesse qu'emploient entre elles les nations depuis longtemps civilisées et les hommes simplement bien élevés. Mais l'Autriche n'était plus libre : l'Allemagne la tenait et ne la lâchait pas.

Heureusement, ni l'Allemagne, ni l'Autriche ne tenaient l'Italie. L'Italie ne s'était engagée envers elles que pour une guerre défensive, c'est-à-dire une guerre où nous aurions été les agresseurs, et elle s'était engagée envers nous à ne pas participer à une agression dont nous serions l'objet. Certes, l'Italie ne pouvait pas hésiter : il était bien clair que, dans le cas actuel, ce n'était pas la France qui était l'agresseur. Elle a beaucoup trop d'esprit pour s'arrêter aux billevesées inventées par l'Allemagne d'avia-

teurs français qui auraient volé sur la Belgique et lancé des bombes sur Nuremberg : il faut être Allemand pour s'y laisser prendre. De même, si le comte Szécsen est resté trop longtemps à Paris dans l'espoir que nous finirions par le congédier, ce qui aurait permis de dire que c'était la France qui avait déclaré la guerre, c'est encore là une invention au seul usage de l'Allemagne, mais non pas de l'Italie, qui sait le fond des choses. L'Italie devait donc rester neutre. Que serait-il arrivé pourtant, et l'Italie n'aurait-elle pas pu reprendre sa liberté, si la diplomatie allemande avait su arranger les choses de manière à ce qu'un intérêt italien, bien clair, bien net, bien puissant, fût engagé dans la partie en jeu ? Aurions-nous pu nous étonner si l'Italie n'avait pas sacrifié cet intérêt ? La tentation pour elle aurait été très forte. Mais c'est tout le contraire qui est arrivé : l'Italie a été invitée à prendre part à une action militaire infiniment dangereuse pour elle et dont le succès aurait compromis son intérêt le plus évident. On la voit mal s'engager dans une guerre dont le résultat est plus que douteux, pour aider l'Autriche à devenir maîtresse de l'Adriatique. Aussi aucune considération à côté, aucune objurgation, aucune promesse, aucune menace, — car on ne les lui pas épargnées, — n'ont-elles pu la décider à rompre la neutralité. En dehors de l'avantage matériel que nous y trouvons, nous sommes heureux de voir l'Italie refuser de prendre les armes contre nous : c'est une grande joie dans le présent, c'est une grande espérance pour l'avenir, et peut-être pour un avenir très prochain.

Mais c'est surtout avec l'Angleterre que le gouvernement allemand a poussé l'inconséquence à ses limites extrêmes. Jusqu'au dernier moment, il a

espéré que l'Angleterre, elle aussi, resterait neutre. C'était difficile à obtenir de la part d'un pays qui était ouvertement notre ami, qui avait depuis quelques années déjà l'habitude d'une vie politique commune avec nous et qui attachait un intérêt puissant au maintien de l'équilibre actuel, non seulement en Europe, mais dans le monde. Quoi qu'elle eût fait, l'Allemagne ne serait pas parvenue à détacher tout à fait l'Angleterre de la France. Elle l'a essayé cependant, et les arguments qu'elle a employés pour cela sont précisément ceux que nous lui aurions perfidement soufflés, si nous en avions eu le moyen. Sir Edward Grey a déclaré à l'ambassadeur allemand que l'Angleterre ne laisserait pas écraser la France. — A Dieu ne plaise ! a répondu l'ambassadeur allemand, nous n'avons l'intention d'enlever à la France aucune parcelle de son territoire. — Mais ses colonies ? a demandé sir Edward Grey. — Sur ce point, l'ambassadeur allemand a dû interroger son gouvernement, qui a déclaré ne pas pouvoir répondre. Du coup, l'Angleterre a été édifiée. Si nous étions vaincus, — qu'on nous pardonne cette hypothèse devenue invraisemblable ! — nous aimerions sans doute mieux, nous Français, que l'Allemagne nous enlevât quelques colonies qu'une de nos provinces métropolitaines. Mais l'Angleterre? Ce n'est plus la France qui est sa rivale à travers les mers, c'est l'Allemagne. La puissance coloniale de la France est devenue un élément de l'équilibre général ; l'Angleterre la connaît et s'en accommode; elle aurait d'autres préoccupations, si elle voyait l'Allemagne occuper dans la Méditerranée le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Et ces préoccupations seraient aussi partagées par l'Italie.

Nous ne saurions donc trop remercier l'Allemagne

d'avoir mis, cette fois par exception, une naïve franchise à faire connaître ses intentions. Dans quelle mesure celles de l'Angleterre en ont-elles été influencées, on a pu s'en douter quand on l'a vue s'empresser, pour commencer, de prendre le Togoland à l'Allemagne : la réponse était spirituelle et vraiment pleine d'à propos. L'Angleterre a aussitôt développé et précisé les délarations qu'elle avait déjà faites à notre endroit. Au début, elle s'était contentée de dire qu'elle ne nous laisserait pas écraser, ce qui est un terme vague, et qu'elle défendrait nos côtes septentrionales contre une agression allemande, de manière à nous assurer toute liberté d'action dans la Méditerranée. C'était beaucoup, mais, pourquoi ne pas l'avouer ? ce n'était pas encore tout ce que nous attendions de nos amis. Sir Edward Grey déclarait d'ailleurs que l'Angleterre gardait par la suite sa liberté de faire ou de ne pas faire. Aurait-elle fait davantage ? Il y a tout lieu de le croire. En effet, lorsque le gouvernement allemand lui a proposé de s'engager envers elle à respecter nos côtes septentrionales, sir Edward a répondu que c'était insuffisant. Il semble donc bien que, dès ce moment, ses intentions allaient déjà plus loin et, s'il ne le disait pas plus expressément, c'est sans doute parce qu'il y avait, dans le ministère anglais, des divergences dont la démission de lord Morley et de M. John Burns a été la manifestation discrète. Au surplus, l'Angleterre n'a pas tardé à sortir des demi-mesures et l'Allemagne lui en a imposé l'obligation en refusant de prendre un engagement au sujet de la neutralité de la Belgique. Ce n'était pas une goutte d'eau, mais bien toute une cataracte qui faisait déborder le vase.

On sait à quel point cette question tient au cœur de l'Angleterre : l'intérêt et l'honneur ne lui permet-

tent pas d'y apporter la moindre hésitation, de laisser s'y introduire la moindre équivoque. L'intégrité et l'indépendance de la Belgique sont des dogmes fondamentaux de sa politique. Elle a donc demandé à la fois à la France et à l'Allemagne si elles respecteraient la neutralité belge. Nous avons répondu affirmativement : nous sommes une nation honnête, nous nous regardons comme liés par les traités où nous avons mis notre signature. L'Allemagne a refusé de répondre, et, cette fois encore, l'Angleterre a été éclairée. Le gouvernement allemand a essayé de causer, de négocier ; il a affirmé que, si la Belgique était violée, cela ne tirerait nullement à conséquence et que, les choses une fois finies, la Belgique redeviendrait vierge comme devant ; il a fait à l'Angleterre des offres qu'il jugeait engageantes. Sir Ed. Grey a répondu que l'Angleterre ne marchandait jamais quand il s'agissait de ses intérêts et de ses obligations. Cette fière réponse n'a laissé aucun doute à l'Allemagne sur la résolution britannique : en fin de compte, l'Angleterre lui a adressé un ultimatum en lui donnant seulement quelques heures pour y répondre. La réponse n'étant pas venue, l'Angleterre a déclaré la guerre à l'Allemagne. L'indignation s'est alors emparée du pays tout entier, et M. Asquith l'a exprimée dans des termes si vigoureux qu'il est allé jusqu'à qualifier d' « infâmes » les propositions de Berlin. Et aussitôt l'union de tous les partis s'est faite en Angleterre, comme elle s'était faite en France, comme elle s'est faite en Russie. La question irlandaise qui, hier encore, menaçait de déchaîner la guerre civile, a disparu de l'horizon. — Vous pouvez retirer toutes les troupes qui sont en Irlande, a dit M. Redmond : nous nous chargeons de défendre nos côtes nous-mêmes. — Et M. Bonar Law, au nom

de l'opposition, a déclaré : « Nous combattons pour la base même de la civilisation dont l'Europe est garante. Il ne s'agit pas ici d'une lutte sans importance : c'est peut-être la plus grande que l'Angleterre ait eue à soutenir et l'issue en est certaine. C'est le napoléonisme une fois de plus, mais, Dieu merci, autant que nous le sachions, il n'y a pas, cette fois, de Napoléon. » Il n'y a pas non plus de Bismarck assurément, ni de Moltke probablement, ni même de Roon, semble-t-il, du moins autant que nous le sachions, comme s'exprime M. Bonar Law. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre est engagée : elle ne reculera plus.

Que dire de la Russie ? C'est à elle, la première, que l'Allemagne a déclaré la guerre, et c'est à cause d'elle que nous la faisons nous-mêmes à l'Allemagne. L'autre jour, dans une audience qu'il lui a accordée, l'empereur Nicolas a embrassé notre ambassadeur, M. Maurice Paléologue. « J'embrasse la France en votre personne, » a-t-il dit. La France venait de donner une preuve éclatante de sa fidélité à une alliance qu'elle a contractée il y a près d'un quart de siècle. Depuis lors, la confiance des deux pays l'un dans l'autre ne s'est jamais démentie : on vient de voir combien elle était justifiée. La nôtre est si grande que lorsque notre gouvernement est venu, dans un grand, très noble et très beau langage, solliciter des Chambres les crédits qui nous permettaient de soutenir la lutte, pas une voix ne s'est élevée pour demander à connaître le texte précis de nos engagements avec la Russie. On n'a vu qu'une chose, à savoir que l'Allemagne avait déclaré la guerre à notre alliée : il n'est venu à l'idée de personne de mesurer l'étendue du concours que nous avions à lui donner. Les deux pays se défendront l'un et l'autre avec la tota-

lité de leurs forces, et l'empereur Nicolas a déclaré qu'il ne ferait pas la paix aussi longtemps qu'il y aurait un soldat allemand sur le sol français. La résolution de la Russie, comme la nôtre, comme celle de l'Angleterre, est unanime. Les explications que M. Sazonow a données à la Douma ont été couvertes d'applaudissements. Nulle part une voix dissidente ne s'est élevée. Il n'y a en Russie qu'un seul cœur.

C'est un beau spectacle, qui révèle un grand peuple. Nous aussi l'avons donné. Si l'Allemagne a compté sur nos divisions habituelles, son erreur a été grande et elle a été bientôt dissipée. Comme par enchantement, tous les Français se sont trouvés d'accord, et les pacifistes les plus forcenés, les socialistes unifiés les plus antimilitaristes ont fait bloc contre l'abominable agression dont la patrie était l'objet. Un crime odieux a coûté la vie à M. Jaurès au moment où, comme nous tous, il s'inclinait devant l'obligation qui nous était imposée et témoignait sa confiance à un gouvernement auquel il avouait n'avoir aucun reproche à faire. Ses obsèques ont eu lieu avec recueillement et, sur le cercueil de l'homme qui avait si souvent maudit la guerre, il n'est pas jusqu'à M. Jouhault, le représentant de la Confédération générale du travail, de la fameuse C. G. T., qui n'ait annoncé qu'il allait partir pour la frontière et juré que tout le monde ferait son devoir. Pas un mot imprudent, pas un cri déplacé. L'Allemagne a refait partout l'union des âmes. Dans la France entière, le sentiment est le même. Tout le monde comprend que, comme l'ont dit les ministres anglais, l'heure est grave et que la lutte qui va s'ouvrir sera terrible, mais chacun a fait résolument le sacrifice que le devoir lui impose et

notre mobilisation s'est faite dans un ordre admirable. Personne ne s'est demandé par quelles mains était tenu en ce moment le drapeau national : il n'y a plus de partis, il n'y a que des Français, et tous ont couru au drapeau. Plus de ces manifestations comme celles qui, en 1870, ont laissé un remords dans nos mémoires. Nous avons toujours été un peuple vaillant, nous sommes devenus un peuple sérieux. « Nous sommes sans reproche, a dit M. le Président du Conseil, nous serons sans peur. »

III

LES ALLEMANDS EN BELGIQUE ET LES FRANÇAIS EN ALSACE

De ces vertus guerrières, la France aurait voulu être la première à donner l'exemple, si ce n'était pas la Belgique qui l'avait fait. Mieux vaut pour l'honneur de l'humanité qu'il ait été donné par un peuple de quelque 7 millions d'habitants contre un autre qui en a plus de 60. Cette disproportion numérique montre avec plus d'éclat ce que peut la force morale au service d'une juste cause. L'Allemagne avait préparé dans le recueillement et le silence un plan de guerre dont l'exécution ne pouvait se faire que par la violation de la neutralité belge. Ce plan, sinon dans les détails, au moins dans son ensemble, est si simple qu'il est apparu à la fois à tous les esprits. Notre frontière commune avec l'Allemagne est courte et bien défendue ; nous y avons accumulé les ouvrages d'art, les fortifications ; nous y avons concentré nos meilleures troupes, ces troupes de cou-

verture qui, au milieu d'une population animée du patriotisme le plus ardent, sont toujours entraînées et prêtes. Si nous connaissons notre force, l'Allemagne ne l'ignore pas, et elle vient de prouver combien elle la redoute. Son plan a consisté à tourner à l'Ouest notre aile gauche, par un grand mouvement qui ne pouvait s'accomplir que sur le territoire belge. Dans la confiance que nous inspirait, bien à tort, on vient de le voir, la sainteté du droit, nous n'avions pas défendu notre frontière avec la Belgique comme notre frontière avec l'Allemagne. La tentation devait donc être grande pour celle-ci de violer la neutralité belge : elle tournait ainsi notre ligne principale de défense et, en même temps qu'elle l'aurait fait sur cette ligne, elle nous aurait attaqués à gauche et par derrière. Nous aurions été pris entre les branches d'un immense étau. Mais il fallait pour cela de deux choses l'une : ou que la Belgique s'y prêtât, ou qu'elle fût brisée.

Le plus probable est que l'Allemagne comptait sur la réalisation de la première hypothèse ; si cependant c'était la seconde qui se présentait, elle ne s'en embarrassait guère et, quoiqu'elle eût signé le traité de 1839 qui garantissait la neutralité de la Belgique, elle ne se sentait nullement liée par sa parole : la disproportion de force numérique entre l'armée belge et la sienne lui permettrait de vaincre la résistance qui lui serait opposée. Si elle lui était opposée, ne serait-ce pas d'ailleurs seulement pour la forme? Est-ce que la Belgique pouvait avoir la prétention d'arrêter l'Allemagne ? Est-ce que David pouvait, dans notre siècle réaliste, frapper une fois de plus Goliath au front et le renverser ? Dans cette douce confiance, l'Allemagne a commencé, pour se faire la main, par violer la neutralité du Luxembourg ;

puis, ainsi que l'a dit M. le Président de la République, elle « a outrageusement insulté la noble nation belge », en lui demandant la liberté de traverser son territoire. La réponse a été ce qu'elle devait être, indignée et résolue. L'Allemagne a passé outre, elle est entrée en Belgique, et, comptant la traverser aussi facilement qu'une toile d'araignée, elle a mis le siège devant Liége. « En voyant son indépendance menacée, a dit le roi Albert, qui s'est montré aussi grand que son peuple dans ces circonstances tragiques, la nation a frémi, ses enfants ont bondi à la frontière ! » et l'armée belge, composée sur ce point de 40.000 hommes, a mis en déroute l'armée allemande qui en avait plus de 100.000. Certes, l'histoire de la Belgique est belle et glorieuse ; nous n'en connaissons guère qui soit de nature à attirer sur une nation plus d'estime, de sympathie et de respect ; mais rien dans cette histoire n'est comparable à l'héroïque défense de Liége, dont le monde vient d'être le témoin ému et émerveillé. L'Europe avait garanti la neutralité de la Belgique, et la France et l'Anglelerre sont en marche pour la défendre, mais, sans attendre davantage, la Belgique a frappé elle-même un coup qui, à lui seul et pour toujours, consacre cette neutralité : personne désormais n'aura plus l'imprudence de la violer. Sans doute, l'armée allemande revient à la charge, mais nous avons confiance. Les Anglais ont débarqué sur le continent et ils avancent ; nous sommes entrés en Belgique et nous avançons : qui sait si nous n'assisterons pas bientôt à un Waterloo retourné où Belges, Anglais et Français combattront ensemble contre l'arrogance et la mauvaise foi germaniques ? Quoi qu'il en soit, la prodigieuse défense de Liége, si même elle n'a retardé que de quelques

jours la marche de l'armée allemande, aura brisé le plan de son état-major et nous aura permis de terminer notre mobilisation : ce sont deux conséquences d'un grand prix.

Et pendant que ces faits éternellement glorieux pour la Belgique se passaient chez elle,nous sommes entrés en Alsace. Un premier combat nous a permis de repousser les Allemands à Altkirch, de nous emparer de la ville, de courir à Mulhouse et d'y entrer. Les Allemands ont couru aussi, mais en sens inverse : ils ont fui devant nos baïonnettes. Heureuse la troupe française qui, la première, a fait entendre notre clairon aux échos de l'Alsace et retentir sous ses pas le sol sacré d'une province qui nous est si chère ! Les dépêches racontent que les paysans d'Alsace ont aussitôt, sur ce point de la frontière, renversé les poteaux qui marquaient la séparation d'avec la vieille patrie. Quel Français n'aurait-il pas voulu être là ! Ceux surtout qui, comme nous, ont pris part à la guerre de 1870 et gardé au fond de l'âme la douleur muette, mais toujours aussi vive, de l'arrachement brutal, sentiront en eux, avec un tressaillement de joie, un renouveau d'espérance. On connaît l'admirable gravure que Raffet a intitulée *le Réveil :* un tambour, superbe et farouche, bat aux champs et des fantômes sortent lentement de terre avec des figures étonnées qui se raniment, encore à moitié morts et déjà à moitié vivants. Des fantômes se reveillent aussi dans nos cœurs ; nous reconnaissons parmi eux des figures aimées ; mais il est encore trop tôt pour leur tendre les bras. Nos enthousiasmes doivent rester prudents. Les Allemands sont revenus si nombreux que nous avons été obligés d'évacuer Mulhouse ; mais nous sommes restés en Alsace, nous reviendrons à Mulhouse, et

nous ne nous arrêterons pas là. Il faut s'attendre à des péripéties diverses dans cette guerre, ne pas s'enorgueillir quand elles seront favorables, surtout ne pas se décourager quand elles ne le seront pas. Ce n'en est pas moins pour nous une grande force morale que ces premiers succès, et il est, tout de même, permis d'y voir une promesse. Jusqu'ici, notre territoire a résisté à l'invasion. Nous sommes entrés en Belgique pour défendre la neutralité d'un pays héroïque et généreux. Nous sommes entrés en Alsace, c'est-à-dire chez nous, pour y exercer la revendication du droit foulé aux pieds. Dans les conditions où elle s'engage, la guerre ne peut pas mal finir, et cela seul importe, mais elle ne pouvait pas non plus débuter plus heureusement : et nous dirons avec M. le Président de la République, dans le message concis, robuste et fort qu'il a adressé aux Chambres : « Haut les cœurs et vive la France ! »

CHAPITRE III

MOTIFS DE CRAINDRE ET MOTIFS D'ESPÉRER

1er septembre 1914.

I

REMANIEMENTS MINISTERIELS

Les limites d'une chronique sont bien étroites pour parler comme il conviendrait des événements dont nous sommes les témoins émus, anxieux, mais toujours confiants : et notre confiance n'est pas un acte de la volonté qui se raidit, mais de la raison qui réfléchit, calcule les chances et conclut.

L'intérêt principal aujourd'hui, l'intérêt unique est sur la frontière : commençons toutefois, pour revenir ensuite avec plus de liberté d'esprit aux choses militaires, par dire un mot des choses politiques et des remaniements ministériels qui viennent d'être opérés. Le ministère Viviani, dans sa composition première, était un étrange paradoxe : il contrastait avec la gravité de la situation. C'est le jour même de la déclaration de guerre qu'il aurait fallu le changer. Si nous ne l'avons pas dit, si personne ne l'a dit, du moins tout haut, tout le monde

l'a pensé. Le silence gardé à ce sujet montre à quel point l'opinion publique a le sentiment de sa responsabilité; mais d'autres ont aussi la leur. L'initiative est venue cette fois d'où elle devait venir. M. le Président de la République a pris la résolution qu'il devait prendre et l'a exécutée. Les radicaux étaient au pouvoir, il fallait les y laisser nominalement. M. Viviani reste donc président du Conseil, mais son nouveau ministère est un ministère de défense nationale, où les diverses fractions du parti républicain sont représentées. Les socialistes unifiés eux-mêmes y figurent dans la personne de M. Marcel Sembat, leur orateur le plus brillant depuis la mort de M. Jaurès, et d'un des vieux prophètes de leur plus Ancien Testament, M. Jules Guesde : cette figuration n'a d'ailleurs rien qui nous choque, puisque les socialistes unifiés n'ont pas rompu l'unité nationale et qu'ils font leur devoir comme les autres en bons Français. Mais la vraie signification du ministère est dans la présence de M. Ribot aux Finances, de M. Delcassé aux Affaires étrangères, de M. Millerand à la Guerre, de M. Briand à la Justice. Nous ne dirons rien de plus; tous ces hommes sont connus par leurs œuvres ; ils sont en Europe comme en France; ils ont une grande expérience des affaires; ils ont rendu des services éminents et, pour tous ces motifs, ils jouissent d'une autorité que nul ne conteste. La France peut se reconnaître en eux et serait mieux reconnue encore dans un miroir un peu plus large. Ces choix excellents sont complétés par celui du général Galliéni, nommé gouverneur de Paris. Tout cela est bien. Notre situation morale en sera fortifiée dans le monde; nos armées, dans la lutte héroïque où elles sont engagées, seront soutenues par la conscience qu'il y a derrière elles un

gouvernement véritable, et nos cœurs, dégagés de la préoccupation qui les étreignait, pourront se tourner tout entiers vers elles.

II

SUR LES DEUX FRONTS

Leur tâche est dure. La guerre est commencée, et on s'attend à ce qu'elle soit longue et difficile; elle présentera inévitablement des péripéties diverses; nous traversons déjà des jours pénibles; la victoire finale sera à celui qui montrera jusqu'au bout le plus de sang-froid, de constance et de fermeté. Sans parler de l'Autriche, dont les contingents dirigés contre nous présentent une force avec laquelle il faut sérieusement compter, l'Allemagne est une nation de 65 millions d'hommes : la France n'en a pas 40. Bien que cette disproportion ne nous décourage nullement, nous n'avons pas la prétention de venir à bout d'un seul coup, et sans le concours de nos alliés, d'ennemis aussi nombreux. Or, le concours de nos alliés est réduit pour le moment au minimum. La Russie a franchi la frontière allemande et elle marche vers l'Ouest, mais elle est encore loin, et l'Allemagne ne lui oppose qu'une faible partie de ses forces; tout le reste est tourné contre nous. L'Angleterre a déjà fait un effort important, mais elle en prépare d'autres, et, de ce côté encore, nous avons à attendre. Certes, si nous avions pu, dans une première bataille, remporter sur l'ennemi un de ces avantages qui fixent définitivement la fortune, l'événement aurait été d'un prix inestimable : l'entreprise valait la peine d'être tentée et, même

après son échec, nous ne regrettons pas qu'elle l'ait été, car l'ennemi n'a pas été moins éprouvé que nous. Au surplus, nous n'avons pas été entamés sur nos positions qu'on peut qualifier de normales; nous nous y sommes repliés en bon ordre; nous allons maintenant nous y défendre. Ce n'est nullement une déroute qui s'est produite entre Mons et Charleroi, et l'opinion ne s'y est pas méprise. La campagne continue, et tout en combattant de manière à arrêter l'ennemi ou à ralentir sa marche, nous saurons atteindre l'heure favorable où le concours de nos alliés, devenu pleinement efficace, nous sera enfin acquis.

Dans cette seconde période de la guerre où nous sommes, la France rendra plus en grand à la cause du droit, de la civilisation, de l'indépendance des nations, le même service que lui a rendu l'héroïque Belgique dans la première. Que serait-il arrivé, si la Belgique, après avoir protesté contre la violation de son territoire, sentant l'insuffisance de ses forces, avait laissé aux seules puissances garantes de sa neutralité le soin de la défendre? Elle s'est défendue elle-même, et sa résistance a fait gagner à l'Angleterre et à nous une dizaine de jours qui ont été bien employés: c'est grâce à elle que nous pouvons opposer aujourd'hui à l'invasion allemande une digue qui faiblira peut-être sur certains points, mais qui, dans l'ensemble, sera assez solide pour donner à la Russie le temps de développer à son tour tout son effort. Nous y parviendrons en mêlant à propos la défensive et l'offensive jusqu'au jour où, toutes les forces de la coalition européenne étant réunies, nous passerons enfin de la première à la seconde avec toutes les chances de succès.

En attendant, nous avons besoin de concentrer

toutes nos forces sur le terrain de combat que l'Allemagne a elle-même choisi pour y concentrer les siennes. La manœuvre allemande, qui s'est dessinée dès le premier moment, a pris aujourd'hui un tel relief et frappe par une telle évidence que tout le monde s'en rend compte. Elle a consisté, elle consiste encore à enfoncer et à tourner notre aile gauche par un mouvement opéré sur une immense échelle et par une action qui, poursuivie sur toute la ligne de front, a eu un caractère défensif sur la partie orientale et centrale de cette ligne, et nettement, fortement, formidablement agressif à son extrémité occidentale. L'état-major allemand avait fort bien marqué l'endroit où il entendait porter son effort principal. Avons-nous fait de même ? A cette attaque que nous avons vue se préparer pendant plusieurs jours, avons-nous à notre tour préparé et opposé une parade suffisante? Ce n'est pas le moment de le rechercher. Quoi qu'il en soit, après la grande bataille qui vient de se livrer, et qui n'a pas répondu à notre espérance, le besoin de la concentration à un point décisif s'est imposé à nous. Nous avons dû abandonner l'Alsace et reporter sur notre aile gauche la majeure partie de nos forces. Suivant toutes les apparences, la guerre s'y prolongera quelque temps ; puis elle prendra une forme nouvelle à mesure que les Russes avanceront vers l'Ouest. L'Allemagne, qui a pu jusqu'ici réunir toutes ses forces contre nous, devra alors faire face de plusieurs côtés à la fois. C'est dans cette obligation, qui tôt ou tard s'imposera à elle, que nous avons puisé, dès le premier jour, notre confiance dans la victoire finale, et cette confiance n'est pas diminuée.

Si nous pouvions douter, si notre foi pouvait défaillir, nous serions réconfortés par l'inflexible

volonté de nos alliés. Celle de la Russie se manifeste par la marche hardie de son armée dans la Prusse orientale, et celle de l'Angleterre, non moins par le langage que lord Kitchener, ministre de la Guerre, a tenu à la Chambre des lords. « Tandis, a-t-il dit, que les autres pays engagés dans cette guerre ont réussi par la conscription à amener sur le champ de bataille toutes leurs ressources d'hommes, nous, avec notre système colonial, nous n'avons pas pu le faire, et par conséquent nous pouvons encore faire appel à une réserve énorme, tirée non seulement de la mère-patrie, mais de l'Empire britannique au delà des mers. Tandis que les Indes, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande nous envoient des forces puissantes, en Angleterre les troupes territoriales répondent loyalement à l'appel d'un devoir exceptionnellement pressant. Avec un beau patriotisme, soixante-dix bataillons se sont déjà offerts pour servir à l'étranger. Les 100.000 recrues que l'on croyait nécessaire de demander en premier lieu ont déjà répondu. Derrière celles-ci nous avons nos réserves. Les empires avec lesquels nous sommes en guerre ont appelé sous les drapeaux presque toute la population mâle. Le principe que nous suivons est que, tandis leur force maximum subit une diminution constante, les renforts que nous préparons s'écouleront lentement, en augmentant jusqu'à ce que nous ayons une armée en campagne qui, tant par le nombre que par la qualité, sera digne de la puissance et des responsabilités de l'Empire britannique. L'effectif de campagne que nous constituons actuellement est considérable et peut arriver, pour la durée des six ou sept prochains mois, à un total de trente divisions maintenues continuellement en campagne. Je ne puis pas dire aujourd'hui que cela

sera la limite des forces nécessaires : mais si la guerre est longue et ses fortunes diverses, des sacrifices au delà de tout ce qui a été jamais demandé deviendront indispensables, et nous sommes sûrs que ni le Parlement ni le peuple ne se refuseront à les faire. » Rien de plus simple, mais aussi rien de plus grand que ce langage. C'est la plus fière réponse que l'Angleterre pouvait faire à l'avantage provisoire que l'Allemagne avait remporté. L'empereur Guillaume a dit qu'il irait jusqu'à son dernier homme et son dernier cheval ; lord Kitchener a dit jusqu'où irait l'Angleterre. La France sera digne de pareils alliés.

III

LES PROMESSES DE LA RUSSIE AUX POLONAIS

Nous n'entrerons pas dans le détail des opérations militaires de ces derniers jours ; ils sont connus ; l'attention publique ne laisse rien échapper de ce qui se passe sur nos frontières. Mais, au delà de ces frontières, il y a le vaste monde, et nous devons signaler les événements qui s'y produisent en corrélation avec ceux qui nous intéressent et nous émeuvent si fort. Regardons d'abord du côté de la Russie. Elle ne voulait pas la guerre, elle s'y était néanmoins bien préparée, et dès que l'Allemagne la lui a déclarée, elle s'est trouvée prête. Mais si elle l'était matériellement, l'empereur Nicolas a voulu, à son immense force militaire, ajouter une force morale non moins grande : il a annoncé solennellement la prochaine reconstitution de la Pologne dans ses frontières anciennes, et nous dirions volontiers que

rien n'était plus habile, s'il n'était pas encore plus exact de dire que rien n'était plus généreux. Le grand-duc Nicolas, général en chef de l'armée russe, a adressé aux Polonais un éloquent appel d'où nous détacherons quelques phrases pour montrer quel en est l'accent. « Polonais, dit-il, l'heure a sonné où le rêve sacré de vos pères et de vos aïeux peut être réalisé. Il y a un siècle et demi que le corps vivant de la Pologne fut déchiré en morceaux, mais son âme ne mourut pas ! Elle vivait de l'espérance que, pour le peuple polonais, viendrait l'heure de la résurrection et sa réconciliation fraternelle avec la grande Russie. Les troupes russes vous portent la nouvelle de cette réconciliation. Que le peuple polonais s'unifie sous le sceptre du tsar russe. Sous ce sceptre renaîtra la Pologne libre dans sa religion, dans sa langue et dans son autonomie. Le cœur ouvert, la main fraternellement tendue, la grande Russie vient à votre rencontre. » Le langage est nouveau, les intentions dont il est le témoignage ne le sont pas, et l'empereur Nicolas n'est pas le premier qui les ait eues. Ce qu'il se propose aujourd'hui, c'est ce que l'empereur Alexandre Ier avait déjà voulu faire en 1814; mais il trouva contre lui l'opposition des puissances qui craignaient de voir la Russie devenir trop forte avec cet énorme accroissement de territoire. En conséquence, la Pologne a continué d'être partagée en trois tronçons, dont un seul était russe; les deux autres, étant prussien et autrichien, ne pouvaient plus être arrachés à la Prusse et à l'Autriche que par une guerre heureuse; la diplomatie n'y suffisait pas. L'occasion a été attendue longtemps, on a pu craindre qu'elle ne se présentât jamais : elle s'offre aujourd'hui.

Si, comme il y a tout lieu de l'espérer, la guerre se termine par la victoire de la France, de l'Angle-

terre et de la Russie, qui empêchera cette dernière de réaliser la promesse qu'elle vient de faire? Ce ne sera pas la France assurément, et ce ne sera plus l'Angleterre, car les intérêts se sont déplacés et les préoccupations de 1914 ne sont plus celles de 1814. Dans d'autres circonstances, des obstacles se seraient dressés en Russie même, où de vieux préjugés existent contre l'autonomie de la Pologne ; mais, outre que la volonté impériale y est très puissante, sinon même toute-puissante, la guerre et la victoire apportent des solutions aux questions qui semblaient insolubles. Quant à dire quel effet probable aura la proclamation du grand-duc Nicolas dans les diverses parties de la Pologne, il faudrait toute une étude historique pour le faire. Comment la Pologne russe n'éprouverait-elle pas une joie que certains souvenirs peuvent troubler, mais non pas altérer ni étouffer? Quoi qu'il arrive, elle est sûre de gagner à l'avenir qu'on lui ouvre. La vérité nous oblige à reconnaître que la Pologne autrichienne jouit d'un traitement qui, par comparaison avec celui dont la Pologne prussienne est affligée, peut être qualifié de privilégié; aussi est-il possible que la proclamation du grand-duc ne produise pas une impression aussi profonde en Galicie qu'en Posnanie ; toutefois, comment la Pologne autrichienne elle-même, de quelques ménagements qu'elle ait été l'objet, ne serait-elle pas sensible à l'espérance de voir revivre la Pologne dans ses anciennes frontières ? Le « rêve sacré des pères et des aïeux» parlera à son imagination, c'est-à-dire à son cœur. Pour ce qui est de la Pologne prussienne, elle est assurément, depuis que les Balkans ont échappé à la Turquie, — et peut-être même l'était-elle avant, — la province de l'Europe qui souffre le plus cruellement sous le joug le plus odieux. Dans ce théâtre restreint,

la lutte entre le germanisme et le slavisme a pris un caractère atroce. La politique allemande ne tend à rien moins qu'à l'élimination des Polonais de chez eux par tous les moyens, la persécution sous toutes les formes et l'expropriation où le vol n'est même pas déguisé. Comment, dans un pareil pays, la proclamation du grand-duc Nicolas ne serait-elle pas entendue avec une complaisance et une reconnaissance particulières ? Comment ces Polonais allemands malgré eux ne souhaiteraient-ils pas la défaite de l'Allemagne, qui sera la préface de leur libération ? C'est pourquoi la proclamation a été, s'il est permis d'employer ce mot, un coup de partie merveilleux au commencement de la guerre. Polonais à l'Est, Alsaciens-Lorrains à l'Ouest de l'Empire allemand sont des alliés naturels que les Russes et nous avons chez l'ennemi. Nous n'avions besoin de rien dire aux Alsaciens-Lorrains, ils nous entendent sans cela; mais l'empereur Nicolas a bien fait de parler de haut, comme il l'a fait, aux Polonais allemands. Il a attaché par là une immense espérance au succès de ses armes.

IV

LES SLAVES ET LE JAPON CONTRE L'ALLEMAGNE

Sans même que soit engagé à fond le combat décisif entre la Russie et l'Allemagne, le slavisme fait déjà belle et bonne figure contre le germanisme. Les Serbes, si dédaignés, si méprisés de l'Autriche, et qui ont reçu d'elle l'ultimatum le plus outrageant, ont fièrement relevé le gant qui leur a été jeté. Ils

recueillent la gloire qu'obtient toujours dans la conscience humaine un petit peuple qui, à force de courage, devient victorieux d'un grand. Nous tenons compte, comme il convient, de ce que l'Autriche est obligée d'employer ailleurs une partie importante de ses forces. Elle l'emploie, hélas ! contre nous, qui ne lui voulions aucun mal, et à qui, au fond de l'âme, elle ne voulait aucun mal non plus. Qui pourrait voir un chef-d'œuvre de la politique dans le conflit que l'Autriche, par simple docilité envers l'Allemagne, dont elle est devenue le satellite en Orient, a entamé contre un peuple qui n'a aucun point de contact avec elle, aucun intérêt directement contraire aux siens et qui, depuis de nombreuses années, ne lui avait témoigné que de la sympathie ?

De cette politique, dont aucun conseil, aucun avertissement n'a pu la détourner, l'Autriche commence à éprouver les effets, — et elle ne fait que commencer. Les Serbes l'ont battue dans toutes les rencontres. Le début de cette guerre n'a pas été seulement odieux, il s'y est mêlé quelque ridicule. Les Autrichiens ont bombardé Belgrade, qui est une ville ouverte et, par conséquent, incapable de se défendre. Le gouvernement, qui n'y était plus en sécurité, en est sorti, et une grande partie de la population l'a suivi dans son exode. Les Autrichiens ont continué le même exercice et, pendant plusieurs jours de suite, tous les matins, ils ont bombardé et rebombardé la ville, comme s'ils obéissaient à la simple manie de bombardement. S'ils voulaient par là châtier la mort de l'archiduc François-Ferdinand, ils auraient bien fait de s'en tenir prudemment à cette exécution. Leur tort a été d'entrer sur le territoire serbe : ils y ont été mal reçus et y ont éprouvé des revers retentissants. Nous n'en sommes d'ailleurs

pas surpris. L'armée serbe avait déjà montré ce qu'elle valait pendant la guerre balkanique : elle a dépassé alors, non seulement par sa valeur militaire, mais par la qualité de son organisation, les espérances de ceux qui en attendaient le plus. Les Autrichiens affectent de regarder les Serbes comme des barbares : ces barbares sont de très bons soldats, conduits par de bons chefs. Ils se sont si bien comportés que les Russes, après avoir réuni des forces considérables sur la frontière autrichienne, n'ont mis aucune hâte à la franchir. Les Serbes suffisaient pour le moment à la tâche. Le service qu'ils rendent à la cause commune est du plus haut prix, et, quand le moment sera venu, il devra obtenir sa récompense. Les Serbes, par leur énergique défensive tournée bientôt en offensive, ont permis aux Russes de concentrer la plus grande partie de leurs forces au nord de l'Empire et d'entrer par là sur le territoire allemand. Nous ne saurions leur en être trop reconnaissants. On voit, par leur exemple, comme par celui de la Belgique, qu'un pays, petit par son territoire, peut être très grand par le cœur. La Serbie est aujourd'hui un facteur important de la guerre générale.

Et un autre intervient, le Japon. Sans doute, le Japon se soucie assez peu de nos conflits européens, et la cause, qui nous est si chère, du droit et de l'indépendance des nations a pour lui un peu moins d'intérêt que pour nous. Bien qu'allié de l'Angleterre, ce n'est peut-être pas dans son traité avec elle qu'il a trouvé le principal motif de sa détermination, et peut-être aussi l'Angleterre n'a pas beaucoup insisté pour la lui faire prendre. A dire le vrai, le Japon ne nous apporte pas un concours direct bien utile, et ce n'est probablement pas le résultat qu'il poursuit : il ne

poursuit que son propre intérêt, et c'est son droit de le faire. L'empereur Guillaume attachait un très grand prix à son établissement en Extrême-Orient. On connaît ses idées sur le péril jaune : il a tenu à prendre pied sur le continent asiatique et à s'y établir fortement. Il a cru y avoir réussi : ce qui se passe aujourd'hui montre à quel point il s'est trompé. Son œuvre était artificielle et fragile. Le Japon s'en est aperçu et a profité de la première occasion d'enlever à l'empereur Guillaume des possessions qu'il ne peut pas défendre. L'ultimatum qu'il a adressé à Berlin, avec sommation d'y répondre dans les cinq jours, est un chef-d'œuvre d'insolence. Il enjoint à l'Allemagne : 1° de retirer des eaux japonaises et chinoises ses bâtiments de guerre, ou de les désarmer; 2° d'évacuer dans le délai d'un mois le territoire du protectorat de Kiao-tchéou, ce territoire que l'Allemagne avait soigneusement choisi à l'entrée du golfe du Petchili.

S'il y a eu jamais au monde un homme étonné, c'est l'empereur Guillaume; indigné sans doute, mais encore plus étonné. Il ne s'attendait certainement pas à ce contre-coup lointain de la guerre qu'il a déchaînée en Europe. L'initiative japonaise soulève un grand nombre de questions que nous aurons plus tard à traiter : remarquons seulement aujourd'hui avec quelle surprenante maîtrise l'Allemagne a trouvé le moyen de se créer des hostilités dans le monde entier. C'est le résultat naturel de sa politique mondiale. Malheureusement pour elle, elle avait oublié quelques éléments du problème dont elle avait entrepris la solution. Quand on fait de la politique mondiale à une aussi longue distance, de chez soi il faut, de deux choses l'une : ou être d'accord avec l'Angleterre, ou être plus fort

qu'elle sur les mers. L'empereur Guillaume avait négligé de se mettre d'accord avec l'Angleterre et, s'il espère bien être un jour plus fort qu'elle sur les mers, il ne l'est pas encore. L'Angleterre s'est fort bien rendu compte de ses projets dans l'avenir, et le Japon, de son impuissance dans le présent. C'est ce qui explique suffisamment que ce dernier ait déclaré la guerre à l'Allemagne. Pour se venger, l'Allemagne la lui a fait déclarer par l'Autriche : *risum teneatis*... Nous n'examinerons cette guerre que relativement à celle où nous sommes nous-mêmes engagés. Le Japon aidera l'Angleterre et nous, ce qui lui sera d'ailleurs facile, à purger l'Océan Pacifique de la présence des navires allemands : l'œuvre est déjà commencée, elle est même avancée.

Ainsi l'Allemagne a des ennemis partout. Où sont ses amis ? L'Autriche ? Qui sait ? Tout ce qu'on peut dire est que l'Autriche marche avec elle. Son amie la plus sincère, — mais elle n'ose pas l'avouer, — est probablement la Porte ottomane. L'attitude de la Porte nous est à bon droit suspecte et la singulière aventure du *Goeben* et du *Breslau* n'est pas faite pour dissiper les soupçons qu'elle inspire. On connaît l'histoire de ces deux navires de guerre allemands qui, après avoir bombardé nos côtes algériennes, se sont réfugiés dans les Dardanelles et sont devenus turcs aussi facilement qu'on change un casque à pointe contre un fez. Ce tour de passe-passe n'a pas eu auprès de nous, — nous entendons par nous la France, l'Angleterre et la Russie, — le succès que semblait mériter son ingéniosité : nous nous sommes fâchés. L'incident s'est terminé à notre satisfaction : la Porte nous a priés de l'oublier et l'a qualifié elle-même de « déplorable » ; elle a promis que

les deux navires ne prendraient pas part à la guerre, et c'est tout ce que nous demandons quant à présent. Mais on sent un peu trop de quel côté est le cœur de la Porte, et il est à souhaiter, — pour elle, — que des inclinations qu'elle ne dissimule pas assez ne lui fassent pas commettre une nouvelle imprudence, qui serait grave.

Telle est la situation actuelle dans ses traits généraux. La guerre n'est qu'à son début, et nous devons ceindre nos reins pour soutenir une longue lutte. Mais, puisqu'on parle si souvent aujourd'hui des « impondérables » et de leur valeur si appréciée par Bismarck, nous pouvons dire en toute sincérité que nous nous sentons soutenus par les sympathies de tout le monde civilisé. Il souhaite ardemment notre victoire. En dehors de la Porte peut-être, qu'on nous cite le pays neutre, petit ou grand, qui souhaite celle de l'Allemagne !

V

LA MORT DE PIE X

Nos intérêts vitaux, qui sont aujourd'hui en proie à une pénible épreuve et absorbent la plus grande part de nos préoccupations, ne nous permettent pas de parler de la mort du pape Pie X avec toute l'ampleur que mérite l'importance de l'événement. Nous n'en dirons que quelques mots.

La manière dont Pie X a été élu, à l'exclusion d'un autre candidat qui avait la faveur du conclave, mais non pas celle de l'Autriche, était pour le nouveau pape un mauvais début dans ses fonctions :

toutefois,les craintes qu'on aurait pu avoir sur l'impartialité et sur l'indépendance de Pie X n'ont pas tardé à se dissiper. Pie X était un prêtre très vénérable, qui avait vécu en dehors de la politique et a continué d'y vivre une fois élevé au souverain pontificat. Tout entier appliqué à ce qu'il considérait comme son devoir religieux, ignorant le monde, vivant dans la prière, il était trop différent de son illustre prédécesseur pour qu'on n'établît pas un contraste entre eux et qu'on ne fût pas tenté d'établir aussi une opposition entre leurs œuvres. Peut-être cette opposition était-elle plutôt dans la forme que dans le fond. Léon XIII était un prélat d'une grande vertu, mais il était par surcroît un grand esprit; il connaissait la politique, il l'aimait même parce qu'il y réussissait, et, toujours ferme dans la défense des principes fondamentaux et des intérêts dont la garde lui était confiée, il était par surcroît souple, avisé, renseigné, sensible à l'opportunité, au choix du moment; il savait enfin pratiquer les ménagements nécessaires dans la pratique des hommes et des choses. Mais Léon XIII avait duré vingt-cinq ans! On se lasse de tout à la longue, et il faut convenir que les meilleures qualités vont rarement sans quelques défauts. Les premières finissent par être moins senties que les seconds. Si on lit l'histoire, on y verra que l'Eglise, conduite par un sens supérieur, a établi souvent une sorte d'alternance entre les papes qui ont certaines qualités et ceux qui en ont certaines autres. Le prédécesseur de Léon XIII, le pape Pie IX, était, lui aussi, un saint, et sa sainteté était mêlée à beaucoup d'esprit, ce qui lui donnait un grand charme, et à beaucoup d'intransigeance, ce qui n'était pas sans inconvénients. Ces inconvénients avaient été si bien éprouvés, — et comment

ne l'auraient-ils pas été, puisque Pie IX a régné trente-deux ans dans une époque très troublée? — qu'à sa mort, obéissant à cet instinct secret dont nous avons parlé, l'Eglise a choisi pour lui succéder un pape politique. Que fera le conclave de demain? A quelle inspiration céderat-il? Continuera-t-il cette alternance judicieuse qui ne permet pas à un esprit exclusif, quelque respectable qu'il puisse être, de présider trop longtemps aux destinées de l'Eglise? C'est ce qu'on saura bientôt, mais non pas tout de suite peut-être, car le Pape du lendemain n'est pas toujours le cardinal de la veille et, porté sur un siège si élevé, il est quelquefois amené à voir les choses à un point de vue un peu nouveau.

Pour nous, Français, qui ne pouvons ni d'ailleurs ne voulons influer sur lui en aucune manière, ce choix du Pape a une importance particulière. On a dit, et rien n'est plus vrai, que la France est une grande puissance musulmane; mais il est encore bien plus vrai qu'elle est une grande puissance catholique, et même la plus grande de toutes. Le mot dans les deux cas à un sens tout politique : il ne veut pas dire que notre gouvernement soit catholique ou musulman, il lui suffit d'être intelligent pour comprendre que l'intérêt de la France se rattache, sur une infinité de points, à des intérêts qui ont indissolublement un caractère politique et un caractère religieux. C'est parce que notre gouvernement ne l'a pas toujours compris que, au lieu de délier délicatement certains liens avec Rome, il les a rompus brutalement et n'en a pas encore établi d'autres. Nous ne rechercherons pas si l'intransigeance pontificale n'a pas un peu contribué à ce résultat dont, même dans cette hypothèse, la principale responsabilité nous revient. A quoi bon? Mieux vaut en ce

moment faire de la politique que de l'histoire et nous demander ce qui peut nous rapprocher que nous remémorer aigrement ce qui nous a séparés. Le Pape futur pourra aider à ce rapprochement, qui sera plus facile avec lui qu'il ne l'était avec son prédécesseur, parce qu'il n'y aura contre sa personne aucune suspicion préventive; mais il faudra aussi que notre gouvernement s'y prête, et il semble qu'après les épreuves que nous traversons et qui sont si propres à unir tous les Français le rapprochement qui se sera fait entre eux soit de nature à en faciliter d'autres. Elle les facilitera... si on le veut et si on s'y prête. Pie X ne s'est jamais refusé à écouter les vœux de la France, il a demandé seulement que le gouvernement français voulût bien les lui faire connaître : il avait raison, et ce n'est pas en cela que nous l'avons trouvé intransigeant.

Quelque jugement qu'on porte sur son œuvre religieuse, aussi bien que sur son œuvre politique, tout le monde convient qu'elle a été d'une haute portée. Dans un siècle où le libre examen a été poussé si loin et où les esprits ont été si profondément modifiés par les influences ambiantes, il a rétabli le dogme dans sa rigueur littérale et resserré avec une grande autorité les liens de la discipline; il les a même tendus assez durement quelquefois, sans d'ailleurs les briser, car il a rencontré partout la soumission et l'obéissance. Les exemples du contraire ont été si rares qu'on peut les négliger. C'est un spectacle en un sens admirable qu'a donné l'Eglise dans le monde entier, et plus encore que partout ailleurs, en France. Elle sort de cette crise fortifiée au dedans, mais battue en brèche plus ardemment du dehors. Les fidèles sont peut-être plus fidèles, mais leur nombre a-t-il augmenté? De pareilles ques-

tions exigeraient des volumes pour être résolues, à supposer même qu'on puisse les résoudre. Contentons-nous donc de nous incliner respectueusement devant le cercueil d'un pontife qui a eu souvent à diriger la barque de saint Pierre au milieu d'un violent orage et qui ne l'a pas laissé sombrer. Son humilité le portait d'ailleurs à croire que la barque, grâce aux promesses surnaturelles qui lui avaient été faites, n'avait pas besoin de lui pour échapper au péril.

CHAPITRE IV

PARIS EN DANGER

15 septembre 1914.

I

LE RESSERREMENT DE NOS ALLIANCES

Pendant que nous écrivons, une grande bataille se poursuit entre Paris et les Vosges. Nous avons confiance que le dénouement sera favorable à nos armes ; mais, s'il en était autrement, si la fortune nous était contraire, nous prendrions une nouvelle position militaire et nous continuerions de nous battre. Le sort définitif de la guerre ne dépend d'ailleurs pas uniquement de nous ; il suffit que la coalition dont nous sommes un des éléments l'emporte finalement, et elle l'emportera. Bien loin d'être ébranlée, sa résolution s'est encore affermie pendant ces derniers jours et s'est manifestée sous une forme diplomatique. Quelle que soit l'importance des opérations militaires, celle de la Déclaration que les représentants de l'Angleterre, de la France et de la Russie, sir Edward Grey, M. Paul Cambon et le comte Benckendorff, ont signée à Londres le 4 septembre, n'est pas moins grande ; elle l'est même davantage, parce qu'elle domine toute la situation militaire et politique,

et qu'elle est la garantie de l'avenir aussi bien que du présent. Voici le document :

« Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, font la déclaration suivante :

« Les gouvernements de Grande-Bretagne, de France et de Russie s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre.

« Les trois gouvernements conviennent que, lorsqu'il y aura lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser de conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés. »

Cette Déclaration est, pour les trois Puissances qui l'ont faite, la Charte de la guerre. Leurs fortunes peuvent être diverses et changeantes au cours des opérations, mais elles resteront intimement unies jusqu'à la fin. La guerre sera commune, la victoire le sera aussi. En un mot, c'est une alliance. Avec la Russie, nous en avions déjà une, mais ni la Russie, ni nous n'en avions avec l'Angleterre : cette omission est réparée. Nous avons cette fois partie liée, autant que partie peut l'être. Si l'Allemagne a pu croire qu'un des trois alliés se lasserait de la guerre avant les autres, soit parce qu'elle serait particulièrement lourde pour lui, soit parce qu'il se laisserait séduire aux promesses qu'on pourrait lui faire, aux avantages qu'on pourrait lui consentir, cette illusion se dissipe. Nous sommes un bloc. A moins qu'elle ne détruise la Russie, l'Angleterre et la France, l'Allemagne sera détruite par elles. L'alternative est impérieusement posée.

Il y a dans tous les pays des alarmistes, qui obéissent quelquefois, sans même le savoir, à des suggestions venues du dehors et qui, à chaque échec par-

tiel, s'appliquent à semer le découragement autour d'eux : pour éviter la défaite, ils sont tout prêts à en accepter, à en subir tout de suite les conséquences. Cette espèce existe chez nous comme ailleurs, comme partout, mais, grâce à Dieu ! rare, sa voix n'est pas entendue, elle n'a aucune influence sur l'opinion. C'est surtout dans le monde des politiciens professionnels qu'on a pu, ces jours derniers, en découvrir quelques-uns, et personne n'en sera surpris, car on connaît cette engeance qui représente officiellement le pays et à laquelle le pays ressemble si peu. Le gouvernement, usant de son droit, a déclaré close la session parlementaire de 1914 : précaution qui n'était sans doute pas inutile. Le gouvernement reste ainsi le seul maître de l'heure où il jugera à propos de réunir de nouveau les Chambres. Bien que la Déclaration de Londres n'ait pas eu pour objet principal de répondre aux alarmistes, eux aussi l'auront entendue : ils sauront désormais que les trois alliés, fermement résolus à ne pas se séparer les uns des autres, iront jusqu'à l'extrême limite de leurs forces pour abattre l'ennemi commun. Mais c'est le petit côté de l'affaire, le grand côté est ailleurs. Avons-nous besoin de dire combien nous sommes heureux que l'Angleterre soit enfin sortie des réserves où elle s'était enfermée jusqu'ici, pour contracter enfin une alliance de guerre avec la Russie et avec nous ? Il y a depuis longtemps, de l'autre côté du détroit, et en grand nombre, des hommes instruits, intelligents, perspicaces, prévoyants, fidèles aux vieilles traditions de leur pays, qui se rendaient fort bien compte de la solidarité qui unit les intérêts des trois pays, et même ceux de quelques autres encore, en face de l'ambition illimitée de l'Allemagne. Si l'alliance n'avait tenu qu'à eux, elle

aurait été faite plus tôt. Mais il y a aussi, en Angleterre, un parti qui pousse l'esprit pacifique jusqu'au pacifisme doctrinaire, et ce parti dispose, même dans le gouvernement, de moyens puissants au profit de sa volonté d'abstention. L'Allemagne a des intelligences à Londres. L'empereur Guillaume a eu d'autant plus de facilité à faire croire à ses intentions pacifiques que ces intentions paraissent bien avoir été longtemps sincères ; mais, quand elles ont cessé de l'être, tous les yeux ne se sont pas ouverts à la fois. Aujourd'hui encore, il y en a qui restent fermés. C'est contre ce parti que le gouvernement a eu à lutter et il faut avoir une grande reconnaissance à sir Edward Grey, à M. Asquith et à ceux de leurs collègues qui les ont aidés dans leur tâche, d'avoir déployé l'énergie et l'habileté nécessaires pour l'emporter. On peut mesurer le chemin qu'ils ont parcouru en quelques jours en comparant leurs premiers discours parlementaires à ceux qu'ils ont prononcés depuis et, en fin de compte, à la Déclaration dont nous avons plus haut reproduit le texte catégorique.

Il est vrai que le gouvernement allemand les a merveilleusement aidés. Nous avons déjà relevé quelques-unes de ses maladresses, mais les événement marchent si vite, entre nos chroniques, que nous n'avons encore rien dit des extraordinaires conversations que M. de Bethmann-Holweg, chancelier de l'empire, et M. de Jagow, ministre des Affaires étrangères, ont eues avec l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Edw. Goschen. Il s'agissait de la neutralité de la Belgique, Sir E. Goschen demandait à ses interlocuteurs si l'Allemagne la respecterait. — Nullement, ont-ils répondu ; nous avons besoin de passer par la Belgique pour porter tout de suite à la France un coup décisif, et, par conséquent, nous y

passerons. D'ailleurs, le fait est déjà accompli et, quand même nous voudrions revenir en arrière, il serait trop tard. — Le gouvernement allemand avait sans doute cru habile de mettre l'Angleterre en face d'un fait accompli, et il se montra très surpris de la gravité que sir Edw. Goschen paraissait y attacher. — Comment ! s'écria alors M. de Bethmann-Hollweg, pour un mot, le mot neutralité, qui, en temps de guerre, a été si souvent méprisé ; comment ! pour un chiffon de papier, la Grande-Bretagne va faire la guerre à une nation apparentée dont le seul désir est d'être une amie ! L'acte de la Grande-Bretagne est inconcevable. Je la tiens pour responsable des terribles événements qui pourront s'ensuivre. — Un Livre Blanc anglais a livré cette conversation à la publicité, ainsi qu'une correspondance échangée entre le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne, correspondance d'où il résulte que le roi, dans son désir ardent du maintien de la paix, a poussé à l'extrême les concessions qu'il proposait de faire à l'Allemagne et à l'Autriche. Mais l'empereur Guillaume a tout repoussé. Il a poursuivi la mobilisation de ses troupes avec une hâte fiévreuse, et la correspondance entre les deux souverains, peut-être faut-il dire entre les deux hommes, car ils parlaient le langage de la familiarité et de la confiance, a été brusquement interrompue par les premiers coups de canon. La publication de ces documents a produit l'effet que le gouvernement anglais en avait espéré. L'opinion britannique qui, jusqu'à ce moment, avait été un peu flottante, un peu hésitante, un peu molle, a été entraînée par un sentiment généreux et indigné, et M. Asquith a pu tenir le langage qui correspondait à ce sentiment.

On a vu alors quelle différence il y a entre l'âme

anglaise et l'âme allemande : la première formée à l'école de la liberté, de la discussion loyale, de la responsabilité pour tous, enfin de la civilisation la plus élevée, la seconde à l'école du matérialisme politique, qui ne voit en toute chose que l'intérêt immédiat et brutal, immole à cet intérêt les droits d'autrui les plus sacrés et n'accepte pour soi d'autre devoir que celui de la discipline aveugle, servile et muette. Le choc de deux mentalités aussi différentes, auss opposées, devait faire jaillir des étincelles lumineuses. L'éloquence de M. Asquith s'est élevée à la hauteur des événements pour célébrer l'héroïque résistance de la Belgique et flétrir ses envahisseurs. — « La tâche qui nous incombait, a-t-il dit, était une de celles auxquelles une grande nation ne pouvait se dérober sans se couvrir d'une honte éternelle. Nous étions contraints par des obligations précises et supérieures d'affirmer et de maintenir l'existence menacée d'un Etat neutre. La Belgique n'avait aucun intérêt propre à elle seule à défendre, si ce n'est les intérêts suprêmes et prépondérants de chaque Etat, grand ou petit, digne de ce nom, à savoir : le maintien de son intégrité et de sa vie nationale. La défense de Liége sera toujours le thème d'un des plus beaux chapitres des annales de la liberté. Les Belges ont conquis la gloire immortelle d'un peuple qui préfère sa liberté à son bien-être matériel, à sa sécurité, à la vie elle-même. Nous les saluons avec respect. Nous sommes avec eux de cœur et d'âme, parce que, à leur côté et avec eux, nous défendons en même temps qu'eux deux grandes causes : l'indépendance des petits Etats et l'inviolabilité des obligations internationales. » Et M. Asquith concluait que la responsabilité de la guerre retombait tout entière sur la seule Allemagne. — Nous abrégeons ce discours qui aurait mérité d'être

reproduit tout entier : on n'en a jamais entendu, on n'en entendra pas de longtemps un semblable à Berlin. Il y a, entre le langage de M. Asquith et celui de MM. de Bethmann-Hollweg et de Jagow, plusieurs siècles de civilisation. Ce sont des hommes d'une autre éducation intellectuelle, d'une autre culture morale, d'une autre race qui parlent ici. Et nous nous sentons avec fierté de la même famille humaine que les Anglais.

II

LE CRIME DE LOUVAIN ET LES PREMIERS ATTENTATS SUR PARIS

Les publications britanniques, les discours de M. Asquith, de sir Edward Grey, de lord Kitchener ont atteint leur but : aujourd'hui, l'opinion anglaise est unanime comme la nôtre. Cependant il y a quelque chose de plus éloquent encore que tous les discours, ce sont certains faits. Les journaux ont parlé des actes de barbarie commis par les soldats allemands. Eh quoi ! au xx[e] siècle, on tue des femmes, et des enfants ! On les met de force devant les soldats pour empêcher l'ennemi de tirer ! On viole, on assassine ! Ces anachronismes révoltants troublaient les consciences, mais l'esprit, quelquefois, restait hésitant : n'y avait-il pas quelque exagération dans ces récits d'épouvante ? Nous étions, nous, trop près des événements pour pouvoir douter ; chaque jour des témoins authentiques venaient tout confirmer ; mais ceux qui étaient loin, très loin, de l'autre côté de l'Océan, hésitaient à croire à tant d'abominations. La mort violente de Louvain les a

subitement éclairés d'une lumière irrécusable et effroyable. Louvain, ville charmante, tout imprégnée d'histoire, embellie par l'art, centre d'étude, de recueillement, de méditation, un des joyaux de la Belgique, un des trésors de l'humanité, Louvain a été saccagé. Ses principaux monuments ont été détruits, la bibliothèque de son Université a été brûlée, comme autrefois celle d'Alexandrie. Lorsqu'on l'a appris, un cri de douleur et d'horreur s'est élevé dans le monde entier. Un acte pareil suffit pour déshonorer une guerre, et l'Allemagne en gardera au front une marque ineffaçable. Elle s'en soucierait sans doute très médiocrement si, tout de même, la réprobation universelle n'était pas lourde à porter, si lourde même que, un jour ou l'autre, on finit par fléchir sous le poids. L'Allemagne a éprouvé le besoin de s'expliquer. Un journal suisse a publié une note dont toutes les apparences sont celles d'un communiqué et, bientôt après, M. de Bethmann-Hollweg en personne a adressé à la presse américaine un long factum qu'on peut résumer en deux mots : — Louvain a mérité son sort; comme des soldats allemands étaient réunis sur une de ses places, des coups de feu sont partis de plusieurs fenêtres, ses blessés ont été achevés sur le champ de bataille ; on conviendra que de pareils actes exigeaient une vengeance immédiate et terrible !

C'est ce dont, au contraire, personne ne conviendra dans le monde civilisé. Quand même, — ce que nous ne croyons nullement, — les faits allégués seraient vrais, serait-ce une raison suffisante pour anéantir une ville et y a-t-il proportion entre la cause et l'effet? Si on répond oui, il n'y a guère une ville que les Allemands, s'ils le veulent bien, ne seront pas en droit de détruire, car il n'y en a pas

une qui ne contienne quelques hommes exaltés, déséquilibrés peut-être, égarés par un patriotisme qui ne se contient plus. Moralement, ils ont des excuses, certes, mais on comprend que l'ennemi ne les accepte pas et qu'il croie une répression rigoureuse nécessaire et légitime. Eh bien! qu'il l'exerce sur les malheureux imprudents, mais non pas sur toute une population, mais non pas sur les pierres mêmes d'une ville. Si des coups de fusil ont été tirés à Louvain, les soldats allemands n'ont-ils pas vu de quelle maison ils sont partis? Sont-ils entrés dans cette maison? Y ont-ils fait une enquête? Ont-ils recherché les auteurs d'un acte à leurs yeux criminel? Non, ils ont incendié la ville, détruit les maisons, démoli les édifices, réduit à néant des chefs-d'œuvre des plus grands maîtres. Ils étaient sans doute sûrs, en procédant ainsi, de ne pas, dans le tas, manquer les coupables. Mais les autres? On se croirait reporté à la guerre des Albigeois et au mot sinistre : « Tuez tout, Dieu saura reconnaître les siens! »

Il y a eu un frémissement dans le monde à la nouvelle de la destruction de Louvain, et non seulement dans l'ancien, mais dans le nouveau. L'Amérique compte un trop grand nombre d'Allemands pour que l'Allemagne n'y ait pas des sympathies nombreuses; cependant la distance, un milieu différent, les habitudes de pensée que donnent les mœurs de la liberté y affranchissent les esprits. Les Américains ont le sens pratique des Allemands, mais ils ont le respect du droit, ils se préoccupent de civiliser la guerre, de l'humaniser autant qu'il est possible de le faire, ce qui est toujours bien peu! ils ont joué un rôle important dans les conférences de La Haye. L'opinion américaine a été profondément émue

par le désastre de Louvain et désormais elle suit les incidents de la guerre avec un redoublement d'attention; elle demande à être renseignée, à savoir, à être mise à même de juger, car elle a le sentiment que son jugement aura quelque poids. La soldatesque germanique se moque de l'opinion américaine comme de tant d'autres choses, mais l'empereur Guillaume, qui y a toujours beaucoup tenu, serait encore plus changé que nous ne le croyons, s'il avait cessé d'en faire cas. Aussi la ville de Paris a-t-elle éprouvé une vraie satisfaction, au moment où le corps diplomatique l'a quittée à la suite du gouvernement, d'apprendre que l'ambassadeur des Etats-Unis y était resté, que son successeur y était venu, que son prédécesseur y était revenu. Ce sont des témoins que l'Amérique a au milieu de nous, qui regardent, qui voient, qui sauront parler.

L'attitude de Paris est d'ailleurs admirable de sang-froid et de courage. Quelle différence avec le Paris de 1870, qui ressemblait à une cuve en ébullition, où les éléments les plus troubles, toujours violents, souvent impurs, apparaissaient presque seuls à la surface! Aujourd'hui le calme de la population est absolu : on a pris par avance son parti de tout ce qui peut arriver, même du pire, et on attend. Un petit fait a montré l'état des esprits, nous voulons parler de l'avion allemand qui, plusieurs jours de suite, a volé sur la ville en y jetant des bombes. Ces bombes, à la vérité, n'ont fait à peu près aucun mal. Non seulement Paris n'a pas pris au tragique la menace de l'avion ennemi, mais il ne l'a même pas pris au sérieux et, s'il faut le dire, s'en est amusé : il y avait presse, dans les rues, pour regarder passer l'oiseau mécanique. On a été heureux toutefois d'en être débarrassé, lorsque des avions

français ont commencé à apparaître à leur tour : on l'avait assez vu. Et enfin la situation générale commençait à devenir préoccupante. L'avion avait fait l'effet d'un jouet assez inoffensif, mais toutes les pensées se tournaient vers la grande armée d'invasion, qui continuait sa marche sans que rien eût pu encore l'arrêter, et qui chaque jour approchait de la capitale. Si les choses continuaient ainsi, on commençait à calculer à quel moment le canon allemand s'y ferait entendre. Un jour, on a appris que le gouvernement avait quitté la ville et qu'il s'était dirigé sur Bordeaux. L'exode n'avait été ni annoncé, ni préparé, ni exécuté ostensiblement, ce qui est regrettable. On pouvait craindre quelque panique : ne fallait-il pas que le danger fût imminent, puisque le gouvernement s'en allait si vite? En fait, l'impression a été nulle. Le gouvernement a laissé derrière lui une proclamation qui expliquait la résolution qu'il avait prise, mais tout le monde l'avait comprise et admise par avance. On a trouvé naturel que le gouvernement s'éloignât, non pas à cause du danger, s'il y en avait, mais parce que, son devoir s'étendant à la France entière, il ne pouvait pas s'exposer, soit à être enfermé dans Paris, soit, si l'enceinte de défense était forcée sur quelque point, à être la victime d'un coup de main. Un gouvernement doit rester toujours libre de son action. C'est ce qu'a senti le gouvernement belge lorsqu'il s'est transporté de Bruxelles à Anvers, et aussi le gouvernement serbe lorsqu'il a quitté Belgrade pour se mettre en sûreté à Kragujewatz. Maintenant, si notre malheur veut que les Allemands viennent à Paris, ils peuvent le faire avec un minimum d'inconvénients pour la défense nationale. Ils ne trouveront ni un gouvernement avec qui traiter, ni un établis-

sement financier à rançonner, car la Banque de France a suivi le gouvernement, après avoir mis son encaisse en sûreté, et les grands établissements de crédit ont imité cet exemple. L'entrée des Allemands à Paris serait pour eux un avantage moral dont nous ne dénions pas la valeur, mais un bénéfice matériel très réduit.

La situation, cette fois encore, est tout autre qu'en 1871. A cette époque, la chute de Paris a entraîné celle de la France : Paris succombant, la résistance n'était plus possible ailleurs. Nous étions épuisés et, n'ayant pas d'alliés, aucune assistance ne pouvait nous venir du dehors. La capitulation de Paris rendait disponible l'armée allemande qui l'assiégeait et dont l'énorme masse devait retomber sur nos armées de province, déjà exténuées. Aujourd'hui, au contraire, notre ressource et notre espoir sont dans nos armées demeurées intactes, et si une armée allemande assiège Paris ou cherche à y pénétrer, elle usera là une force offensive qui aurait été peut-être plus efficace ailleurs. Enfin, puisque c'est à propos du départ du gouvernement de Paris que nos souvenirs se sont reportés à 1870-1871, marquons encore, avec le passé, une différence importante. Le gouvernement de la Défense nationale étant, dans ses éléments principaux, composé des députés de Paris, se fit scrupule de le quitter. Paris était à ses yeux non seulement la capitale de la France, mais une sorte de ville sainte que l'honneur ne permettait pas de déserter, et on vit le spectacle dérisoire d'un gouvernement qui, restant à Paris, envoyait en France, pour remplir son rôle, une délégation composée de MM. Glais-Bizoin, Crémieux et Fourichon. On ne pouvait faire à la France plus petite part ! Par bonheur, Gambetta

compris ce que la situation avait de paradoxal : il s'échappa de Paris en ballon pour aller porter à la Délégation de Tours l'appui de son âme ardente, de son intelligence et de son activité. La Délégation prit alors une allure nouvelle : tout le possible fut fait et l'honneur sauvé. Mais c'était une grande faiblesse pour la France que le gouvernement fût bloqué à Paris, sans même en excepter le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, qui, dans sa superstition parisienne, hésita même à se rendre à la Conférence de Londres et finalement s'en abstint. On demeure étonné devant l'état d'esprit des hommes de cette époque. Ceux d'aujourd'hui ont montré une intelligence plus éclairée de leur devoir : ils ont mis le gouvernement de la France tout entier hors de la portée de l'ennemi.

III

L'AVANCE ALLEMANDE EN FRANCE ET L'AVANCE RUSSE EN ALLEMAGNE

Quant aux événements de la guerre, nous avons peu de chose à en dire : d'abord ils nous sont mal connus, ensuite ils continuent de se dérouler. Ils nous sont mal connus parce que, avec une prudence dont nous n'avons garde de nous plaindre, — nous la louons fort au contraire, — les autorités militaires qui nous renseignent le font avec réserve. Les communiqués officiels sont d'une brièveté sibylline et il est presque impossible de lire entre les quelques lignes dont ils se composent. Au début de la guerre, du temps de M. Messimy, ils étaient beaucoup

plus larges, mais ils étaient diffus, et la lumière qu'ils nous apportaient éclairait fort mal le contour des choses: nous préférons ceux d'aujourd'hui, bien qu'ils nous mesurent la vérité au compte-goutte. Les notions succinctes qui s'en dégagent sont les suivantes. A la grande bataille de Charleroi, livrée en Belgique, notre aile gauche a souffert. Dans l'intention de nous tourner d'abord et de nous envelopper ensuite, les Allemands avaient concentré sur ce point leur effort principal. Un contingent anglais a supporté l'assaut avec nous; il a fait preuve d'un grand héroïsme et nos propres troupes ont mérité les mêmes éloges; mais, devant des forces très supérieures, le général Joffre a jugé qu'il valait mieux se replier en arrière et chercher plus au sud une meilleure ligne de combat. Lui seul était juge de ce que comportait la situation, et tout porte à croire qu'il l'a compris puisque, si nous n'avons pas encore obtenu un succès important, nous n'avons subi non plus aucun revers caractérisé. Notre armée a fait de grandes pertes, mais celles des Allemands sont plus grandes encore. Pendant les jours qui ont suivi, la manœuvre des deux armées ennemies n'a pas changé. Bien que la bataille ait continué sur l'immense ligne que l'on sait, elle a été particulièrement importante à l'extrême-gauche française, à l'extrême-droite allemande. Les Allemands n'avaient pas renoncé à nous tourner par là. C'était leur plan. N'ayant pas, pour l'exécuter, hésité à violer la neutralité de la Belgique, ils ont voulu avoir au moins l'avantage matériel d'un acte aussi osé, mais ils n'y ont pas réussi, et ils ont dû finalement modifier leurs dispositions. Ils avaient d'abord visé directement Paris; ils s'avançaient vers la ville en droite ligne et n'en étaient plus qu'à quelques étapes. C'est à ce

moment que le gouvernement en est sorti et que le général Galliéni en a été nommé gouverneur.

Ce choix a été universellement approuvé. Le général Galliéni s'est distingué par son intelligence, son coup d'œil sûr et rapide, sa présence d'esprit, son énergie, dans toutes les missions qui lui ont été confiées. En prenant possession de son commandement, il a adressé à la population une proclamation dont la brièveté a plu : il s'est contenté de dire qu'ayant été chargé de la défense de Paris il remplirait son devoir jusqu'au bout. Ce devoir lui imposait tout de suite une grande activité. Les fortifications de Paris avaient besoin d'être soutenues, épaulées par des travaux qu'on avait trop négligés jusqu'à ce moment. On s'est empressé d'y procéder, car il n'y avait pas un moment à perdre. Nous avons eu alors une surprise heureuse : la droite allemande, qui était déjà entre Compiègne et Senlis et avait poussé des pointes hardies jusqu'à Pontoise, s'est tout d'un coup incurvée vers l'Est et éloignée. Est-ce pour les motifs que nous avons indiqués plus haut et qui devaient diminuer aux yeux des Allemands le prix de Paris ? Il est plus probable que l'état-major ennemi a senti l'imprudence qu'il y avait de sa part à continuer sa marche sur une ville défendue par une armée nombreuse, en laissant derrière lui une autre armée, et même plusieurs. Il fallait d'abord se débarrasser de ces armées dans une grande bataille. Elle se poursuit en ce moment. Avec une remarquable promptitude de décision et conformément à leur méthode habituelle, les Allemands ont porté leur effort principal sur un point qui n'est plus leur extrême-droite et notre extrême-gauche. La leur, jusqu'ici, avait constamment refoulé la nôtre ; maintenant, c'est le con-

traire; l'extrême-droite allemande se défend avec moins de succès, elle recule. Mais le nœud de l'action semble être au centre, du côté de Vitry-le-François. Là, les positions sont disputées avec acharnement de part et d'autre, avec des fortunes qui, jusqu'ici, semblent se balancer, et c'est une angoisse profonde pour Paris de savoir que la gigantesque bataille qui aura un effet immédiat sur son sort se poursuit si près de lui, sans qu'il en sache d'ailleurs autre chose. La scène se passe derrière au rideau baissé.

Et ce n'est pas seulement sur le sort de Paris que la bataille en cours influera, c'est aussi sur le reste de la campagne. Toutefois, cette campagne, on ne saurait trop le répéter, n'est pas limitée aux horizons français. La France n'est qu'un compartiment dans l'immense guerre qui s'étend sur la plus grande partie de l'Europe. Nous avons des alliés qui travaillent chacun dans le sien à l'œuvre commune. Les Anglais, pour le moment, le font avec nous, à nos côtés, et lord Kitchener a eu raison de dire, il y a quelques jours, que nous apprécions l'appui qu'ils nous donnent. Leur courage impassible est pour nous un précieux réconfort. Mais, à l'autre extrémité de l'Europe, il y a les Russes qui, disposant d'un nombre d'hommes supérieur à celui de toutes les armées historiquement connues, marchent à la fois contre l'Allemagne et contre l'Autriche, et la victoire marche avec eux. Celle qu'ils ont remportée sur les Aut richiens estécrasante : elle a réalisé toutes les espérances qu'on avait conçues. Le grand choc a eu lieu en Pologne, en Galicie. Le gouvernement autrichien, voulant sans doute imiter l'empereur de Russie, a adressé une proclamation aux Polonais russes pour leur

annoncer qu'il venait les délivrer, les affranchir enfin de l'odieux joug moscovite. Il faudrait plaindre les Polonais russes s'ils attendaient vraiment cette délivrance : elle ne viendra pas, mais ils s'en consoleront. La bataille et la prise de Lemberg, capitale de la Pologne autrichienne, sont des actes de guerre d'une importance capitale. Et les Russes continuent leurs succès. Ils sont arrivés aux Carpathes, qui séparent la Galicie de la Hongrie. Que feront-ils maintenant? Franchiront-ils les montagnes, ou, au contraire, suivront-ils leur versant septentrional pour pénétrer en Silésie et se joindre à l'armée qui opère plus au Nord? Ils connaissent leurs forces et n'ont de conseil à prendre que d'eux-mêmes.Mais, évidemment, le principal objectif qu'ils ont à se proposer est Berlin; non pas que leurs intérêts ne soient pas aussi sérieux du côté de l'Autriche que du côté de l'Allemagne, mais parce que, l'Autriche étant d'ailleurs fortement entamée en ce moment, si un grand coup est frappé sur l'Allemagne, et, s'il réussit, tout le reste pliera et tombera aussitôt.

C'est donc à Berlin qu'est le point politique, militaire et psychologique à atteindre. Les Russes le savent bien et ils avancent dans cette direction.Une contre-attaque allemande a un moment ralenti leur marche dans la région d'Osterode : l'incident n'a pas grande importance, mais il montre que les Russes ne sauraient avoir trop de monde au point où leurs armées doivent finalement se réunir. Au Nord, ils sont sur la Vistule.On assure que le gouvernement allemand, sous le coup de la menace qui approche et qui grandit, a déjà rappelé une partie des troupes qu'il avait en Belgique. Nous ne saurions garantir l'exactitude du renseignement, mais il vient de sources nombreuses et sérieuses et n'a rien que de vraisem-

blable. Et, s'il n'est pas vrai aujourd'hui, il le sera demain. Dans ses grands traits, la campagne se dessine donc ainsi : défaite de l'Autriche, laquelle a mérité son sort pour avoir manqué à sa mission historique qui était de contribuer à l'équilibre de l'Europe ; marche victorieuse des Russes vers l'Ouest ; échec, en France, du plan de guerre allemand, grâce à l'admirable ténacité de l'armée anglo-française qui supporte aujourd'hui l'énorme poids de presque tout l'effort allemand, et n'en est pas écrasée.

Parlerons-nous de la situation des Balkans ? Elle évolue sans avoir pris encore une forme déterminée. La Turquie hésite, affirme sa neutralité et poursuit ses armements. La Roumanie hésite, elle aussi, tentée par l'occasion qui se présente à elle de compléter son unité nationale aux dépens de l'Autriche et retenue par les résistances de son Roi qui n'oublie pas qu'il est un Hohenzollern. Toutefois, si la Roumanie laisse échapper l'occasion, la retrouvera-t-elle de longtemps ? La Bulgarie observe. La Grèce se sent menacée par la Turquie et se prépare. La Serbie vient de s'emparer de Semlin, qui couvre Belgrade : c'est un beau succès et un gage pour l'avenir. Mais on ne voit de situation nette qu'en Albanie. Nette est beaucoup dire, car il est difficile de démêler les intrigues qui se croisent dans tous les sens. Durazzo a été pris par les insurgés musulmans et le lamentable prince de Wied est parti sur un navire italien, les autrichiens n'étant pas disponibles. Il a adressé une proclamation à son peuple pour lui dire qu'il partait pour quelque temps, qu'il allait seulement prendre un peu d'air, mais qu'il reviendrait bientôt, et que, en attendant, il ne passerait pas un jour sans penser à eux. Les Albanais sont si

ingrats qu'ils ne le paieront peut-être pas de retour. Telle est la fin de cet intermède, qui a été mêlé de comédie et de drame, et c'est la seule qu'il méritait. Mais la situation ne s'en trouve pas éclairée. Il n'y a rien de changé en Albanie ; l'anarchie continue d'y régner en maîtresse ; il n'y a qu'un prince de moins.

Avons-nous besoin de dire que l'Italie suit le développement de cette situation d'un œil extrêmement attentif ?

IV

UN NOUVEAU PAPE

Le conclave a été un des plus courts qu'on ait eus, sans doute parce que l'Église catholique savait parfaitement ce dont elle a besoin aujourd'hui et se l'est assuré tout de suite. Le cardinal della Chiesa, archevêque de Bologne, a été élu Pape à la place de Pie X. Il n'a que soixante ans, ce qui est jeune pour un Pape, et ce qui donne à croire que l'Eglise, ayant trouvé ce qu'elle voulait, désire en conserver longtemps le bénéfice. Si elle ne l'avait pas trouvé, le conclave aurait sans doute, comme cela est arrivé souvent dans l'histoire, élu un pontife très âgé, pour mieux réserver l'avenir. On se demandait par avance si le nouveau Pape s'appellerait Léon XIV ou Pie XI, ce qui aurait été de sa part prendre parti tout de suite et, pour satisfaire les uns, aurait alarmé les autres : il a préféré abriter sa liberté sous le nom de Benoît XV. Le souvenir de Benoît XIV, pape d'un mérite distingué, mais déjà un peu lointain, ne pouvait porter ombrage à personne. Son souvenir ne peut être rattaché à aucune de nos controverses et de nos

disputes d'hier. Au reste, la personnalité du nouveau Pape n'avait nullement besoin d'être éclairée par le nom d'un de ses prédécesseurs. Le cardinal della Chiesa a été l'homme de confiance du cardinal Rampolla, qu'il a suivi dans sa mission diplomatique en Espagne et ensuite à la secrétairerie d'Etat : il a été son collaborateur intime pendant vingt ans. Il est donc à croire et nous dirons volontiers à espérer qu'on retrouvera dans Benoît XV, avec les vertus du cardinal Rampolla, la grande intelligence, la mesure en toutes choses, le sens des circonstances, le tact parfait qui caractérisaient ce prélat. Nous sera-t-il permis d'ajouter que le cardinal Rampolla a toujours témoigné de la sympathie à la France ? Parmi les cardinaux *papabili*, on avait parlé du cardinal Ferrata, qui a été autrefois nonce à Paris et y a laissé de bons souvenirs ; il l'avait été auparavant à Bruxelles ; il connaît le monde, il a acquis une grande expérience diplomatique. Le premier acte du Pape a été de lui confier la secrétairerie d'État. Nous n'ajoutons rien de plus aujourd'hui, sinon que Benoît XV, à la cérémonie dite de l'hommage, qui a suivi son élection, a serré dans ses bras le vénérable cardinal Mercier, archevêque de Malines, en lui disant : « Dans votre personne, c'est tout votre peuple que je plains, que je bénis. » Ce geste ira au cœur, non seulement de la Belgique, mais de tous ceux qui souffrent en ce moment.

CHAPITRE V

LA VICTOIRE DE LA MARNE

1er octobre 1914.

I

LE CRIME DE REIMS

Après l'incendie de l'Université de Louvain, celui de la cathédrale de Reims ! La science, l'art, la religion, l'histoire sont tour à tour les victimes de cette culture allemande, qui prétendait s'imposer à notre admiration et ne produit aujourd'hui dans le monde civilisé qu'une impression d'horreur. L'étonnement s'y mêle. On savait la race allemande violente, grossière, brutale, mais on la croyait intelligente et pratique, et on se demande, sans que le bon sens puisse fournir une réponse satisfaisante, de quelle utilité peut être ce dernier crime à ceux qui l'ont commis. Il ne peut s'expliquer que par un accès de rage produit par le sentiment de l'impuissance. Depuis qu'ils ont franchi leurs frontières, les Allemands ont marché de déceptions en déceptions. Le plan de guerre qu'ils avaient patiemment élaboré n'a reçu nulle part, ni en Belgique, ni en France, ni en Russie, la consécration de l'événement. Les espérances dont ils s'étaient bercés ont été durement, cruellement trom-

pées. Leur armée, qui ne doutait pas de sa victoire et la croyait facile, sent passer sur sa tête le vent de la défaite. De là les accès de colère aveugle auxquels nous la voyons se livrer.

Nous pleurons nos villes détruites et nos monuments incendiés ; rien ne nous consolera d'avoir vu s'effondrer sous les obus teutons ce merveilleux chef-d'œuvre qu'a été la cathédrale de Reims ; mais à travers les flammes et la fumée du sacrifice apparaît une promesse. Il y a quarante-quatre ans, l'armée allemande a été maîtresse de Reims; pourquoi a-t-elle alors respecté sa cathédrale ? C'est qu'elle était victorieuse, que ses plans s'exécutaient, que ses calculs se réalisaient, et la satisfaction qu'elle en éprouvait lui tenait lieu de générosité. Tout cela est changé, et le bombardement de la cathédrale en est la preuve. L'armée allemande, n'ayant pas réussi à vaincre, éprouve le besoin sauvage de détruire. Elle a d'ailleurs bien choisi son objet, car rien ne pouvait nous être plus sensible que la perte d'une église qui était pour nous, entre tous les autres, le monument national par excellence. On a parlé à ce propos des barbares d'autrefois et, en effet, le rapprochement s'imposait ; mais à cette première impression une autre a succédé ; après les analogies, on a aperçu les différences. Attila avait une excuse dans sa barbarie et encore lui est-il arrivé de s'arrêter, comme ému d'une terreur secrète, en face de la civilisation qui se présentait à lui sous une forme religieuse. Il a épargné Troyes à la prière de saint Loup. Il s'est détourné à Rome devant la majesté de saint Léon. Il n'était pas incivilisable. Mais les Allemands sont civilisés, et leur crime est d'autant plus impardonnable qu'en l'accomplissant ils savaient fort bien ce qu'ils faisaient. Ils ne sont pas des bar-

bares et ils font des actes de barbarie : c'est ce qui donne à ces actes un caractère d'infamie dont l'histoire n'avait encore fourni aucun exemple. Certes, nous ne doutons pas du succès final des armées alliées; mais, si la fortune devait nous abandonner, la victoire allemande resterait déshonorée et flétrie dans la conscience du genre humain. On entend déjà le jugement qu'elle porte. Les protestations sont venues de toutes les parties du monde, il en vient encore tous les jours. Le mouvement continue, il n'est pas près de s'arrêter, et quand, la guerre une fois terminée, l'heure sonnera du règlement de compte définitif, le spectre de ces cités dolentes, Louvain, Reims, Senlis, demandera vengeance et justice et certainement l'obtiendra. Devant les ruines de notre cathédrale se dresse toujours la statue de Jeanne d'Arc de Paul Dubois, l'épée haute et le regard au ciel : elle semble sortie vivante d'un autre bûcher. C'est la plus pure, la plus noble, la plus forte incarnation de la France : sa grande mémoire nous protège, elle nous sauvera.

L'état-major allemand aurait-il senti la honte qui pèse sur lui et a-t-il voulu essayer de s'en dégager? On a pu lire dans les journaux la pitoyable explication qu'il a donnée comme une excuse de son vandalisme. Ce n'est pas la première fois que cela lui arrive. Déjà, à propos de Louvain, il avait pris audacieusement la parole et aussitôt il avait menti. Le prétexte donné étaient quelques coups de fusil qui auraient été tirés par la population civile contre les soldats. Le fait été contesté, nié. Nous avons d'ailleurs déjà dit que, quand même il serait vrai, le sac de Louvain n'en serait pas justifié. Rien n'autorise à rendre toute une population responsable de l'imprudence de quelques-uns et parfois même d'un seul. Eh

quoi ! parce qu'un coup de feu aurait été tiré contre une troupe allemande, toute une ville pourrait être détruite et sa municipalité fusillée ! On sait ce qui s'est passé à Senlis. Le maire, M. Odent, apprenant l'arrivée prochaine de l'ennemi, avait fait réunir à la mairie toutes les armes qui existaient dans la commune. Les ordres étaient formels, ils avaient été exécutés. Peut-être un fusil avait-il échappé ; qui pourrait en répondre ? Peut-être un coup de feu est-il parti d'une fenêtre : qui aurait pu l'empêcher ? Nous ignorons si le fait s'est produit ; les Allemands le prétendent, mais on sait ce que vaut leur parole, et le cas qu'ils en font eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, cette mauvaise raison leur a suffi, là aussi, pour incendier la plus grande partie de la ville et fusiller le maire. Ils se sont servis du même argument qu'à Louvain. Mais, à supposer que l'argument repose sur une donnée exacte, encore faudrait-il savoir quelle est ici sa valeur propre.

On dit qu'en temps de guerre les armées seules ont le droit de se battre, et que la population civile a le devoir strict de ne prendre, ni de près ni de loin, aucune part aux opérations. L'histoire cependant a admiré autrefois le courage de la population d'un pays ou d'une ville qui, tout entière, a pris les armes pour chasser l'ennemi. Aujourd'hui, la population civile doit s'abstenir et on assure que la guerre en est devenue plus humaine. C'est sans doute en vertu de cette règle que des soldats allemands ont fusillé un malheureux enfant qui s'était contenté de dire : « Voilà l'ennemi ! » Il n'avait pas le droit, paraît-il, de donner aux siens cet avertissement et, puisqu'il l'avait fait, rien que la mort était capable d'expier un tel forfait ! Cet exemple montre qu'il y aurait quelques éclaircissements, explications, atténuations

surtout à apporter au principe absolu de l'abstention obligatoire de la population civile et quelques limites aux représailles qu'on peut exercer contre elle dans le cas où la règle aurait été enfreinte. Mais si cette règle impose des obligations aux uns, ne doit-elle pas aussi en imposer aux autres, en imposer à tous, aux militaires comme aux civils, et que dire d'une armée qui, après avoir interdit aux civils d'intervenir dans les opérations militaires, prend de force des femmes et des enfants et les fait marcher devant elle pour lui servir de bouclier contre les coups de l'ennemi ? Le cas s'est présenté fréquemment dans cette guerre atroce ; il a été constaté par de nombreux témoins ; il ne saurait être mis en doute. C'est là sans doute un bel exemple de lâcheté; mais c'est aussi une violation cynique du principe en vertu duquel les civils doivent rester en dehors de la guerre. Les Allemands interdisent qu'on y prenne part contre eux, mais ils exigent qu'on le fasse pour eux, pour les protéger, pour les couvrir de son corps et, dans un cas comme dans l'autre, si on résiste, c'est la mort. Voilà ce qu'on a vu dans un grand nombre de villes et de villages belges ou français et contre quoi le cri de l'humanité ne saurait s'élever trop haut ni trop fort. Pour les Allemands, il n'y a qu'un droit, le leur, et il n'y a qu'un devoir, qui est de le servir. Qu'on soit Belge, ou Français, ou Anglais, ou Russe, peu importe, le devoir est le même : quand un Allemand est en péril, tout est subordonné à l'intérêt de son salut, et, comme tout le monde n'est pas disposé à plier sous l'impérieuse injonction de ce nouveau droit des gens, le peloton d'exécution est là, des milliers de cadavres en font foi. Tels sont les plus récents perfectionnements que les Allemands ont apportés au Code de la

guerre : peut-être feront-ils encore mieux à l'avenir.

Ce que nous venons d'en dire s'applique à Louvain et à Senlis : à Reims, l'état-major a donné une autre explication. Il s'est senti atteint, sans doute, par ces quelques mots si brefs, si simples, si clairs qui, dans un communiqué officiel de notre état-major à nous, disaient que l'incendie de la cathédrale ne tenait à « aucune raison militaire ». Il ne pouvait venir à l'esprit d'aucun officier, d'aucun soldat français, de se servir de la cathédrale, soit pour attaquer, soit pour se défendre; elle était et devait rester neutre par sa nature même, et les Allemands eux-mêmes en avaient si bien eu le sentiment que, pendant l'occupation de la ville, ils y avaient déposé leurs blessés. Ils semblaient croire alors que ces blessés seraient là en sécurité, et en effet ils n'y couraient aucun danger de notre part. Un drapeau d'ambulance avait été mis sur l'édifice qui, de ce fait, devenait deux fois sacré. Quelle n'a pas été la stupeur des habitants de Reims lorsqu'un jour ils ont vu que les Allemands, sortis de la ville, dirigeaient sur la cathédrale un obus de leur artillerie lourde ! Au premier moment, ils ont hésité à y croire, mais bientôt il a fallu se rendre à l'évidence, car les obus se multipliaient. On s'est empressé de retirer les malheureux blessés de leur refuge : le feu prenait déjà à la paille sur laquelle ils étaient couchés. Plusieurs des religieuses qui les transportaient ailleurs ont été blessées. Comment expliquer cet acte monstrueux ? L'état-major allemand a prétendu que les tours de la cathédrale avaient servi à un but militaire, qu'on y avait établi un poste d'observation. Dès qu'il en a eu connaissance, le général Joffre a protesté hautement contre cette assertion : et le général Joffre n'a jamais menti.

A aucun moment, la cathédrale de Reims n'a, de notre chef, été mêlée à la guerre. Nous ne l'avons pas exposée par notre imprudence aux coups de l'ennemi. Elle est restée pour nous une ambulance, elle n'avait jamais été une forteresse. Mais pour l'Allemagne, et à très juste titre, elle était le symbole de la France elle-même. C'est là que nos vieux rois étaient sacrés ; c'est là que l'a été Charles VII, conduit par Jeanne d'Arc, qui portait son étendard comme un labarum. Les événements principaux de notre histoire ont eu un retentissement particulièrement sonore sous les voûtes élancées de l'admirable édifice : voilà pourquoi il a été condamné. Ces grands souvenirs, l'Allemagne ne pouvait pas les supprimer avec ses canons, mais elle a voulu les insulter, et c'est contre leur représentation matérielle que sa fureur s'est acharnée.

Nous avons tort de qualifier cette représentation de matérielle : ceux qui ont vu la cathédrale de Reims trouveront l'expression inexacte, tant, dans ce noble monument, tout était expressif, vivant et parlant. Les pierres vivent et parlent en effet, quand plusieurs générations y ont mis leur âme, et cette voix qui sortait des vieilles pierres, les Allemands, qui l'entendaient comme nous, ont voulu l'étouffer. Ils se disent chrétiens et la sainteté de l'édifice ne les a pas arrêtés. L'empereur Guillaume invoque familièrement « son vieux Dieu », qu'il a l'air d'avoir en poche et qu'il en sort à tout propos pour le faire figurer dans les homélies qu'il adresse à son peuple, et il ne paraît pas se douter que c'est le même Dieu qu'on adore dans toutes les églises de la chrétienté. Quelle que soit sa religion, sa haine est la plus forte ; on vient bien de le voir. Mais ces souvenirs, qui sont si grands pour nous, ces sentiments divers, qui agi-

tent si fortement en sens opposés l'âme française et l'âme allemande, pourraient être moins sensibles au reste du monde, si la cathédrale de Reims n'avait pas été, par surcroît, un des chefs-d'œuvre de l'art, un des produits les plus achevés de la civilisation médiévale. A ce titre, elle n'était pas moins précieuse pour les artistes du monde entier que pour les fidèles d'une religion ou d'une patrie spéciale. Il y avait en elle quelque chose d'auguste qui l'élevait au-dessus des passions de la terre. On devait croire que les siècles qu'elle avait traversés et qui y avaient laissé leur empreinte seraient pour elle une sauvegarde. C'était compter sans la culture germanique! En quelques heures la cathédrale de Reims n'a plus été qu'une ruine, et cette ruine, soit qu'on la laisse telle quelle, soit qu'on essaye vainement de la relever, sera à travers les âges le témoin de ce qu'a été, au commencement du xxe siècle, le grossier appétit de vengeance de l'Allemagne et sa barbarie attardée.

Nous ne savons pas quelle sera la fin des hostilités, à quel moment ni dans quelles conditions elle se produira ; la victoire des trois alliés n'est pas douteuse, mais elle coûtera cher aux vainqueurs eux-mêmes en attendant les réparations de l'avenir, et il aurait été désirable qu'après les cruels déchirements de l'heure présente le mot de paix pût, un jour, être prononcé avec vérité. Malheureusement, le caractère que l'Allemagne a donné à la guerre ne permettra pas à la génération actuelle, tout en écrivant le mot de paix dans un traité, sur « un chiffon de papier », comme on dit à Berlin, d'en avoir le sentiment dans le cœur. Après avoir rendu la guerre inévitable, l'Allemagne l'aura rendue inexpiable. On en a vu autrefois qui laissaient aux deux belligérants un

sentiment d'estime réciproque favorable aux rapprochements futurs; mais ici, rien de semblable. Chaque jour apporte un trait nouveau qui ajoute à l'horreur des anciens. Ce sont là des choses que nous ne pourrons jamais oublier. Et quand nous disons « nous », ce pluriel comprend la Belgique, l'Angleterre et la Russie et toutes les nations qui se respectent. Par tant d'infamies qui y ont été accumulées, cette guerre est devenue, dès le premier moment, une guerre d'extermination. Les Allemands avaient d'ailleurs annoncé qu'il en serait ainsi avant même qu'elle fût ouverte : ils ne parlaient que de saigner la France à blanc et de l'anéantir pour plusieurs siècles. Ce qu'ils ont voulu que la guerre fût, elle l'est donc : si nous sommes vainqueurs, l'Allemagne sera mise pour longtemps dans l'impossibilité de nuire.

Les ministres anglais le disent très haut, avec cette franchise sans réticences qui leur est habituelle, et ils expriment en cela l'opinion, la résolution de leurs alliés. Divers indices ont donné à croire que, si cette résolution a été quelque part ébranlée, ce n'est pas de notre côté, mais de celui de l'Allemagne. La coalition formidable qui se dresse contre elle ne laisse pas de l'inquiéter très sérieusement, très gravement même, et elle s'est demandé si elle ne pourrait pas diviser ses adversaires, obtenir le désistement de l'un d'entre eux, afin de poursuivre à meilleur compte sa lutte contre les autres. La tentative, ayant échoué, a été naturellement désavouée et démentie; mais le fait qu'elle se soit produite n'est pas contestable : il y en a eu même deux. La première a été faite auprès du gouvernement belge.

II

INTRIGUES ALLEMANDES ET RÉPONSES ANGLAISES

Les Allemands ne doutent de rien, lorsqu'il s'agit de leur intérêt, auquel ils croient trop aisément que tout le monde voudra bien aider : ils proposaient donc de rendre aux autorités belges l'exercice de leurs fonctions, à la condition que le libre passage serait assuré à l'armée allemande jusqu'à la frontière française.

Dans son livre sur la politique allemande, M. de Bülow raconte qu'il a entendu le prince de Bismarck dire un jour : « Si M. X... propose quelque chose qui soit utile pour lui, mais nuisible pour vous, ce n'est pas bête de sa part : mais c'est une stupidité de la vôtre d'y consentir. » Observation pleine de sens ! Ce n'est pas bête de la part du maréchal von der Goltz d'avoir fait au gouvernement belge la proposition que nous venons d'indiquer, mais Bismarck a dit d'avance ce qu'il aurait fallu penser de son acceptation. L'Allemagne avait cru que, lasse d'une guerre qui lui avait déjà coûté si cher, la Belgique consentirait volontiers à liquider l'opération telle quelle : elle ne connaissait pas le caractère de cet héroïque pays. Le roi Albert, si digne de la nation sur laquelle il règne, a saisi la première occasion de manifester ses sentiments : il l'a trouvée dans la victoire récente que les armées alliées ont remportée sur la Marne. « En vous adressant mes plus chaleureuses félicitations, a-t-il télégraphié à M. le président de la République, je suis l'interprète de la nation belge tout entière. Nous gardons une confiance inébranlable

dans le succès final de la lutte, et les cruautés abominables dont souffrent nos populations, loin de nous terroriser, comme on l'avait espéré, n'ont fait qu'accroître l'énergie et l'ardeur de nos troupes. » Après cela, l'Allemagne a pu se tenir pour instruite des sentiments de la Belgique : il ne lui aurait d'ailleurs pas fallu beaucoup de perspicacité pour les pressentir. L'Allemagne a mis la Belgique à sac, elle l'a remplie de ruines, de fumée et de sang, après quoi elle vient lui dire que, si elle y consent, ces brigandages ne compteront pas! De compensation, de réparation, aucune! On demande seulement à la Belgique, qui s'est couverte de gloire en défendant son territoire, de se déshonorer en le livrant pour atteindre la France, amie dont les circonstances ont fait une alliée. Et l'Allemagne trouve cela tout naturel! Éconduite du côté de la Belgique, elle s'est retournée du côté des États-Unis. Son ambassadeur à Washington a été chargé de sonder l'honnête président Wilson pour savoir s'il ne consentirait pas à jouer le rôle d'arbitre ou de médiateur entre les belligérants. M. Wilson a demandé, comme on dit aujourd'hui, des précisions, en d'autres termes les propositions que l'Allemagne serait disposée à faire. Sur ces entrefaites, l'Angleterre, la France et la Russie ont signé à Londres la Déclaration par laquelle elles s'engageaient à aller ensemble jusqu'au bout et à ne pas faire de paix séparée : tout en commun, la guerre et la paix. On a compris à Berlin, et on a répondu à M. Wilson que c'était aux alliés qu'il devait demander leurs propres propositions. M. Wilson a fort bien compris à son tour. Il a jugé que les ouvertures faites par l'Allemagne n'étaient pas sérieuses, que même elles étaient « puériles », et il s'en est tenu là. Il est évident qu'un médiateur

ou un arbitre serait aujourd'hui un personnage très inopportun entre l'Allemagne et les alliés : le moindre risque qu'il courrait serait de perdre son temps.

Nous avons, en effet, déjà dit un mot des dispositions de l'Angleterre, telles qu'on peut les induire du langage de la presse et de celui du gouvernement ; de ces deux langages, qui d'ailleurs sont identiques, l'un n'est pas beaucoup moins important que l'autre, car l'Angleterre est un pays d'opinion ; c'est elle vraiment qui y règne. Tous les journaux anglais sont aujourd'hui pour la guerre. Cette unanimité n'existait pas au début ; mais, une fois l'Angleterre engagée, nul n'est d'avis qu'elle puisse reculer ou atermoyer. Ceux mêmes, comme le *Daily News*, qui étaient partisans d'une politique d'entente avec l'Allemagne, la reconnaissent désormais impossible et ne sont pas moins énergiques que les autres à conseiller la guerre à outrance. Une citation suffira ; nous l'emprunterons au *Times*, le grand journal de la Cité : « Si les alliés, dit-il, parvenaient à repousser l'ennemi jusqu'au Rhin, qui est encore fort éloigné, nous sommes sûr qu'un désir de paix commencerait à se manifester à Berlin. Nous sommes également sûr que beaucoup de personnes mal inspirées, qui depuis dix ans ont trompé la nation britannique sur le but poursuivi par l'Allemagne, feraient entendre le même appel. Nous pouvons être absolument certain que, si nous consentions à traiter, nous devrions recommencer cette guerre dans cinq ans et dans des conditions bien moins favorables... C'est seulement quand la cavalerie des nations alliées passera *Unter den Linden* (*Sous les Tilleuls*, la plus belle promenade de Berlin) que la nation allemande comprendra que

les rêves insensés de domination mondiale sont anéantis pour toujours. » Et c'est là le but que poursuit l'Angleterre. Elle ne veut pas avoir à recommencer cette terrible guerre et puisque l'Allemagne, l'Allemagne seule, a pris la responsabilité de la déclarer, elle entend la pousser à ses dernières conséquences. On a tort de dire que la guerre a été voulue seulement par l'empereur, ou par la caste militaire, ou par les classes intellectuelles et dirigeantes en Allemagne : la vérité est qu'elle l'a été par le peuple tout entier. Qu'il ait été trompé par une propagande sans scrupules, soit ; mais, dans l'erreur où on l'a induit, ses sentiments violents, ses ambitions jalouses et haineuses, sa présomption sans mesure se sont donné carrière. Le mensonge dont le peuple allemand a vécu est entré en lui si profondément que, pour en être extirpé, il faut une leçon de choses sur le sens de laquelle il ne soit plus possible de se faire illusion. Encore aujourd'hui, le peuple allemand est convaincu, parce qu'on ne cesse de le lui répéter, que ce sont la Russie, la France et l'Angleterre qui ont méchamment fait la guerre à l'innocente Allemagne, mais que celle-ci, grâce au Dieu domestique qui la protège, va de succès en succès sur les champs de bataille et marche glorieusement sur la trace des grands ancêtres. Cette fantasmagorie ne se dissipera-t-elle, comme le dit le *Times*, que lorsque le sabot de nos chevaux viendra frapper le sol de la promenande des Tilleuls à Berlin ? Il faudra certainement une démonstration aussi claire pour que l'Allemagne croie qu'elle n'est pas la nation élue, et destinée à ce titre à devenir la maîtresse de toutes les autres.

Cet empire du monde, qu'elle s'adjuge, l'Angleterre entend le lui disputer, le lui enlever, non pas

pour l'accaparer elle-même, mais pour qu'il n'appartienne à personne, au grand profit de la liberté de tous. C'est ce que ne cesse de répéter M. Asquith dans ses éloquents discours et ce que dit, avec non moins de force, M. Lloyd George, si longtemps partisan d'un accord avec l'Allemagne et revenu aujourd'hui de son erreur. Mais le discours le plus important qui ait été prononcé ces derniers jours l'a été à Liverpool par M. Winston Churchill, ministre de la Marine, devant plusieurs milliers d'auditeurs, qui l'ont applaudi avec enthousiasme.

« Le temps, a-t-il dit, est aux actes et non aux paroles. Vous n'avez que faire d'être inquiets des résultats. Nos armées ont eu une bonne fortune supérieure à nos espérances. Même si la bataille qui se poursuit en ce moment devait être aussi désastreuse qu'elle semble, au contraire, devoir être favorable à nos armes, même si d'autres combats devaient nous être fatals, l'Empire britannique, s'il est résolu à continuer la lutte, finira par donner au conflit la solution qu'il estime devoir lui donner. En ce qui concerne la marine, nous ne pouvons pas combattre tant que l'ennemi reste dans ses ports, mais nous espérons bien que les choses ne continueront pas ainsi, et, si les Allemands ne sortent pas pour combattre, on ira les chercher comme des rats dans leurs trous... Depuis que je suis responsable pour la marine, j'ai eu chaque jour des preuves du système d'espionnage que l'Allemagne entretient en Angleterre. Chaque dégoûtant petit lieutenant allemand venant ici en congé a pensé qu'il serait en faveur auprès de ses supérieurs s'il écrivait où on pouvait trouver de bonnes eaux, où il y avait une forge de maréchal-ferarnt, combien un village ou une ville pouvait fournir de provisions pour un

bataillon ou pour une brigade... Nous sommes entrés dans ce conflit pour aider la France, le pays le plus démocratique du monde, et pour l'empêcher d'être écrasée : aussi pour protéger la Belgique, un petit État. Les souffrances de la Belgique ne resteront pas impunies. Le pouvoir de l'Angleterre sera exercé avec patience jusqu'à ce que toutes les réparations soient obtenues. Nous avons appris que l'ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis parlait vaguement de paix, mais ce mot ne doit pas se trouver sur les lèvres de ceux qui ont envahi le territoire de leurs voisins et qui portent l'épée et l'incendie dans des provinces paisibles. Pendant que ce spectacle continue et que la fureur de leur abominable cruauté s'élève vers le ciel, ce n'est pas le moment de parler de paix. La paix! Ah! mais nous venons à peine de commencer! La paix avec le peuple allemand pourra être conclue en son temps ; mais la paix avec le militarisme prussien, — pas de paix avec cette vile tyrannie, si ce n'est dans le tombeau. La paix viendra, suivant les paroles du Roi, quand les fins honorables pour lesquelles nous combattons auront été atteintes. Nous pourrons voir alors une fédération des États chrétiens des Balkans agrandis jusqu'à leurs limites nationales. Nous pourrons voir le territoire de l'Italie correspondre à la population italienne. Nous pourrons voir la France replacée dans le rang qui lui convient en Europe et dans sa juste place. Si ces résultats sont atteints, le million d'hommes que nous préparons n'aura été ni demandé ni donné vainement. »

Nous avons reproduit, en supprimant seulement les liaisons entre elles, les phrases principales de ce discours qui paraît être l'expression exacte de l'opinion anglaise en ce moment. Il ne néglige rien d'im-

portant; il dit tout, même ce qu'il faut penser de ce système d'espionnage, qui est une des grandes institutions et un des fondements de l'Allemagne contemporaine. L'Allemand y excelle; l'espionnage convient à son caractère, et ses officiers ne s'y appliquent pas moins que ses commis voyageurs. L'Angleterre, qui risque peu d'être envahie, y a pourtant été soumise aussi bien que nous. Ces instincts louches de l'Allemand, ces habitudes équivoques, ces pratiques où la mauvaise foi se cache sous une bonhomie apparente méritent d'être médités par ceux qui parlent déjà de réconciliation, après la guerre. Il y aura quelques obstacles à la réalisation de ce programme. Les cendres de Reims perpétueront le souvenir de la férocité des Allemands, et leur espionnage celui de leur perfidie.

III

LES PREMIÈRES VICTOIRES

M. Winston Churchill a parlé de la grande bataille qui se poursuit en ce moment : il nous est plus difficile de le faire dans une chronique de quinzaine, qui risque toujours de rester en deçà des événements dans leur marche rapide. Il y a quinze jours, au moment où nous écrivions, nous n'avons pas pu annoncer la victoire que nous remportions sur la Marne. La victoire! Combien ce mot a résonné heureusement à nos oreilles! Il y a si longtemps que nous ne l'avions pas entendu! Le général Joffre, qui a donné tant de preuves de modestie, ne pouvait l'avoir prononcé qu'à bon escient. L'armée allemande avait, en effet, reculé devant la nôtre, et

notre chaude reconnaissance allait à nos vaillants soldats et aux généraux qui les avaient bien conduits. Nos espérances se réalisaient enfin, et le monde, que le bluff allemand avait si longtemps fasciné, pouvait constater que l'Allemagne n'était pas invincible. Mais nous n'avons pas l'illusion de croire qu'elle était déjà vaincue : de grands efforts nous restent à faire.

Il semble que les Allemands avaient eux-mêmes prévu leur défaite : en tout cas, ils l'avaient regardée comme possible, puisqu'ils avaient préparé sur l'Aisne une seconde ligne de défense où ils se sont réfugiés à la hâte et ont pris tout de suite position. Cette position est forte. Ce n'est pas une bataille ordinaire que nous avons eu à leur livrer, mais un siège que nous avons eu à entamer contre des retranchements scientifiquement construits, et qu'on songe à ce que peut être un siège sur un front qui s'étend depuis l'Oise jusqu'à la Meuse! Comme l'ennemi est ravitaillé par ses derrières, la lutte menaçait de durer longtemps, lorsque nous avons entamé le mouvement débordant qui se poursuit aujourd'hui, et dont le caractère est assez évident pour n'avoir pas besoin de commentaire. Les Allemands ont fait des sorties nombreuses, tantôt sur un point, tantôt sur un autre : ils ont été toujours repoussés jusqu'à la Meuse, et c'est seulement au delà, dans la Woëvre, que nous avons perdu un peu de terrain. Mais nous en avons gagné beaucoup plus à notre, gauche, et nous en gagnons encore tous les jours : les dernières nouvelles parlent des « progrès sensibles » que nous avons faits sur ce point où est le nœud de la bataille et sur tout le front où les Allemands se sont livrés sans succès à des attaques d'une violence inouïe. Il semble qu'ils

soient sur le point de fléchir. Nous n'en dirons pas d'avantage. La presse française a pris le sage parti de se taire sur les opérations militaires, et ce n'est pas nous qui manquerons à cette loi du silence; elle laisse la responsabilité à ceux qui en ont la charge; et elle est de plus une marque de la confiance qu'ils nous inspirent. Nous constatons toutefois que les Anglais ne voient pas d'inconvénient à parler plus que nous ne le faisons nous-mêmes : nous apprenons par les rapports du général French, avec quelque retard, ce que le général Joffre a préféré ne pas nous dire. Ils ont peut-être raison tous les deux; chaque pays à son caractère.

A l'Est de l'Europe, nos alliés les Russes continuent d'avoir des succès marqués contre l'Autriche en Galicie. Ils ont été, à la vérité, un peu moins heureux jusqu'ici contre les Allemands, mais si quelques échecs ont ralenti leur marche, ils les ont en grande partie réparés. Ce n'est pas de ce côté qu'ils devaient aujourd'hui porter leur principal effort. Notre imagination va vite, elle supprime les obstacles : nous avons entendu, dès le commencement de la guerre, calculer d'une manière un peu fantaisiste à quel moment les Russes ne pouvaient manquer d'arriver à Berlin. On n'avait pas fait entrer dans ces calculs l'obligation où ils étaient, avant de marcher vers l'Ouest, de se débarrasser de l'armée autrichienne, qui était très nombreuse sur leur flanc gauche, tandis qu'ils avaient une armée allemande a leur droite et une autre devant eux. Les grandes batailles ont été livrées jusqu'à ce jour contre l'armée autrichienne : elles se sont constamment terminées par la victoire russe. Au Sud, sur le Danube, l'admirable armée serbe a maintenu devant elle une autre armée autrichienne et n'a pas cessé de

la battre. Le moment viendra sans doute bientôt où la Russie, définitivement victorieuse de l'Autriche, réunira toutes ses forces contre l'ennemi principal, qui est l'Allemagne, et nous espérons bien qu'à ce moment ils seront aussi vainqueurs de ce côté. Cracovie leur ouvrira alors le chemin de la Silésie. Cette guerre, comme celle que nous soutenons nous-mêmes, est poursuivie méthodiquement. Le temps d'ailleurs favorise les alliés. Les Anglais avouent qu'ils ne s'étaient pas préparés à la guerre continentale et qu'il leur faut encore quelques mois pour y disposer de toutes leurs forces. Ils annoncent l'envoi sur le continent d'une armée d'un million d'hommes. Cet énorme contingent viendra grossir le nôtre, qui n'est pas encore non plus tout à fait au complet. Quant à la Russie, elle peut augmenter presque indéfiniment le chiffre de ses soldats. Il n'en est certainement pas de même de l'Allemagne : elle a mis dès le premier jour en ligne la totalité de ses forces valides et elle est réduite dès maintenant à appeler sous les drapeaux les enfants et les vieillards. Le temps, qui nous renforce, l'épuise.

Cette lutte gigantesque se poursuit de part et d'autre avec un acharnement qu'expliquent les conditions dans lesquelles elle est engagée et les fins qu'elle vise : c'est un duel à mort.

CHAPITRE VI

LA GUERRE DES TRANCHÉES

15 octobre 1914.

I

LA CHUTE D'ANVERS

Il est impossible, en ce moment, de parler d'autre chose que de la guerre et on ne peut pas le faire aussi complètement qu'on le voudrait, car les nouvelles données par les communiqués officiels sont brèves. Peut-être y a-t-il là quelque exagération de laconisme, mais comme le défaut contraire aurait encore bien plus d'inconvénients et qu'il est difficile de rester dans la juste mesure, prenons ce qu'on nous donne sans demander davantage. Nous avons dit déjà que les journaux anglais étaient plus abondamment renseignés que les nôtres : nous pouvons sans doute profiter de leurs renseignements, mais non pas toujours en faire profiter nos lecteurs; ce serait nous exposer aux ciseaux de la censure. Il n'est pas un journal, même parmi les plus prudents, qui ne subisse des suppressions, marquées dans leurs colonnes par de nombreuses et quelquefois de longues taches blanches. Se soumettre à ce régime est un devoir et nous nous y soumettons. Combien

de fois cependant n'avons-nous pas éprouvé le sentiment que le comte Albert de Mun, en commençant son dernier article, publié après sa mort dans *l'Echo de Paris,* exprimait dans ces termes : « Vrai ! Il faut avoir comme moi la confiance chevillée dans l'âme pour résister au régime des communiqués. » Comme lui, nous avons la confiance chevillée dans l'âme et si fortement même que des revers provisoires ne l'en feraient pas sortir.

Rien, d'ailleurs, ne fait prévoir des accidents de ce genre. La chute d'Anvers est un grand malheur, une grande douleur ; mais elle ne changera pas le dénouement de la guerre. La situation générale reste satisfaisante. Si on la compare à ce qu'elle était il y a un mois, le progrès est trop sensible pour que nous n'y trouvions pas un encouragement. Il y a un mois, nos armées avaient battu en retraite depuis Mons et Charleroi jusqu'à la Marne. La sécurité de Paris n'était rien moins qu'assurée. Elle était menacée par la marche rapide, audacieuse, téméraire du général von Kluck, dont le canon retentissait déjà à nos oreilles. Aujourd'hui nous sommes revenus tout près de la frontière belge, dans le voisinage de la mer du Nord. C'est le moment qu'a choisi M. le Président de la République, et il a eu raison, pour rendre à nos armées une visite qui, dit-il dans sa lettre au ministre de la Guerre, a été « profondément émouvante ». Elle lui a permis de constater chez nos soldats « les impérissables vertus militaires qui ont fait, depuis de longs siècles, la force de notre race et la grandeur de notre pays ». Il a reconnu dans ces troupes magnifiques la « synthèse vivante de l'énergie nationale ». Il a indiqué et mis en relief la qualité maîtresse à laquelle elles devront la victoire, « qui ne sera pas seulement le prix de la bravoure, mais celui

de la persévérance et de la ténacité ». Ce sont là, en effet, les vertus essentielles du soldat moderne. M. Poincaré, après avoir visité le général Joffre dans son état-major, est allé voir le général French dans le sien. Le télégramme qu'il a adressé au roi d'Angleterre et celui qu'il en a reçu sont une nouvelle manifestation de la solidarité des deux armées, solidarité qui ne tient pas seulement à la communauté des intérêts : elle a une base non moins solide dans la réciprocité de l'estime et de la confiance. Anglais et Français sont vraiment frères d'armes. Ils combattent pour la même cause, celle de la civilisation et de la liberté. Nous parlons de la liberté des nations et de leur indépendance auxquelles l'Allemagne, domestiquée par la Prusse, prétend imposer le poids étouffant de son hégémonie. Quant à la civilisation, elle est sans doute mieux représentée par les descendants de ceux qui ont construit la cathédrale de Reims que par les barbares qui l'ont incendiée. La victoire allemande, si le malheur voulait qu'elle se produisît, serait un recul de l'humanité.

II

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA GUERRE NOUVELLE

S'il est impossible de suivre les mouvements militaires dans leurs détails, il faut cependant indiquer le caractère général qu'ils ont dans l'ensemble. Ce caractère leur est donné par les procédés de la guerre moderne et par les dernières manœuvres stratégiques. Avant l'ouverture des hostilités, on

raisonnait beaucoup sur ce que devaient être désormais les procédés de la guerre, mais, quelque vraisemblables que fussent les hypothèses auxquelles on se livrait, l'épreuve seule devait montrer dans quelle mesure elles se trouveraient conformes à la réalité. Napoléon a dit, dans les pages admirables qu'il a consacrées à commenter les *Commentaires* de César, qu'il n'y a rien de nouveau à la guerre, sauf les armes qui portent plus ou moins loin, font plus ou moins de ravages, et modifient par là les conditions de la tactique sur le champ de bataille, sans changer les principes de la stratégie. Les fusils et les canons portent dix fois plus loin qu'autrefois et la rapidité du tir a plus que décuplé. Dès lors, comment s'étonner que les fronts de bataille occupent une étendue qui est aussi beaucoup plus considérable ? Les grandes batailles d'autrefois paraissent mesquines à côté de celles de maintenant. Il fallait y déployer autant de génie, car les proportions ne font rien à la chose, et autant de courage, quoique ce courage eût une autre forme ; mais il était difficile de se rendre bien compte, avant d'en avoir fait l'expérience, de l'immense quantité d'hommes dont on aurait besoin pour remplir les intervalles sur un front aussi démesuré.

Le courage, disons-nous, se manifeste aujourd'hui autrement qu'autrefois. Autrefois, en effet, il consistait à se jeter en avant, et à faire des charges héroïques : il consiste à présent à subir sans broncher sous le feu, — et quel feu ! — aussi longtemps que le commandant le juge nécessaire, les coups de l'ennemi. On disait autrefois de l'infanterie qu'elle était la reine des batailles : aujourd'hui, c'est plutôt à l'artillerie qu'on attribuera cette qualité. Les batailles auxquelles nous assistons sont d'immenses combats

d'artillerie. Pour toutes ces raisons, le soldat, qui autrefois se contentait,pour se dissimuler, de se servir du terrain tel qu'il était, fait maintenant davantage; il se met sous terre. Il quitte un moment le fusil pour prendre la pelle et la pioche et creuse des fossés, des retranchements dans lesquels il se met à couvert. Et si ce n'est pas là une nouveauté, car il n'y en a pas à la guerre plus qu'ailleurs, jamais le procédé ne s'était généralisé comme nous venons de le voir faire et n'avait pris un développement aussi prodigieux. Pourquoi ne pas le dire? Les Allemands se sont montrés du premier coup des maîtres consommés dans ce nouveau système de guerre, qui a été évidemment chez eux le résultat de mûres réflexions, de longues études, d'une préparation très attentive, très prévoyante. Après avoir perdu la bataille de la Marne, ils ont battu en retraite avec une précipitation qui n'a pas été exempte de désordre, mais ce désordre a été de courte durée, car ils savaient fort bien où ils allaient; ils avaient préparé, machiné d'avance la ligne de défense où ils s'étaient proposé de s'arrêter. C'est alors qu'a commencé sur l'Aisne cette seconde bataille, qui dure depuis un mois. On était surpris autrefois par l'offensive de l'ennemi, on l'est aujourd'hui par sa défensive : surprise d'une autre sorte qui oblige à s'armer de patience. Au lieu de livrer une bataille dans l'ancienne acception du mot, nous avons à faire un siège, et un siège aussi interminable par l'étendue du front assiégé que par la durée de la résistance. Les Allemands ne se sont pas contentés de le soutenir derrière leurs fortifications improvisées : ils ont fait des sorties fréquentes, presque continuelles, auxquelles ils ont apporté un acharnement furieux, mais qui ont été presque toujours repous-

sées. Ils se terraient alors dans leurs retranchements pour recommencer bientôt. Inutile de dire que nous avons profité de leur exemple et que nous nous sommes, nous aussi, couverts de retranchements dont nous étions toujours prêts à nous élancer, soit pour refouler l'ennemi, soit pour l'attaquer. Mais la situation ne changeait guère, et on pouvait même se demander si elle changerait jamais. Les jours, les semaines passaient. On se faisait une guerre d'usure : une armée cherchait à épuiser l'autre par les fatigues qu'elle lui imposait; malheureusement, elle se les imposait aussi à elle-même. Le souvenir des lignes de Torrès-Vedras revenait à la mémoire. La différence est que ces fameuses lignes n'avaient que quelques kilomètres de long, tandis que celles de l'Aisne en avaient plusieurs centaines. La ressemblance était dans le fait que, comme les Anglais à Torrès-Vedras, les Allemands et nous pouvions nous ravitailler indéfiniment en vivres et en munitions. A moins d'un hasard favorable, on n'apercevait pas la fin de cette guerre de siège, qui n'est pas celle dont notre caractère national s'accommode le mieux.

Le seul moyen d'en sortir était une manœuvre stratégique de grande envergure. Quand on a pu supposer que l'ennemi était suffisamment fatigué, nous avons vu se dessiner cette manœuvre : elle consistait à déborder son aile droite et à menacer par dernière la ligne de défense qu'il avait si fortement établie et si obstinément défendue. L'ennemi ne pouvait pas laisser couper sa ligne de retraite et de ravitaillement : s'il risquait de la perdre, i devait reculer. Ici nous entrons dans les faits du jour : il s'agit d'une opération qui n'est pas terminée, nous serons donc très bref. Mais il ne peut y

avoir aucun inconvénient à dire ce que tout le monde voit. A mesure que nous remontions vers le Nord, l'ennemi allongeait son front de bataille et remontait avec nous pour nous faire face. Poursuivant notre manœuvre, nous montions encore : il continuait de monter aussi. Peu à peu, le combat se ralentissait sur le reste du champ de bataille, au centre surtout : évidemment, l'ennemi puissait là des hommes pour les porter sur un nouveau front et nous faisions de même. Il semblait qu'une immense pompe aspirante attirât les deux armées, d'abord dans la direction de l'Oise et de la Somme, puis aux sources de l'Escaut, puis plus au Nord encore. On a signalé enfin d'importantes masses de cavalerie allemande du côté d'Armentières. D'où venaient-elles ? De Belgique, sans doute. Que couvraient-elles ? Qu'annonçaient-elles ? On ne le sait pas, on ne nous le dit pas encore. Quoi qu'il en soit, la bataille principale s'est complètement déplacée ; elle n'est plus sur l'Aisne, bien qu'on continue de s'y battre, ni sur la Meuse, où la vigueur du combat s'est à peine ralentie. Elle est sur un point difficile à déterminer exactement entre Lille, Armentières, Maubeuge, et aussi du côté de Roye, où l'ennemi essaie visiblement de rompre et d'enfoncer notre ligne. C'est sur ces points que tous les regards se portent. La bataille s'y poursuit avec acharnement, et rien n'est plus naturel, car les conséquences de la victoire ou de la défaite seront très graves, sans toutefois être décisives. Il n'est pas douteux que les deux armées se sont ménagé, ont préparé derrière elles de nouvelles lignes de défense, où elles prolongeront la lutte avec la même obstination dont elles viennent de donner la preuve éclatante. La conclusion est que la guerre sera lon-

gue et que M. le Président de la République a eu grandement raison de dire que la victoire sera « le prix de la persévérance et de la ténacité ».

III

BARBARIE ALLEMANDE ET BRAVOURE FRANÇAISE

Mais quelle guerre ! Du côté allemand, elle continue d'être atroce. On cite tous les jours des exemples nouveaux de la férocité sauvage qui fait vraiment de nos ennemis ceux de l'humanité elle-même. Parmi les documens tombés récemment entre nos mains, on a trouvé un journal de route dans lequel un officier du 178e régiment d'infanterie (12e corps d'armée saxon) écrivait ses impressions au jour le jour : c'est, soit dit en passant, un trait curieux que ce besoin d'écrire qu'éprouvent tous les soirs les officiers d'une armée pourtant si occupée. Ils en ont, paraît-il, reçu l'ordre. Les nôtres croient avoir mieux à faire, ne fût-ce que de dormir quand ils le peuvent. Il faut rendre aux officiers allemands la justice que, dans leurs écritures, ils sont véridiques. Nous serons aussi indiscrets que nos journaux, qui ont reproduit les courts, mais vifs récits de l'officier saxon. Le 17 août, il est en Belgique et il écrit : « Je visite le petit château qui appartient à un secrétaire du roi des Belges. Nos hommes se sont conduits comme des vandales. D'abord on a pillé la cave et on y a tout bouleversé. On a même fait des tentatives d'effraction sur le coffre-fort. Tout est pêle-mêle : de

magnifiques meubles, des soieries, des porcelaines brisées. Nos hommes ont emporté un tas de choses inutiles, pour le simple plaisir de piller. » L'officier saxon, lui, a des instincts moins sauvages, mais aussi moins désintéressés : il ne pille pas pour le simple plaisir de le faire. « Moi-même, dit-il, je n'ai pu m'empêcher d'emporter par-ci par-là de petits souvenirs. J'ai trouvé un superbe imperméable et un appareil photographique que je destine à Félix. » Heureux Félix ! Heureux officier qui sera désormais à l'abri de l'humidité ! Mais ce ne sont là que des peccadilles et il y a mieux, beaucoup mieux : notre officier saxon en est lui-même par moments effarouché. Le 23 août, sa compagnie est canonnée et se replie. « Nos hommes, écrit-il, disent qu'ils ne peuvent plus avancer parce que les francs-tireurs les fusillent des maisons. On s'empare des soi-disant francs-tireurs et on les place sur trois rangs pour qu'un même coup de fusil abatte trois hommes à la fois. Nous prenons position le long de la Meuse. Nos hommes se sont comportés comme des vandales (encore !). Tout a été bouleversé. Le spectacle des cadavres des habitants tués défie toute description. Il ne reste plus une seule maison debout. Nous retirons de tous les coins les survivants les uns après les autres et on fusille en bloc, hommes, femmes et enfants trouvés dans un cloître qui a été incendié. » Le 26 août, la colonne arrive dans d'autres villages : « La population, écrit notre homme, avait averti les Français du passage de nos troupes, aussi mettons-nous le feu au village après avoir fusillé le curé et quelques habitants... Nous franchissons la frontière française et cantonnons à Guy-d'Ossus. Le village est en feu ; cette pittoresque petite commune a été incendiée, bien qu'innocente. Un cy-

cliste, en tombant, avait fait partir son fusil. Il prétend aussitôt qu'on avait tiré sur lui. Là-dessus on a jeté tous les habitants dans les flammes. De telles horreurs ne se reproduiront plus, je l'espère. A Leppes, on a tué 200 habitans, parmi lesquels il devait se trouver des innocents. A l'avenir, on devra procéder à une enquête et établir la culpabilité des gens avant de les fusiller. » Et ce n'est pas tout, mais il faut se borner. Aussi bien, voilà assez d'horreurs ! L'officier qui les avoue en a vaguement honte, traite à plusieurs reprises ses soldats de vandales, et néanmoins participe au pillage des maisons, n'est pas exempt de quelque mélancolie. La peur le prend et, se trouvant, le 22 septembre, à Anifontaine, il écrit : « Je suis convaincu que ce pays-ci nous servira de tombeau. » Peut-être a-t-il dit vrai en ce qui le concerne, puisque son carnet de marche est passé de ses mains dans les nôtres.

Si la guerre met cruellement à nu les plus mauvais instincts de la bête humaine, elle développe aussi chez l'homme civilisé les plus hautes qualités du cœur, exalte le patriotisme, pousse au sacrifice de soi-même et, dans un grand pays, réalise, au moins pour un moment, l'union de tous dans une même pensée et un même sentiment. C'est alors que la générosité foncière d'une race se retrouve et se manifeste. La mort du comte Albert de Mun vient d'en donner un exemple de plus. Il n'y a peut-être pas eu en France, dans notre génération, une âme plus noble que la sienne, servie par une éloquence plus généreuse. Portant pour lui-même le désintéressement à ses dernières limites, la chaleur de ses convictions imposait à tous le respect et sa bonne grâce la sympathie. C'est de lui surtout qu'on pouvait dire qu'il avait des adversaires, mais non pas d'ennemis.

Grâce à cet ensemble de qualités, il s'était fait au Palais-Bourbon une situation particulière. Royer-Collard disait à Martignac : « La Chambre est vaine de vous. » Il y avait quelque chose de cela dans le sentiment que M. de Mun inspirait à la Chambre actuelle, si différente pourtant de celles de la Restauration. Si M. de Mun était mort à un moment ordinaire, sa disparition aurait été un deuil pour le Parlement; aujourd'hui, elle en a été un pour la France entière, parce que, depuis quelques semaines, elle s'était accoutumée à entendre tous les matins sa voix s'élever dans un journal et qu'elle prenait volontiers cette voix pour la sienne. Elle y retrouvait, dans une langue chaude et sonore, ce qu'elle pensait, ce qu'elle sentait, ce qu'elle espérait surtout, et elle avait, en quelque sorte, adopté M. de Mun pour son interprète. Aussi sa mort a-t-elle servi une fois de plus à manifester l'union de tous les partis dans la seule religion qui n'a pas d'infidèles, celle de la patrie. Ce n'est pas seulement M. le président de la République qui a tenu à exprimer ses sentiments de condoléance à la famille du défunt : il n'est pas jusqu'à M. Vaillant, ancien membre de la Commune, qui ne s'incline aujourd'hui devant le cercueil de M. de Mun. « Dans l'effort commun de salut public, écrit-il, ce n'est plus de l'histoire politique des partis, mais de la défense nationale qu'il s'agit. » On a vu, il y a un moment, ce que la guerre peut déchaîner d'appétits monstrueux et de fureurs sanguinaires dans une race violente et brutale : nous aimons à détourner les yeux de ce spectacle pour constater ce qu'elle peut faire de bien dans une race supérieure. Notre souhait le plus ardent est qu'après la guerre il reste quelque chose de la paix qu'elle a fait régner entre les cœurs français.

IV

L'INVASION ALLEMANDE EN RUSSIE ARRÊTÉE A AUGUSTOW

Revenons aux opérations militaires ; nos esprits ne peuvent d'ailleurs pas s'en détourner longtemps ; nos destinées sont l'enjeu de leurs combinaisons. Nous avons dit ce qu'elles avaient été en France et le point autour duquel elles se développent aujourd'hui. Mais elles ne sont pas isolées, elles se rattachent étroitement aux opérations correspondantes qui se poursuivent en Belgique. On ne saurait exagégérer la reconnaissance que nous devons aux Belges et à leur Roi. Ce dernier, qui s'était déjà attiré l'estime de l'Europe par la conscience scrupuleuse qu'il mettait à l'accomplissement de ses devoirs, a manifesté tout d'un coup des qualités encore plus hautes, celles qui dans l'histoire ont été l'honneur des grands chefs d'Etat et des grands chefs d'armée, et il n'y a pas à douter que ces qualités viennent du cœur. Le roi Albert a été, à Anvers, l'âme de la résistance et il a lutté jusqu'au bout. Malgré cet effort, Anvers a succombé : l'héroïsme ne suffisait pas pour le sauver. Nous avons fait, l'Angleterre et nous, tout ce qui était possible pour lui porter secours : les renforts que nous avons envoyés n'ont pas suffi. C'est le samedi 10 octobre que la nouvelle de la chute d'Anvers est arrivée à Paris : elle y a produit une émotion, une affliction profondes. La Belgique n'avait pas mérité cela ! Nous nous sommes sentis atteints par le coup qui la frappait, et nous sommes demandé avec inquiétude quelle était la portée militaire de l'événement. Qu'était devenu le roi Albert? Avait-il

été fait prisonnier? L'armée assiégée avait-elle été obligée de se rendre? Le matériel de guerre que la ville renfermait était-il tombé entre les mains de l'ennemi? Grâce à Dieu, rien de pareil n'était arrivé. Le Roi, l'armée avaient pu gagner la campagne dès le début du bombardement avec armes et bagages. Ce qu'on avait été obligé d'en laisser dans la ville avait été en partie détruit. L'effet moral de la chute d'Anvers reste infiniment douloureux, les conséquences matérielles en sont très atténuées. L'armée allemande occupe la place, mais on ne voit pas bien ce qu'elle pourra en faire : en tout cas, elle continuera de trouver devant elle une armée belge libre de ses mouvements, aussi intrépide, aussi résolue que jamais.

Que de grands exemples les Belges nous ont donnés et nous donneront certainement encore! Ce n'est pas seulement à la guerre qu'ils ont repoussé les assauts de l'Allemagne ; il ne leur a pas fallu moins de caractère pour repousser les tentatives insinuantes de sa diplomatie. On sait mieux aujourd'hui, par de récentes publications, les propositions qui ont été faites par l'Allemagne à la Belgique pour l'amener à ne pas prolonger sa résistance. Ne l'avait-elle pas soutenue assez longtemps? N'avait-elle pas fait, et largement, tout ce que l'honneur exigeait? Certes, la Belgique aurait pu se laisser tenter par ces suggestions insidieuses, car la prolongation de la guerre sur son territoire meurtri et piétiné est pour elle une souffrance cruelle. Elle n'en a pourtant rien fait. Bien qu'elle n'ait pas signé la Déclaration de Londres, elle se sent liée à l'Angleterre, à la France et à la Russie dans la lutte qu'elles poursuivent en commun. Qui pourrait songer à séparer son sort de celui de ses alliés lorsque la Belgique, au

milieu du sang et des flammes, continue fidèlement et fièrement à confondre le sien avec le leur? Il lui a été donné de se montrer aussi grande dans l'ordre politique que dans l'ordre militaire, et, quelque belle que soit son histoire, au cours de laquelle elle à résisté victorieusement à tant de tyrannies diverses, elle en écrit aujourd'hui la page la plus glorieuse.

Regardons maintenant vers l'Est; nous sommes solidaires de la Russie comme de la Belgique; les succès des Russes sont les nôtres comme le seraient leurs revers s'ils en avaient, mais les nouvelles qui nous viennent de leur côté sont, en ce moment, très bonnes. La guerre est rude aussi pour eux, car ils ont affaire à deux adversaires à la fois, l'Allemagne et l'Autriche, mais les ressources dont ils disposent leur permettent de pourvoir à une double résistance. Résistance n'est pas assez dire : les Russes attaquent, ce sont les Allemands et les Autrichiens qui résistent, et heureusement ils le font mal. Nous avons parlé, il y a quelques jours, des nouveaux succès que les Russes avaient eus sur les Autrichiens : ils en ont, depuis lors, remporté un autre sur les Allemands, et ce n'est pas le moins méritoire des deux, car il a été le plus difficile et le plus disputé. Il fallait s'attendre à ce qu'il le fût : peut-être, au début de la campagne, nos alliés Russes ne s'y étaient-ils pas suffisamment attendus. Avec leur courage impétueux, ils étaient, sous les ordres du général Rennenkampf, entrés dans la Prusse orientale et avaient poussé une pointe hardie jusqu'à Kœnigsberg. Rien n'a résisté à leur premier élan. Ils avaient devant eux des troupes allemandes de la landwher qui ont été brisées par le choc, mais se sont assez rapidement reformées et ont pris à leur tour l'offensive. Elles étaient commandées par le général

de Hindenburg, dont les premiers succès ont causé en Allemagne un immense enthousiasme : le général de Hindenburg est devenu un héros populaire. Il avait pénétré dans la Pologne russe et occupé une partie de son territoire, notamment les gouvernements de Souvalki et de Lomza. La fortune paraissant les favoriser sur ce point, les Allemands y ont porté tout leur effort. Des troupes nouvelles y ont été envoyées et finalement le passage du Niémen a été tenté. Mais les Russes s'étaient ressaisis, et les Allemands ont été défaits à Augustow; la Pologne russe a été complètement expurgée de leur présence et le général Rennenkampf a commencé contre eux une poursuite qui, cette fois, a été heureuse. Le grand-duc Nicolas, général en chef de l'armée, a adressé à M. Millerand, en le priant d'en faire part au général Joffre, un télégramme lui annonçant sa victoire, et le général Joffre a été heureux d'envoyer, au nom de l'armée française, de chaudes félicitations à l'armée russe et à son chef.

C'est là un succès dont nous devons en effet grandement nous réjouir, car il place l'armée russe, déjà victorieuse des Autrichiens, dans une situation militaire excellente. Rien toutefois n'est encore décisif. Notre propre expérience nous a appris ce que les Allemands savent faire, avec quelle habileté, avec quelle ténacité ils s'accrochent au terrain et s'y enfouissent même pour se défendre après un échec. Nos alliés russes doivent s'attendre à rencontrer les mêmes difficultés que nous, mais ils sont en nombre pour y faire face. Chez eux surtout, encore plus que chez nous, on parle de millions d'hommes comme on faisait autrefois de cent mille et le réservoir où on les puise paraît être intarissable. De leur côté, la guerre ne fait que commencer, car jusqu'ici

leur mobilisation n'était pas terminée ; peut-être ne l'est-elle jamais en Russie d'une manière complète, précisément parce qu'il y a toujours d'autres hommes à lever; mais elle est assez avancée pour que l'Empereur Nicolas soit venu prendre le commandement de l'armée. Le fait est significatif et annonce des événements prochains. L'Empereur a établi son quartier général à Brest-Litovsk, en arrière de Varsovie. Sous la direction de généraux habiles et résolus, sa présence exercera sur ses troupes une influence puissante et on peut s'attendre à une accélération dans la marche des Russes vers l'Ouest.

V

UN NOUVEAU ROI DE ROUMANIE

En dehors des opérations militaires qui, à l'Est de l'Europe, prennent une allure favorable à nos alliés, un événement qui vient de se produire dans l'ordre politique peut contribuer aussi à faire pencher davantage la balance de leur côté. Le roi Charles de Roumanie est mort. Les Roumains doivent à sa mémoire respect et reconnaissance, car son long règne leur a été propice. Ce Hohenzollern, greffé sur un tronc latin, a été un bon roi. Il a fait preuve d'un esprit sensé, appliqué, éminemment pratique. Il a respecté les idées, les mœurs, les institutions du pays qu'il avait été appelé à gouverner. Il a été pour quelque chose dans son développement matériel et n'a pas contrarié son développement moral. Quant à la politique extérieure, ses sujets se reposaient sur lui, avec confiance, du soin de la con-

duire. Il en a été ainsi jusqu'à ces derniers temps. Tout d'un coup, au milieu de la crise actuelle, un désaccord s'est produit. Quelque intelligent qu'il soit, il est rare qu'un souverain étranger ne reste pas un étranger et les Roumains se sont aperçus que le roi Charles était resté un Allemand. Leur intérêt était du côté de la Triple-Entente : les sentiments du Roi étaient ailleurs. Que serait-il arrivé, s'il avait continué de vivre? Nous l'ignorons, et il est inutile de le rechercher. Quoi qu'il en soit, sa mort rendra à la politique roumaine une liberté à laquelle son autorité, qui était grande, apportait quelque entrave. Comment le gouvernement roumain en usera-t-il, on le saura bientôt; mais il est permis de dire que l'Autriche a perdu un ami au moment où elle avait le plus grand besoin de le conserver.

De cet ensemble d'événements militaires et politiques, résulte une situation qui est de nature à inspirer des réflexions sérieuses aussi bien aux Allemands qu'aux Autrichiens. En ont-ils l'impression? Leurs journaux n'entrent pas en France, et nous ne les connaissons que très incomplètement par de rares citations qu'en font quelquefois d'autres journaux étrangers. Il semble bien, à les lire, que la confiance du début soit atténuée, bien que l'arrogance reste la même. Les journaux allemands les plus graves commencent à avouer que la tâche est laborieuse, difficile, et qu'il faut s'attendre à ce qu'elle soit longue. Mais, si elle est longue, qu'arrivera-t-il ? L'état-major allemand avait compté surtout, pour assurer le succès de son plan, sur la foudroyante rapidité de son exécution. On a beaucoup cité, dans la presse, la conversation si intéressante que sir E. Goschen, ambassadeur d'Angleterre

à Berlin, a eue avec le ministre des Affaires étrangères, M. de Jagow, à la veille de la déclaration de guerre : nous n'en reproduirons qu'un court fragment. Cherchant à justifier la violation de la neutralité belge : « C'est pour nous, a dit M. de Jagow, une question de vie ou de mort, » et cette expression a été reprise un peu après le par chancelier, M. de Bethmann-Hollweg. Il fallait aller vite, et vouloir forcer la frontière française, hérissée de forteresses, aurait amené « une grosse perte de temps. Cette perte de temps, continue le ministre, aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande. Agir avec rapidité, voilà le maître atout de l'Allemagne ; celui de la Russie est d'avoir d'inépuisables ressources en soldats. » On ne saurait refuser aux hommes d'Etat allemands l'art des formules lapidaires qui enferment beaucoup de sens en peu de mots. Nous regrettons qu'ils ne nous aient pas dit quel était le maître atout de la France : ils ne nous l'auraient pas appris, mais nous aurions trouvé piquant de le tenir de leur bouche. Ils avaient sans doute quelque estime pour nous, puisqu'ils ne reculaient, pour être plus certains de nous battre, devant aucune violation du droit des gens. Ils n'avaient un sentiment contraire que pour la « méprisable petite armée du général French », comme l'a dit rageusement l'Empereur. Cette petite armée s'élève aujourd'hui à 250.000 hommes, et il en vient tous les jours de nouveaux.

Gardons-nous d'une confiance, non pas exagérée, mais prématurée, et tâchons d'acquérir une vertu qui ne nous est pas très naturelle, la patience.

Patience et longueur de temps
Font plus que force ni que rage,

a dit notre grand fabuliste. Et, après tout, nous devons penser que, si la rapidité était indispensable à l'Allemagne, la lenteur nous est utile. Elle est pénible sans doute ; elle coûte cher, si on songe à la quantité de vies humaines sacrifiées ; mais elle est d'un effet sûr.

CHAPITRE VII

LE MANIFESTE DES INTELLECTUELS ALLEMANDS

1er novembre 1914.

I

LA BATAILLE DE L'AISNE ET L'ÉCHEC DE LA PREMIÈRE INVASION ALLEMANDE SUR VARSOVIE

Les journaux anglais nous ont appris qu'après avoir gagné la bataille de la Marne nous avions gagné celle de l'Aisne, sans en avoir eu l'impression aussi nette pour la seconde que pour la première. Le mot de victoire n'avait pas été prononcé, cette fois, dans les communiqués officiels. Aurait-il dû l'être? Il a fallu un raisonnement pour nous en convaincre. Ce qui caractérise une victoire, c'est le fait d'avoir amené l'ennemi à abandonner le terrain qu'il occupait pour en occuper un autre plus loin, et n'est-ce pas ce qui s'est passé sur l'Aisne? Nous parlions, il y a quinze jours, de la durée, qui semblait interminable, de la bataille que Français et Allemands se livraient sur cette rivière, et il nous semblait que le seul moyen d'en finir était de tourner

l'ennemi sur une de ses ailes, ou du moins de l'en menacer d'une manière assez effective pour l'obliger à se retirer. Eh bien ! n'est-ce pas ce qui est arrivé?

Nous n'avons pas tourné l'ennemi parce qu'il nous a suivis front contre front dans notre mouvement, mais il n'a pu le faire qu'en abandonnant la ligne de bataille où il s'était si solidement fortifié et c'est l'objet quenous poursuivions. En fait, il a vidé ses terriers tout le long de l'Aisne ; nous l'y avons forcé sous peine de voir son aile droite tournée ou enveloppée ; alors, par une sorte de glissement, les deux armées ont pris des positions nouvelles. Aucune des deux n'a réussi jusqu'à présent à enfoncer l'autre, il faut bien le reconnaître, mais que nous ayons repoussé, refoulé l'armée allemande, comment le nier? Le but qu'elle visait était Paris et elle y était presque arrivée : il suffit de prendre un compas et de mesurer les distances sur la carte pour constater qu'il y a plus loin de Paris à l'Escaut et à la Lys que de Paris à l'Aisne. Sur l'Aisne, qui retentissait, il y a quelques jours, de coups de canon, un silence relatif s'est fait; les troupes qui y restent en présence sont dans l'attente ; la vraie bataille n'est plus là, elle est au Nord, où elle se poursuit avec fureur sur un développement qui va jusqu'à la mer, si bien que la flotte anglaise a pu nous donner son concours en tirant sur la droite allemande avec ses canons à fort calibre et à longue portée. Il est impossible, comme le dit un de nos communiqués officiels, que, sur un front aussi étendu, il ne se produise pas quelques ondulations; nous avons perdu un peu de terrain sur quelques points, nous en avons gagné sur d'autres; dans l'ensemble, notre résistance est restée inébranlable. Combien d'heures, combien de jours encore durera la bataille, nul ne peut le dire, mais

il suffit qu'elle se prolonge pour se terminer à notre avantage. Nous sommes loin, en effet, d'avoir épuisé toutes nos ressources, tandis que l'ennemi semble bien avoir mis en ligne toutes celles dont il peut disposer actuellement. Parmi les prisonniers que nous lui faisons, il y en a qui sont trop jeunes, d'autres trop vieux : ce sont là des symptômes significatifs ; ils permettent de croire que, dans cette guerre d'usure que se font les deux armées, ce n'est pas la nôtre qui est le plus usée des deux.

Et enfin un autre élément doit entrer en ligne de compte quand on calcule les chances probables des deux adversaires : ce sont les plans qu'ils ont faits, les projets qu'ils ont arrêtés et essayé d'exécuter. Qu'on nous cite, si on le peut, un seul des plans de l'état-major allemand qui ait réussi. Ils ont tous abouti à des déceptions et à des échecs. Les Allemands ont gagné, à la vérité, une première bataille entre Mons et Charleroi, qui n'était pas dans leur plan primitif. Nous ne nous y étions pas préparés, nous avons été pris à l'improviste, et notre échec nous a coûté cher sans doute, puisque nous avons dû reculer jusqu'à la Marne ; mais, à ce moment, la fortune a tourné et, depuis, ne nous a plus abandonnés. Nous le devons à nos admirables soldats et à l'impassible sang-froid de leurs généraux. Nous le devons aussi à nos alliés, qui ont combattu avec nous sur les mêmes champs de bataille et qui, Anglais et Belges, ont déployé des qualités militaires dignes de leur glorieuse histoire.

Faut-il l'avouer? Il y a eu entre eux et nous un peu de surprise de se trouver mutuellement si grands et si forts. Nous n'attendions pas autant les uns des autres. Le journal le *Times* a exprimé ce sentiment dans un article qui nous a beaucoup touchés. On

nous avait fait une mauvaise réputation dans le monde; on avait dit et cru que, chez nous, les fils n'avaient pas hérité des vieilles qualités de leurs pères; les Anglais n'étaient pas à notre égard sans quelque méfiance. Qu'en pense aujourd'hui le *Times?* Laissons-le parler : « Il y eut des jours, dit-il, où, durant la rapide marche en avant de l'armée allemande, nous avons craint que les armées françaises ne fussent par trop inférieures à leurs adversaires, où nous avons cru que l'Allemagne ne serait battue que sur mer et sur sa frontière orientale et qu'après la guerre la France ne subsisterait comme grande Puissance que grâce à l'aide de ses alliées. D'avoir eu cette peur au sujet de la France, nous lui demandons maintenant pardon. » L'Angleterre a reconnu dans nos soldats le vieux génie de notre race guerrière et, aujourd'hui, elle nous rend justice avec une effusion presque lyrique. Nous aurons une franchise égale à la sienne. Nous n'avons jamais douté des solides qualités du soldat anglais; la ténacité est sa vertu maîtresse : rien ne l'ébranle, rien ne le décourage; il en a donné des preuves continuelles dans toute son histoire. Toutefois, on pouvait se demander s'il était préparé à la guerre moderne, s'il en avait prévu d'avance les rudesses brutales et s'il s'y adapterait du premier coup. Nous avions aussi une autre préoccupation : l'armée anglaise, qui ne se compose que de volontaires, serait-elle assez nombreuse pour nous apporter un concours efficace contre plusieurs millions d'Allemands? A notre tour, nous demandons pardon des craintes que nous avons un moment éprouvées. Soldats et officiers anglais n'ont rien perdu de leurs qualités anciennes et en ont tout de suite acquis de nouvelles. Enfin, la « méprisable petite armée du général

French » se compose aujourd'hui de près de 300.000 hommes et elle grossit sans cesse. Oui, nous nous en confessons humblement, quand lord Kitchener a parlé de lever une armée d'un million d'hommes, nous nous sommes demandé s'il n'y avait pas quelque exagération, quelque illusion dans ce chiffre : nous sommes maintenant éclairés et rassurés. Les volontaires pullulent en Angleterre et lorsque tous ces hommes auront reçu une première instruction militaire, ils ne seront pas seulement pour nous un appoint très utile, ils seront une armée formidable.

Et que dire du concours que l'Angleterre a trouvé dans ses colonies! Des milliers et des milliers d'Indiens ont traversé et traversent encore le canal de Suez ; ils sont arrivés, ils arrivent tous les jours en France, et c'est un spectacle singulier de voir ces enfants de l'Asie venir, à l'appel de la nation qui a le plus contribué avec nous à répandre la civilisation dans le monde, défendre à sa source même cette vieille civilisation mise en péril. Quant aux Canadiens, nous les regardons un peu comme des frères et nous ne sommes pas surpris de les voir accourir. Nous n'avions pas prévu que ce mouvement serait aussi général, qu'il viendrait de si loin, qu'il apporterait jusqu'à nous des masses aussi profondes. Ce sont là des choses nouvelles dans l'histoire du monde ; elles donnent à la guerre actuelle un caractère de grandeur qui la distingue de toutes celles qui ont précédé. Napoléon Ier avait fait le rêve de ranger toute l'Europe sous son sceptre et d'en faire marcher tous les soldats sous ses étendards : un siècle après lui, il ne s'agit plus seulement de l'Europe ; l'Amérique, l'Asie, l'Afrique, l'Océanie envoient leurs contingents se battre sous les drapeaux unis de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Jusqu'où seront

reculées au siècle prochain les limites du possible?

Dans cette immense levée de boucliers, la Belgique occupe une place d'honneur. Sans elle, le sort de la guerre aurait été différent de ce qu'il est. Nous savons et nos alliés savent, eux aussi, ce que nous lui devons tous : aussi est-ce avec émotion que nous avons accueilli le gouvernement belge sur notre territoire, au moment où les rigueurs de la guerre l'ont amené à y chercher un refuge. M. le président du Conseil a dit combien nous étions fiers d'avoir été choisis par notre noble voisine pour assurer à son gouvernement une pleine sécurité. Le gouvernement belge est chez lui au Havre : sa souveraineté peut s'y exercer librement. Bientôt, d'ailleurs, il rentrera chez lui victorieux. « Si j'étais mon petit-fils, disait Napoléon au plus fort des revers qui ont précipité sa chute, je me relèverais du pied des Pyrénées. » Il sentait ce qui lui manquait. La dynastie belge n'est pas très ancienne, mais trois souverains s'y sont déjà succédé et elle se confond aujourd'hui avec le pays lui-même. Dans les épreuves qu'elle traverse, la Belgique a consolidé son indépendance, et nous ne dirons pas que le roi Albert a affermi sa couronne, car elle n'en avait pas besoin, mais il lui a donné la consécration de la gloire qui est aussi une force, surtout lorsqu'elle vient d'un malheur héroïquement supporté.

Si nous regardons maintenant du côté de l'Est, nous y trouvons de nouveaux motifs d'espérance et de confiance. On pouvait se demander si la bataille d'Augustow, que les Russes ont récemment gagnée, était seulement un incident heureux, ou si elle était sur toute la ligne une reprise des hostilités dans des conditions meilleures. C'est la seconde hypothèse qui se réalise et, à vrai dire, nous n'avons

jamais douté qu'il en serait ainsi. Les Russes sont entrés en campagne avant d'avoir réuni toutes leurs forces ; ils y ont fait une entrée brillante, comme il convenait à leur courage, mais nous n'oserions pas dire qu'ils n'aient pas commis quelque imprudence lorsqu'ils se sont hardiment, prématurément, jetés sur la Prusse orientale. Ils ont alors subi un échec qui a été pour eux un enseignement et dont ils n'ont d'ailleurs pas tardé à prendre leur revanche à Augustow. La victoire qu'ils y ont remportée a rétabli leurs affaires de ce côté. En Galicie, ils ont débuté, au contraire, par des succès éclatants et,si leurs succès ont, plus tard, été ralentis par l'arrivée de l'armée allemande accourue au secours de l'Autriche, ils n'ont jamais été interrompus. L'armée allemande a aussitôt visé Varsovie. Il y a eu là, toutes proportions gardées, quelque chose de comparable à ce qui s'est passé chez nous lorsque l'armée du général von Kluk a marché sur Paris, sans se préoccuper assez de ce qu'elle laissait derrière elle et à côté d'elle. Alors le général Joffre lui a ménagé sur la Marne une surprise qui l'a arrêtée net et obligée à rebrousser chemin. De même en Pologne. Les Allemands y sont entrés assez profondément sans rencontrer grande résistance et sont arrivés à la porte de Varsovie. Après quelques jours d'attente, qui n'ont pas été pour nous sans anxiété, les Russes ont remporté une nouvelle victoire, non moins importante que celle d'Augustow, et l'armée allemande a battu rapidement en retraite. La joie a été grande à Varsovie, car l'inquiétude y avait été vive : la ville était décidément dégagée, l'ennemi était repoussé, il était en fuite, on respirait plus largement. Rien n'est terminé pourtant, il s'en faut même de beaucoup. A l'Est comme à l'Ouest, la

guerre sera difficile et longue et le succès final sera au plus patient.

II

L'IMPUDENCE ALLEMANDE

C'est encore ce dont le *Times* s'est fort bien rendu compte et il constate que l'armée française, grâce à une adaptation rapide, s'est donné les qualités dont elle avait besoin. « La France, dit-il, a appris de l'Allemagne elle-même ce qui lui manquait et maintenant elle peut combattre avec la méthode allemande aussi bien que les armées allemandes elles-mêmes. Il lui fallait faire la guerre d'une manière contraire à sa nature et à son génie, et elle l'a fait comme si la patience et non l'ardeur était la qualité principale de son âme... Alors le monde, qui retenait sa respiration, sut que les vieilles nations, la vieille foi, la vieille conscience de l'Europe étaient encore solides et que la science ne les avait pas encore livrées aux nouveaux barbares. Deux fois déjà auparavant dans le cours des siècles, à Poitiers et dans les Champs Catalauniques, un combat pareil avait eu lieu sur le sol de la France, et maintenant pour la troisième fois c'est la haute et dure destinée de ce pays d'être la nation gardienne, et ce n'est pas un simple accident, car la France est le trésor le plus noble que ces barbares conscients voulaient détruire. Ils savent que tant qu'elle ne sera pas brisée, il y aura un esprit en elle qui rendra leur culture haïssable au reste du monde. Ils savent qu'en elle, comme dans Athènes autrefois, la pensée reste passionnée, désintéressée et libre. La pensée française a pris bien des formes, elle a connu bien

des déguisements et bien des erreurs, elle s'est moquée d'elle-même, elle s'est moquée des choses les plus sacrées, et pourtant il y a toujours eu en elle la sainteté de la liberté. » Nous aurions peut-être quelques détails de ce portrait à rectifier et il y en aurait d'autres à y introduire, car il s'en faut de beaucoup que la pensée de la France ait été seulement frondeuse et sceptique, elle a été aussi grave, forte, élevée, religieuse même ; mais il est vrai qu'elle a toujours été libre et qu'aucune force au monde n'a réussi à l'enchaîner. En a-t-il été de même en Allemagne ? C'est la question qui se pose aujourd'hui et que l'étrange Appel que les intellectuels allemands ont adressé aux « nations civilisées » aide à résoudre. La pensée allemande est très libre dans le domaine spéculatif ; elle y est même beaucoup plus à fond dissolvante et destructrice que la nôtre ; mais, dans l'ordre pratique, elle n'est pas seulement prudente, timide, passive, elle est honteusement domestiquée. La vérité n'a plus pour elle aucun prix, elle la met docilement au service de l'intérêt matériel ; l'histoire, qu'elle travestit, n'est plus qu'une annexe de la politique, et les faits actuels, contemporains. qui se passent devant nous, qu'il est impossible de ne pas voir à moins d'y fermer systématiquement et obstinément les yeux, elle les nie avec impudence. Et c'est ce qui fait du document dont nous parlons une chose essentiellement allemande.

Ses quatre-vingt-treize signataires s'intitulent eux-mêmes les « représentants de la science et de l'art allemands ». Nous ne leur en contestons pas le droit. Il y a du mélange parmi eux et du remplissage ; tous n'ont pas la même taille ; tous n'élèvent pas le mensonge à la même hauteur : la liste comprend toutefois quelques-uns des plus grands noms

de l'Allemagne dans l'ordre intellectuel. Contre les « calomnies » qu'on répand, disent-ils, à travers le monde pour rendre l'Allemagne odieuse, ils « protestent à haute voix » et ils affirment que « cette voix est celle de la vérité ». Voyons donc comment procèdent ces hommes, dont les plus illustres, habitués aux méthodes scientifiques qu'ils pratiquent et enseignent, connaissent en effet les lois de la recherche de la vérité.

Ils procèdent ici par des négations. Il n'est pas vrai, disent-ils que l'Allemagne, ait provoqué la guerre, qu'elle ait violé criminellement la neutralité de la Belgique, que ses soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité de la défense légitime, que ses troupes aient brutalement détruit Louvain, que ses armées aient violé les règles du droit des gens et commis des actes d'indiscipline ou de cruauté. Nous demanderons aux représentants de la science et de l'art allemands de quel droit ils donnent un démenti à des faits qui sont de notoriété publique et que mille témoins ont constatés. Ont-ils fait une enquête personnelle ? Se sont-ils donné la peine d'aller sur place interroger les ruines encore fumantes ? Ont-ils posé la moindre question aux blessés, aux mourants, aux survivants ? Point du tout. Ils ont continué à lire de vieux livres dans leurs cabinets de travail, à observer leurs cornues dans leurs laboratoires, à écrire des romans ou des pièces de théâtre, à jeter des notes sur le papier : pour ce qui est de la guerre, des circonstances dans lesquelles elle a été déclarée et des conditions dans lesquelles elle a été faite, ils ne les connaissent que par l'agence Wolff et les communiqués officiels. Aussi nient-ils sans vergogne. Cela ne peut pas, ne doit pas être vrai,

disent-ils, donc cela n'est pas vrai ! Le croient-ils ? Qui sait ? L'orgueil, poussé à un certain point, devient une démence. Il dénature et corrompt l'esprit jusqu'à des profondeurs insondables. Aussi pourrait-on être pris de pitié encore plus que de colère et d'indignation, si les savants allemands s'étaient contentés d'affirmer ou de nier ; mais ils se sont emportés jusqu'à injurier et, sous prétexte de réfuter ce qu'ils appellent des calomnies, ils ont lâchement calomnié leurs victimes. Après avoir accusé les Belges d'avoir tiré traîtreusement sur leurs soldats, d'avoir mutilé les blessés et égorgé des médecins dans l'exercice de leur profession charitable, ils ajoutent sans rougir : « On ne saurait commettre d'infamie plus grande que de passer sous silence les atrocités de ces assassins et d'imputer à crime à des Allemands la juste punition qu'ils se sont vus forcés d'infliger à ces bandits. » Assassins ! bandits ! la conscience de l'humanité a déjà renvoyé ces qualifications à ceux qui les appliquent aux infortunés habitants de Louvain.

Ce sont là des ignominies que la science ne saurait excuser ni couvrir, et ce n'est pas seulement en France ou en Angleterre que la lecture du misérable factum a fait courir un frisson d'horreur. A l'encontre de toutes ces négations des savants allemands, nous persistons à affirmer que toutes les cruautés relevées contre leurs soldats ont été réellement commises. Et s'il n'y avait pas d'autre reproche à adresser à des soldats, ivres et grossiers, que d'avoir cédé quelquefois à ces emportements dont on n'est pas toujours maître sur le champ de bataille, nous nous tairions ; mais nous les accusons d'avoir commis systématiquement des actes barbares, d'avoir agi par ordre, par soumission à la discipline, enfin d'avoir aveuglément obéi à des chefs à qui revient

dès lors la responsabilité morale de crimes qui n'ont pu être commis que parce qu'ils les avaient ordonnés.

C'est là une des plus effroyables conséquences de ce militarisme allemand, et plus spécialement prussien, où les savants d'outre-Rhin voient la garantie de leur culture. « Il n'est pas vrai, disent-ils, que la lutte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. C'est pour la protéger que le militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. »

Ici il faut distinguer pour s'entendre. Nous disons volontiers nous-mêmes que l'armée française et le peuple français ne font qu'un et, en parlant ainsi, nous croyons très bien dire. Il est certain qu'un peuple qui veut protéger sa civilisation doit être à même de se faire respecter et par conséquent d'être fort. Pour cela il faut une armée. L'abus, le danger commencent dans un pays lorsque l'armée y devient l'élément prépondérant et qu'elle a la prétention de faire la loi au lieu de se borner à l'exécuter. C'est ce qui est arrivé en Allemagne après des succès militaires qui l'ont grisée. Alors l'armée portée à sa perfection est devenue un Etat dans l'Etat, fonctionnant pour elle-même et finalement assez sûre de son invincible puissance pour se croire capable de plier le monde entier sous son joug. On sait aujourd'hui avec quel soin elle avait, jusque dans le plus menu détail, tout disposé pour réaliser son idéal de domination : avant l'arrivée des soldats, l'armée des espions avait préparé les voies. Par une intoxication

qui a atteint l'Allemagne jusque dans les moelles, le rêve malsain de son armée est devenu le sien et nous sommes en ce moment en présence de ce phénomène, si bien décrit par M. Boutroux, qui, au nom de sa culture propre, a dressé le pays tout entier contre le reste de l'Europe, notamment contre les nations auxquelles il doit cette culture qu'il n'a guère développée et perfectionnée que dans l'ordre des applications pratiques. Nous voudrions bien savoir, en effet, ce que l'Allemagne a inventé. A-t-elle un Lavoisier, un Berthelot dans la chimie; un Ampère, un Branly dans la physique; un Claude Bernard, un Pasteur dans la biologie? Non : ses plus grands savants sont de bons élèves qui ont continué les travaux du maître, mais dont aucun ne s'élève au-dessus d'un docteur Roux ou d'un Metchnikoff. Ce sont des continuateurs patients, méthodiques, laborieux, rien de plus : aucun génie inventif, aucune originalité.

Dans l'ordre littéraire, artistique, philosophique, les savants allemands citent avec orgueil Gœthe, Beethoven et Kant, dont l'héritage est aussi sacré pour l'Allemagne que son sol et son foyer. « Nous en répondons, disent-ils, sur notre nom et sur notre honneur. » Ce ne sont là que des mots et cette rhétorique prétentieuse sonne dans le vide. Les grands génies de l'humanité sont respectables et sacrés à l'humanité tout entière et l'héritage de Gœthe, ou de Kant, ou de Beethoven, n'étant menacé par qui que ce soit, n'a nul besoin du militarisme prussien pour ne pas périr. S'il en était autrement, il aurait déjà péri, et depuis longtemps, car Gœthe, Beethoven et Kant ont vécu et, comme on dit, fleuri à un moment où ce militarisme était fort loin d'exister. Ils étaient d'ailleurs à l'antipode des sentiments de l'Allemagne d'aujourd'hui et les auraient détestés

s'il les avaient connus. On nous demandera peut-être, à nous aussi, ce que nous en savons et on nous accusera d'être trop affirmatif. Laissons Beethoven, qui est très grand sans nul doute, mais non pas dans le domaine de la pensée, — et qui est d'ailleurs au moins à moitié Belge. Pour ce qui est de Kant, il a caressé toute sa vie le rêve de la paix perpétuelle, et personne assurément ne soutiendra que Gœthe ait jamais témoigné la moindre admiration pour le militarisme. On s'est même demandé s'il était patriote : s'il l'était, c'était avec des nuances qui lui étaient propres et une indépendance d'esprit qui l'a toujours porté à reconnaître ce que sa culture personnelle, à laquelle il tenait par-dessus tout, par-dessus l'Allemagne même, devait à la France. L'homme est loin d'inspirer une sympathie sans mélange, et l'œuvre une admiration sans réserves. C'est surtout dans les conversations de sa vieillesse avec Eckermann que Gœthe nous intéresse et quelquefois nous touche, parce qu'il s'y livre plus qu'ailleurs. On lui reprochait, dans son pays, de n'avoir pas fait des chansons patriotiques comme Kœrner en 1813, de s'être montré trop cosmopolite, d'avoir trop aimé nos écrivains du XVIIIe siècle : on sait que Kant, lui aussi, reconnaissait devoir beaucoup à Rousseau. « Entre nous, avouait Gœthe à son fidèle interlocuteur, je ne haïssais pas les Français, quoique je remercie Dieu de nous avoir délivrés d'eux. Comment moi, pour qui la civilisation et la barbarie sont des choses d'importance, comment aurais-je pu haïr une nation qui est une des plus civilisées de la terre, à qui je dois une si grande part de mon propre développement? La haine nationale est une haine particulière. C'est toujours dans les régions inférieures qu'elle a le plus d'énergie et le plus d'ardeur. Mais

il y a une hauteur à laquelle elle s'évanouit; on est là pour ainsi dire au-dessus des nationalités; on ressent le bonheur ou le malheur d'un peuple voisin comme le sien propre. Cette hauteur convenait à ma nature, et longtemps avant d'avoir atteint ma soixantième année, je m'y étais fermement établi. » Si cette hauteur convenait à la nature marmoréenne de Gœthe, elle ne convient pas à tout le monde et nous ne la recommandons pas comme un sommet auquel il faille aspirer; mais il est bizarre, quand on a lu Gœthe, d'entendre revendiquer son grand nom pour recommander le militarisme prussien. Les savants allemands peuvent seuls se permettre des rapprochements aussi imprévus.

Est-il vraiment nécessaire de démontrer, de prouver une fois de plus que l'Allemagne a voulu et provoqué la guerre? Sur ce point, la lumière a été faite avec tant d'éclat par le Livre Bleu anglais qu'aucune contestation ne peut plus être admise. Cela n'est pas vrai, n'en protestent pas moins les savants allemands. Eh bien! Messieurs, c'est à vous de le prouver : où sont vos preuves? Vous n'en donnez aucune, vous demandez à être crus sur parole : c'est trop exiger! « Il n'est pas vrai, dites-vous encore, que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. Nous avons la preuve irrécusable que la France et l'Angleterre, sûres de la connivence de la Belgique, étaient résolues à violer elles-mêmes cette neutralité. » Vous avez cette preuve? que ne la donnez-vous? Il est vraiment fâcheux pour M. de Bethmann-Hollweg qu'il n'en ait pas fait état devant le Reichstag, lorsqu'il lui a annoncé la résolution de passer outre aux protestations qu'il reconnaissait « fondées, » — c'est son mot, — du Luxembourg et de la Belgique, et de violer leur territoire. Il s'est

contenté de dire : « On s'en tire comme on peut ! » N'était-ce pas le moment de fournir la prétendue preuve? Mais on ne l'a découverte qu'après coup, le viol une fois perpétré, en fouillant dans les papiers laissés à Bruxelles par le gouvernement belge. Celui-ci a protesté contre la duplicité dont on l'accusait et sa protestation suffirait pour nous convaincre de l'inanité de l'accusation. Ne joue-t-on pas ici sur une équivoque? Toutes les publications militaires allemandes ne cessaient d'annoncer qu'en cas de guerre l'armée impériale passerait de gré ou de force par la Belgique. Qu'à un moment quelconque l'Angleterre ait échangé quelques vues avec la Belgique sur ce qu'il y aurait éventuellement à faire en pareil cas, c'est possible, mais cela ne prouve nullement que la Belgique soit entrée dans un complot contre l'Allemagne, ni qu'elle ait jamais songé à sortir spontanément de sa neutralité. L'accusation est une perfidie et une imposture de plus de la part de l'Allemagne : personne n'y a cru, personne n'y croira.

Nous nous sommes laissé aller à discuter l' « Appel des savants allemands aux nations civilisées ». En valait-il la peine ? Il faut bien le croire, puisque notre Institut national l'a cru. Le gant lui avait été en quelque sorte jeté, il a voulu le relever. Il a cherché, en tâtonnant un peu, la forme qui conviendrait le mieux et, finalement, M. Louis Renault a été chargé d'exprimer sa pensée dans la séance publique annuelle que les cinq académies ont tenue le 26 octobre. D'autres orateurs, M. Appell, qui présidait la séance, MM. Henri Cordier, Homolle, Lacour-Gayet, René Doumic, qui parlaient au nom de leurs académies respectives, l'ont fait avec une éloquence qui a profondément ému l'auditoire; ils ont été très applaudis et l'auraient été encore davantage si l'an-

goisse n'avait pas si fortement étreint les cœurs. M. Louis Renault, parlant pour l'Institut tout entier, a voulu être très simple et, dédaignant toute rhétorique, s'est contenté, avec l'autorité sans rivale qu'il a dans le monde, d'exposer les règles de la guerre, telles qu'elles ont été fixées dans deux conférences à La Haye, avec le concours des représentants du monde entier. A qui la faute, si chaque règle énoncée par M. Renault faisait songer avec effroi aux violations dont elle venait d'être l'objet? A qui la faute, si presque chaque mot de l'orateur rappelait des faits dont il a pu dire que « nous en sommes aussi humiliés comme hommes qu'affligés comme Français » ? Sa conclusion vaut la peine d'être reproduite ici. « J'ai terminé, dit-il, la revue des prescriptions d'ordre international, relatives à la conduite de la guerre, que je voulais vous soumettre. Ce sont là des textes émouvants dans leur brièveté, parce qu'ils correspondent, non à de pures hypothèses, comme c'est souvent le cas pour ces textes juridiques, mais à des faits trop réels, trop actuels, et si épouvantables qu'ils en sont invraisemblables et que les témoignages les plus probants deviennent nécessaires pour en faire admettre l'existence. Ce n'est pas sans une profonde tristesse que j'ai rassemblé des textes à l'élaboration desquels j'ai eu l'honneur de participer et qui me rappellent tant d'hommes éminents, convaincus, comme moi, que nous avions fait faire un progrès sérieux à la civilisation. La déception est trop cruelle. Si nous nous étions attendus et si nous devions nous attendre à des infractions individuelles, personne ne pouvait songer à une méconnaissance générale et systématique de toutes les règles solennellement adoptées. C'est là le fait grave, dont il y aura lieu peut-

être de tirer ultérieurement des conséquences. »

Nous mettons hardiment en opposition, en contraste, « l'Appel des savants allemands aux nations civilisées » et le langage strictement juridique de M. Louis Renault. C'est aussi un appel qu'il a fait à ces mêmes nations auxquelles les savants allemands ont adressé le leur : elles les entendront l'un et l'autre, elles compareront, elles jugeront. L'Appel allemand a froissé nos sentiments comme une de ces lourdes inconvenances auxquelles on se croyait en droit de ne pas s'attendre de la part de gens qui vivent dans les régions élevées de l'intelligence : qu'il reste donc à la charge, à la honte de ceux qui l'ont signé! L'ont-ils tous signé spontanément? Plusieurs d'entre eux, beaucoup peut-être, ne l'ont-ils pas fait par ordre, comme on fait tout en Allemagne ? C'est possible et même probable, mais ce n'est pas une atténuation, c'est plutôt une aggravation de leur acte, car le servilisme n'est pas une excuse et si on peut aliéner sa liberté, on ne supprime pas sa responsabilité. Tous les savants allemands n'ont pas signé ce document : certains noms y manquent qui n'ont pas moins d'autorité que ceux qui y figurent. Il est à croire que ces abstentions ont été intentionnelles, et elles sont dès lors très respectables. Mais les adhésions sont trop nombreuses et les abstentions ne le sont pas assez. L'appel des quatre-vingt-treize a eu le retentissement qu'il méritait. Le monde en a été remué par une indignation qui a eu quelque peine à se contenir. Il creusera un fossé encore plus profond, un abîme, entre les savants allemands qui ont traité les Belges d'assassins et de bandits, et ceux qui, dans les nations civilisées dont nous sommes justiciables les uns et les autres, admirent l'héroïsme et respectent le malheur immérité.

CHAPITRE VIII

INTERVENTION DE LA TURQUIE

15 novembre 1914.

I

ÉCHEC DE L'OFFENSIVE ALLEMANDE SUR LES DEUX FRONTS

Les nouvelles de la guerre ne changent pas beaucoup dans l'Europe occidentale, mais elles continuent d'être rassurantes. On peut prendre presque indifféremment l'un ou l'autre des communiqués officiels qui se sont succédé deux fois par jour depuis le commencement du mois ; ils se ressemblent tous et tous entretiennent la confiance. « Au Nord, dit l'un d'eux, l'ennemi paraît avoir concentré son activité dans la région d'Ypres, sans résultat d'ailleurs, nous tenons partout. » Nous tenons partout : plus tard, nous procéderons autrement et nous frapperons à un point bien choisi des coups plus décisifs. Pour le moment, on prête au général Joffre un mot qu'il n'a peut-être pas prononcé, mais qui définit assez exactement son action ; il aurait dit : « Je suis une râpe. » Il use, en effet, peu à peu l'adversaire; il le fatigue et l'épuise; il lui enlève chaque jour un

morceau de terrain. Au bout de chaque quinzaine, l'amélioration est notable.

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Il y a quelques jours, les attaques allemandes étaient la manifestation d'un plan défini dont l'objet apparaissait distinctement. L'Empereur avait donné Calais pour but à son armée et il se proposait de l'atteindre en forçant à tout prix ou en tournant notre extrême gauche le long du rivage de la mer. Malheureusement pour elle, l'armée allemande a trouvé l'Yser sur le chemin de Calais. Tous ses efforts sont venus se briser contre la résistance que les Belges, les Anglais et nous leur avons opposée là et qu'ils n'ont pas pu vaincre. La mer s'est armée contre eux comme la terre. La flotte anglaise et les forces maritimes que nous avons conservées dans les mers du Nord ont utilement collaboré avec nos armées, auxquelles le tir de leur artillerie a apporté un concours très efficace. Les Allemands, qui avaient réussi un jour à passer l'Yser et à mettre le pied sur la rive gauche, avaient déjà perdu en partie cet avantage provisoire, ils avaient été refoulés sur la rive droite lorsque l'intervention d'un élément nouveau a achevé leur déroute. Ils ne semblaient pas s'être rappelé qu'il suffisait de faire jouer quelques écluses pour inonder le pays et le rendre intenable. C'est pourtant ce qui est arrivé. Après avoir perdu la bataille de la Marne et celle de l'Aisne, les Allemands ont donc perdu celle de l'Yser. Quelle que soit leur ténacité, qui est grande, ils ne paraissent pas devoir s'obstiner sur ce point davantage, mais ils en choisiront un autre. Où aura lieu la nouvelle bataille ? Il est difficile de le dire. Depuis quelques jours, les Allemands frappent sur toute notre ligne de front, et sur l'Yser même, des coups qui ont en apparence un caractère un peu dé-

sordonné et semblent ne tenir à aucun plan définitivement arrêté, soit qu'ils n'en aient en effet encore arrêté aucun et qu'ils cherchent à tâtons le défaut de notre cuirasse, soit qu'en disséminant leurs coups ils veuillent nous maintenir dans l'incertitude de leurs projets véritables et nous amener à nous étendre et à nous disperser davantage. Mais, si tel est leur dessein, ils n'y réussiront pas mieux que dans ceux qui ont précédé. Nous tiendrons partout, comme dit le général Joffre. Tenir bon, c'est le seul mot d'ordre que Wellington ait donné à Waterloo : il est des cas où cela suffit.

Nous avons, d'ailleurs, pour donner une idée exacte de la situation, autre chose que les communiqués officiels bi-quotidiens qu'on a quelquefois taxés de sécheresse. Le 4 novembre, le général Joffre a adressé au grand-duc Nicolas, généralissime de l'armée russe, un télégramme qui a produit sur l'opinion un effet profond. « Nous avons reçu, dit-il, avec un vif plaisir, toutes les nouvelles de la marche triomphante des armées russes au cours de ces quinze derniers jours et de la nouvelle avance qui vient de les amener à proximité de la frontière allemande. Je tiens à adresser à Votre Altesse Impériale mes meilleures félicitations. De notre côté, nous avons arrêté les attaques furieuses allemandes, et par une action énergique et incessante nous cherchons à détruire les forces ennemies qui nous sont opposées. Notre situation est bonne, et nos efforts combinés amèneront bientôt, je l'espère, le succès final. » Il s'en est fallu de peu que ce télégramme du général Joffre ne se croisât avec celui que le grand-duc Nicolas lui adressait à son tour, et qu'il adressait aussi à lord Kitchener, pour leur annoncer la victoire que, de son côté, il venait de remporter en

Galicie et qui est, disait-il, incontestablement le plus grand succès russe depuis le commencement de la guerre. Et le grand-duc ajoutait : « J'ai pleine confiance dans le rapide et entier accomplissement de notre tâche commune et je suis convaincu qu'une victoire décisive sera remportée par les armées alliées.» Bientôt, dit l'un ; rapidement, dit l'autre : mots précieux pour nous et qui résonnent d'une manière encourageante à nos oreilles. Dieu veuille que ces espérances soient réalisées ! Toutefois, s'il faut que nous ayons encore de la patience, nous en aurons autant qu'il faudra jusqu'au « succès final » et à la « bataille décisive ». Le succès sera dû à la collaboration étroite, intime des armées alliées qui, à une si grande distance l'une de l'autre, travaillent à la même œuvre, chacune avec ses qualités propres, toutes deux dans un même esprit et avec un même cœur.

Avons-nous besoin de dire la joie que nous a causée la victoire du grand-duc Nicolas ? C'est, en effet, une grande victoire ; elle rend l'armée russe à peu près maîtresse de la Galicie. Les premiers succès de cette armée avaient été déjà très remarquables et leur rapidité avait paru foudroyante, mais ils avaient été remportés sur l'armée autrichienne seule, et on se demandait ce qu'il en adviendrait lorsque l'armée allemande, accourue au secours de son allié, lui aurait apporté ses méthodes de combat et des forces numériques importantes. Et, en effet, l'offensive russe a été un moment arrêtée, suspendue ; mais elle a repris bientôt son élan et les armées austro-allemandes ont été refoulées. La bataille d'Augustow avait déjà dégagé le territoire russe de l'invasion allemande ; la nouvelle bataille a dégagé la Galicie et ouvert la route de Cracovie. Sans doute il reste encore beaucoup à faire aussi bien d'un côté de

l'Europe que de l'autre, mais on peut dire sans fausse modestie que les affaires des armées alliées sont en bonne voie, ou plutôt on peut le répéter avec confiance, puisque les généraux français et russes le disent eux-mêmes et qu'ils ont toujours respecté la vérité.

Nous avons enfin le témoignage de M. le Président de la République qui, pour la seconde fois, est allé visité nos armées et leur exprimer la reconnaissance du pays. Etant entré sur le territoire belge, il a tenu à cœur d'aller saluer le Roi et la Reine des Belges, si dignes l'un et l'autre de la plus respectueuse sympathie. La Belgique est justement fière de son Roi, et il y a quelque chose de touchant dans la résolution qu'a prise la Reine de ne pas se séparer de son mari et de le suivre dans les camps, au milieu des hasards de la guerre. M. Poincaré a pu leur faire part des sentiments de la France entière, qui sait comprendre, sentir, admirer, et qui n'oubliera pas. Mais M. le Président de la République devait aussi parler à notre armée, ou plutôt nous parler d'elle, et il l'a fait dans une lettre qu'il a adressée à M. le ministre de la Guerre. « A mesure, a-t-il dit, que se développent les hostilités, le soldat français, sans rien perdre de son ardeur et de sa bravoure, acquiert plus d'expérience et adapte mieux ses vertus naturelles aux exigences des opérations militaires. Il conserve une incomparable force d'offensive et s'accoutume en même temps à la patience et à la ténacité. Sous le feu de l'ennemi, s'établit entre le chef et les hommes une intimité confiante qui, loin d'affaiblir la discipline, l'ennoblit encore par la conscience éclairée de la solidarité dans le dévouement et dans le sacrifice. Chaque fois qu'on revient au milieu des troupes, on est émerveillé par cette abolition totale de l'intérêt personnel, par ce

glorieux anonymat du courage, par la grandeur de cette âme collective où se fondent tous les espoirs de la race. » Ce sont bien là, en effet, les caractères distinctifs de nos soldats de 1914 : ils ont gardé les qualités de leurs pères et ils en ont acquis de nouvelles, rendues nécessaires par les transformations de la guerre moderne. Aucune tâche ne les rebute, aucune fatigue ne les lasse : et ils avancent toujours.

Pendant ce temps, le pays travaille. Il ne songe pas seulement à aujourd'hui, mais encore à demain, et il le prépare sans se laisser détourner de sa tâche quotidienne, au milieu de la plus effroyable tourmente. Il y a dans la lettre de M. le Président de la République une phrase qui nous a frappé parce qu'elle est la constatation d'un fait que M. Poincaré n'a certainement pas inventé et qui est une chose vue. « Lorsque, dit-il, à portée des projectiles, devant un horizon que les éclatements d'obus couvrent de fumée ou déchirent de lueurs, on voit des paysans tranquilles pousser leur charrue et ensemencer leur sol, on comprend mieux encore combien sont inépuisables sur notre vieille terre de France les provisions d'énergie et de vitalité. » Ce paysan courbé sur sa charrue représente la continuité des œuvres de vie au milieu des œuvres de mort. Il est bon, il est réconfortant de voir, au sein même des destructions qui s'accumulent dans le présent, les réserves de l'avenir qui se reconstituent.

II

UN NOUVEL ALLIÉ DE L'ALLEMAGNE

Nous en avons d'autant plus besoin que le champ de la guerre, déjà si large et si vaste, semble devoir

s'élargir encore. La Turquie vient de sortir, par un acte de piraterie, de la neutralité où elle avait annoncé la volonté de se maintenir, et il est encore difficile de dire si la funeste initiative qu'elle vient de prendre, — funeste surtout pour elle, — n'amènera pas de nouvelles perturbations dans les Balkans. Après les épreuves qu'elle a traversées et qui l'ont laissée démembrée et pantelante, la Turquie avait besoin d'une longue paix pour cicatriser ses blessures et reprendre des forces; puis le simple bon sens, la plus vulgaire prudence lui conseillaient de suivre, au milieu des agitations de l'Europe, une politique d'abstention et de recueillement et il est probable que, si elle avait été libre, c'est en effet cette politique qu'elle aurait adoptée; mais elle est livrée, depuis quelques années, à une bande d'aventuriers qui l'ont livrée elle-même à l'Allemagne. Celle-ci, dans la situation critique où elle se trouve, ayant perdu un de ses alliés et ameuté l'Europe contre elle, cherchant à échapper par tous les moyens à la destinée qui la menace, a frappé du fouet et piqué de l'éperon le vieux cheval fourbu, pour l'obliger de force à se redresser et le jeter haletant sur le champ de bataille. L'intervention de la Turquie ne sauvera pas l'Allemagne, mais elle coûtera très cher à la Turquie. Survivra-t-elle à cette nouvelle épreuve? Il faudrait pour cela qu'elle trouvât une fois de plus la bonne volonté de l'Europe et elle paraît bien l'avoir définitivement découragée. On a fait vivre la Turquie artificiellement par ce que sa survie paraissait utile à la paix générale; mais si, au lieu d'y servir, elle y nuit, si elle cesse d'être un élément d'équilibre, si elle ajoute de la guerre à la guerre et apporte un tison de plus à l'incendie qui déjà fait rage, ce malheureux pays, qui ne pouvait durer que grâce à la

bienveillance et à la complaisance de tous, aura coupé de sa propre main le fil ténu qui retenait sur sa tête une nouvelle épée de Damoclès. Elle seule sera responsable de sa ruine.

L'opinion universelle a désigné Enver pacha comme l'auteur de l'entreprise. Tout lui ayant réussi jusqu'à présent, son étrange fortune l'a encouragé aux dernières audaces. Il a été un des promoteurs principaux de ce mouvement révolutionnaire de la Jeune-Turquie, sur lequel la vieille Europe, habituellement moins candide, s'est fait au début tant d'illusions. Il n'y avait qu'une voix pour célébrer l'héroïsme des Jeunes-Turcs, qui se disaient des disciples fidèles de la Révolution française et promettaient de régénérer leur patrie par la liberté. On assure qu'Enver pacha, alors Enver bey, s'est assigné tout de suite le rôle de Napoléon. Il se croyait un grand homme de guerre parce qu'il avait fait ses études militaires à Berlin. L'espèce de démence que l'orgueil de sa force a inspirée à l'Allemagne est contagieuse de sa nature ; beaucoup d'autres têtes en ont été frappées, mais aucune ne l'a été plus fortement, plus profondément que celle d'Enver pacha. Gardant un souvenir ineffaçable des séductions qui s'étaient exercées sur lui à Berlin, il est devenu, il est resté le séide de l'Allemagne, convaincu que le patronage de ce grand pays et de son non moins grand souverain ne manquerait pas de rendre à la Turquie la puissance de son meilleur temps.

L'empereur Guillaume a fait de son mieux pour entretenir cette espérance ; il s'est posé dans le monde comme l'ami et le défenseur des Ottomans ; il a invoqué Allah et Mahomet, comme il invoquait hier son vieux Dieu, et même, dit-on, la Sainte-Vierge

miraculeuse, car tout lui est indifférent ou, si l'on veut, tout lui est bon pour atteindre son but. Il a tiré déjà de grands avantages de la protection qu'il a étendue sur la Turquie, sans qu'il lui en coûtât rien, et il en aurait tiré plus encore dans la suite s'il avait ménagé davantage les forces d'un ami qui est si près de n'en pouvoir plus. C'est ce qu'il aurait fait sans doute s'il n'avait pas été pressé par une de ces nécessités impérieuses qui, comme l'a dit M. de Bethmann-Holweg, n'ont point de loi. La guerre qu'il a déchaînée l'a mis dans une de ces situations où on fait flèche de tout bois. Il ne s'attend sans doute pas à ce que la Turquie, à peine sauvée de l'agonie par une sorte de miracle, lui apporte une grande force ; mais, quelle que soit cette force, il compte bien l'épuiser à son profit, et si la Turquie meurt à la peine, tant pis pour elle : l'Allemagne au-dessus de tout ! Quant à Enver pacha, il a le courage des hommes de son espèce, mais sa prévoyance paraît courte. Croyant aveuglément à la toute-puissance de l'Allemagne, il a peu à peu appelé à Constantinople des officiers allemands de terre et de mer, entre les mains desquels il a mis l'armée et la flotte ottomanes. Qui aurait cru, à l'aurore si brillante, mais si décevante de la Jeune-Turquie, qu'elle aboutirait à un résultat aussi avilissant? Ces prétendus libéraux, ces enragés patriotes ont aliéné l'indépendance de leur pays. La Turquie est devenue une sorte de colonie ou de protectorat allemand. Voulût-elle aujourd'hui se débarrasser de la rude étreinte teutonne, qu'elle ne le pourrait pas. C'est l'histoire du cheval qui, pour se venger du cerf, a fait appel à l'homme et est tombé sous sa dépendance. Enver pacha ne semble pas s'être encore rendu compte des conséquences de sa politique ; il s'en apercevra bientôt.

Il serait difficile de préciser la date à laquelle remonte cette mainmise de l'Allemagne sur la Turquie. Depuis plusieurs années déjà, ce travail d'enveloppement, d'envoûtement, se poursuivait sous les yeux de l'Europe qui ne se méprenait pas sur son caractère, mais qui laissait faire, lorsque l'incident relatif aux pouvoirs accordés au général Liman de Sanders a provoqué un éclat. Alors la Russie a demandé des explications et a commencé à se fâcher. Le gouvernement ottoman, conseillé par celui de Berlin, a protesté de son innocence, rejeté loin de lui les noirs desseins qu'on lui prêtait et formellement promis de ne donner aucun commandement au général allemand. Si on l'a cru ou si on a seulement feint de le croire, il importe peu de le rechercher aujourd'hui. En fait, le général est resté l'âme toute-puissante de l'armée ottomane, et c'est à peine si son action s'est pendant quelque temps un peu dissimulée. On reconnaît la marque allemande dans cette manière sournoise et perfide de procéder, dont l'incident du *Gœben* et du *Breslau* a fourni l'exemple. Ces deux navires, après avoir tiré quelques coups de canon dans la Méditerranée et s'y être conduits à la manière des corsaires, ne s'y sentant plus en sécurité, se sont réfugiés dans les Dardanelles. La France, l'Angleterre, la Russie ont naturellement protesté et la Porte a manifesté l'étonnement de l'innocence méconnue, calomniée : elle avait acheté *le Gœben* et *le Breslau ;* qu'y avait-il, que pouvait-il y avoir de plus régulier ? Les navires n'étaient plus allemands, ils étaient turcs : au reste, leur équipage allemand devait être débarqué et remplacé. Les trois puissances alliées se sont contentées de cette explication, doublée de la promesse qu'en aucun cas les deux navires ne joueraient un rôle pendant la guerre. Si elles l'ont,

cru leur erreur a été bientôt dissipée. Aujourd'hui, le général Liman de Sanders commande l'armée et l'amiral Souchon, un autre Allemand, commande la flotte ottomanes. Sous sa direction, *le Gœben* vient de se distinguer de nouveau dans la Mer-Noire par une franche violation du droit des gens : deux villes russes ont été bombardées sans déclaration de guerre.

Cette déclaration, ce sont alors la Russie, la France et l'Angleterre, puis la Serbie qui l'ont faite à la Turquie, mais on peut dire qu'elles ne l'ont faite que contraintes et forcées. Il semble que la Turquie ait, depuis assez longtemps déjà, désiré et cherché ce dénouement; elle n'a négligé ni insolences, ni provocations pour l'amener; elle y a finalement réussi, mais il lui a fallu du temps. Elle a commencé par dénoncer les capitulations, c'est-à-dire déchiré un traité, ou plutôt un ensemble de traités qu'elle avait signés et qui instituait le statut personnel des étrangers dans l'Empire. Elle a vraiment considéré ces conventions ou traités comme de simples chiffons de papier, tant sont contagieux les exemples venus de haut. En d'autres temps, l'Europe aurait très mal pris la chose : elle s'est contentée de faire des réserves, auxquelles les Puissances de la Triple-Alliance se sont associées, quelques-unes pour la forme. Personne ne doute qu'ici encore l'Allemagne n'ait été le conseiller toujours écouté : la Porte n'aurait jamais osé prendre une pareille attitude sans son consentement, ou plutôt sans son encouragement. Toutefois, si elle a espéré que de cet incident sortirait la guerre, elle s'est trompée : ayant d'autres affaires sur les bras, nous avons renvoyé celle-là à plus tard. Alors, la Porte, sous un vain prétexte, a fermé brusquement les Dardanelles, ce

qui était une nouvelle provocation; mais la mesure blessait un trop grand nombre d'intérêts pour pouvoir être maintenue, elle ne l'a pas été et nous avons laissé passer cette incorrection comme les précédentes. La Porte, alors, s'est décidée à tirer des coups de canon, et la guerre est devenue inévitable. Nous l'avons fait précéder d'un ultimatum : nous avons demandé, — Russie, France et Angleterre,— que le gouvernement ottoman licenciât sur l'heure les officiers, soldats et marins allemands qu'il a pris à son service, ou plutôt qui l'ont mis lui-même au leur. Le pouvait-il? Avait-il gardé assez de liberté et de force pour le faire? Non, sans doute; aussi le seul objet de l'ultimatum des alliés était-il de mettre en plein relief les causes de la guerre. Elles sont dans ce fait que la Porte est tombée dans la domesticité de l'Allemagne, que celle-ci gouverne à Constantinople et que cet état de choses s'est manifesté par des actes de brigandages qui ne pouvaient plus être tolérés.

Quelles seront les conséquences? Nous ne croyons pas qu'elles puissent être bien graves pour nous et pour nos alliés. La Russie sera obligée de maintenir quelques forces dans le Caucase, et sur la frontière arménienne, où elle a immédiatement pris contre les Turcs une offensive heureuse. L'Angleterre aura à veiller sur l'Egypte, dont la défense, si elle est attaquée, est facile. L'Allemagne n'a pas dû avoir beaucoup de confiance dans les coups directs que la Turquie pouvait porter aux alliés ici ou là; mais elle a espéré peut-être qu'elle amènerait le Sultan à proclamer la guerre sainte et à soulever le monde musulman contre les Anglais aux Indes et en Egypte, contre nous en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Mais le Sultan, quoiqu'il règne peu à Constantinople et n'y gouverne pas du tout, semble oppo-

ser quelque résistance à la pression qu'on exerce sur lui. Le monde politique ottoman est divisé. Enver pacha et sa bande, s'ils sont les maîtres du jour, ne seront peut-être pas ceux du lendemain. Quoi qu'il en soit, il y a tout lieu de croire que la tranquillité de nos colonies ou de nos protectorats ne court aucun danger sérieux, et l'Angleterre partage la même sécurité en ce qui concerne les siens.

La Turquie nous fera certainement moins de mal que le Japon n'en a déjà fait à l'Allemagne par la prise de Tsing-Tao. La place a dû capituler, et c'est un événement important, un événement de l'ordre mondial que cette capitulation : elle porte une atteinte extrêmement sensible à l'orgueil allemand, une atteinte dont les conséquences resteront sans doute irréparables et qui changera le cours de l'histoire dans ces régions lointaines. Lointaines, elles l'étaient autrefois; elles le sont beaucoup moins aujourd'hui grâce à la facilité et la rapidité des communications. La carte du monde politique nous apparaît avec des proportions nouvelles et réduites, et c'est un fait significatif dans sa nouveauté qu'une guerre qui se poursuit en Europe ait pu avoir en Chine un contre-coup aussi profond et aussi prompt. On se rappelle dans quelles conditions l'Allemagne y avait fondé, sous la forme d'un bail emphytéotique, une colonie dont elle était justement fière, mais dont la base s'est trouvée fragile. C'était une œuvre personnelle de l'empereur Guillaume : il se préoccupait beaucoup de ce qu'il appelait le péril jaune et attachait un intérêt de tout premier ordre à la place qu'il avait su prendre au cœur même de l'Asie. De grands projets ultérieurs s'y rattachaient dans sa pensée : qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Il y a eu là pour l'Empereur une déconvenue qui, même

au milieu de tant d'autres, a dû lui être amère. Mais nous ne nous y attarderons pas aujourd'hui : il faut bien avouer que le canon qui tonne sur l'Yser ou sur la Lys, à Arras ou à la Bassée, a un peu couvert pour nous celui de Tsing-Tao.

III

ESPOIRS ET PRÉPARATIFS ITALIENS

Un mot sur l'Italie. Nous en parlons peu depuis quelque temps, parce que sa politique, très intelligente assurément, mais un peu incertaine encore, ne se dégage pas à nos yeux suivant une ligne tout à fait nette et que nous ne voulons pas avoir l'air de donner à nos voisins et amis un conseil dont ils n'ont pas besoin. Bien qu'ils aient obéi à leurs intérêts en proclamant leur neutralité, nous leur savons grand gré de l'avoir fait par une décision immédiate et formelle qui nous a libérés de tout souci sur notre frontière du Sud-Est. Aussi leur souhaitons-nous sincèrement de trouver dans la manière dont la situation se dénouera les satisfactions légitimes auxquelles ils aspirent. Qu'il nous soit cependant permis de dire qu'il est rare de gagner au jeu quand on n'y a rien mis. Nous en avons su quelque chose en 1866 lorsque, après Sadowa, nous avons réclamé sur le Rhin des compensations qu'on ne nous a pas accordées. Les vues de l'Italie sont très larges, personne n'ignore qu'elle regarde Trente et Trieste comme les compléments nécessaires de sa nationalité, en quoi elle a raison, et aussi que les événements de ces dernières années ont

posé pour elle, dans l'Adriatique, des questions nouvelles dont l'intérêt s'est particulièrement concentré sur Vallona. Du côté de Trieste et de Trente, l'Italie n'a fait aucun mouvement, aucun geste apparent : il n'en a pas été tout à fait de même du côté de Vallona, mais son mouvement a été jusqu'ici à peine sensible et son geste très discret : elle s'est contentée d'envoyer une commission sanitaire, qui n'a pas encore, croyons-nous, débarqué sur la côte orientale de l'Adriatique. L'intention toutefois est manifeste et l'est devenue encore davantage par le fait que l'Italie, qui regardait naguère d'un œil si impatient les ambitions de la Grèce au nord de l'Épire et se montrait si opposée à leur réalisation, paraît aujourd'hui en avoir pris son parti, ce qu'elle n'a certainement fait que sous le bénéfice d'une compensation qui lui serait donnée ou qu'elle prendrait ailleurs. Ce n'est ni nous ni aucun de nos alliés qui y ferons le moindre obstacle et, tout au contraire, nous verrions avec satisfaction l'Italie s'assurer sur la côte de l'Adriatique un gage de l'avenir qui lui appartient dans une mer où elle a tenu autrefois une si grande place.

L'occasion est bonne, car l'Albanie n'existe plus : nous parlons de l'Albanie politique, à la création de laquelle l'Europe avait consenti par pure condescendance envers l'Autriche. Le prince de Wied n'était pas de taille à faire vivre cette œuvre artificielle ; il a disparu, et la question qu'il n'a pas résolue reste entière. Qu'en adviendra-t-il après la guerre? Cela dépendra de tant d'éléments, pour le moment incalculables, que nous ne nous hasarderons pas à émettre à ce sujet une prévision quelconque, mais il est hors de doute que l'Italie aura alors un rôle à jouer. Si elle s'y prépare, comme c'est probable, elle

le fait d'une manière prudente, un peu mystérieuse, et nous ne chercherons pas plus sur ce point que sur les autres à préjuger ses desseins. Aussi n'aurions-nous pas parlé d'elle aujourd'hui si le remaniement ministériel qui vient d'avoir lieu à Rome n'avait pas forcément attiré l'attention.

Ce remaniement ne semble pas très profond au premier abord et, indépendamment de toute autre circonstance, il était devenu indispensable par la mort du marquis di San Giuliano. Toutefois, on ne se pressait pas. Le président du Conseil, M. Salandra, faisait l'intérim des Affaires étrangères. Il avait offert ce ministère à M. Sonnino, qui ne l'avait pas accepté, et cette situation aurait pu se prolonger quelque temps encore, si la démission du ministre du Trésor, M. Rubini, n'était pas venue montrer que le Cabinet avait besoin d'être modifié et consolidé, faute de quoi il s'en irait en morceaux. Ce n'était pas en effet une crise qui s'ouvrait, mais une crise qui se prolongeait, qui avait des causes anciennes et graves et à laquelle il fallait apporter un remède énergique. La démission de M. Rubini avait été précédée, il y a quelques jours, de celle du ministre de la Guerre, le général Grandi. Au moment de la constitution du ministère Salandra, le portefeuille de la Guerre avait été offert au général Porro dans des conditions qu'il n'avait pas acceptées. La guerre européenne n'était pas commencée ; on ne la prévoyait pas en Italie ; on en était encore aux illusions pacifistes du ministère Giolitti et au relâchement qui en était résulté. Aussi le général Porro, plus prévoyant que les autres, passa-t-il pour un mégalomane militaire lorsqu'il demanda 600 millions de crédits nouveaux en vue de certaines réformes qu'il jugeait indispensables pour mettre l'armée en état de suffire à tout

événement. On se récria, et le portefeuille fut attribué au général Grandi, qui acceptait d'assurer la défense nationale au rabais, c'est-à-dire moyennant 300 millions. Mais la guerre éclata et fit apparaître des nécessités nouvelles sur lesquelles le général Grandi se trouva en désaccord avec son chef d'état-major, le général Cadorna. Celui-ci l'emporta, le général Grandi donna sa démission. Il fut remplacé par le général Zupelli, ami et ancien collaborateur du général Cadorna, et connu pour être irrédentiste.

Nous ne serions pas entré dans tous ces détails s'ils donnaient pas un sens précis à la crise ministérielle italienne : on voit que ses motifs se rattachent à la défense nationale,et la démission de M. Rubini s'y rattache aussi, car ce ministre s'est démis à son tour parce que, partisan de la neutralité et de la paix à tout prix, il n'était d'accord ni avec le nouveau ministre de la Guerre, ni avec plusieurs autres de ses collègues sur les crédits militaires et sur les moyens d'en couvrir la dépense. Dans ces conditions, il était intéressant de savoir si le général Zupelli resterait ministre, et il l'est resté : cela signifie, semble-t-il, que l'Italie, bien qu'elle entende maintenir sa neutralité, veut cependant avoir les moyens d'en sortir, si l'intérêt du pays l'exige. En d'autres termes, elle entend conserver sa pleine liberté d'agir, soit dans un sens, soit dans l'autre suivant les circonstances. Quant au ministère des Affaires étrangères, il est dévolu à M. Sonnino, ancien président du Conseil, homme considérable à tous égards, ancien triplicien convaincu, mais beaucoup trop intelligent pour ne pas tenir compte des éléments nouveaux et imprévus pour beaucoup qui, depuis trois mois,ont été introduits dans la politique

européenne et s'imposent aux préoccupations de ceux qui la dirigent. Nous avons dit que M. Sonnino avait commencé par refuser un portefeuille, qui lui paraissait lourd : mais, devant l'insistance du président du Conseil, il l'a accepté par patriotisme. Il apportera une force au cabinet que M. Salandra continue de présider avec une autorité qui a beaucoup grandi depuis qu'il est au pouvoir et que l'heureuse issue de la crise a encore augmentée.

On voit par tout ce qui précède à quel point non seulement l'Europe, mais le monde entier, évolue sous l'impression directe ou indirecte et les contre-coups multiples de la guerre qui se poursuit en France, en Angleterre, en Belgique, en Russie, en Autriche, en Serbie, en Allemagne, où l'armée russe commence à rentrer, en Chine enfin, d'où le Japon chasse les Allemands. Nous ne pouvons malheureusement donner de cet immense tableau que quelques traits sommaires. Il en est un toutefois qui nous frappe et nous touche plus que tous les autres : c'est que « notre situation est bonne », comme le dit le général Joffre, et que les Russes viennent de gagner une importante bataille. Cela nous rassure quand nous songeons que l'Allemagne essaie de réveiller les énergies de la Turquie et de les exploiter à son avantage, en surexcitant les ambitions de la Jeune-Turquie, qui commence à n'être plus jeune, et en flattant l'infatuation d'Enver pacha.

CHAPITRE IX

L'ALLEMAGNE ARRÊTÉE SUR L'YSER ET SUR LA VISTULE

1er décembre 1914.

I

LA VAINE TENTATIVE ALLEMANDE SUR CALAIS

Où en sont les opérations militaires ? Le *Bulletin des armées*, dans son numéro du 25 novembre, répond à cette question par une note beaucoup plus développée que ne le sont les communiqués ordinaires, dont nous devons nous contenter matin et soir. Ce document donne, dès les premières lignes, une idée d'ensemble de la situation. « A l'heure, y lisons-nous, où des résultats sont nettement acquis, le moment est venu d'établir le bilan des six dernières semaines. Il peut se résumer ainsi : le formidable effort tenté par les Allemands pendant cette période, d'abord pour tourner notre gauche, ensuite pour la percer, a totalement échoué. » Après avoir indiqué dans ces quelques mots le caractère général des opérations, le document officiel entre dans le détail. Il montre les assauts de l'ennemi « répétés, précipités, frénéti-

ques », toujours impuissants. Pour ce qui est de nos soldats, quand il leur est arrivé de reculer sur un point, ils ont toujours mis « leur fierté » à reconquérir le terrain perdu et à le faire le jour même. Finalement, leur ligne de défense n'a fléchi sur aucun point ; sur beaucoup, elle a été portée en avant ; sur tous, sans exception, les projets de l'état-major allemand ont échoué. La note a donc le droit de dire de nos armées qu' « en brisant l'offensive de l'ennemi elles lui ont infligé la plus humiliante des déceptions ». L'Empereur était là ; il encourageait ses troupes par sa présence ; il leur assignait pour but, d'abord Calais, puis Ypres ; on a trouvé sur les morts ou sur les prisonniers des ordres qui parlaient du « coup décisif à frapper ». Il n'a pas encore été frappé; notre front est resté inébranlable. Tout porte à croire qu'avec la ténacité qui leur est propre les Allemands vont tenter un nouvel effort, non moins formidable que les précédents, plus même sans doute, car ils ont reçu des renforts importants ; mais nous en avons reçu aussi. La confiance de nos hommes reste la même : les Allemands ne sont pas passés, ils ne passeront pas.

Leur plan, on le sait, est de gagner Calais et de s'en emparer de vive force. Ils croient qu'une fois là ils menaceront plus sérieusement l'Angleterre et que, maîtres de la côte sur une longue étendue, avec des points d'appui comme Anvers, Dunkerque et Calais, ils donneront une base solide aux projets d'invasion dont leur imagination exorbitante, colossale, comme ils aiment à dire, s'est depuis quelque temps enivrée. Pourquoi ne réussiraient-ils pas où Napoléon a échoué ? Pourquoi ne passeraient-ils pas le détroit pour frapper l'Angleterre au cœur, sur son propre territoire? N'ont-ils pas des

moyens nouveaux, des instruments perfectionnés d'une puissance telle que rien ne peut leur résister? Ils ne connaissent plus les limites du possible, et nous avouons volontiers qu'elles ont été reculées jusqu'à un point qu'il est difficile de fixer. Sans croire que l'invasion de l'Angleterre soit d'une exécution aussi simple qu'ils l'ont rêvé, il est bien vrai que, depuis le camp de Boulogne, les conditions du problème ont été assez sensiblement modifiées. Seulement, pour le résoudre, ou du moins pour en préparer la solution, il faut prendre Calais, et on ne l'a pas encore pris.

Il n'y a rien de tout à fait nouveau sous le soleil, et les grands desseins de l'état-major allemand ne sont pas chez lui une invention tout à fait récente. Le général de Bernhardi, dans son ouvrage intitulé : *la Guerre d'aujourd'hui*, en avait déjà eu une idée, qui ne lui appartenait pas non plus en propre, car il la rattachait lui-même à Frédéric II. « Si, dit-il, dans un duel entre la France et l'Allemagne, l'offensive allemande s'engageait en Belgique, cette offensive pourrait se mouvoir avec la plus grande liberté dès que la flotte française serait battue et si la flotte allemande était maîtresse de la mer au point que les armées de terre pussent s'appuyer en partie sur la côte. Le grand Frédéric a, on le sait, esquissé un plan de campagne qui s'inspire de cette idée. Il admet, conformément aux circonstances d'alors, une coalition de l'Angleterre, de la Prusse, de l'Autriche et de la Hollande contre la France, celle-ci ayant concentré son armée principale en Flandre, tandis qu'elle protège ses autres frontières au moyen de corps particuliers. En face de cette disposition, le Roi veut, de son côté, rassembler l'armée principale des alliés dans le Nord. Elle par-

tirait de Bruxelles et battrait d'abord l'armée principale ennemie supposée en Flandre ; puis elle prendrait une direction à droite, investirait Dunkerque, Bergues et Gravelines, se baserait ensuite sur Nieuport, Dunkerque et la flotte anglaise, et, tournant par l'Ouest presque toutes les places de la frontière, avancerait sur Abbeville et Paris. Depuis que le grand Roi a fait ce plan, les temps ont certes changé ; mais les grands principes de la guerre sont restés et la pensée qui a inspiré ce plan de campagne garderait encore aujourd'hui sa signification dans les mêmes conditions politiques. »
On aperçoit tout de suite les ressemblances entre le présent et le passé ; elles sautent aux yeux en quelque sorte, et l'état-major allemand en a été ébloui jusqu'à en être aveuglé ; il n'a pas vu les différences qui sont pourtant très sensibles. Sans doute, la principale armée française est aujourd'hui en Flandre et l'armée allemande a pu partir de Bruxelles comme dans le plan de Frédéric ; mais, pour aller plus loin elle aurait dû d'abord nous battre et elle ne l'a pas fait ; notre flotte n'a pas été battue davantage et, la flotte allemande n'étant pas maîtresse de la mer, les armées de terre allemandes ne peuvent pas s'appuyer sur la côte. L'état-major de Guillaume II, s'il s'est inspiré du plan du grand Frédéric, n'a oublié qu'une chose, qui est à la vérité d'une souveraine importance, à savoir que l'Angleterre est ennemie et que la Hollande est neutre. Négligeons, si on veut, la neutralité de la Hollande, bien que Frédéric ait raisonné dans l'hypothèse où ce pays lui donnerait un concours qu'il jugeait indispensable. Reste l'Angleterre. Si l'Allemagne l'avait eue avec elle, elle aurait certainement battu la flotte française ; mais l'Angleterre est aujourd'hui avec nous ; ce n'est

pas l'armée allemande, mais l'armée franco-anglaise qui s'appuie sur la côte et y est soutenue par la flotte des deux pays ; dès lors, le plan du grand Frédéric s'effondre. Guillaume II a voulu l'exécuter tout de même, en quoi il a seulement prouvé qu'il n'était pas le grand Frédéric. Frédéric mêlait beaucoup de bon sens et une parfaite justesse de calcul à ses plus grandes hardiesses : il n'aurait pas cherché à aller à Calais le long de la côte, entre l'armée de terre et la flotte anglo-française ; il ne se serait pas orgueilleusement obstiné dans une combinaison irréalisable ; les circonstances politiques et militaires n'étant plus les mêmes, il aurait fait un autre plan.

Il ne semble pas, aujourd'hui, que l'empereur Guillaume soit disposé à en faire un autre ; l'action s'est ralentie assez sensiblement et elle se réveille, comme par sursaut, tantôt sur un point, tantôt sur un autre de son armée, sans qu'on puisse dire encore avec certitude où l'effort principal se portera définitivement, mais il est probable que ce sera encore entre Ypres et la mer. On avait cru, il y a quinze jours, que, l'inondation étant venue s'ajouter aux autres obstacles qu'il rencontrait, l'Empereur avait renoncé, au moins provisoirement, à la marche sur Calais ; mais presque au même moment un nouvel et violent effort était fait par lui dans ce même sens ; il a tenté une fois de plus d'enfoncer notre extrême gauche et de la tourner. La tactique allemande est toujours la même : elle consiste à livrer un assaut furieux avec des masses profondes et n'a eu jusqu'ici d'autre résultat que d'amener de véritables hécatombes humaines. Si nous faisons des pertes sensibles, il est hors de doute que, par suite de leurs formations de combat, les Allemands en font de plus considérables encore. Si nous

nous usons, ils s'usent davantage. Jusqu'ici, ils ont toujours réparé leurs pertes en faisant venir des troupes nouvelles, mais le pourront-ils toujours, ou même longtemps ? N'oublions pas qu'ils sont obligés de faire front de deux côtés à la fois, contre nous et contre les Russes. Nous réparons nos pertes, nous aussi, nous comblons nos vides, et les Anglais font de même, mais nous avons encore des réserves nombreuses et celles des Anglais sont à peu près intactes. De ce côté l'avenir est plein de promesses. Tout le monde l'a compris en France, et de là vient le stoïcisme impassible avec lequel on y supporte tant de deuils douloureux. On y croit fermement que la victoire sera au plus patient, à celui qui tiendra le plus longtemps et on ne met pas en doute que ce sera nous. Cette conviction du pays est encore bien plus celle de l'armée. Il n'y a pas une famille qui n'ait un ou plusieurs représentants dans les tranchées, sur le front, et par conséquent nous recevons tous des lettres de soldats. On ne peut donc pas nous tromper sur leur véritable état moral : il est admirable de courage, d'entrain, de fermeté, et ces qualités, d'où résulte une grande force, se communiquent à ceux qui lisent leurs lettres. De là cette parfaite communauté de sentiments entre l'armée et la nation. Elles ont une même âme : rien n'en a ébranlé, rien n'en ébranlera la virilité.

II

LA RÉSISTANCE ANGLAISE

Nous avons parlé de l'Angleterre : la lecture de ses journaux est réconfortante. Non seulement ils

rendent pleine justice à notre armée et à nos généraux, mais ils trouvent que nous ne le faisons pas assez nous-mêmes. Il y a quelque chose de fondé dans cette observation. Dans leur continence un peu sèche, nos communiqués quotidiens montrent une modestie vraiment exagérée et nous aurions des réserves à faire sur cet « anonymat du courage » que l'on vante si fort. La presse anglaise nous renseigne sur la France plus abondamment que ne le fait la nôtre, et nous lui en savons gré ; mais surtout, nous savons gré à l'Angleterre et à son gouvernement de l'énergie de leurs dispositions. Si les Allemands ont de la ténacité, les Anglais n'en ont pas moins ; la leur est même devenue légendaire, et on la retrouve aujourd'hui telle qu'elle était dans ce passé que nous ne connaissons que par l'histoire. L'Angleterre continue de nous promettre que, d'ici à très peu de mois, elle enverra sur le continent une armée de 7 à 800.000 hommes, bien équipée, solidement encadrée, munie des instruments de guerre les plus perfectionnés. Cette armée n'existe pas seulement en projet, sur le papier, elle est déjà réunie, sinon encore tout à fait formée. Les appels que le gouvernement a adressés au pays ont été entendus et, quoiqu'il y ait eu des moments où le recrutement s'est un peu ralenti, les volontaires ont afflué. La remarque a été faite que c'est dans les moments où les affaires des alliés marchent le mieux que le nombre des volontaires diminue, comme s'ils avaient l'impression qu'on n'a pas besoin d'eux et qu'ils peuvent dès lors s'abstenir ; au contraire, ils se présentent en foule sitôt qu'un nuage passe sur nous. On reconnaît là le caractère des Anglais, courageux autant qu'il est possible de l'être quand le danger apparaît

manifeste, un peu indifférent, un peu imprévoyant, quand il est plus caché. Mais, tout caché qu'il est, il existe : l'Angleterre peut se rendre compte aujourd'hui des proportions effrayantes qu'il avait pris en pleine paix, et qui se sont révélées depuis le commencement de la guerre.

Il avait grandi sourdement, sournoisement, mais terriblement contre elle. La haine de l'Anglais couvait et fermentait comme un virus puissant, dans les cœurs allemands; elle avait fait naître les projets les plus redoutables dont la préparation avait déjà été poussée très loin. Pendant que l'Angleterre, trop fidèle à de vieilles habitudes d'esprit, continuait à se préoccuper du péril que pouvait lui faire courir un tunnel sous-marin entre la France et elle, — tunnel qui, en ce moment, serait si précieux pour les deux pays, — un péril beaucoup plus réel, beaucoup plus sérieux, la visait sur mer et dans les airs et, sur son territoire même, l'espionnage allemand, avant-coureur des armées, s'était infiltré partout profondément. En même temps l'Allemagne, usant de qualités plus avouables et que nous ne lui contestons nullement, s'était fait en Angleterre, comme ailleurs, une clientèle d'amis plus généreux que perspicaces, qui désarmaient les soupçons contre elle et lui apportaient la force d'une conviction sincère, honnête, un peu ingénue. Mais il était impossible qu'il n'y eût pas dans le gouvernement des hommes plus avisés que la foule, parce qu'ils étaient mieux avertis du développement prodigieux de l'ambition et de la présomption teutonnes, qui se rendaient compte de l'effort fait en Allemagne pour saper à sa base même la grandeur de leur pays en se donnant pour but de détruire sa flotte et de remplacer son commerce, à travers les mers, sur tous les continents. On a pu

croire quelque temps qu'il n'y avait là qu'une rêverie malsaine, mais peu redoutable et qui ne troublait que les cerveaux germaniques ; on aperçoit aujourd'hui la réalité imminente de la menace et, certes, il n'était que temps de le faire ; encore quelques années, il aurait été trop tard. C'est de cela que l'Angleterre a eu la révélation soudaine et l'impression très vive; elle s'est alors donné pour tâche de réparer en quelques mois la négligence de longues années, et elle le fait, autant qu'il est possible de le faire, avec une merveilleuse activité et rapidité. Le lion britannique est sujet à s'endormir quelquefois, comme on l'a dit du vieil Homère, mais il a des réveils terribles. D'un bout à l'autre du royaume, la vérité de la situation a frappé tous les yeux. Les divisions de la veille, — on sait combien elles étaient ardentes en Irlande ! — ont disparu comme par enchantement ; comme chez nous, tous les cœurs se sont trouvés unis.

Le gouvernement s'est montré aussitôt à la hauteur des circonstances : elles n'étaient certainement pas pour lui tout à fait imprévues. Il a compris, il a fait comprendre au pays que, dans la lutte qui s'engage, l'enjeu, pour l'Allemagne, était la domination et, pour l'Angleterre, la liberté du monde, la sienne surtout, et il a demandé au Parlement les moyens matériels de soutenir victorieusement, à côté de la France et de la Russie, le choc prodigieux qui allait battre avec la brutalité d'un bélier les vieilles murailles britanniques. Que coûtera cette guerre qui, en quatre mois, a déjà dévoré tant de milliards? Nul n'en sait rien et, en présence des intérêts en cause, nul ne paraît s'en mettre en peine. Le 16 novembre, le gouvernement a demandé à la Chambre des Communes un crédit de 250 millions de livres, soit de

6 milliards 250 millions, pour les frais de la guerre, et l'appel d'un nouveau million d'hommes. Sur ce crédit doivent, à la vérité, être prélevés les prêts sans intérêt jusqu'à la fin de la guerre que l'Angleterre a consenti de faire à la Belgique jusqu'à concurrence de 10 millions de livres (250 millions de francs) et à la Serbie de 800.000 livres (20 millions de francs). Ce n'est pas tout : l'Angleterre recourt non seulement à l'impôt, mais encore à l'emprunt, et cet emprunt vraiment colossal s'élève à 350 millions de livres (8 milliards 750 millions de francs). Jamais emprunt pareil ne s'était encore vu; mais quoi! le gouvernement anglais parle d'envoyer sur le continent des armées de 2 millions, de 3 millions d'hommes s'il le faut. Crédits et emprunt ont été votés à l'unanimité. Ce sont là des faits sans précédents dans l'histoire du monde. Personne ne les avait prévus et l'Allemagne l'avait fait moins que personne. Un formidable orage s'amoncelle contre elle : de violents coups de foudre en sortiront lorsque ses armées, déjà si éprouvées, commenceront à être épuisées. Nous demanderons toutefois à l'Angleterre de se presser le plus possible. Garantie, au moins jusqu'à présent, contre l'invasion par le ruban d'argent qui l'entoure, elle a toujours eu le temps de se préparer et elle s'y est hâtée rarement; mais elle a affaire à un ennemi dont la préparation est achevée et portée au dernier état de perfectionnement. Nos armées dans les Flandres en savent quelque chose! Cent mille hommes qui viendraient les renforcer aujourd'hui vaudraient le double ou le triple de ce qu'ils vaudront dans trois mois.

III

UNE SECONDE AVANCE ALLEMANDE SUR VARSOVIE

Les conditions de la guerre sur la frontière germano-russe sont différentes. La Russie n'est pas embarrassée pour trouver des hommes autant qu'il lui en faut : ceux qui tombent sont aussitôt remplacés, et derrière eux il y a des réserves presque inépuisables. C'est déjà là pour la Russie une force peut-être décisive, mais elle en a une autre dans l'audace et l'habileté dont ses généraux ont fait preuve, sous la direction suprême du grand-duc Nicolas, qui a révélé du premier coup les qualités d'un véritable homme de guerre. Les admirateurs attitrés de l'Allemagne dépréciaient naturellement l'armée russe : tout en reconnaissant l'avantage que lui donne sa supériorité numérique, ils affectaient de dire que, du côté allemand, celle du commandement était si grande qu'elle emporterait tout. C'était, à leurs yeux, une vérité à ce point évidente qu'elle n'avait pas besoin d'être démontrée. Nous attendions cependant l'épreuve des faits, la seule qui compte ici, et, autant qu'on en puisse juger dès maintenant, cette supériorité du commandement allemand ne s'est pas encore manifestée avec l'éclat qu'on avait annoncé. Il est toujours dangereux de trop dédaigner ses adversaires. Les Allemands ont cru qu'ils arriveraient toujours à temps sur les champs de bataille de l'Est et qu'ils pouvaient laisser seuls à seuls les Russes et les Autrichiens, pendant qu'ils accableraient eux-mêmes les Français et qu'ils prendraient Paris en trois semaines :

le résultat a été que les Autrichiens ont commencé par être battus à plate couture. Du premier coup, les Russes ont été maîtres d'une grande partie de la Galicie et de Lemberg, sa capitale. Depuis lors, leurs progrès ont été lents quelquefois, mais ils ne se sont pas arrêtés et, aujourd'hui, la Galicie à peu près entière est entre leurs mains. Au Nord, le général Rennenkampf a poussé une pointe hardie, et qui, par contre-coup, nous a été fort utile dans la Prusse orientale et a jeté un tel effroi dans la population qu'elle s'est enfuie vers l'Ouest. Ce n'était là qu'un très brillant fait d'armes : le général Rennenkampf n'a pas tardé à se replier en arrière et à repasser la frontière. L'armée allemande l'a passée derrière lui, et nous nous sommes demandé, non sans quelque inquiétude, ce qui allait arriver : il est arrivé que la victoire d'Augustow a remis sur un bon pied les affaires des Russes ; ce sont les Allemands qui, cette fois, se sont repliés en plus ou moins bon ordre sur leur territoire. Depuis lors, l'aile droite de l'armée russe au Nord et son aile gauche, en Galicie, au Sud, ont non seulement gardé leurs positions, mais presque constamment gagné du terrain.

Reste le centre où opère une troisième armée russe, car, autant que nous puissions en juger, il y a trois armées russes, qui, naturellement, manœuvrent de conserve, mais n'ont pas entre elles une liaison étroite et gardent une certaine indépendance dans leurs mouvements. L'armée du centre, qui couvre Cracovie, a eu affaire dans ces derniers temps au général de Hindenburg, qui paraît bien être, dans l'Europe orientale, le meilleur général de l'armée allemande. C'est un manœuvrier à la fois audacieux et habile. Il est apparu récemment à la tête d'une armée de 400.000 hommes entre la Warta et la

Vistule et a fait reculer l'armée russe. Les pessimistes, — il y en a toujours et partout, — ont jeté l'alarme : il faut reconnaître que, du moins pour cette fois, les Allemands n'ont pas eux-mêmes exagéré l'importance d'un avantage qui n'était peut-être qu'apparent et risquait, en tout cas, de n'être que provisoire. Les communiqués de leur état-major ont été réservés. Faut-il répéter encore que, dans une guerre comme celle qui se poursuit sur des fronts de plusieurs centaines de kilomètres et avec des armées qui n'ont pas les unes avec les autres une liaison parfaite, après avoir avancé sur un point, on peut être amené à rétrograder sur un autre, sans que le succès d'ensemble en soit compromis ? Il entre d'ailleurs dans les traditions de la stratégie russe de reculer de parti pris pour amener l'adversaire sur un champ de bataille choisi d'avance et où les chances de victoire sont plus grandes. Malheureusement l'opinion publique, énervée par une longue attente, éprouve parfois à l'excès le contre-coup immédiat des événements et, quelque inébranlable que soit sa confiance dans le succès définitif, elle s'émeut de tout ce qui paraît le contrarier ou le retarder. Dans le cas dont il s'agit, elle a été bientôt rassurée. Les nouvelles de Pologne sont redevenues bonnes. L'armée russe a repris l'avantage et, à leur tour, les Allemands reculent du côté de leur frontière. Nous nous en réjouissons de tout cœur et si, dans l'avenir, les Russes éprouvent de nouveau, sur un point quelconque, un de ces accidents comme il en arrive inévitablement dans une longue guerre, nous n'en serons pas plus inquiet qu'il ne faudra.

Nous avouons d'ailleurs modestement qu'à moins d'être un géographe de profession il est parfois difficile de suivre dans tous les détails les mouvements

des armées russes. Les noms de villes que nous apportent les télégrammes ont des orthographes différentes dans les différents atlas, et lorsque nous lisons, par exemple, qu'on signale un recul allemand sur la ligne Strykois-Igierz-Szadek-Zdunska-Voola-Woskini, notre pensée a une peine infinie à s'y retrouver. Il nous suffit de savoir que les armées russes sont aujourd'hui en bonne forme. Toutes attirent vivement notre attention parce que le sort de chacune d'elles est lié à celui des deux autres ; mais celle des trois sur laquelle les yeux se portent de préférence est celle du Sud, l'armée de Galicie. On assure que la ville de Przemysl est sur le point d'être prise : elle ne peut pas tenir au delà de quelques jours. Après cela, l'armée russe n'aura plus de préoccupations sur ses derrières. Cracovie ouvre le chemin de la Silésie : c'est la porte de l'Allemagne, c'est la route de Berlin. Mais la route est longue et semée d'obstacles. Les illusions que nous avons eues au commencement de la guerre sur la rapidité avec laquelle l'armée russe pourrait le parcourir n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Ni les Russes ni nous ne sommes au bout de nos peines ; mais, dans une guerre, le jugement à porter sur les chances de succès des armées en présence est le résultat de la comparaison qui s'établit entre elles, et ni nous, ni les Russes, ni les Anglais, ni les Belges ne voudrions, à coup sûr, changer de place avec les Allemands et les Autrichiens. La conclusion est facile.

IV

LA « GUERRE SAINTE » MANQUÉE
ET L'IMBROGLIO ORIENTAL

De nouveaux éléments se sont mêlés, et peuvent se mêler encore à cette guerre qui se poursuit sur une surface déjà immense : l'Allemagne a persuadé à la Turquie de s'y jeter sans mesurer ses forces, en lui promettant, dit-on, qu'après la victoire il n'y aurait plus que deux grands empires dans le monde, l'Empire allemand et l'Empire ottoman, car, s'il y a un pangermanisme, il y a aussi un panislamisme, et ils ne sont pas plus sensés l'un que l'autre. L'infatuation d'Enver pacha risque de coûter cher à son pays, mais qu'importe à l'Allemagne? c'est de son seul intérêt qu'elle se préoccupe et elle a pensé qu'en déclarant la guerre à l'Angleterre, à la Russie et à nous, la Porte provoquerait sur plusieurs points du monde des diversions dont elle-même tirerait parti. Elle a demandé au Sultan de proclamer la guerre sainte : il a commencé par résister, puis il a cédé, parce qu'une longue résistance est au delà de ses forces morales, et on a obtenu de lui qu'il agitât sur le monde ce vieil épouvantail de l'étendard vert du prophète, dont nous avons plus d'une fois entendu parler, mais qu'on s'était jusqu'ici bien gardé d'exhiber. C'était prudent, car le talisman a singulièrement perdu de son efficacité, soit que les musulmans d'Asie et d'Afrique aient assez d'esprit pour comprendre qu'Enver pacha et sa bande ne se moquent pas moins du Coran que de l'Evangile et qu'ils sont médiocrement qualifiés, eux qui font profession d'impiété, pour jouer un rôle religieux,

soit que, reconnaissant les bienfaits d'une civilisation supérieure, ils aient renoncé à se révolter contre l'Angleterre dans l'Inde et en Egypte et contre nous en Tunisie, en Algérie, et au Maroc. Ce qui est certain, c'est que la déclaration de la guerre sainte n'a nullement agité le monde musulman : l'effet, au moins jusqu'ici, peut être considéré comme négligeable. Le loyalisme des sujets musulmans de l'Angleterre et de la France a résisté à l'épreuve et s'est même traduit par des manifestations qui ne laissent aucun doute sur sa sincérité. La guerre sainte a donc fait long feu, mais la guerre sans épithète dans laquelle la Turquie est entrée a, comme il fallait s'y attendre, remué dans les Balkans des cendres mal éteintes d'où la flamme pourrait bien jaillir de nouveau. Qu'en résultera-t-il ? L'Allemagne y trouvera-t-elle finalement un avantage, ou, au contraire, se sera-t-elle créé de nouvelles difficultés, de nouveaux ennemis ? L'événement seul peut répondre.

On s'est demandé plus d'une fois pourquoi la Roumanie, qui a un intérêt si évident à participer à la guerre pour délivrer du joug autrichien les Roumains de Transylvanie et les réunir à la mère patrie, ne profitait pas d'une occasion qui ne se représentera sans doute pas de longtemps. Les origines allemandes auxquelles le feu Roi était resté fidèle pouvaient en fournir une explication qui, à la vérité, n'était pas bien bonne et le serait encore moins aujourd'hui que la Roumanie a un nouveau souverain. Cependant elle a continué de ne pas bouger. A notre sentiment elle a eu tort et, si elle laisse passer le moment opportun, le gouvernement actuel et la dynastie elle-même encourront une responsabilité qui sera très lourde pour eux.

Mais il y a un autre côté de la question : la Roumanie se regarde comme garante du traité de Bucarest, qui a été fait sous ses auspices et qu'elle considère à bon droit comme son œuvre. Il est fort probable que, si elle déclarait la guerre à l'Autriche, la Bulgarie ne resterait pas indifférente et inerte : elle sortirait de la neutralité. Dans quel sens? On ne peut pas le dire avec certitude, mais il est sûr que les scrupules ne l'embarrasseraient pas. Elle a montré avec éclat qu'elle était au-dessus de semblables préjugés, et, pour elle comme pour certains autres, les traités sont des chiffons de papier. Les hésitations de la Bulgarie peuvent paralyser la Roumanie. Quoi qu'il en soit, dans toutes les hypothèses, la folie belliqueuse de la Porte amènera, un peu plus tôt ou un peu plus tard, dans les Balkans des changements inévitables avec tout un cortège de difficultés. Que la Bulgarie cherche à y trouver son profit, rien n'est plus naturel. On pourrait l'encourager à faire la guerre à la Porte pour lui reprendre Andrinople ; mais qui sait ce qui arriverait ? La Porte, même dans l'état où elle est tombée, n'est pas pour la Bulgarie un adversaire négligeable, et la Bulgarie ne veut, cette fois, jouer qu'à coup sûr. Elle émet des exigences pour prix de son concours, et même, dit-on, de sa neutralité. La neutralité lui conviendrait particulièrement : ne rien faire et obtenir la cession de la Macédoine, qu'elle appelle une restitution, comblerait sans doute ses vœux. Mais on ne peut lui faire de semblables promesses que dans le cas où la Serbie se serait déjà assuré des compensations en Herzégovine, et en Bosnie, et, en attendant, la Bulgarie, qui se connaît assez elle-même pour se défier des autres, demande des gages. A trop exiger, elle s'expose à ne rien

avoir. L'occasion lui est favorable, nous le voulons bien, mais la meilleure devient mauvaise lorsqu'on en abuse ou qu'on la violente. La Bulgarie en a déjà fait l'expérience.

Nous en disons assez pour montrer que l'initiative militaire prise par la Porte a créé une situation nouvelle et que les Balkans sont redevenus un nid d'intrigues. Il est possible qu'il n'en sorte rien d'immédiat, il est probable qu'il en sortira quelque chose et cette probabilité augmentera si la Bulgarie n'arrête pas tout par des prétentions exagérées. A nos yeux, l'intérêt dominant est celui de l'union balkanique. Elle a été autrefois troublée par l'ambition bulgare et rétablie par l'intervention roumaine ; mais elle a été imposée alors au lieu d'avoir été consentie. Il est aujourd'hui désirable que, si les conditions en sont modifiées, elles le soient par suite d'un consentement plus libre.La Bulgarie émet des demandes ; soit : qu'on les examine et qu'on y fasse droit dans une mesure raisonnable; mais la Bulgarie ne s'attend sans doute pas à ce qu'on lui donne quelque chose pour rien, et le moins qu'on puisse exiger d'elle est qu'elle entre sincèrement cette fois dans l'Union balkanique, qu'elle en soutienne la politique, qu'elle en adopte les intérêts.

On voit que cette guerre, qui a déjà fait naître tant de surprises, pourra encore en provoquer de nouvelles, et nous ne sommes pas au bout. Que se passe-t-il en Egypte ? Rien d'inquiétant sans doute; mais la situation de l'Asie-Mineure, de la Syrie, d- la Palestine, est profondément troublée par les ene treprises turques. Les intérêts que nous y avons se rattachent à la religion catholique. Disons, à ce sujet, que l'Angleterre vient de nommer un ministre auprès

du Vatican : c'était le seul grand pays de l'Europe qui n'en eût pas. Nous nous trompons, il y en a un autre et c'est la France : c'est aussi celui qui, ne fût-ce qu'à cause de son protectorat catholique en Orient, aurait le plus grand profit à en avoir un. Une pareille omission juge un régime et l'expose à une lourde responsabilité.

CHAPITRE X

LES RÉVÉLATIONS DU LIVRE JAUNE

15 décembre 1914.

I

LA PRÉMÉDITATION ALLEMANDE PROUVÉE PAR DES TÉMOIGNAGES DÉCISIFS

Le *Livre jaune* français, venant après le *Livre bleu* anglais, le *Livre orange* russe, le *Livre gris* belge, ne pouvait pas nous apporter, sur les origines et les responsabilités de la guerre, des révélations bien nouvelles : il s'en faut pourtant de beaucoup que la publication en ait été superflue. D'abord, de tous ces recueils de documents, le *Livre jaune* a été le plus complet et le mieux ordonné : ensuite, sur plus d'un point important, il a complété, précisé, éclairé ce qu'on savait déjà. Il en résulte avec l'éclat de l'évidence que la guerre était préparée depuis longtemps par l'Allemagne, et, qu'on nous entende bien, il ne s'agit pas ici de cette préparation que tout gouvernement, que tout pays doit faire et entretenir avec soin pour être toujours prêt, mais d'une préparation poussée au dernier degré d'intensité, faite et entretenue en vue d'une guerre immédiate et déjà résolue.

La première partie du *Livre jaune* est, à cet égard, d'un intérêt poignant et d'une force probante qui ne laisse rien à désirer. Si le gouvernement de la République n'a pas, de son côté, préparé la guerre avec autant de soin et de perfection que le gouvernement impérial allemand, ce n'est pas faute d'avoir été renseigné et averti. A aucune autre époque aucun autre gouvernement ne l'a été davantage et n'a été mieux servi par ses agents. Les dépêches de notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, celles de nos attachés militaire et naval, les notes merveilleuses de clarté qui ont été faites pour l'instruction du ministre des Affaires étrangères et qui lui ont présenté, avec un relief saisissant, un tableau d'ensemble de la situation, sont dans leur genre de vrais chefs-d'œuvre. On ne saurait trop rendre justice à M. Jules Cambon, qui a dirigé tout ce travail d'investigation et a pris la responsabilité des conclusions à en tirer. L'empereur Guillaume avait été longtemps partisan de la paix et M. Cambon l'avait dit ; mais, à partir d'un certain moment, il était devenu partisan de la guerre, et M. Cambon, qui a aussitôt démêlé chez lui cette volonté nouvelle, en a fait part à son gouvernement. Qu'on lise et qu'on médite la dépêche du 22 novembre 1913, dans laquelle il a rendu compte d'une conversation provenant, disait-il, d'une source absolument sûre et qui montrait l'Empereur arrivé au dernier terme de cette conversion. Il est impossible de mieux démêler les premiers symptômes du mal, d'en mieux découvrir les causes et d'en préciser, en fin de compte, le caractère inquiétant d'un trait plus net et plus ferme.

Le croirait-on? c'est au roi des Belges que l'Empereur confiait alors ses dispositions guerrières, choix qui a lieu d'étonner aujourd'hui. Le général

de Moltke, chef de l'état-major général, présent à l'entretien, ne parlait pas avec moins de franchise et d'abandon que son maître. Celui-ci apparut aux yeux de son interlocuteur « complètement changé » ; il n'était plus « le champion de la paix contre les tendances belliqueuses de certains partis allemands » ; il en était « venu à penser que la guerre avec la France était inévitable, et qu'il faudrait en venir là un jour ou l'autre ». Le général de Moltke renchérissait encore sur les paroles de l'Empereur. « Lui aussi, il déclara la guerre nécessaire et inévitable. » Cette fois, dit-il, « il faut en finir ». Le succès d'ailleurs n'était-il pas certain? « Le roi des Belges protesta que c'était travestir les intentions du gouvernement français que les traduire de la sorte et se laisser abuser sur les sentiments de la nation française par les manifestations de quelques esprits exaltés ou d'intrigants sans conscience. L'Empereur et son chef d'état-major n'en persistèrent pas moins dans leur manière de voir. » Ainsi, dès le mois de novembre 1913, et on pourrait sans doute remonter plus haut, l'idée de la guerre fatale était entrée dans la pensée et dans la volonté de l'Empereur : on comprend mieux, quand on le sait, tout ce qui s'est passé par la suite. Mais l'opinion l'ignorait ; elle n'avait pas lu les dépêches de M. Jules Cambon ; elle en était restée à l'Empereur ami de la paix ; elle avait naïvement confiance en lui. On se rappelle qu'au moment des premières complications d'où est sortie la guerre Guillaume II faisait sa croisière dans les mers du Nord : il revint à Berlin, sans paraître se presser, comme s'il n'y avait pas péril en la demeure, et alors tout le monde se tourna vers lui avec l'espoir qu'il apaiserait les flots irrités par un *Quos ego!* souverain. Il fallut quel-

ques jours pour comprendre qu'on s'était trompé, et la déception a été cruelle. L'Empereur, qui n'avait qu'un mot à dire pour empêcher la guerre, a refusé de le dire. Bien plus ! au moment où l'Autriche essayait de se reprendre et proposait à la Russie de remettre en discussion « le fond même » de l'affaire serbe, c'est lui qui, très froidement, a brusqué la situation et déchaîné la tempête. Le monde en a été surpris, mais ni M. Cambon ni ceux qui avaient lu ses avertissements prophétiques ne pouvaient l'être. Il avait suivi et décrit, avec un sens psychologique très fin, les transformations qui s'étaient produites dans l'âme impériale. « A mesure, disait-il, que les années s'appesantissent sur Guillaume II, les traditions familiales, les sentiments rétrogrades de la Cour et surtout l'impatience des militaires prennent plus d'empire sur son esprit. Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les passions pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'Empire dans le monde égale à sa puissance. Peut-être aussi la réplique de la France à la dernière augmentation de l'armée allemande, dont l'objet était d'établir sans conteste la supériorité germanique, est-elle pour quelque chose dans ces amertumes, car, quoi qu'on en dise, on sent qu'on ne peut guère aller plus loin. » Il y a beaucoup de choses dans ces quelques mots; ils conduisent M. Cambon à cette conclusion : « L'hostilité contre nous s'accentue et l'Empereur a cessé d'être partisan de la paix. »

L'Allemagne avait cru intimider la France par l'augmentation de ses forces militaires, au point de l'hypnotiser dans l'inertie. Il n'en a rien été, loin de là ! et la colère à Berlin en a été violente. Eh quoi !

la France se mettait en mesure de se défendre! Etait-ce croyable? Etait-ce admissible? Il y a, à ce propos, dans le *Livre jaune*, un trait qui vaut la peine d'être relevé parce qu'il illumine tout un état d'âme. Il se trouve dans un rapport de notre attaché militaire. « Depuis quelque temps déjà, dit le lieutenant-colonel Serret, on rencontre des gens qui déclarent les projets militaires de la France extraordinaires et injustifiés. Dans un salon, un membre du Reichstag, et non un énergumène, parlant du service de trois ans en France, allait jusqu'à dire : « C'est une provocation, nous ne le permettrons pas. » De plus modérés, militaires ou civils, soutiennent couramment la thèse que la France, « avec ses quarante millions d'âmes, n'a pas le droit de rivaliser ainsi avec l'Allemagne ». N'a pas le droit : ce mot dit tout. Peut-être ne l'aurions-nous pas bien compris hier, nous le comprenons aujourd'hui que les savants allemands ont imprudemment étalé devant le monde stupéfait leur pensée dominatrice. Ne sont-ils pas les plus nombreux, les plus gros, les plus forts? Il est donc contre nature et dès lors immoral de songer à leur résister. Ainsi pensait Goliath à l'égard de David. Ainsi pensait à son tour l'empereur Guillaume à l'égard de la France : on sait où ce jugement l'a déjà conduit. Mais, certes, l'adversaire était redoutable, et M. Jules Cambon avait raison de terminer sa dépêche en disant : « S'il m'était permis de conclure, je dirais qu'il est bon de tenir compte de ce fait que l'Empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois, et que, pour lui emprunter une locution qu'il aime à employer, nous devons tenir notre poudre sèche. » La guerre était contenue dans ces quelques lignes, auxquelles on a

eu tort, peut-être, de ne pas attacher assez d'attention.

On dit aujourd'hui volontiers qu'il n'y a pas eu deux Allemagnes, qu'il n'y en a jamais eu qu'une : celle de jadis, que nous avons crue pacifique, élégiaque et bucolique, n'a été qu'une illusion. On peut dire de même qu'il n'y a pas deux empereurs Guillaume et qu'il n'y en a jamais eu qu'un. La question ne sera sans doute définitivement résolue qu'au jugement dernier. Ce qui est sûr, c'est que l'Empereur pacifique avait beaucoup mieux compris le véritable intérêt de son pays que l'Empereur guerrier. Qu'on se reporte par le souvenir à ce qu'était la situation de l'Allemagne dans le monde il y a moins de cinq mois : elle était immense et incontestée. On croyait sa force invincible, et sur cette base, qui semblait inébranlable, reposait l'édifice politique le plus fort qu'on eût encore vu. Et comme tout vient à la fois dans l'ordre de la puissance, l'Allemagne était partout, pénétrait partout ; son commerce avait conquis une sorte de primauté dans l'univers entier ; le commerce anglais, qui seul pouvait encore rivaliser avec lui, était déjà menacé de ne le pouvoir bientôt plus. On découvre aujourd'hui le pullulement de maisons allemandes qui avaient envahi le territoire des nations alliées ; les maisons françaises, anglaises et russes étaient envahies, elles aussi, par des représentants teutons. On admirait, dans tous les domaines, les méthodes allemandes, où on croyait voir du génie alors qu'il n'y avait que de l'adaptation et du savoir-faire. Beaucoup prenaient pour du marbre ce qui n'était que du stuc. Le colossal imposait par sa masse, et on le confondait avec ce qui est vraiment grand. Tout réussissait à l'heureuse Allemagne ; elle n'avait plus qu'à se laisser vivre, —

et à laisser vivre les autres, — pour jouir des apparences de la gloire et des réalités de la fortune. L'Empereur avait bien raison d'aimer la paix et de vouloir la maintenir. Il jugeait sainement alors. Depuis, son esprit s'est obscurci, sa volonté a faibli. Qu'en est-il résulté ? Au bout de quatre mois, l'hégémonie allemande, mise en échec sur les champs de bataille, avait cessé d'exister. Où en sera-t-elle dans quatre autres mois encore ? La question est pendante, mais en dehors de l'Allemagne, autour de laquelle on a élevé une muraille de mensonges pour empêcher la vérité d'y pénétrer, on ne doute guère de la solution qui lui sera donnée.

II

L'ALLEMAGNE INVENTE, APRÈS COUP, LA FABLE D'UNE CONTRE-PRÉMÉDITATION ANGLO-BELGE

Le gouvernement impérial s'en rend compte, lui aussi, et la preuve en est dans les explications, les défenses, les apologies qu'il multiplie pour justifier sa conduite, en même temps qu'il déverse sur ses adversaires les pires calomnies. S'il se sentait vainqueur sur les champs de bataille, il se soucierait médiocrement de faire ailleurs la conquête des esprits. Il répondrait à tout : *Quia nominor leo*, et se moquerait de critiques impuissantes. A ses yeux, la force s'impose par elle-même et n'a nul besoin de se justifier. Elle inspire d'abord la terreur, puis le respect, puis une sorte d'amour. Le professeur Adolf Lasson n'appelle-t-il pas l'Empereur Guillaume

les délices du genre humain, *deliciæ generis humani*, uniquement parce qu'il est l'Empereur? Et ne déclare-t-il pas M. de Bethmann-Hollweg le plus grand homme qui existe de nos jours, uniquement parce qu'il est chancelier de l'Empire? Si c'était un autre qui était l'Empereur, c'est lui qui serait les délices du genre humain, et si c'était un autre qui était chancelier, c'est lui qui serait le plus grand homme du monde : cela tient à la fonction, et nullement à la personne. Cette bassesse dans la courtisanerie est propre à l'Allemagne : le reste de l'univers s'en indigne ou s'en moque et le gouvernement impérial éprouve de ce fait quelque ennui. De là l'immense quantité de journaux et de brochures que la propagande germanique répand à profusion dans les deux hémisphères avec l'espoir d'influencer l'opinion des neutres. On tient aujourd'hui à cette opinion; M. de Bethmann-Hollweg s'en préoccupait moins lorsqu'il parlait de la neutralité de la Belgique avec la désinvolture que l'on sait. Il avouait alors sans pudeur qu'il violait toutes les règles du droit des gens : on fait, disait-il, ce qu'on peut et l'intérêt de l'Allemagne doit passer avant tout. Aujourd'hui, le ton est changé, et il est probable que l'imprudent chancelier donnerait beaucoup pour reprendre et retirer ses paroles ; mais elles restent et rien ne saurait les effacer.

Il a inventé une thèse nouvelle et vraiment imprévue, d'où il résulte que c'est la Belgique qui a violé la première sa propre neutralité, et que l'Allemagne se trouve ainsi justifiée de cet attentat. Comment M. de Bethmann-Hollweg le prouve-t-il ? Par des pièces diplomatiques qu'on a trouvées à Bruxelles, en fouillant dans les cartons du ministère des Affaires étrangères. Rien n'est plus faux que cette allégation ; mais, quand même elle serait vraie, en quoi la res-

ponsabilité morale de l'Allemagne dans la violation de la neutralité belge serait-elle supprimée ou même diminuée, puisqu'elle ignorait ces prétendues pièces lorsqu'elle a commis l'acte criminel que lui reproche la conscience du monde civilisé? Le crime consiste, non dans le fait matériel, mais dans l'intention qui en a déterminé l'accomplissement, et l'intention véritable est avouée dans le premier discours du chancelier. La Belgique, dit-il à présent, avait la première manqué aux traités: nous lui répondrons qu'il ne l'a découvert qu'après coup et que cette découverte, n'ayant influencé en rien sa détermination initiale, n'en a pas changé le caractère. Mais est-il vrai que la Belgique ait violé elle-même sa neutralité ? Non, certes, et l'argument est misérable! S'il y a eu des conversations entre un attaché militaire anglais et un officier belge, ce n'a pas été un seul moment pour nouer une coalition contre l'Allemagne, mais pour se mettre d'accord sur ce qu'il y aurait à faire dans le cas où celle-ci viendrait à violer la neutralité de la Belgique. L'hypothèse était-elle invraisemblable? On ne saurait le soutenir aujourd'hui. Mais on ne le pouvait pas davantage alors. Les principaux écrivains militaires allemands, lorsqu'ils traitaient d'une guerre éventuelle avec la France, ne manquaient pas d'écrire qu'il faudrait tourner à l'Ouest la ligne de nos défenses et, pour cela, passer par la Belgique. Cela était écrit partout, cela était dans l'air: et on voudrait que la Belgique n'en eût éprouvé aucune préoccupation! On exigerait qu'elle s'en fût remise à la bonne foi de l'Allemagne! Elle avait non seulement le droit, mais le devoir d'échanger des vues avec les puissances garantes sur ce qu'il y aurait à faire pour la défense de sa neutralité, si elle était violée. Et cela même, la Belgique ne l'a pas fait;

rien n'a été arrêté entre l'Angleterre et elle; tout s'est borné à quelques conversations entre des militaires qui n'avaient aucune qualité pour conclure. Telle est la base étroite et branlante sur laquelle M. de Bethmann-Hollweg dresse l'échafaudage de son sophisme. Dans son honnêteté, sir Edward Grey s'est donné une peine bien inutile en publiant un document déjà ancien dans lequel il protestait qu'aucun gouvernement anglais ne violerait la neutralité belge. Ni l'Angleterre, ni la France, — nous le disons fièrement en ce qui nous concerne, — ne sont capables d'un pareil manquement à la foi jurée. Et la Belgique le savait bien. Si elle n'avait pas la même confiance avec l'Allemagne, ce n'était pas sans raisons. En dehors même de ses généraux, les diplomates, les professeurs, les savants, tous les intellectuels de l'Allemagne ne témoignaient que dédain et mépris aux petites nations et leur déclaraient à qui mieux mieux qu'elles devaient se soumettre ou disparaître. Il suffisait à la Belgique d'avoir des oreilles pour entendre. Comment n'aurait-elle pas craint pour sa neutralité ? Malgré cela, jusqu'à la dernière minute, elle s'est abstenue de tout ce qui pouvait, en manifestant cette appréhension, paraître la justifier. La France lui ayant offert son concours, elle a déclaré n'en avoir pas besoin, et, quand, sa neutralité étant déjà violée, elle a sollicité ce concours, ainsi que celui de l'Angleterre, il était déjà bien tard. Mais nous n'insisterons pas sur des faits qui sont d'hier: tout le monde les connaît trop bien pour qu'il soit possible à la plus insigne mauvaise foi de les déformer.

M. de Bethmann-Hollweg, sentant la faiblesse de sa thèse, en perd le jugement au point de dire que si l'Angleterre était sincère dans sa défense des

neutralités en souffrance, elle aurait dû défendre celle de la Chine, odieusement violée par le Japon à Kiao-Tchéou. L'argument est si comique que nous voudrions avoir plus de temps pour nous en amuser. Eh quoi! Un homme s'introduit par effraction et violence dans une maison et s'y installe en mettant le pistolet sur la gorge du propriétaire. Une bonne occasion se présente, j'accours, je chasse l'intrus, et c'est lui qui s'étonne et s'indigne de ce que le gendarme n'a pas fait respecter l'inviolabilité du domicile! Telle est l'histoire de la Chine, de l'Allemagne et du Japon. Mais enfin, insiste M. de Bethmann-Hollweg, il y avait là une neutralité : pourquoi l'Angleterre, si elle les aime tant, ne l'a-t-elle pas défendue? Faut-il lui répondre que l'Angleterre ne l'avait pas garantie, et qu'elle n'est nullement le Don Quichotte à travers le monde des neutralités qu'elle n'a pas prises sous sa sauvegarde? On rougit vraiment d'avoir à s'arrêter à ces puérilités. Peut-être sont-elles dignes de l'intellectualisme germanique et il faut le croire, puisqu'on les lui sert; mais le bon sens sain et robuste du genre humain en a déjà fait justice.

Y a-t-il lieu de s'arrêter davantage, dans le discours que le chancelier impérial vient de faire entendre au Reichstag, à la charge à fond à laquelle il s'est livré contre l'Angleterre ? On peut résumer toute sa harangue en un mot : l'Angleterre, voilà l'ennemie ! C'est elle, elle seule, qui est responsable de la guerre, car elle aurait pu l'empêcher, et elle ne l'a pas fait; donc, elle la voulait perfidement, et ce parti pris, qui la cloue désormais au pilori de l'histoire, a déjoué les bonnes intentions de la bonne et pacifique Allemagne, en rendant son intervention impossible et inutile. Et comment l'Angleterre

aurait-elle pu empêcher la guerre ? En signifiant au gouvernement russe qu'elle ne la voulait pas et qu'elle saurait l'empêcher. Alors tout serait devenu facile : l'Allemagne aurait arrangé l'affaire en livrant la Serbie à l'Autriche, qui l'aurait exécutée en quelques coups de sabre, et l'Europe aurait continué de jouir du bienfait de la paix.

Il semble, au premier abord, qu'on aurait pu atteindre le même résultat par un autre moyen et que la paix aurait été également assurée si l'Allemagne, au lieu d'encourager et d'exciter l'Autriche dans ses monstrueuses exigences, lui avait notifié qu'elle ne voulait pas la guerre et qu'elle saurait l'empêcher. — Y pensez-vous? proteste M. de Bethmann-Hollweg, nous, tenir un pareil langage à l'Autriche ? — Et pourquoi pas, puisque vous exigiez de l'Angleterre qu'elle le tînt à la Russie ? Est-ce que le cas n'est pas le même ? — C'est ce dont M. de Bethmann-Hollweg ne conviendra jamais. Les choses changent complètement de caractère quand il s'agit de l'Allemagne, par la seule raison qu'il s'agit d'elle, et qu'on ne saurait lui contester d'avoir tous les droits, les autres n'ayant que ce qui en reste. Ceux qui en doutent semblent n'avoir pas encore compris que l'Allemagne est la nation élue de Dieu, expressément chargée par lui d'exécuter ses décrets et, en effet, quand on l'a compris, tout s'éclaire. Il est incontestable que la guerre n'aurait pas eu lieu si tout le monde avait cédé à la volonté de l'Allemagne, si la Russie avait capitulé une fois de plus, si la France et l'Angleterre avaient laissé faire. — Voyez pourtant comme c'était simple ! s'écrie M. de Bethmann-Hollweg. Il faut toute la méchanceté foncière de l'Angleterre pour ne s'être pas prêtée à un arrangement aussi facile. Aussi sera-t-elle

punie comme elle le mérite, par la colère du ciel!

Cela était-il donc aussi facile que semble le croire le chancelier impérial? Il est permis d'en douter lorsqu'on se rappelle que l'Allemagne avait déjà déclaré la guerre à la Russie et à la France et que celles-ci avaient relevé le gant, avant de savoir ce que ferait l'Angleterre : et il est très probable que l'Angleterre se serait abstenue, si la neutralité belge n'avait pas été violée. Après cette violation, pouvait-elle le faire? Sans doute elle était tenue par sa parole et cela suffisait pour qu'elle tirât l'épée; mais personne n'ignore, il n'y a pas un écolier qui ne sache que, si l'Angleterre a donné sa garantie à la neutralité belge, c'est parce que cette neutralité est pour elle un intérêt de premier ordre, un intérêt vital. Rien n'est plus connu. Mais, au degré d'infatuation et de déraison où elle est montée, l'Allemagne professe que l'intérêt de tous les autres doit s'effacer devant le sien. M. de Bethmann-Hollweg résume cette pensée en disant qu'on ne saurait toucher dans le monde à un seul cheveu sur la tête d'un seul Allemand sans que le châtiment suive aussitôt. Nous prenons cette pauvre rhétorique pour ce qu'elle vaut. Mais la France, la Russie, l'Angleterre, sans parler d'autres nations, qui n'ont pas encore dit leur dernier mot et qui le diront bientôt, estiment à leur tour que leurs intérêts historiques, consacrés par une longue et glorieuse tradition et dont le maintien assure à leur avenir des garanties nécessaires, ont autant de prix, sinon plus, qu'un cheveu sur une tête allemande. C'est une idée qui ne sortira plus de leur esprit et dont il faudra, désormais, que l'Allemagne s'accommode.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur le chancelier. Nous aurions voulu, par exemple, parler après

lui de ce qu'il appelle avec nous la revanche; mais il y a d'autres discours qui, en ce moment, ont plus d'importance que le sien et qui méritent d'occuper ici plus de place. La rentrée du parlement italien était attendue avec plus d'intérêt que celle du Reichstag allemand : on se demandait avec une curiosité bien naturelle, une curiosité sérieuse, quel langage tiendrait M. Salandra après le remaniement de son Cabinet. Il avait bien fallu remplacer le marquis di San Giuliano, que la mort avait fauché ; mais le remplacement du ministre de la Guerre et celui du ministre du Trésor avaient une signification qu'on ne pouvait pas méconnaître,puisqu'il devait en résulter un effort immédiat en vue de développer la force militaire du royaume. Enfin, la situation générale de l'Europe s'était sensiblement modifiée depuis ces dernières semaines, tout le monde sentait que d'autres modifications se préparaient encore, et l'Italie ne pouvait pas y rester indifférente. L'Italie est une nation à la fois très ancienne et très jeune, qui a de vieilles aspirations en partie réalisées, en partie restées encore en souffrance, et qui est douée d'un sens politique trop fin, trop souple, en même temps que d'une volonté trop ferme, pour ne pas suivre les événements d'un œil attentif, avec la résolution de choisir le meilleur moment d'en profiter. Dès le début de la guerre, elle s'est demandé ce qu'elle devait faire et, ayant reconnu qu'elle avait le droit de rester neutre, elle a effectivement proclamé sa neutralité. Les traités ne l'obligeaient à marcher avec ses alliés que s'ils avaient été attaqués; or, ils étaient indubitablement les agresseurs ; de plus, ils avaient rendu toute sa liberté à l'Italie en négligeant de la tenir au courant de leur politique et de l'y associer.

III

L'ITALIE COMMENCE A SENTIR LE POIDS DE SA NEUTRALITÉ

L'Italie a donc pratiquéla neutralité la plusstricte, et elle a cru pouvoir s'en contenter jusqu'à présent. En sera-t-il de même dans un avenir prochain ? Gardons-nous de devancer les temps et de prévoir des intentions qui ne se sont pas encore complètement exprimées : il est cependant permis de dire que la neutralité italienne est entrée dans une phase nouvelle. « La neutralité proclamée librement et loyalement observée, a déclaré M. Salandra, ne suffit plus à nous garantir des conséquences du bouleversement immense qui prend chaque jour plus d'ampleur, et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin. Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est peut-être en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affirmer et à soutenir ; elle a sa situation de grande puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissements possibles des autres Etats. Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante, non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité... L'expérience qui nous vient de l'Histoire, et plus encore des événements auxquels nous assistons, doit nous enseigner que, si l'empire du droit cesse, la force demeure l'unique garantie du salut d'un peuple, la force humaine organisée et munie de tous les moyens techniques, perfectionnés et coûteux

de défense. » Ce discours mériterait d'être reproduit en son entier, mais nous en avons cité assez pour en montrer l'importance et même la gravité. Quelque nette qu'en soit la signification, les manifestations de l'auditoire y ont encore ajouté un surcroît de clarté. A de certains moments, la Chambre s'est levée tout entière et on a senti passer sur toutes les têtes un de ces souffles puissants qui transfigurent les assemblées et les emportent dans un élan patriotique. Une discussion a suivi; elle a été ardente, véhémente; mais le gouvernement n'y a pris part qu'au dernier moment pour conclure, et il a conclu en disant qu'il n'avait rien de plus à dire que ce qu'il avait dit. N'avait-il donc pas été compris ? On ne lui en a pas demandé davantage, on lui a laissé sa pleine liberté d'action, et la Chambre lui a voté un ordre du jour de confiance à la majorité de 413 voix contre 49. Ces 49 voix se composent de 43 socialistes, qui sont des pacifistes intransigeants, d'un socialiste syndicaliste et de 5 républicains. C'est une belle victoire pour le gouvernement : il lui reste à réaliser les espérances qu'il a fait naître, et dont la seule évocation lui a donné une si grande force.

Le tableau ne serait pas complet sans l'incident qui a mis fin au débat. M. Giolitti est monté à la tribune ; on savait bien qu'il accorderait toute sa confiance à un gouvernement qui s'était formé sous ses auspices, mais on ne s'attendait pas à la révélation qu'il allait faire.

« Au cours de la guerre balkanique, a-t-il dit, le 3 août 1913, le marquis de San Giuliano m'a adressé le télégramme suivant : — L'Autriche nous fait connaître, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie et elle déclare qu'une telle action de

sa part ne peut être considérée que comme défensive. Elle espère faire jouer le *casus fœderis* de la Triple Alliance, que je juge inacceptable en la circonstance. Je cherche à combiner nos efforts avec ceux de l'Allemagne en vue d'empêcher une telle action de la part de l'Autriche, mais il serait nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive. Nous ne croyons donc pas qu'il existe de *casus fœderis*. »

Les journaux disent que la stupéfaction, puis l'émotion produites par cette lecture ont été profondes, et il ne pouvait pas en être autrement. Jamais coup droit plus cruel n'avait été porté contre l'Autriche, qui, en vérité, joue de malheur dans toutes ces affaires. Que devient le prétexte si théâtralement donné à la guerre actuelle, à savoir le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand et de la comtesse de Hohenberg ? Un an auparavant, l'Autriche a voulu faire la guerre à la Serbie ; l'archiduc vivait encore ; l'Autriche avait donc d'autres raisons. Si la guerre n'a pas éclaté dès cette époque, c'est parce que l'Italie, qui avait été mise dans la confidence, a refusé de marcher : on comprend dès lors pourquoi ses alliés ne lui ont rien dit au mois de juillet 1915 et l'ont tenue à l'écart de leur projet. Elle n'a pas été consultée, elle était donc libre. Quant à l'Autriche, depuis un an, sans doute même depuis plus longtemps encore, la guerre était résolue dans son esprit. Il est possible que l'Allemagne l'ait retenue, l'année dernière; il est certain qu'elle l'a poussée celle-ci. Elle a été sa complice et même, en fin de compte, son instigatrice implacable ; elle ne lui a plus permis de reculer. C'est ce dont les neutres sont désormais convaincus : la lumière est faite, on ne l'obscurcira plus.

Que la nouvelle attitude de l'Italie ait une importance de premier ordre aux yeux de l'Allemagne comme aux nôtres, on ne saurait en douter lorsqu'on voit le prince de Bülow remplacer M. de Flotow à l'ambassade impériale à Rome. Le prince de Bülow est certainement l'homme politique et le diplomate le plus distingué de l'Empire. On sait à quelles circonstances il a dû une disgrâce qui semblait bien devoir durer aussi longtemps que l'empereur lui-même et il a fallu que celui-ci remportât une grande victoire sur son amour-propre pour recourir à l'assistance d'un homme qu'il avait traité en ami et qui l'avait abandonné, qui s'était même tourné contre lui dans une passe difficile de sa vie. Mais la force des événements l'a emporté, et l'Empereur a mis l'intérêt de l'Allemagne au-dessus de ses griefs personnels. En sera-t-il récompensé ? Les journaux italiens en doutent. Ils voient même dans le choix trop affiché de M. de Bülow une sorte d'entreprise contre leur liberté. Ils s'apprêtent à la défendre. A moins qu'il n'apporte à l'Italie Trente et Trieste, M. de Bülow aura de la peine à réussir dans sa mission ; or, il n'y a aucune apparence qu'il soit en mesure de donner à l'Italie d'aussi merveilleuses étrennes. Et même s'il les lui donnait, l'Italie a trop d'expérience politique et de finesse d'esprit pour ne pas savoir que ces cadeaux deviendraient précaires entre ses mains, le jour où l'Allemagne et l'Autriche victorieuses ne seraient plus liées que par le respect de leurs engagements. Mais n'insistons pas sur des choses si improbables qu'elles semblent renouvelées des contes de fées, et attendons les événements.

Le monde cependant évolue sans les attendre. Une seule chose reste immuable : la volonté des trois alliés de poursuivre la guerre jusqu'au bout, de lui

faire rendre tout ce qu'elle doit rendre et de ne conclure la paix qu'en commun. Cette volonté, M. le Président de la République vient de l'affirmer une fois, ou plutôt deux fois encore, la première en remettant la médaille militaire au général Joffre, la seconde en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur des Etats-Unis, et c'est le pivot de la politique européenne. M. Poincaré a eu raison d'en affirmer la fixité, car c'est autour de lui que se forment déjà les groupements nouveaux.

CHAPITRE XI

ÉCHECS ALLEMANDS SUR TERRE ET SUR MER

1er janvier 1915.

I

PERSISTANCE DE L'UNION SACRÉE A L'INTÉRIEUR

Les Chambres se sont réunies le 22 décembre et séparées le 23 : jamais la session n'avait été plus courte. Cette réunion était d'ailleurs indispensable, car, en l'absence de budget pour l'année prochaine, il fallait voter un certain nombre de douzièmes provisoires et aussi ratifier certaines mesures que le gouvernement avait été amené à prendre pendant l'interrègne parlementaire. Des craintes avaient été exprimées par la presse au sujet de l'attitude que la Chambre pourrait prendre ; l'épreuve a prouvé qu'elles n'étaient point fondées. L'attitude de la Chambre a été, le 22 décembre, ce qu'elle avait été le 4 août, c'est-à-dire parfaite. On ne saurait trop s'en féliciter. L'étranger, en ce moment, nous surveille avec une attention inquiète. Les uns espèrent que nous continuerons de donner au monde

le spectacle d'union dont il est si vivement frappé ; les autres le redoutent et sont prêts à constater et à exploiter la moindre défaillance de notre part. L'union dans un même sentiment patriotique est pour nous une grande force morale, et même la plus grande de toutes. Gardons-nous d'y laisser porter atteinte.

Des paroles excellentes ont été prononcées dans cette session de deux jours. Les présidents des deux Chambres et M. le président du Conseil, organe du gouvernement, ont dit tout ce qu'il fallait dire, rien de plus, et ils l'ont fait avec une éloquence qui venait du cœur. L'atmosphère du Palais Bourbon et du Luxembourg était chargée d'une électricité généreuse. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement ? Sénat et Chambre avaient eu quelques-uns de leurs membres tombés héroïquement sur les champs de bataille et l'on sentait passer sur les têtes ce souffle de la mort qui purifie et qui grandit tout. Au Sénat, les pertes étaient moins nombreuses qu'à la Chambre, l'âge des sénateurs ne leur permettant guère de supporter les fatigues des camps ; mais le nom d'Émile Reymond, frappé en plein ciel sur son aéroplane, était dans toutes les pensées, et M. le président Dubost a fait de cet homme distingué, modeste et brave, un portrait qui n'a eu qu'à être ressemblant pour émouvoir profondément l'assemblée. A la Chambre, c'étaient Pierre Goujon, Paul Proust, Édouard Nortier, sans parler de ceux qui, s'ils n'ont pas été frappés par les balles de l'ennemi, n'en sont pas moins morts de la guerre comme Albert de Mun et Georges Cochery. De telles pertes sont sensibles à une assemblée. A chacun d'eux M. Paul Deschanel a rendu l'hommage qui lui était dû ; mais, dans une autre partie de son dis-

cours, il s'est élevé plus haut encore en faisant, à larges traits, un tableau de la situation générale où il a montré « l'Empire allemand, qui s'est constitué au nom du principe des nationalités, le violant partout, en Pologne, en Danemark, en Alsace-Lorraine, et nos provinces immolées devenues le gage de ses conquêtes ». Le poids si lourd de l'hégémonie allemande ne pesait d'ailleurs pas seulement sur les provinces slaves, danoises ou françaises que l'Empire avait attachées à son char victorieux ; il pesait sur toute l'Europe. « Le monde veut vivre enfin, s'est écrié M. Deschanel. L'Europe veut respirer. Les peuples entendent disposer librement d'eux-mêmes. Demain, après-demain? je ne sais. Mais ce qui est sûr, — j'en atteste nos morts ! — c'est que tous, jusqu'au bout, nous ferons notre devoir pour réaliser la pensée de notre race : le droit prime la force ! » A plusieurs reprises, la Chambre a été soulevée d'un élan unanime en entendant ce noble langage : ses applaudissements ont montré qu'elle partageait la pensée de son président ainsi que sa ferme résolution.

Nous ferons tout notre devoir : c'est le résumé du discours de M. le président du Conseil. M. Viviani a dit beaucoup de choses en peu de mots. Après être remonté aux origines de la guerre et en avoir fait retomber la responsabilité sur ceux qui l'ont longuement préparée et brutalement déclarée, il a fait allusion aux preuves nombreuses qui sont venues de partout à l'appui de son affirmation. « Toutes ces révélations, a-t-il dit, sont apportées au tribuual de l'histoire où il n'y a pas de place pour la corruption. Et puisque, malgré leur attachement à la paix, la France et ses alliés ont dû subir la guerre, ils la feront jusqu'au bout. Fidèle à

la signature qu'elle a attachée au traité du 4 septembre dernier, et où elle a engagé son honneur, c'est-à-dire sa vie, la France, d'accord avec ses alliés, n'abaissera ses armes qu'après avoir vengé le droit outragé, soudé pour toujours à la patrie française les provinces qui lui furent ravies par la force, restauré l'héroïque Belgique dans la plénitude de sa vie matérielle et de son indépendance politique, brisé le militarisme prussien, afin de pouvoir reconstruire sur la justice une Europe régénérée. »

Tel est le but que les trois alliés se sont juré d'atteindre : le pacte du 4 septembre en fait foi. Si on en juge par certains indices, par certaines suggestions venues de sources plus ou moins obscures, 'Allemagne n'avait pas encore perdu hier tout espoir de conclure une paix séparée avec un des trois alliés, qui serait nous peut-être, et même de préférence. Ce sont là des espérances téméraires et injurieuses. M. Viviani en a fait justice. Tant pis pour ceux qui ont imprudemment et criminellement déclanché cette guerre abominable ! Nous avons fait tout ce qui était humainement et honorablement possible pour détourner le fléau ; mais puisque nous ne l'avons pas pu, puisqu'on nous en a empêchés, nous sommes entrés dans la guerre avec la volonté d'en épuiser tous les effets, afin de n'avoir pas à la recommencer demain. Nous ne voulons plus de ce « système de provocations et de menaces méthodiques que l'Allemagne appelait la paix ». Pendant quarante-quatre ans, l'Europe a gémi sous le poids de ce système qu'on lui imposait au nom de la force seule : elle ne croit plus à cette force, elle la voit chanceler sur sa base, elle s'apprête à la voir tomber. « Nous avons la certitude du succès, » a

déclaré M. Viviani, et cette affirmation, venant d'un gouvernement qu'on ne saurait accuser de forfanterie, a retenti dans le monde entier comme l'arrêt du destin.

L'Allemagne se refuse encore à le croire. Il semble pourtant que des fissures commencent à se produire dans la muraille de mensonge dont on l'a entourée. Le doute entre dans les esprits. Les Universités allemandes qui étaient, il y a quelques jours encore, unanimes dans l'espérance et la volonté de conquérir l'univers, se prennent à désavouer MM. Lasson et Ostwald, qui ont révélé ces grands projets avec un cynisme naïf : ces vieillards terribles sont devenus compromettants. Les savants allemands ont fait énormément de mal à leur pays depuis quelques semaines ! On cherche à réparer ce mal aujourd'hui, mais il est fait, et les marques en sont trop profondes pour qu'on puisse les effacer. Il n'est pas jusqu'au pamphlétaire Harden qui ne se préoccupe enfin de voir l'Allemagne entourée de tant d'ennemis. Il sonne la cloche d'alarme. « Nous avons contre nous, écrit-il, une majorité écrasante de pays neutres ; il se pourrait qu'une grande Puissance et deux nations guerrières de l'Europe orientale fortifient encore les rangs de nos ennemis. Il faut que l'Allemagne soit prête au pire sort qui l'ait jamais frappée. » Nous voilà loin des forfanteries impertinentes que M. Harden proférait encore le mois dernier ! Ne nous illusionnons pas toutefois sur les difficultés qui nous attendent. « Le jour de la victoire définitive n'est pas encore venu, a dit M. Viviani. La tâche, jusque-là, sera rude. Elle peut être longue. Préparons-y nos volontés et nos courages. Héritier du plus formidable fardeau de gloire qu'un peuple puisse porter, ce pays souscrit

d'avance à tous les sacrifices. Les nations désintéressées dans le conflit le savent, et c'est en vain qu'une campagne effrénée de fausses nouvelles a essayé de surprendre en elles une sympathie qui nous est acquise. » Ce langage simple, sobre, énergique, a fait d'autant plus d'impression sur les Chambres qu'il traduisait leur propre sentiment. L'unanimité s'est faite autour du gouvernement. Au bout de cinq mois de guerre, rien en nous n'a fléchi; tout, au contraire, s'est fortifié.

Cette unanimité a trouvé l'occasion de se manifester sur le terrain financier. Le gouvernement demandait de faire des sacrifices considérables : les Chambres étaient résolues à y consentir, mais elles voulaient voir clair dans la situation, vœu trop légitime pour que M. le ministre des Finances n'y accédât pas. Le long exposé qu'il a lu à la Commission du budget et qu'il a communiqué à la presse ne laisse rien à désirer au point de vue de l'exactitude et de la lucidité. On sait combien, au moment de la déclaration de guerre, la situation s'est trouvée difficile, et nous ne parlons pas seulement de celle du Trésor public, mais aussi de celle du monde des affaires. Il a fallu y pourvoir par des mesures immédiates qui ne pouvaient guère échapper à la critique, quelles qu'elles eussent été d'ailleurs, car toutes les solutions avaient leurs inconvénients. Quoi qu'il en soit, la crise qu'on pouvait, qu'on devait craindre, a été évitée, au prix sans doute de quelques embarras et même de quelques souffrances provisoires, mais sans que le crédit du pays ait été atteint. La Banque de France a aidé puissamment à traverser la période dont nous commençons seulement à sortir. M. Ribot a pu se montrer rassuré sur l'avenir. Son rapport est une œuvre d'optimisme,

mais d'un optimisme qui s'appuie sur les faits. Aussi, lorsqu'il est monté à la tribune, a-t-il été couvert d'applaudissements. Spectacle rare, assurément. Il n'est pas habituel qu'un ministre reçoive un semblable accueil lorsqu'il vient de demander le vote de crédits énormes, et aucun jusqu'ici n'avait demandé à la fois 8 milliards et demi. Et encore ces 8 milliards et demi n'étaient-ils demandés que pour six mois, sans préjudice de la suite. Une exigence aussi exorbitante aurait fait frémir autrefois : aujourd'hui, nous sommes prêts à tout. Les crédits demandés se décomposent ainsi, nous prenons les chiffres ronds : 2 milliards et demi qui représentent six douzièmes provisoires calculés d'après le budget courant, et près de 9 milliards de dépenses militaires. Aucune voix n'a sollicité des explications : on s'est contenté de celles que la commission du budget a déclaré avoir reçues et qu'elle a jugées satisfaisantes. On voit quelle large part de confiance entre dans un vote qui a réuni 561 voix contre zéro.

En somme, la Chambre s'est montrée à la hauteur des circonstances. Puisse-t-il en être de même en janvier ! Nous ne recueillerons pas ici les bruits de couloirs ; il y en a eu beaucoup et de très divers ; mais les couloirs sont quelquefois la soupape de sûreté du Parlement. Il n'est peut-être pas de bonne politique de faire le procès de la Chambre, de l'attaquer, de la condamner avant qu'elle ait encore rien fait, ni rien dit. Nous ne savons pas ce que sera l'avenir : pour le moment, la Chambre n'a que deux dates dans son histoire, le 4 août et le 22 décembre ; elles lui font honneur l'une et l'autre. Aucune autre assemblée, dans aucun autre pays, n'aurait pu moins parler, puisqu'elle n'a rien dit, ni mieux agir, puisque, dans son patriotisme, elle

a fait résolument tout ce que le gouvernement lui a demandé.

II

LES AUTRICHIENS CHASSÉS DE SERBIE

Que dire de la guerre? Elle se poursuit dans des conditions très rassurantes, mais avec la lenteur inhérente au caractère qui, de part et d'autre, lui a été donné. C'est une guerre d'usure : on ne peut donc pas compter, au moins pour le moment, sur une de ces batailles brillantes et décisives qui ont jeté tant d'éclat à d'autres époques. Au début, personne chez nous ne s'était attendu à ce que la guerre prît cette tournure, et il est très probable que les Allemands ne s'y attendaient pas davantage : l'imprudente rapidité de leur marche sur Paris montre bien qu'ils comptaient procéder comme la foudre. Cependant ils s'y étaient préparés, — à quoi d'ailleurs ne s'étaient-ils pas préparés? — et, le moment venu, ils ont déposé le fusil pour prendre la pelle et la pioche. Il a bien fallu que nous en fissions autant, et nous l'avons fait aussitôt. Jamais notre élasticité, notre facilité d'adaptation aux épreuves les plus diverses ne s'étaient manifestées plus évidemment. Avouons toutefois que cette guerre nous déconcerte un peu, parce que quelques-unes de nos qualités n'y trouvent pas leur emploi; mais, ceci dit, nous aurions tort de nous plaindre davantage, car la temporisation nous sert au lieu de nous desservir. Le temps travaille pour nous.

Avant que la guerre éclatât, nos ennemis le reconnaissaient en toute sincérité. Pris entre deux adver-

saires, ils avouaient avoir besoin d'écraser l'un des deux du premier coup, pour retourner ensuite et concentrer toutes leurs forces sur l'autre. Si la guerre se prolongeait, ils ne pouvaient qu'y perdre. Or la guerre se prolonge. Les Allemands ne sont jusqu'à présent venus à bout ni de nous ni des Russes. Il est vrai que ni les Russes ni nous ne sommes non plus venus à bout d'eux, mais nos situations respectives ne sont pas les mêmes : dans cette guerre d'usure, ils s'usent par les deux bouts, ce qui n'est ni notre cas, ni celui des Russes. L'imagination s'était quelque peu exaltée et égarée sur le compte de ces derniers ; on avait cru que leurs succès seraient plus rapides, mais il est difficile de dire d'où venait cette confiance. Les Russes tiennent la campagne avec une grande bravoure et, comme nous-mêmes, avec des alternatives diverses. On n'en sera pas surpris si on veut bien songer que les Allemands disposent pour la rapidité de leurs mouvements de tout un réseau de voies ferrées spécialement créées en vue de la guerre : les Russes ont à ce point de vue une infériorité que, malgré leur nombre, il ne peuvent pas compenser en quelques jours, car le nombre se fait obstruction à lui-même si on n'a pas les moyens et si on ne prend pas le temps de l'écouler. En dépit de tant de difficultés, les Russes ont maintenu sur une longue ligne une résistance dont le maréchal de Heidenburg n'est pas venu à bout. Il semble que les Allemands, dont l'intention première était de nous écraser d'abord et de se retourner ensuite contre les Russes, ne nous ayant pas écrasés, aient renversé leur plan et conçu le dessein de faire seulement durer la guerre contre nous en attendant qu'ils eussent écrasé les Russes. Ils se sont donc terrés dans les Flandres : ils y pratiquent et nous imposent la guerre

de tranchées. Où sont ces heureuses manœuvres de 1870, à la suite desquelles ils encerclaient et enlevaient des armées entières ? Celles d'aujourd'hui n'y ressemblent guère ! Partout l'offensive allemande est arrêtée.Cela nous a permis de réparer, sur bien des points, les insuffisances originelles de notre préparation et nous permet maintenant d'attendre les renforts considérables que l'Angleterre doit nous envoyer dans quelques semaines. Enfin nul n'ignore le travail qui se fait dans l'esprit de plus d'un pays neutre, travail dont nous ne dirons qu'un mot aujourd'hui, à savoir qu'il ne nous est pas défavorable et que nous avons quelque chose à en espérer.

Un petit peuple, la Serbie, très grand par le courage, vient de montrer une fois de plus combien on a raison d'espérer, quand on est résolu à ne pas mourir. L'Autriche-Hongrie s'était juré de mettre à la raison le peuple serbe, c'est-à-dire de l'anéantir, et, vu l'immense supériorité de ses forces numériques, elle ne doutait pas de son succès. La Serbie n'était pas de taille à lui résister et dès lors, suivant la morale nouvelle inventée par la science allemande, c'était presque un crime de sa part de le tenter. Elle en serait châtiée, et rudement même, on devait s'y attendre, d'après les projets combinés à Vienne et approuvés à Berlin. Mais on y avait compté sans l'intervention de la Russie, qui a obligé l'Autriche-Hongrie à diviser ses forces et à en mettre une partie notable au service de l'Allemagne. L'Allemagne avait l'air de venir au secours de l'Autriche : en réalité c'était l'Autriche qui, obéissant aux exigences allemandes, se dégarnissait elle-même pour entrer dans les plans de son puissant allié. On verra mieux, après cette guerre, quel virus mortel il y a dans l'alliance allemande, ou plutôt on le voit déjà à Vienne

et à Constantinople. Les espérances de l'Autriche ont été déjouées par l'événement. La Serbie lui a opposé des obstacles imprévus. Pour les vaincre, elle aurait eu besoin de toutes ses forces, mais l'Allemagne, elle aussi, avait besoin d'en conserver une partie en Pologne, et, les ayant sous la main, ne les lâchait plus. On raconte que M. Tisza est allé voir l'empereur Guillaume pour lui demander de rendre à la Hongrie ses légions : l'empereur Guillaume n'a rien rendu. Grâce à cela, la Serbie a pu prolonger une lutte qui, au premier abord, semblait si inégale.

Mais ce paradoxe pouvait-il durer indéfiniment ? La différence numérique entre l'Autriche et la Serbie ne devait-elle pas produire ses conséquences fatales? Un jour est venu où l'Autriche, impatiente d'en finir et un peu honteuse de ne l'avoir pas déjà fait, a réuni des forces plus considérables pour un effort décisif. Celles de la Serbie commençaient à s'épuiser. Une guerre aussi longue, aussi difficile, aussi meurtrière les avait réduites dans les proportions les plus inquiétantes. Les amis de la Serbie tremblaient pour elle et, certes, il y avait de quoi. La chute de Belgrade a paru être la première scène de l'acte final de la tragédie. Depuis cinq mois, les Autrichiens bombardaient la ville, sans avoir encore réussi à y entrer. Enfin ils l'ont fait, et ce succès a été célébré par eux comme s'il avait été une grande victoire. En réalité, au point où en étaient les choses, il n'avait à peu près aucune importance militaire, mais on pouvait y voir un symptôme de l'écrasement prochain de la Serbie sous la botte autrichienne. Vienne et Pest se reprirent à respirer : le but principal qu'on s'était proposé par la déclaration de guerre allait enfin être réalisé. Les choses ont tourné tout autrement. Les Autrichiens marchaient fière-

ment sur Nisch lorsqu'ils ont rencontré l'armée serbe. Ils s'apprêtaient à l'écraser : c'est tout le contraire qui est arrivé. Avec une troupe qui semblait réduite à la dernière extrémité, les Serbes, par un merveilleux sursaut de courage, ont fondu sur l'armée austro-hongroise et l'ont brisée en morceaux. Depuis Granson et Morat, on n'avait rien vu de pareil. La veille de la bataille, le vieux roi Pierre, que l'âge et la maladie condamnent à une sorte de retraite et qui, sans avoir officiellement abdiqué, a cédé à son fils l'exercice du pouvoir, est venu se mettre au milieu de ses soldats en disant qu'il voulait mourir avec eux. La présence du vieillard, son attitude, son langage ont électrisé l'armée serbe, et il s'est produit un de ces phénomènes qui montrent ce que peut l'énergie morale lorsqu'elle atteint un certain diapason. Tout semblait perdu, tout a été sauvé. L'armée ennemie a été repoussée jusqu'à la Drina, laissant entre les mains du vainqueur 20.000 prisonniers et près de cent canons. Il n'y a plus en ce moment, disent les dépêches, un seul soldat autrichien en Serbie, à l'exception des prisonniers. Enfin Belgrade, dont la prise avait provoqué un si vif enthousiasme en Autriche, a été réoccupée par les Serbes, au milieu d'un enthousiasme qui n'a pas été moindre et qui semble beaucoup mieux justifié.

Il est curieux de voir comment l'état-major austro-hongrois a annoncé sa défaite ? « Certaines parties de nos troupes en Serbie se sont heurtées, dit-il, à l'ouest de Milanovacz, à des forces ennemies importantes et n'ont pu passer. Afin d'échapper à la contre-attaque ennemie, certaines de nos troupes ont été dirigées vers des secteurs dont la position est favorable. » Elle est favorable peut-être, mais elle

n'est pas en Serbie. Une dépêche explique que l'armée autro-hongroise n'a pas été vaincue par les Serbes, mais par la faim : elle s'en allait d'inanition lorsqu'elle a été assaillie. Cela ne fait pas l'éloge de l'intendance autrichienne. Toutes ces versions et explications ne méritent qu'un haussement d'épaules. Il est certain que les Autrichiens ont été battus, comme on dit vulgairement, à plate couture, et l'événement, d'autant plus impressionnant qu'il était plus imprévu, a produit à Vienne et à Pest une confusion extrême. Être battu par les Russes, passe encore, mais par les Serbes ! On va de surprise en surprise dans cette guerre, où il est de plus en plus manifeste que l'alliance allemande est le contraire d'un talisman. Peut-être commence-t-on à s'en apercevoir à Vienne et encore davantage à Pest. Des bruits singuliers courent. Un jour, par exemple, M. Tisza a dit à la tribune que l'Autriche-Hongrie était une monarchie dualiste, avec une insistance qui semblait signifier que le sort de la Hongrie n'était pas indissolublement uni à celui de l'Autriche. On aurait tort toutefois d'attacher une importance trop précise, et surtout trop immédiate, à des symptômes d'un caractère aussi vague, mais on aurait tort aussi de n'en tenir aucun compte : nous vivons en un temps où tout arrive. On connaît le vieux mot que l'Autriche, autrefois, devait « étonner le monde par son ingratitude ». S'il lui arrivait un jour de se séparer de l'Allemagne, ce n'est pas d'ingratitude qu'on l'accuserait.

III

LA FIN DE « L'EMDEN » ET LA VICTOIRE NAVALE DES ILES FALKLAND

Sur mer, la lutte se poursuit dans les conditions les plus favorables. Faut-il même dire qu'elle se poursuit ? En réalité, elle est finie, ou du moins une de ses phases principales est close. Ici encore on ne pouvait pas s'attendre à de grandes batailles, puisque la flotte allemande continue de se cacher prudemment et obstinément dans les canaux, les fleuves et les ports. M. Winston Churchill a bien dit qu'il irait l'y chercher, comme le chien ratier poursuit les rats dans leur trou, mais il n'en a encore rien fait, et l'entreprise serait peut-être plus coûteuse que profitable. Il y aurait sans doute pour les Anglais, et aussi pour nous, un grand intérêt d'avenir à détruire la flotte allemande : aussi ne s'y exposera-t-elle pas. Au surplus, ce qui nous importe pour le moment est d'avoir la maîtrise, c'est-à-dire la liberté de la mer, et nous l'avons.

Jusqu'à ces derniers temps, nous ne l'avions pas pleine et entière. La supériorité de nos flottes réunies sur celle de l'ennemi était incontestable, mais il suffisait que quelques vaisseaux de guerre allemands sillonnassent encore la surface des mers pour inquiéter d'une manière sérieuse la sécurité de nos transports. Rendons aux marins allemands la justice qu'ils méritent : ils sont d'une habileté et d'une audace à toute épreuve. Avant qu'ils eussent réussi à prendre *l'Emden*, les exploits de ce croiseur dans le Pacifique avaient si fort frappé les Anglais, grands amateurs de tous les sports, qu'ils ont annoncé l'in-

tention, quand son commandant prisonnier viendrait en Angleterre, de l'y recevoir avec honneur. Ils continuent d'admirer le courage au milieu des horreurs de cette guerre, et il faut d'ailleurs convenir que ce n'est pas sur mer qu'elles se passent : l'occasion ne s'en présente sans doute pas. Quoi qu'il en soit, l'Océan Pacifique n'était pas sûr aussi longtemps que *l'Emden* y promenait son drapeau ou même un autre drapeau que le sien, car les stratagèmes de ce genre sont autorisés dans la guerre maritime. Enfin il a été capturé, mais il restait toute une escadre allemande, qui, cessant d'évoluer dans le Pacifique, est passée dans l'Atlantique en contournant l'Amérique du Sud. C'est cette escadre qui, sur les côtes du Chili, avait réussi à couler *le Monmouth* et *le Good Hope* : elle se composait de cinq croiseurs, *le Schanhorst*, *le Gneisenau*, *le Leipzig*, *le Nürnberg*, et *le Dresden*, accompagnés du croiseur auxiliaire *le Prinz-Eitel*, qui portait 300 hommes de débarquement. Une escadre anglaise, très utilement secondée par la flotte japonaise, s'était mise à leur poursuite sous les ordres de l'amiral Frédéric Surdee : elle l'a finalement atteinte aux Iles Falkland, au nord-est de la Terre de Feu. Tous les navires ont été aussitôt coulés, à l'exception du *Dresden* et du *Prinz-Eitel*, qui ont réussi à se sauver provisoirement. A partir de ce moment, les mers ont été purgées de navires ennemis. C'est pour nous un grand avantage. Et cet avantage, avec le temps, deviendra plus grand encore en rendant notre ravitaillement facile, tandis que celui de l'Allemagne deviendra à peu près impossible.

Elle sent cette infériorité très vivement et, ne pouvant pas s'en affranchir, elle cherche du moins à s'en venger. Ses sous-marins, qui sont eux aussi

d'une belle audace, ont coulé quelques vaisseaux dans la Baltique et dans la mer du Nord. Ce sont là des faits de guerre ; mais que dire d'une entreprise aussi incorrecte et aussi stérile que celle qui consiste à profiter du brouillard pour s'approcher des côtes britanniques et y bombarder quelques villes ouvertes, pour le simple plaisir d'y faire des dégâts et de tuer ou de blesser un certain nombre d'habitants inoffensifs ? Les exploits de ce genre ressemblent à ceux que, pendant quelque temps, les taubes sont venus faire à Paris. Au point de vue militaire, le résultat est nul ; au point de vue humain, il est cruel et odieux. Les taubes allemands ont tué chez nous quelques passants ; les bateaux allemands en ont tué davantage en Angleterre. Il y a eu à Hartlepool, à Scarborough et à Whitby 122 tués, dont 6 seulement étaient des combattants, et 549 blessés : parmi les tués, 57 étaient des femmes et des enfants. A Paris, une bombe est tombée sur la cathédrale, sans l'endommager gravement : en Angleterre, une vieille abbaye a été plus maltraitée. On reconnaît la manière germanique dans ces actes de pure barbarie. Quelle peut être l'intention des Allemands dans l'accomplissement de pareils actes? Quelle explication en donner ? On dit qu'en portant la guerre sur le territoire britannique ils espèrent sans doute empêcher ou ralentir les enrôlements dans l'armée destinée à combattre sur le continent. S'il en ait ainsi, l'effet est manqué : on a remarqué que, le lendemain d'opérations de ce genre, le nombre des enrôlements augmentait d'une manière très sensible. C'est que les Anglais y voient ce qui y est effectivement, une insulte à leur territoire provoquée par la rage de l'impuissance. Ils en sont offensés et nullement intimidés. Bons juges en matière de cou-

rage, s'ils apprécient celui de *l'Emden*, ils n'ont que du mépris pour celui qui consiste à bombarder de loin des villes ouvertes. Veut-on un exemple de vrai courage, digne d'une admiration sans réserve ? Il faut le demander au sous-marin anglais qui, entré vaillamment dans les Dardanelles, y a coulé le cuirassé turc *Messoudieh* et a réussi à regagner sain et sauf la mer Égée. Tout officier voudrait être le héros d'une pareille entreprise, dont le succès sert du moins à quelque chose.

Mais à quoi bon discuter les faits et gestes des Allemands ? Ils ont une conception de la guerre et de l'honneur qui n'est pas celle des nations civilisées. A leurs yeux, le succès justifie tout, à quelque moyen qu'il soit dû, et nous reconnaissons que l'histoire est quelquefois assez immorale pour consacrer cette doctrine : mais qu'en penseront les Allemands, quand ils seront battus. Ils estiment que la force crée le droit ; il faut donc garder la force ; si on la perd, on perd tout. Au contraire, celui qui est vaincu en défendant le droit conserve au moins le sentiment de sa supériorité morale sur son vainqueur. Attendons la fin : nous causerons alors avec les intellectuels allemands sur les doctrines qui, dans leur pensée, les avaient élevés si haut et les auront finalement laissés retomber si bas.

IV

L'ÉGYPTE DÉCIDÉMENT SOUMISE AU PROTECTORAT ANGLAIS

L'Angleterre vient d'établir son protectorat en Égypte. L'événement devait fatalement se produire

un jour ou l'autre : il change d'ailleurs peu de chose à une situation que nous avions créée nous-mêmes, d'abord par nos fautes, ensuite par nos traités. Comment aurions-nous pu refuser le consentement final, qui sans doute nous a été demandé ces derniers jours? Des engagements réciproques liaient l'Angleterre et nous : elle avait promis de ne nous gêner en rien au Maroc et nous avions promis de ne pas la gêner davantage en Egypte. Tel est le contrat que nous avons passé avec elle il y a dix ans. A la vérité, nous devions l'un et l'autre respecter le statut politique des deux pays que nous soumettions à notre influence ; mais l'avons-nous fait nous-mêmes au Maroc? Nous y avons établi notre protectorat. Les circonstances, a-t-on dit, nous y ont obligés : il faut bien avouer que les circonstances actuelles, si elles n'obligeaient pas l'Angleterre à établir le sien en Égypte, pouvaient l'encourager à le faire et la justifier de l'avoir fait. Tout ce que nous avons à lui demander aujourd'hui est de reconnaître le nôtre au Maroc en retour de la reconnaissance que nous ferons du sien en Égypte. Le parallélisme le veut. Des difficultés avaient surgi. L'Angleterre ne voulait reconnaître notre protectorat que lorsque la situation de Tanger aurait été réglée. Les deux reconnaissances sont aujourd'hui liées l'une à l'autre. Elles faciliteront de part et d'autre la solution d'un certain nombre de questions qui étaient restées en suspens. Les situations réciproques y gagneront en clarté.

L'établissement du protectorat anglais en Egypte est encore un résultat de la politique allemande en Turquie. Le lien qui unissait l'Egypte à la Porte était bien faible, bien relâché ; toutefois il existait encore ; le khédive était le vassal du Sultan et

lui payait un tribut annuel. C'était là un souvenir du passé, beaucoup plus qu'une espérance d'avenir. Il faut pourtant croire que cette espérance n'était pas absolument éteinte dans le cœur de la Turquie, de la Jeune-Turquie, puisqu'elle a cru que, grâce à l'appui de l'Allemagne, elle pourrait encore jouer un rôle en Egypte. On a dit, en effet, qu'une armée ottomane se réunissait en Syrie et qu'elle avait l'Egypte pour objectif : elle trouvera quelques obstacles sur sa route. L'aveuglement des Jeunes-Turcs est tel qu'on n'a pas été surpris de les voir s'embourber dans cette nouvelle aventure : on l'a été davantage en voyant le Khédive Abbas-Hilmi, qui ne manque pas d'intelligence et qui est personnellement sympathique, tomber maladroitement dans le piège. Il était à Constantinople depuis quelque temps déjà, et il aurait dû être refroidi sur la politique qu'on y pratique, car il a failli y être assassiné. Mais on a fait reluire à ses yeux le mirage séduisant d'une Egypte où il rentrerait en vainqueur avec une armée turque et d'où il chasserait les Anglais. Ce rêve, qui lui a porté à la tête, lui a coûté sa couronne. Les Anglais l'ont destitué comme un simple préfet qui aurait manqué à ses devoirs hiérarchiques, et l'ont remplacé par son oncle, le prince Hussein-Kemal, homme distingué, qui a été élevé à Paris à la fin du second Empire et qui se pliera naturellement aux circonstances dont il vient de bénéficier. Avec lui, les Anglais n'ont plus à craindre une velléité d'indépendance. Le prince Hussein-Kemel est fils du Khédive Ismaïl pacha, que les Anglais et nous avons eu peut-être le tort de déposséder autrefois. Ismaïl désirait rapprocher par quelques côtés les institutions de l'Egypte de celles de l'Europe et il avait obtenu du

Sultan, en payant largement cette concession, le droit de changer l'ordre successoral de Khédiviat : il devait passer à son fils aîné au lieu d'être attribué à l'aîné de la famille. C'est grâce à cette disposition qu'Abbas Hilmi avait succédé à son père Tewfik, à la place d'Hussein Kemal, frère de celui-ci. On voit par cet exemple la vanité des combinaisons humaines : la fortune ramène au Khédiviat Hussein Kemal, qui en avait été écarté par un arrangement en bonne forme,

Nous disons Khédiviat, le mot n'est plus juste : Hussein Kemal devient sultan et non pas Khédive, afin de mieux marquer son affranchissement à l'égard de la Porte. Quelques journaux assurent même que c'est lui qui sera le vrai Sultan, le chef religieux de tout l'Islam. A dire vrai, nous n'en croyons rien : il est même un peu puéril d'espérer que le monde islamique accepte jamais pour chef le protégé d'une grande nation européenne. Mais il semble bien que le Sultan de Constantinople, Mahomet V, ait beaucoup perdu de son autorité religieuse entre les mains des Jeunes-Turcs, juifs de Salonique, libres-penseurs et athées où il est tombé. Si son autorité diminue et s'affaiblit encore, celle du Sultan de la Mecque grandira dans la même proportion, à moins que l'autorité réelle ne passe tout à fait aux congrégations religieuses, déjà si puissantes.

Ce sont là les choses de demain. Celles d'aujourd'hui peuvent se résumer en un mot : il a suffi que l'Allemagne prît sous sa protection le Sultan de Constantinople et le Khédive d'Egypte pour que le premier perdît son prestige, le second sa couronne.

CHAPITRE XII

NOUVEAUX SUCCÈS ET NOUVELLES ESPÉRANCES

15 janvier 1915

I

LE RAPPORT FRANÇAIS SUR LES ATROCITÉS ALLEMANDES

Nous avons parlé, à diverses reprises, des atrocités sans nom commises par les Allemands en Belgique et en France, au cours de la présente guerre. Le lecteur a pu croire quelquefois qu'il y avait de l'exagération dans ces récits qui, tout au contraire, on peut le voir à présent, étaient au-dessous de la vérité. Les enquêtes officielles du gouvernement belge et du gouvernement français sont, sinon terminées, au moins très avancées, et les résultats commencent à en être publiés. L'enquête belge est déjà connue de nos lecteurs. Si l'article de M. Pierre Nothomb, qu'ils ont trouvé dans notre numéro du 1er janvier, n'est pas lui-même un document officiel, il a été fait sur ces documents : en les condensant et les résumant, il en a scrupuleusement respecté le caractère. Depuis lors, le gouvernement de la République, stimulé par

l'initiative prise ailleurs, sollicité et presque mis en demeure par l'opinion, s'est décidé à ouvrir lui aussi ses dossiers.

On ne l'accusera pas d'y avoir mis de l'empressement, encore moins de la hâte, ni d'avoir voulu par là exalter les imaginations. Son intention, au contraire, était d'attendre la fin des hostilités pour livrer à froid au tribunal de La Haye les fruits de ses recherches. Mais l'opinion a protesté contre ce retard, qui était en effet inexplicable. Une campagne de presse, entamée par M. Franck-Chauveau et poursuivie vigoureusement, a obligé le gouvernement à devancer l'heure qu'il s'était fixée, et le *Journal officiel* a tout publié. L'impression a été profonde. Déjà d'autres publications avaient révélé une partie de la vérité. Le *Bulletin de l'Alliance Française*, par exemple, rédigé par des savants consciencieux et habitués aux méthodes historiques les plus sévères, avait jeté de vives clartés sur les exploits de la barbarie teutonne, et il continue de le faire : nous ne saurions trop en recommander la lecture. Mais les publications officielles ont répandu à pleins torrents des lumières nouvelles et il est impossible de ne pas éprouver un sentiment d'indignation et de révolte devant cette accumulation d'actes monstrueux. Puissent ces publications vengeresses se répandre dans le monde entier. Nous les signalons surtout aux nations neutres, parce que nous comptons encore davantage sur leur impartialité. Leur jugement sera celui de la postérité. On ne sait trop ce dont il faut le plus s'étonner ici, ou de la cruauté, ou de la stupidité de tout cet étalage de sauvagerie. Si tant d'actes odieux étaient dus à l'emportement, sur le champ de bataille, d'une race naturellement violente et brutale, on pourrait les expliquer. Mais non : les soldats

ont exécuté les ordres reçus ; les officiers ont donné ces ordres ; les savants allemands les ont approuvés, ils en ont revendiqué la solidarité et le journal *la Post* déclare maintenant qu'ils ont eu pour objet, par pure humanité, d'abréger la guerre en répandant l'épouvante : tout devait fléchir et se soumettre sous l'influence de cette lâcheté. Qu'est-il arrivé? Personne n'a fléchi, personne ne s'est soumis, tout au contraire, et si la science allemande avait conservé assez de liberté d'esprit pour contrôler ses théories par les faits, elle s'apercevrait de la faute commise. Au point de vue utilitaire qui est le sien, qu'on nous dise quelle utilité, quel avantage, quel profit l'Allemagne a retiré des incendies de Louvain, de Reims, d'Arras, etc.? Et tout ce sang qu'elle a répandu hors du champ de bataille avec une férocité mêlée de sadisme, croit-elle qu'il fécondera ses lauriers? Elle paraît commencer à en douter; mais il est trop tard pour se reprendre, peut-être même pour s'arrêter. La vengeance d'en haut est sur ceux qui ont profané la morale divine et humaine : ses arrêts seront exécutés.

Si les maladresses allemandes sont le plus souvent assaisonnées de barbarie, quelquefois elles se présentent sans alliage, et c'est ce qu'on constate dans le cas de l'archevêque de Malines. Le cardinal Mercier a écrit une lettre pastorale dont il a ordonné la lecture dans les églises pour tracer aux catholiques leur devoir dans les circonstances troublées que traverse la Belgique. Aux autorités légales de leur pays, et avant tout au Roi, ils doivent l'obéissance, cette obéissance librement consentie qui est un acte de la volonté. A l'envahisseur étranger, ils ne doivent que la soumission extérieure, celle qu'on ne saurait s'abstenir d'avoir envers un fait qu'on ne peut

pas empêcher : la volonté n'agit ici que pour s'abdiquer provisoirement elle-même. Ce ne sont pas les termes dont s'est servi le vénérable prélat, mais c'est le sens de sa lettre. Le gouverneur allemand de Malines en a éprouvé une vive irritation. Pourquoi ? Ne suffit-il donc pas aux Allemands qu'on se soumette à la force qu'ils représentent ? Non, cela les vexe, ils veulent aussi être aimés : ne sait-on pas, d'après M. Lasson, à moins que ce ne soit d'après M. Ostwald, qu'ils sont les délices du genre humain? La soumission matérielle ne leur suffit pas, ils veulent celle du cœur. Mgr Mercier la leur refuse. Il a tracé, avec l'âme d'un grand citoyen, le tableau douloureux de la Belgique livrée aux flammes et inondée de sang : C'est pourquoi il a été arrêté. Sous quelle forme ? On discute sur ce point et nous ne pouvons pas encore l'établir d'une manière précise. Il est probable que le prélat a été simplement consigné dans son palais épiscopal, avec un planton à sa porte. Mais la forme n'y fait rien : il n'en est pas moins prisonnier, ou il l'a été. S'il ne l'est plus, ce qui est possible, probable même, d'après les démentis des journaux allemands, c'est que le Gouvernement impérial a réfléchi. Il tient à ménager l'Eglise catholique. Des intrigues nombreuses sont nouées aujourd'hui autour du Vatican ; il y joue sa partie d'une manière très serrée. L'arrestation d'un prince de l'Eglise, si elle était maintenue, serait de nature à troubler ses chances de succès.

II

L'ATTITUDE DU SAINT-SIÈGE

Puisque nous avons fait allusion au Vatican et à ce qui s'y passe, nous en dirons un mot, sans d'ail-

leurs y insister pour aujourd'hui. Aux yeux du monde entier, sauf à ceux du gouvernement de la République, le Saint-Siège représente une très haute puissance morale, qui se manifeste d'une manière très effective, même dans l'ordre matériel et politique. Pour dire la chose plus clairement, le Pape est une force dans le monde; on peut affecter de l'ignorer, ce qui est notre cas, on ne peut pas y échapper si on est un gouvernement mêlé aux grandes affaires de l'univers. Aussi tous les gouvernements de l'Europe, toujours à l'exception de la France, ont-ils un représentant auprès de lui. Hier encore, l'Angleterre non plus n'en avait pas, mais elle vient d'y en envoyer un, sir Henry Howard, qui, par sa naissance et par la profession qu'il fait de la religion catholique, était assuré d'y être accueilli avec la plus grande faveur. La France seule continue de s'abstenir, ce qui, dans les circonstances actuelles en particulier, c'est-à-dire à un moment où nous regardons du côté de la Palestine et de la Syrie d'un œil particulièrement attentif, est une des plus grandes absurdités qu'on puisse imaginer. Mais ne sortons pas de l'Europe : il faut n'y rien connaître pour ne pas savoir, pour ne pas sentir que la fine main du Pape peut beaucoup sur le développement et l'évolution de plus d'une affaire qui intéresse à la fois nous, nos alliés et nos ennemis. Les Puissances s'en rendent toutes si bien compte qu'elles s'appliquent à circonvenir le Saint-Siège. L'Allemagne s'y emploie de son mieux, et c'est pour cela qu'un incident maladroit, comme celui de Malines, peut lui créer des embarras. Mais nous, que faisons-nous? Que pouvons-nous faire ? Rien, et notre absence est d'autant plus surprenante, — nous employons un terme très adouci, — que le pape Pie X, contre lequel nous nous

étions forgé des griefs plus ou moins imaginaires, ayant disparu de la scène du monde, y a été remplacé par un pontife dont les sympathies pour la France sont notoires, et qui a nommé successivement à la secrétairerie d'Etat les deux membres du Sacré Collège qui étaient le plus enclins à pratiquer envers elle une politique conciliante. Le malheur est qu'on ne peut pas faire de la conciliation à soi tout seul : il faut être deux.

C'est à peine cependant si quelques demi-gestes hésitants et timides ont indiqué de notre part des velléités nouvelles. Vaille que vaille, indiquons-les. Après la mort du pape Pie X, un service religieux a eu lieu à Notre-Dame de Paris : M. le président de la République s'y est fait représenter. Depuis, le pape Benoit XV lui a notifié son élection par une lettre personnelle : M. le Président de la République lui a répondu. Enfin, ces derniers jours, le Pape a pris une initiative qui lui fait grand honneur : dans son désir de rendre moins dures les rigueurs de la guerre pour les blessés et pour leurs familles, il a proposé aux puissances belligérantes de procéder à l'échange des prisonniers que leurs blessures rendent désormais impropres à porter les armes. Tout le monde y a consenti. L'Empereur de Russie et le roi d'Angleterre ont écrit à ce sujet au Saint-Père des lettres pleines de déférence et de respect. Il en a été de même des Empereurs d'Allemagne et d'Autriche. M. le Président de la République en a fait autant. Notre gouvernement n'ignore donc plus le Pape, et c'est un progrès, mais il en reste quelques autres à faire. Nous ne saurions trop dire à quel point notre effacement au Vatican est un désavantage pour nous, ni combien il peut être exploité contre nous par une diplomatie aussi habile et

aussi perfide que celle de l'Allemagne, sans parler de celle de celle de l'Autriche, de la « catholique Autriche », pour laquelle un parti puissant travaille autour du Saint-Siège. C'est avoir une vue bien bornée de s'entêter à ne pas voir ces choses que tout le monde voit ; mais de même qu'il n'y a pas de pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre, il n'y a pas de pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir.

III

DÉFAITE DES TURCS AU CAUCASE

Quant à la guerre, objet principal de nos préoccupations, elle se poursuit toujours dans de bonnes conditions pour nous, quoique très lentement. Plus heureux, les Russes ont remporté une victoire éclatante contre les Turcs au Caucase, et ils ont fait des progrès sensibles dans les Carpathes, d'où ils menacent de plus en plus sérieusement la Hongrie. La défaite des Turcs a été une déroute ; tout un corps d'armée a été fait prisonnier. Qu'est devenue cette armée ottomane qui a eu de si belles heures dans l'histoire? Victime d'une détestable politique, elle semble avoir perdu le ressort qui l'a rendue autrefois redoutable. Enver Pacha, qui était allé chercher au Caucase un peu de cette gloire que ne donnent pas les seules intrigues politiques, ne l'y a pas trouvée. Il est plus facile de passer sur le corps de Nazim pacha abattu d'un coup de pistolet, que sur celui d'une armée russe. On ne sait même pas ce qu'est devenu Enver Pacha ; on n'a pas non plus de nouvelles précises du général Liman de Sanders, qui était parti

avec ce jeune homme pour lui servir de Mentor. Le prestige de l'armée turque, déjà si entamé, ne survivra pas à quelques échecs du même genre et le monde islamique y regardera à plusieurs fois avant d'obéir à l'appel qu'il a entendu, mais non pas écouté, et à se jeter dans la guerre sainte.

C'est en cela surtout que la bataille du Caucase est importante. Elle est trop éloignée du champ principal des opérations militaires pour y influer d'une manière très sensible, mais, si elle n'influe pas sur l'Europe, elle le fera sur l'Asie et sur l'Afrique. Dans ces vastes régions, l'imagination allemande s'était donné carrière. Elle n'y rêvait que soulèvement contre la Russie dans le Caucase et en Perse, contre l'Angleterre en Égypte, contre la France en Tunisie, en Algérie, au Maroc : aucun de ces rêves ne s'est encore réalisé et le moment est passé où on pouvait en éprouver des inquiétudes. L'Egypte a eu tout le temps de se mettre en état de défense. Quant à nos possessions ou protectorats du Nord de l'Afrique, leur tranquillité n'a pas été troublée un seul instant. Tunisiens, Algériens, Marocains sont venus vaillamment combattre pour cette France qu'on leur avait dépeinte comme un tyran oppresseur. En ce qui concerne le Maroc, un pareil fait prouve l'excellence de la politique qui y a été suivie. Le général Lyautey n'a certainement pas vu sans regrets la guerre s'engager sur notre frontière sans qu'il y fût. « Pends-toi, brave Crillon, » écrivait Henri IV à un de ses compagnons qui avait éprouvé la même déconvenue; on s'était battu, on avait vaincu sans lui, comment s'en serait-il consolé? Mais pendant ce temps-là, Crillon n'avait eu sans doute rien à faire, tandis que le général Lyautey a continué de faire briller au Maroc le prestige de la France et l'a purgé

de tous les Allemands qui, forts de l'appui de leur pays, y intriguaient et conspiraient contre nous, en attendant le jour où ils y prendraient notre place. C'est un grand service que le général Lyautey a rendu. Mais le principal péril, au Maroc, n'était pas dans la guerre sainte proclamée à Constantinople dont Tanger et Fez sont très indépendants religieusement comme politiquement. Dans tout le nord de l'Afrique, l'influence ottomane s'est trouvée périmée lorsqu'on y a fait appel,et c'est à peine s'il y a eu quelques manifestations, peu importantes d'ailleurs, dans ce sud de la Tripolitaine où l'établissement italien, bien qu'il soit de date récente, n'a couru, lui non plus, aucun danger sérieux. Ce qui restait encore de la force islamique, appuyée sur ce fanatisme religieux qui a fait autrefois des miracles, a été frappé d'impuissance par les scandales de la Jeune-Turquie.

IV

PROMESSES ROUMAINES ET PRÉPARATIFS ITALIENS

Sur l'Autriche-Hongrie, les victoires russes ne sont pas encore aussi décisives, mais elles le deviennent chaque jour davantage par suite de succès qui suivent une marche régulière et se renouvellent constamment. On est même un peu surpris que les opérations militaires puissent se poursuivre en plein hiver sur les Carpathes : il semble pourtant bien qu'elles le font. L'armée russe s'empare des défilés des montagnes qui sont les portes de la Hongrie : si elle les franchit, qu'arrivera-t-il ? Les

nouvelles de Hongrie sont trop confuses, trop contradictoires même, pour qu'on puisse en faire état. Nous avons mentionné un discours de M. Tisza qui, sous l'émotion de circonstances de plus en plus inquiétantes, parlait comme si la Hongrie allait se séparer de l'Autriche et pourvoir seule à sa propre sécurité. Les journaux ont raconté que le ministre hongrois s'était rendu auprès de l'empereur d'Allemagne pour lui demander que l'armée hongroise fût seulement employée à la défense du territoire hongrois. Bien entendu, l'empereur Guillaume aurait refusé. Il est difficile de savoir s'il y a là même une partie de vérité et on peut en douter puisque, depuis lors, M. Tisza a affirmé que l'alliance avec l'Allemagne était plus intime et plus solide que jamais. Ce qui avait sans doute donné naissance aux bruits contraires, c'est que l'Autriche et encore plus la Hongrie auraient eu un intérêt évident à sortir de l'aventure où elles se sont laissé si imprudemment entraîner et dont elles auraient pu alors arrêter et limiter les frais. Bismarck, en pareil cas, n'aurait pas hésité à le faire, lui qui a soutenu le principe, dont ses successeurs ont si fort usé et abusé, que les traités ne lient un pays qu'aussi longtemps qu'ils lui sont utiles. Mais l'Autriche, qui est vieux jeu, a eu des scrupules : elle a laissé passer le moment où elle aurait pu encore se dégager de la rude étreinte allemande et accommoder sagement les restes de ses territoires amoindris. N'est-il pas trop tard aujourd'hui ?

Des événements nouveaux se préparent. La guerre traîne un peu, mais les combinaisons politiques vont leur train. La Roumanie, l'Italie ont proféré des paroles significatives et ne restent pas inactives. La première semble être sur le point de sortir de

sa neutralité pour enlever à l'Autriche les provinces roumaines qu'elle détient, la Transylvanie, la Bukovine, une partie du Banat. Nous avons vu à Paris trois Roumains de grande distinction, appartenant au monde de la politique et de la science, qui sont venus remplir chez nous une de ces missions dont on ne saurait trop dire si elles sont officielles ou officieuses, mais où il est permis de reconnaître la pensée de leur pays et même de leur gouvernement. Un banquet leur a été offert, auquel assistait le ministre de Roumanie à Paris, le sympatique M. Lahovary, et que présidait M. Paul Deschanel. On ne peut guère se tromper sur le sens des discours qui ont été prononcés et sur les intentions qu'ils révèlent. La Roumanie a pris son parti et l'exécutera bientôt. Elle était demeurée jusqu'ici non pas dans l'hésitation, mais dans l'expectative, pour divers motifs dont le principal est qu'elle ne savait pas ce que ferait la Bulgarie le jour où elle entrerait elle-même en action; puisqu'elle sort de la réserve, il faut croire qu'elle le sait maintenant et que des assurances mutuelles ont été échangées. De grands pas ont été faits depuis quelques jours; des résolutions ont été prises ; on assure que le printemps prochain en verra l'exécution. Alors il y aura un changement profond sur l'échiquier où se joue le sort du monde, et l'Autriche-Hongrie regrettera peut-être de n'avoir pas su se décider à temps. Ne disait-on pas d'elle déjà autrefois qu'elle était toujours en retard d'une idée, d'une armée et d'une année ? A présent on ne compte plus par années, mais par semaines, presque par jours, et les retards les plus brefs peuvent amener les plus longues conséquences.

Et l'Italie ? Elle n'a pas encore parlé d'un manière

aussi claire que la Roumanie : cependant M. Salandra a dit un jour à la tribune que la neutralité, qui avait suffi jusqu'alors, ne suffirait pas toujours. Cette neutralité a été maintenue et le gouvernement l'a observée de la manière la plus stricte, mais le sentiment public nous est de plus en plus favorable et des Italiens de marque sont déjà venus combattre dans nos rangs. La France a été touchée, émue, en apprenant que deux petit-fils de Garibaldi avaient été tués, à peine à quelques jours d'intervalle l'un de l'autre, en défendant son territoire. Que ces deux jeunes gens emportent dans la tombe notre souvenir reconnaissant ! M. le Président de la République a envoyé ses condoléances à leur père, le colonel Ricciotti Garibaldi, qui a lui-même combattu pour nous en 1870 et qui a répondu à M. Poincaré en termes dignes de Plutarque. Ce sont là des liens de plus entre deux pays qui ont si souvent mêlé leur sang. Qui pourrait dire s'ils ne le mêleront pas encore, et bientôt ? Bornons-nous à constater qu'il n'y a jamais eu de situations plus analogues que celles de la Roumanie et de l'Italie à l'égard de l'Autriche-Hongrie : il serait par conséquent naturel que leurs résolutions finales se ressemblassent aussi.

En attendant, l'Italie a donné une preuve nouvelle du remarquable esprit d'à-propos qui est le sien : ce n'est pas d'elle qu'on a jamais dit qu'elle était en retard, fût-ce d'une heure. On sait quels sont ses intérêts dans l'Adriatique : elle en a plus particulièrement concentré la représentation et la défense dans la petite ville de Vallona, en Albanie, dont l'occupation, en face d'Otrante, devait lui permettre de barrer cette mer. Si elle ne l'a pas occupée plus tôt, c'est que l'Autriche avait des intérêts du même ordre qu'elle n'aurait sacrifiés pour rien au monde,

et que l'occupation de Vallona par l'Italie, alors que l'Autriche avait encore les mains libres, aurait amené l'occupation par celle-ci du nord de l'Albanie et, finalement, à bref délai sans doute, un conflit entre les deux pays. Pour éviter ce danger, l'Italie, comme nous-mêmes d'ailleurs et comme toutes les Grandes Puissances, avait consenti à la création de ce royaume d'Albanie, création artificielle dont l'histoire aurait ressemblé à une opérette si beaucoup de sang n'y avait pas coulé : et il y en coulera encore. L'Autriche et l'Italie se tenaient là réciproquement en respect. Mais aujourd'hui l'Autriche a affaire ailleurs, elle y est même si occupée qu'il lui serait difficile de détacher un seul de ses soldats pour l'envoyer en Albanie. De plus, la fortune ne sourit pas à ses aigles. Vallona était donc à portée de la main de l'Italie ; la tentation était forte; qui donc y aurait résisté? L'Italie ne l'a pas fait. Elle a cherché un prétexte pour expliquer son intervention et ne s'est pas mise en grands frais d'imagination pour le trouver, ce dont il faut d'autant plus l'approuver que, quand bien même elle aurait trouvé mieux, personne ne l'aurait crue davantage. Elle a donc envoyé une mission sanitaire à Vallona : on sait ce que cela veut dire, et il est facile de prévoir où cela conduira. Mais qui s'en soucie? Non pas nous, assurément. En tout temps, nous avons été sympathiques aux visées de l'Italie dans l'Adriatique : si elle avait besoin d'une approbation pour ce qu'elle vient de faire, elle aurait la nôtre pleine et entière. Elle pousse d'ailleurs la prudence aussi loin que possible, et plus même qu'il n'est nécessaire. M. Sazonoff, dans une conversation récente, s'est étonné qu'elle ait laissé flotter à côté du sien le drapeau de l'Albanie qui est le pur symbole de l'anarchie. L'Albanie n'existe

plus, si tant est qu'elle ait jamais existé ailleurs que sur le papier des chancelleries. Elle n'existe plus, mais l'anarchie y règne toujours, et l'Italie, après avoir pris le gage qui lui semblait indispensable, ne se montre nullement tentée de s'y engager davantage.

On connaît l'odyssée d'Essad Pacha, auquel elle a donné l'hospitalité pendant la seconde partie du règne du prince de Wied. Essad lui appartient, autant qu'il peut appartenir à quelqu'un ou à quelque chose, et cela a suffi pour qu'il soit devenu impopulaire dans un pays où il semblait devoir être tout-puissant, au moins pendant quelques mois. Il y a, parmi tant d'autres, une intrigue musulmane en Albanie ; elle s'appuyait autrefois sur Essad, elle s'est à présent tournée contre lui et, menacé, il a cherché un refuge à Durazzo. Il y a été poursuivi, un combat s'est engagé, on ignore comment il se serait terminé, si l'escadre italienne n'était pas intervenue : quelques coups de canon, tirés de la mer, ont suffi pour disperser les insurgés. Nous ne sommes pas sûr que le mot d'insurgé soit ici tout à fait en situation, mais on risque peu de se tromper en l'appliquant indistinctement à tout le monde en Albanie. Les Italiens auraient pu débarquer à Durazzo : ils n'ent on rien fait, et ont annoncé l'intention de n'en rien faire. Sans doute ont-ils raison, car l'Albanie est un nid de guêpes : mais l'occupation de Vallona suffit à les brouiller avec l'Autriche. Dès ce moment, l'Italie se trouve engagée contre elle. Si l'Autriche triomphait dans la grande guerre où elle s'est si étourdiment jetée, l'Italie aurait un compte délicat à régler avec elle. Au contraire, si l'Autriche ne triomphe pas, l'affaire est toute réglée. On voit de quel côté sont les intérêts de l'Italie : elle a dû faire ses

calculs en conséquence. Nous serions d'ailleurs bien surpris si elle s'en tenait là : toute la question de l'irrédentisme se trouvera posée demain.

Il est donc à présumer que l'Allemagne et l'Autriche, puisqu'elles sont inséparables, auront demain en commun de nouveaux ennemis. A vrai dire, la Roumanie et l'Italie n'ont rien à demander, à arracher à la première, mais ce n'est pas leur faute si elle est à côté de l'Autriche, avec son armure, qui était jadis plus étincelante : les amis de nos ennemis sont nos ennemis. La coalition formée contre l'Allemagne et l'Autriche s'accroîtra donc bientôt d'autres éléments et, au même moment, un peu plus tôt ou un peu plus tard, l'Angleterre commencera à nous envoyer les renforts qu'elle nous a promis. Un article du *Times*, publié à l'occasion du 1er janvier, a parlé de l'armée française en termes excellents : il reconnaît que c'est elle qui fait en ce moment le gros du travail et qu'elle le fait avec héroïsme ; il nous en témoigne la plus vive gratitude ; mais il ajoute que, sous peu, de nombreux contingents britanniques viendront se ranger à nos côtés. Ils seront les bienvenus et jamais nous n'aurons été plus forts qu'à ce moment.

La guerre actuelle apportera des leçons à tout le monde : les Anglais en auront quelques-unes à recueillir. Ils se demandent déjà, — phénomène tout nouveau ! — s'ils ne seront pas amenés un jour à substituer le service obligatoire au système d'enrôlements volontaires qui leur a suffi jusqu'à présent. Hier encore, ils ne voulaient pas entendre parler de la question, même lorsqu'elle était posée par l'illustre lord Roberts, le plus grand soldat de l'Angleterre, alors sur le point de venir terminer sur le continent, au milieu des feux de la guerre, une vie qui a été si

glorieuse pour lui et si utile à son pays. Depuis cette mort toute récente, la question a fait du chemin. Lord Haldane s'en est expliqué l'autre jour devant la Chambre des Lords et lord Crewe l'a fait à son tour au nom du gouvernement. Tous deux estiment que le système actuel des enrôlements volontaires n'a pas fait banqueroute, certes! mais ils admettent comme possible que des nécessités nouvelles s'imposent, et qu'il y aura peut-être lieu d'y pourvoir autrement. Sans doute, le régime des enrôlements volontaires a tenu à ce qu'on attendait de lui, mais il est bien lent à le produire! Avec un pays qui pousse aussi loin que l'Allemagne la perfection de la préparation militaire et qui, lui, est toujours prêt à entrer brusquement en action, combien il est dangereux de n'être prêt soi-même qu'au bout de six ou huit mois! Si la Belgique n'avait pas résisté comme elle l'a fait, si la France ne l'avait pas fait à son tour avec une patience qu'on n'attendait pas d'elle, que serait-il advenu? Les Anglais ne seraient arrivés sur le continent que quand tout aurait été fini. Sont-ils bien sûrs qu'ils auraient été alors en sécurite dans leur île ? Qui le sait ? Mais c'est l'avenir qu'il faut voir. Nous ignorons encore jusqu'à quel point les Allemands ont dès maintenant poussé leurs progrès, mais ces progrès vont toujours en augmentant et, dans quelques années, des transformations nouvelles se seront produites dans la guerre maritime et dans la guerre aérienne. Des problèmes inquiétants sortent en quelque sorte de partout : ils nous obligent à être toujours prêts.

Si on examine à ce point de vue la question, qu'on a tant débattue depuis quelques semaines, de la participation des Japonais à une guerre européenne, on voit combien la solution en est incertaine et ineffi-

cace : incertaine, parce que les Japonais peuvent refuser de venir et que, en fait, ils ont montré jusqu'ici une grande répugnance à le faire ; inefficace, parce qu'il faudrait quatre ou cinq mois pour les transporter par mer de chez eux chez nous. A supposer qu'ils se décidassent aujourd'hui à nous donner leur concours, nous ne devrions guère y compter avant la fin de juin. Cette considération, sans compter quelques autres, devait nous refroidir sur la participation des Japonais à la guerre. Nous n'avons d'ailleurs pas vu sans quelque confusion ses partisans les plus chaleureux offrir aux Japonais, qui ne demandaient rien de pareil, nos colonies d'Extrême-Orient : — Voulez-vous toute l'Indo-Chine? Vous contenterez-vous du Tonkin ? — Il y a des inconvénients, on peut nous en croire, à professer ouvertement un tel détachement de colonies qui nous ont coûté si cher.

V

UNE NOTE DES ÉTATS-UNIS A L'ANGLETERRE

Si nous avions à traiter cette question sous toutes ses faces, il faudrait nous demander quelle impression produirait la venue des Japonais en Europe sur certaines nations qui nous témoignent en ce moment de la sympathie, notamment sur l'Amérique. Les Etats-Unis ont dans leur sein un très grand nombre d'Allemands, et c'est sans doute à ce fait qu'il faut attribuer l'hésitation qu'ils ont mise à se prononcer entre les belligérants au commencement de la guerre. Pays pratique, l'industrie et le commerce allemands étaient pour eux un sujet d'admiration. Pays de grande et de noble imagination, l'idée qu'ils se fai-

saient de la science allemande agissait sur eux comme un sortilège. Mais tout cela a changé : la violation de la neutralité belge et le mépris arrogant, outrageant, du droit des gens et des devoirs envers l'humanité ont révolté la conscience américaine, et les savants allemands se sont chargés de dissiper eux-mêmes le prestige dont leur science jouissait à l'excès. Aujourd'hui, les Etats-Unis sont favorables aux alliés et nous nous en tenons pour très honorés. Aussi y a-t-il eu chez nous un moment de surprise lorsque les agences télégraphiques nous ont apporté le résumé d'une note que le président Wilson venait d'adresser au gouvernement anglais.

Hâtons-nous de dire que cette première impression a été sensiblement atténuée quand le document lui-même a été connu. M. Wilson prenait soin de dire, dès le début, que ses intentions étaient amicales et que sa franchise n'avait d'autre objet que de dissiper tous les malentendus. Comment ne pas tenir le plus grand compte d'intentions aussi nettement exprimées? Ne sont-elles pas presque tout en pareil cas? Ceci dit, M. Wilson se plaignait des entraves que le droit de visite apportait au commerce des neutres. Il n'en contestait pas le principe ; comment un homme aussi versé que lui dans le droit public aurait-il pu le faire? Il n'en avait même pas la pensée, mais il discutait, — quelquefois avec un peu de rudesse et d'âpreté, — sur la manière dont l'Angleterre use de ce droit, sur la saisie d'un trop grand nombre de navires, sur la longue durée de leur détention avant qu'une solution intervienne, sur l'insuffisance de la réparation, quand elle est accordée, enfin sur la gêne que tant de hasards à courir font peser sur le commerce américain. M. Wilson a d'ailleurs une trop grande probité d'esprit pour ne pas recon-

naître, et il l'a formellement reconnu, que des fraudes avaient été commises en Amérique et il a invité ses compatriotes à ne pas tomber dans la récidive. Soit, mais comment s'assurer que ce bon conseil sera suivi ? Quelque délicates que soient ces questions, elles ne sont pas insolubles, pour peu qu'on y apporte, comme c'est ici le cas, une égale bonne volonté de part et d'autre. Au moment où nous écrivons, la réponse du gouvernement anglais est encore inconnue, mais on annonce qu'elle va être publiée, et nous sommes convaincu qu'elle sera à la fois ferme et conciliante. La Hollande, elle aussi, a été mêlée à cette affaire. Nous avons eu avec elle, au début de la guerre, quelques difficultés qui ont été depuis dissipées. La presse en a rendu compte d'une manière inexacte, ou du moins incomplète. Il n'est pas aussi facile qu'on semble le croire de prendre du jour au lendemain des mesures efficaces contre la contrebande de guerre. La Hollande les a prises pourtant ; elle y a mis la sévérité nécessaire et le but a été atteint autant qu'il peut l'être. Nous nous sommes d'ailleurs entendus avec elle pour cela. La Hollande, quoi qu'on en ait dit quelquefois, pratique loyalement les devoirs de la neutralité et peut-être y a-t-elle plus de mérite que d'autres dans la situation géographique où elle se trouve. Nous n'en demandons pas davantage aux pays neutres pour que l'Allemagne trouve, dans un temps prochain, de grands embarras à se ravitailler. Sur ce point, comme sur tant d'autres, la prolongation de la guerre lui est beaucoup plus défavorable qu'à nous.

C'est la conclusion à laquelle nous revenons toujours, parce que tout nous y ramène : la patience doit être notre arme principale. Il est bon de le

rappeler au moment où les Chambres se réunissent. Elles ne sont pas naturellement patientes, mais le pays non plus ne l'était pas, et il l'est devenu. Nous ne demandons aux Chambres, à cet égard comme à tous les autres, que d'être la vraie représentation du pays, d'oublier ce qui nous divise, de se tenir à ce qui nous unit. Elles l'ont fait jusqu'ici : pourquoi ne continueraient-elles pas? On a exprimé à cet égard des soupçons qui les ont assez naturellement irritées; mais des défenseurs ardents se sont portés garants pour elles. Nous ne demandons qu'à partager leur confiance.

CHAPITRE XIII

L'ALLEMAGNE COMMENCE A DONNER DES SIGNES D'INQUIÉTUDE

1er février 1915

I

UN NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN AUTRICHE-HONGRIE

Le proverbe qui dit qu'il ne faut pas changer de chevaux au milieu du gué a toujours paru d'une grande sagesse; mais cette sagesse n'est celle, ni du gouvernement austro-hongrois,ni même, quoique à un moindre degré, du gouvernement allemand. Ce dernier, qui avait déjà mis de côté le comte de Moltke, vient encore de changer de ministre de la Guerre. Pourquoi le général de Falkenhayn a-t-il été remplacé par le général Wild von Hohenborn ? On ne le dit pas, et le fait n'a peut-être pas une grande importance; mais ce qui se passe en Autriche-Hongrie mérite plus d'attention. Là, c'est tout un branle-bas. Le ministre commun des Affaires étrangères donne sa démission et un nouveau titulaire le remplace. Le président du Conseil autrichien disparaît à son tour et est remplacé par le ministre

des Finances, gouverneur de l'Herzégovine et de la Bosnie. L'archiduc héritier se rend à Berlin et au quartier général pour causer avec le chancelier impérial et avec l'Empereur lui-même. Le baron Burian, nouveau ministre des Affaires étrangères, va lui aussi à Berlin voir son collègue allemand, M. de Jagow, et le chancelier de Bethmann-Hollweg. Les journaux s'ingénient pour découvrir les motifs de tous ces mouvements et ne peuvent faire que des hypothèses. Nous n'avons pas la prétention de faire autre chose.

Le comte Berchtold a succédé ou comte d'Æhrenthal en janvier 1912 : il a donc passé deux ans au pouvoir, et rarement deux années ont été, nous ne disons pas mieux, mais plus remplies que celles-là. On assure que le comte Berchtold n'avait accepté que par dévouement à l'Empereur, et sur la demande expresse de celui-ci, la lourde charge qui lui a été confiée : si le fait est vrai, il montre que le comte Berchtold se jugeait bien lui-même. Il n'était pas l'homme de la situation. Sa volonté était trop vacillante, trop faible pour dominer les événements qui ont surgi ; aussi n'est-ce jamais lui qui a été le vrai ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ; la direction est venue tantôt de Berlin et tantôt de Pest. Le comte Berchtold est allé à la guerre sans avoir bien compris où on le menait : il n'en a pas moins une lourde responsabilité dans les torrents de sang qui coulent aujourd'hui. Nul assurément ne regrettera sa retraite, mais il reste à savoir qu'elle en est la signification et dans quelle direction nouvelle l'Autriche-Hongrie va s'engager, ou être engagée. La personne de son successeur, le baron Burian, ne donne pas, à ce point de vue, une indication très précise. Le baron

Burian est un diplomate de carrière qui passe pour spécialiste dans les questions balkaniques : il a pu les étudier dans différents postes et a été ministre des Finances et gouverneur de l'Herzégovine et de la Bosnie, fonctions qui ont toujours été réunies sur une même tête. Il est certainement mieux préparé à sa tâche que ne l'était le comte Berchtold, et on s'accorde à reconnaître son mérite. Il semble bien toutefois que ce n'est pas pour tous ces motifs que le choix de l'Empereur s'est porté sur lui. Le baron Burian a été nommé ministre surtout parce qu'il est Hongrois.

Le comte Berchtold l'était aussi, mais il y a des degrés dans cette qualité et son successeur la possède à une puissance supérieure. En effet, le baron Burian n'est pas un Hongrois comme tous les autres, il est encore l'homme de confiance et un peu l'*alter ego* de M. Tisza. Et tous les regards se tournent aujourd'hui du côté de M. Tisza. On connaît cet homme politique, très entier dans ses idées, bien qu'il en change quelquefois, doué d'une volonté très forte, entreprenant, hardi, et dont la dictature déborde la Hongrie pour s'étendre sur l'Autriche. Si on recherche à qui, dans la monarchie dualiste, revient la principale responsabilité de la guerre, on reconnaîtra sans peine que c'est à la Hongrie de M. Tisza. Elle a voulu, elle veut toujours mal de mort à la Serbie, qui représente à ses yeux la révolte du monde slave contre la domination magyare en Transleithanie : c'est à Pest encore plus qu'à Vienne que la guerre a été déclanchée par une main résolue. Mais les événements qui se sont succédé depuis ont trahi les espérances du début. L'enthousiasme qui a accueilli la déclaration de guerre n'a pas tardé à faire place à d'au-

tres sentiments. On avait cru qu'une expédition en Serbie y serait une simple promenade militaire, qu'il n'y aurait nulle part de résistance sérieuse, et que le petit pays serait en quelques jours écrasé par le grand. Les déceptions sont venues vite. La Serbie a manifesté un héroïsme imprévu et, à l'heure même où sa situation paraissait le plus désespérée, elle a remporté sur l'armée autrichienne une victoire écrasante. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Serbie que l'armée autrichienne a éprouvé des revers ; elle n'a guère été plus heureuse en Galicie. Déjà l'armée russe occupe les défilés des Carpathes, prête, dès la fonte des neiges, à entrer en Hongrie et à marcher sur Pest. Sur les autres champs de bataille, les armées en présence se sont tenues mutuellement en respect et, si on aperçoit déjà de quel côté le fléchissement final doit avoir lieu, il ne s'est pas encore produit. Il n'en est pas ainsi en Galicie. Le territoire allemand n'a pas été envahi ; le territoire autrichien l'a été, et le mal paraît grave. Que faire pour le réparer ?

A dire vrai, nous n'en savons rien, et nous ne croyons pas que l'Autriche-Hongrie puisse échapper aux conséquences de ses fautes ; elle les expiera cruellement. Mais le comte Tisza a un tempérament de lutteur, et il veut lutter. Nous le verrons à l'œuvre. Il estimait que le comte Berchtold, dont le tempérament est très différent du sien, lui donnerait dans ce combat pour la vie un appui insuffisant : voilà pourquoi le comte Berchtold est tombé de la scène. Le baron Burian, qui y monte, y fera-t-il meilleure figure ? Y sera-t-il plus heureux ? Son premier acte a été d'adresser à M. de Bethmann-Hollweg un télégramme sans fierté, auquel le chancelier allemand a répondu avec une condescendance protec-

trice. « Je prie Votre Excellence, a dit le ministre autrichien, de me prêter, dans l'exercice de mes fonctions, pleines de responsabilités, le même appui vigoureux qu'elle a prêté à mes prédécesseurs pour le maintien des rapports intimes et empreints de confiance avec le gouvernement impérial allemand. » A quoi le chancelier a bien voulu répondre : « Votre Excellence peut être assurée de ma plus confiante collaboration et de mon appui sans réserve pour l'accomplissement des tâches, etc. » Voilà qui est bien ; mais si l'appui et la collaboration de l'Allemagne ne sont pas plus utiles au baron Burian qu'il ne l'ont été au comte Berchtold, nous plaignons le nouveau ministre.

II

ALARMES ET MENACES ALLEMANDES

Il semble que l'Autriche ait eu parfois l'intuition fugitive de la situation où elle se trouve ; mais les velléités dont on a cru apercevoir chez elle quelques vagues symptômes n'ont pas encore pris corps. Le prendront-elles jamais ?

Pendant qu'on réfléchit, qu'on délibère, qu'on tâtonne à Vienne et à Pest, les événements marchent. Nous avons déjà parlé des manifestations très significatives de la Roumanie. Le gouvernement s'y est tenu jusqu'ici, au moins en paroles, dans une correcte réserve, mais notoirement il arme et se prépare. C'est un gouvernement d'opinion, et l'opinion, en Roumanie, développe de jour en jour son action avec une intensité plus grande. Comment le gouvernement y résisterait-il ? Qu'il soit d'ailleurs d'ac-

cord avec l'opinion sur le fond des choses, nul n'en doute : la réserve que nous avons constatée chez lui ne s'applique qu'au choix des moyens les plus efficaces et du moment le plus favorable. S'il laissait passer ce moment quand il sera venu, s'il n'agissait pas quand il faudra agir, le pays ne le lui pardonnerait pas. L'occasion qui s'offre en ce moment à la Roumanie de conquérir un territoire habité par 4 millions de Roumains ne se présentera probablement plus avant plusieurs siècles ; aussi se montre-t-elle résolue à en profiter. Nous avons parlé de la mission roumaine qui est venue récemment à Paris pour nous faire part de cette résolution dans les termes les plus formels. Elle la cachait si peu que l'univers entier en a eu connaissance. L'écho de ces conversations, de ces toasts, de ces discours, a été entendu à Vienne, et il est à croire que les changements politiques dont nous venons de parler en ont été influencés dans une large mesure. MM. Diamandy, Cantacuzène et Costinesco ne mettaient pas en doute qu'un accord était déjà établi entre le gouvernement italien et le leur en vue d'une action commune quand l'heure du destin viendrait à sonner, et cette heure, ils la fixaient à une échéance précise et prochaine. Toutefois, la mission roumaine n'a pas eu jusqu'ici une contre-partie italienne. Après les paroles retentissantes que M. Salandra a prononcées il y a quelques semaines, rien de plus n'est venu de Rome, ce qui ne veut pas dire qu'on n'y parle pas, ni qu'on n'y agit pas ; seulement, tout y est enveloppé de mystère, et nous ne pouvons prévoir l'attitude et la conduite probables de l'Italie qu'en songeant à ses intérêts, qui sont les mêmes que ceux de la Roumanie et ne sont pas moins évidents. Mais peut-être y a-t-il plusieurs manières de les ser-

vir, et le gouvernement italien n'a-t-il pas encore choisi celle qui lui paraîtra décidément la meilleure. N'importe : ni à Vienne, ni à Pest, ni à Berlin, on ne peut désormais se faire illusion sur ce qui s'élabore à Bucarest et à Rome, et la diplomatie austro-allemande prépare, de son côté, un immense effort pour dissiper ou détourner un danger de plus en plus inquiétant. Le but qu'elle se propose est double : d'abord et avant tout retenir, si c'est encore possible, la Roumanie et l'Italie dans la neutralité et pourvoir d'une manière plus active à la défense du territoire austro-hongrois.

Retenir l'Italie et la Roumanie dans la neutralité, qui n'en voit l'intérêt pour l'Allemagne et encore plus pour l'Autriche ? Cette dernière, en effet, est directement visée ; l'Allemagne ne l'est qu'indirectement et à travers son alliée. La Roumanie et l'Italie peuvent dire à l'Allemagne qu'elles ne lui veulent aucun mal. Elles n'ont rien à lui prendre, elles ne poursuivent pas sa ruine, elles n'ont affaire qu'à l'Autriche dont elles convoitent certains territoires. Si l'Autriche les leur cédait de bonne grâce, elles lui tendraient aussitôt la main et seraient avec elle les meilleures amies du monde. Mais l'Autriche peut-elle le faire ? Qui le croira ? On a bien dit que le prince de Bülow avait fait des promesses à Rome. Mais lesquelles ? Qu'elles qu'elles soient, elles sont certainement insuffisantes. Les ambitions principales de l'Italie ne sont pas sur le Trentin ; elles sont sur Trieste, sur l'Istrie, sur la Dalmatie, en un mot, sur la côte de la mer Adriatique. Et l'Italie a parfaitement raison de tourner les yeux de ce côté, car là est son avenir, ou du moins une partie notable de cet avenir. Elle renoncerait à sa fortune, si elle laissait échapper l'occasion providentielle que la

fortune lui donne de réaliser les projets qui, depuis si longtemps, hantent son imagination et occupent sa pensée. Mais voit-on l'Autriche, pour avoir la paix avec l'Italie, se dessaisir bénévolement de provinces qui sont parmi les joyaux les plus précieux de sa couronne ? La voit-on accepter une semblable humiliation ? La voit-on renoncer à l'amiable à ce que la guerre la plus désastreuse pourrait seule lui arracher ? Ce sont là des propositions, des insinuations qu'on ne peut pas faire à un grand pays qui a de l'honneur. Entre ce que l'Italie désire, ou plutôt entre ce qu'elle veut et ce que le prince de Bülow a pu lui faire entrevoir comme concession possible, la distance est si grande qu'aucun pont ne saurait la combler. Et si de l'Italie, nous reportons nos regards sur la Roumanie, la situation n'est-elle pas la même ? On a dit que, pour désarmer les Roumains, l'Autriche pourrait proclamer, ou plutôt promettre l'autonomie de la Transylvanie ; mais ce n'est pas l'autonomie de la Transylvanie que veulent les Roumains, c'est la Transylvanie elle-même, et ils pousseraient bien loin la naïveté s'ils croyaient que l'autonomie, à supposer qu'ils s'en contentassent, survivrait à une guerre où l'Autriche serait victorieuse. Toutes les promesses d'aujourd'hui deviendraient alors des chiffons de papier que le vainqueur déchirerait sans scrupule. La Roumanie trouvera plus de sûreté ailleurs. Elle a une armée excellente, instruite, bien outillée, composée de 500.000 hommes, sinon de davantage : elle ne saurait disposer d'un argument plus solide dans le conflit politique où elle se trouve déjà engagée par ses déclarations.

On le sent si bien à Berlin et à Vienne qu'on semble avoir renoncé aux promesses pour mettre en œuvres d'autres moyens d'action, c'est-à-dire la

menace. Mais on craint que la menace d'avoir affaire à l'armée autrichienne ne fasse pas suffisamment peur, on montre tout à côté l'épouvantail d'une armée allemande : humiliation nouvelle à laquelle l'Autriche consent. Les Italiens pourraient avoir l'idée de marcher sur le Trentin : on y découvre donc depuis quelques jours de nombreux officiers allemands, et on en découvre certainement aussi du côté de l'Istrie. Qu'y a-t-il derrière cette façade? Peu de chose sans doute. L'Allemagne n'a pas trop de toutes ses forces pour faire front contre les Russes et contre nous : elle aurait tort d'en distraire une partie de quelque importance pour la porter ailleurs. Le bruit court néanmoins que des troupes autrichiennes seraient envoyées dans les Flandres pour guerroyer contre nous, et qu'elles seraient remplacées à Trente, à Trieste, au Nord et au sud des Carpathes par des troupes allemandes. Ce serait une manière de dire aux Italiens et aux Roumains : — Prenez garde, regardez bien à quoi vous vous exposez. Vous croyez que vous n'aurez affaire qu'aux Autrichiens ; cela explique votre audace et votre confiance ; mais vous aurez affaire à nous, Allemands ; vous connaissez notre force, elle doit vous faire trembler ! — On saura bientôt si les Roumains et les Italiens tremblent en effet devant la force allemande. S'ils le font, s'ils hésitent, s'ils s'abstiennent, s'ils laissent passer l'occasion qui ne revient pas, ils le regretteront longtemps. Dans le cas contraire, tout favorisera leur succès. Il y a quelques chances à courir, à la vérité, dans une politique d'intervention et d'action ; mais qui ne hasarde rien n'a rien. Ne rien hasarder, ou du moins ne le faire qu'au dernier moment, et pour l'effort le plus infime possible, est une politique qui a réussi quelquefois ;

on comprend que les esprits ingénieux et subtils s'y complaisent; mais elle est dangereuse et fertile en déceptions. La Roumanie et l'Italie abandonneraient-elles le certain pour l'incertain ?

On s'explique davantage l'inquiétude qui s'est répandue en Hongrie à la suite des revers de l'Autriche en Galicie. L'armée autrichienne n'est plus une couverture suffisante pour la Hongrie, qui croyait pouvoir envahir si facilement la Serbie et se voit menacée elle-même d'invasion. Des préoccupations nouvelles se sont emparées d'elle, préoccupations qui ont été à de certains moments assez vives et qui doivent l'être encore, car rien n'est venu les calmer. Est-ce pour ce motif que M. Tisza s'est rendu, il y a quelques semaines, auprès de l'empereur d'Allemagne ? Son langage pourrait le faire croire. Nous avons déjà parlé du discours assez singulier dans lequel il a fait entrevoir la possibilité pour la Hongrie de se séparer de l'Autriche, de rappeler son armée et de pourvoir elle-même à ses propres affaires. Cela aussi était une menace. La Hongrie, insuffisamment protégée, employait tous les moyens pour faire sentir qu'elle doit l'être davantage. Le langage de M. Tisza a sans doute été compris. Depuis, en effet, il a multiplié les affirmations les plus loyalistes au sujet de l'accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et le baron Burian, son délégué au ministère des Affaires étrangères, a abondé dans le même sens avec beaucoup d'énergie. Toutefois, ce ne sont là que des mots, et, en politique, les mots ne sont pas toujours d'accord avec les actes. La chose est vraie surtout de la politique austro-hongroise, nous en avons eu des preuves récentes. Jamais le gouvernement autrichien n'a mieux parlé de ses intentions pacifiques

qu'au moment où il préparait, d'accord avec l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, l'odieux ultimatum qu'il allait adresser à la Serbie. Il voulait endormir l'Europe dans une sécurité trompeuse à la veille même du jour où il aller pousser son cri de guerre.

L'Allemagne sait mieux que personne ce qu'elle doit croire des protestations de l'Autriche : mais, en même temps que celle-ci les prodigue, il semble bien qu'elle émette des exigences et qu'elle cherche à les imposer. C'est à cet ordre d'idées que se rattache, dit-on, le voyage de l'archiduc Charles-François-Joseph à Berlin et au quartier général. Qu'adviendra-t-il de tout cela ? On le saura sans doute bientôt. Depuis quelques jours, une nouvelle expédition est en projet contre la vaillante Serbie. On compte que ses forces épuisées ne lui permettront pas de faire un nouvel effort pour repousser l'envahisseur, d'autant plus que, cette fois encore, l'Allemand se substituerait ou se joindrait à l'Autrichien et que le véritable envahisseur, ce serait lui. Ce projet s'exécutera-t-il ? Quelque grandes que soient ses ressources, l'Allemagne ne suffit pas à tout et, si elle étend encore son champ d'action, le moment viendra où son immense effort sera enfin rompu. Mais quelque chose se prépare et nous devons nous y attendre. Tout le mouvement toute l'agitation dont nous sommes les témoins un peu étonnés, ces changements de ministres et de généraux, ces voyages multipliés donnent, au total, une impression de désordre et de malaise. Si les choses allaient bien chez nos ennemis, si la confiance régnait, si la Hongrie n'avait rien à redouter pour elle-même, et effectivement ne redoutait rien, ce spectacle ne nous serait pas donné. Que penserait-on et que dirait-on si nous changions fiévreusement nos ministres de la Guerre et des Affaires étrangères

sans parler de notre président du Conseil, car l'Autriche a aussi changé le sien? Ce qu'on ne manquerait pas de dire de nous, nous avons bien le droit de le penser des autres.

III

UNE LÉGÈRE AVANCE SUR L'AISNE TRANSFORMÉE PAR LES ALLEMANDS EN UN NOUVEAU SAINT-PRIVAT

Nous marchons lentement, à la vérité et au milieu des difficultés et des obstacles, mais notre marche est sûre, et notre confiance si forte que nous n'hésitons pas à reconnaître les accidents qu'il nous arrive d'éprouver. Comment pourrions-nous n'en avoir aucun dans une guerre qui s'étend sur un front de quatre ou cinq cents kilomètres et qui dure depuis six mois ? Ce serait miracle si nous n'y rencontrions que des succès. Nous avons eu un échec à Vrégny, dans les environs de Soissons : après un combat de plusieurs jours, nous avons abandonné quelques canons, rendus au préalable inutilisables, et de la rive droite de l'Aisne nous nous sommes repliés sur la rive gauche. La crue subite de ce cours d'eau, qui rendait précaires les communications entre ses deux rives, a été la raison principale de ce mouvement : il aurait été par trop imprudent de laisser une partie de nos troupes combattre avec une rivière débordée derrière elles, sans que nous pussions leur porter secours. Déjà l'inondation avait emporté plusieurs ponts que nous avions jetés sur la rivière : il n'y avait donc pas d'autre parti à prendre que celui que nous avons exécuté.

Cette obligation a été fâcheuse, mais bien plus fâcheuses encore ont été pour les Allemands les défaites que nous leur avons infligées dans les nombreux combats où nous avons repoussé leurs furieux assauts contre notre extrême gauche. Nous n'avons cependant pas parlé à ce propos d'une grande bataille que nous aurions gagnée et qu'ils auraient perdue : nous avons trop le sens de la mesure pour employer des expressions aussi disproportionnées. La bataille de la Marne seule a été une grande bataille : aussi a-t-elle eu une immense influence sur le reste de la campagne qu'elle a en quelque sorte conditionnée. Y a-t-il eu, en sens inverse, quoi que ce soit de comparable à Soissons ? L'ennemi a-t-il passé l'Aisne derrière nous ? Nous a-t-il poursuivis ? La situation militaire a-t-elle été modifiée dans son ensemble ? Il n'y a eu rien de pareil. Nous avions conquis une position les jours précédents, nous l'avons perdue dans des circonstances exceptionnelles qui ne nous ont pas permis de prolonger plus longtemps notre effort à travers un pays submergé ; c'est à peine si l'affaire dépasse en importance celles qui se produisent quotidiennement ici et là et où la fortune favorise tantôt nous, tantôt nos ennemis. Ceux-ci n'en ont pas moins fait grand tapage de leur victoire : ils n'ont pas hésité à la comparer à celle de Saint-Privat, qui a été, en 1870, si désastreuse pour nous. A Soissons, où donc est le désastre ? Nous ne voyons qu'un échec local, partiel, qui n'a pas eu de suites. Mais si nous avons le sens de la mesure et des justes proportions, les Allemands ont la manie du grossissement : tout ce qui leur arrive leur apparaît colossal. Cette fois cependant ils ont eu un autre but, en faisant sonner leur succès, que de se complaire dans le bruit qu'ils

en faisaient. Ne pouvant pas en tirer un parti militaire, ils ont essayé d'en tirer un parti politique. Ils ont annoncé à l'étranger que la bataille de Soissons était pour la France le commencement de la débâcle. Bien imprudente serait la Roumanie qui ferait cause commune avec elle ! Bien folle serait l'Italie qui commettrait une pareille erreur ! Nous doutons que ces objurgations aient fait un grand effet à Bucarest et à Rome ; et, même en admettant qu'il y ait eu surprise le premier jour, ce jour a été sans lendemain comme la victoire allemande elle-même. En réalité, rien n'est changé dans la situation respective des deux armées : la guerre ne sera pas près de finir aussi longtemps que l'une d'elles n'obtiendra pas de plus importants succès.

IV

LE « DÉBUT » DES ZEPPELINS ET LA RIPOSTE ANGLAISE

En attendant, l'Allemagne se contente de victoires aériennes où elle tue quelques femmes, quelques vieillards, quelques enfants, au petit bonheur : les bombes tombent où elles peuvent du haut des aéroplanes ou des zeppelins, et ce ne sont pas elles non plus qui changeront le sort de la guerre. Les Allemands, ayant à se venger des Anglais, l'ont fait à leur manière. Les Anglais avaient réussi un coup admirable en envoyant une escadrille d'avions bombarder Cuxhaven à l'embouchure de l'Elbe dans la mer du Nord. Il s'agissait là d'une forteresse couvrant un établissement militaire ; rien n'était donc plus légi-

time que le but de l'Angleterre et elle l'a brillamment atteint. Ce n'est d'ailleurs qu'un commencement : l'Angleterre fera sans doute encore mieux, c'est-à-dire ira encore plus loin une autre fois.

On l'a bien senti ou pressenti en Allemagne ; l'émotion y a été fort vive ; une revanche a paru indispensable. En conséquence, une escadrille de zeppelins, ou peut-être de simples aéroplanes, — on ne sait pas au juste, il faisait nuit, personne n'a rien vu, — s'est rendue sur les côtes d'Angleterre et a laissé tomber des bombes sur les villes ouvertes d'Yarmouth et de King's Lynn, après quoi elle a pénétré dans les terres et a renouvelé le même exploit sur le château royal de Sandringham. Le Roi et la Reine y étaient quelques heures auparavant : les Allemands le savaient-ils, on l'ignore, mais ils connaissaient certainement le caractère du château qu'ils avaient pris pour cible et ils ne feront croire à personne qu'ils l'aient confondu avec un établissement militaire. Au surplus, ils ne s'en embarrassent guère et les règles les plus usuelles du droit des gens ne sont pas pour les arrêter. Ils ont tué quatre malheureux dont une femme de soixante-douze ans et un enfant qui dormait dans son lit. Il y a eu, en plus, une dizaine de blessés. En présence de pareils actes d'inhumanité, on se demande toujours : à quoi bon ? Quel effet les Allemands cherchent-ils à produire par des actes semblables ? Les aéroplanes et les dirigeables ont rendu, comme éclaireurs, de précieux services pendant cette campagne, mais, comme lanceurs de bombes, ils ont fait complètement banqueroute. On avait annoncé de leur part des choses formidables, on n'en a vu que de pitoyables, et cette dernière expédition germanique n'est pas de nature à modifier ce jugement. Ré-

flexion faite, il est à croire que les Allemands, en inquiétant les Anglais sur leur propre territoire, espèrent les empêcher d'envoyer des armées sur le continent; mais pour atteindre ce résultat, il faudrait inquiéter les Anglais bien davantage. Quand Napoléon organisait la flotte de Boulogne, on a éprouvé quelque appréhension en Angleterre et si aujourd'hui l'empereur Guillaume avait une flotte assez puissante pour se rendre maîtresse de la mer du Nord ou du Pas de Calais, ne fût-ce que pour quelques heures, le même sentiment se réveillerait; mais aussi longtemps que l'Empereur ne disposera que d'un jouet malfaisant, tout au plus capable de faire une demi-douzaine de victimes, les Anglais auraient tort de prendre au tragique ce qui ne mérite même pas d'être pris au sérieux.

Les Allemands ont-ils senti que, pour se faire craindre, ils devaient employer d'autres instruments? Peut-être, car, quelques jours après leurs zeppelins, ils ont envoyé une véritable escadre en Angleterre. Enfin! ont dû penser les Anglais. Depuis qu'ils avaient détruit la dernière escadre ennemie près des îles Falkland, aucun navire de guerre allemand n'avait osé se risquer sur la surface des mers. Pourtant, le 24 janvier au matin, une escadre de patrouille anglaise commandée par l'amiral David Beatty aperçut quatre croiseurs de bataille allemands, plusieurs croiseurs légers et quelques contre-torpilleurs qui se dirigeaient vers la côte anglaise. Aussitôt la chasse commença. Les croiseurs allemands, surpris par une force qu'ils estimèrent tout de suite supérieure, s'enfuirent à toute vitesse, mais ils furent poursuivis et ne purent pas échapper au combat. Les croiseurs britanniques étaient *le Lion*, *le Tiger*, *le Princess Royal*, *le New Zealand* et *l'Indomitable;* les croi-

seurs allemands *le Derfflinger*, *le Seidlitz*, *le Moltke* et *le Blücher*. Ce dernier fut coulé, les autres furent plus ou moins gravement endommagés : ils auraient eu sans doute le même sort que *le Blücher* si, arrivé dans la région rendue dangereuse par les mines sous-marines, l'amiral Beatty n'avait pas dû abandonner la poursuite. Quoi qu'il en soit, voilà un combat correct, où des soldats ont lutté contre des soldats et où les choses se sont passées conformément aux lois de la guerre. L'Angleterre en éprouve une légitime fierté. Il est à désirer que d'autres se produisent, surtout s'ils doivent finir de même; mais les Allemands s'y exposeront-ils de nouveau? Ils préféreront sans doute monter sur des zeppelins et venir, en pleine nuit, jeter des bombes sur des non-combattants inoffensifs.

Sur terre, la situation militaire n'est pas, nous l'avons dit, sensiblement modifiée en Europe, mais, en Asie, nos alliés russes ont eu de nouveaux succès dans la région du Caucase, et l'armée turque qui leur a été opposée, sous le commandement d'officiers allemands, semble bien près d'être anéantie. Le même sort attend sans doute celle qui a été préparée contre l'Egypte, si on l'y envoie en effet. Les Allemands ne s'attendent sans doute pas à ce qu'elle remporte des victoires, mais leur politique consiste à imposer à leurs adversaires des diversions qui les obligent à envoyer et à maintenir une partie de leurs forces loin du front principal. N'ont-ils pas dirigé un détachement de troupes turques sur Tauris, pour inquiéter les Russes en Perse et les obliger à faire face aussi de ce côté? Mais l'expédition de Tauris est, elle aussi, sans lendemain, et l'armée turque, disséminée comme elle l'est sur plusieurs points quelquefois très éloignés les uns des autres, peut

occuper l'ennemi ici et là, sans réussir à l'inquiéter. Il semble bien que l'expédition projetée sur l'Egypte n'ait pas d'autre objet. En tout cas, l'Egypte est prête à se défendre et si les échos du canon réveillent un jour prochain les quarante et un siècles endormis au haut des Pyramides, ce ne sera pas pour leur faire contempler des batailles aussi formidables que celles d'autrefois.

Mais quelle guerre ! Elle est partout, et les Allemands s'ingénient pour l'étendre encore, afin de diviser les forces toujours davantage. Cela ne les sauvera pas, et ils commencent à s'en douter. Le ton de leurs journaux est bien changé. La colère et la rage se donnent toujours carrière, mais la confiance diminue. On peut en juger par la lecture des articles de M. Maximilien Harden dans le *Zukunft*. M. Harden est l'enfant terrible de la presse allemande, qui dit tout ce qu'il pense au jour le jour sans se préoccuper des suites. Il était fier, et arrogant, et menaçant au commencement de la guerre. Le cynisme germanique s'étalait le long de ses colonnes avec une particulière impudence. M. Harden sonnait éperdument la fanfare des conquêtes prochaines qu'il étendait jusqu'à Calais et de là jusqu'en Angleterre : il n'y avait plus qu'un fossé à franchir, un bond à faire. Il écrit maintenant : « Battez-nous, plongez-nous dans la mer, dans le Rhin ; affamez-nous jusqu'à ce que nous nous soumettions. Nous mourrons honorablement, nous mourrons debout, les mains propres. Nous ne savons pas si nous vaincrons, mais nous savons que nous ne périrons pas d'une manière indigne. »

M. Harden en est-il bien sûr? L'Allemagne ne mourra pas d'une manière indigne en ce sens que son armée se bat bravement ; mais combien d'indi-

gnités n'a-t-elle pas accumulées! Le sang qu'elle verse avec courage sur les champs de bataille ne la sauvera pas de la honte d'avoir sacrifié tant de victimes innocentes à la monstrueuse idée qu'elle s'est faite de la guerre et qui, à travers l'histoire, ne cesseront pas de crier contre elle justice et pitié!

CHAPITRE XIV

LE BLOCUS DES COTES ANGLAISES

15 février 1915.

I

LE MEMORANDUM ALLEMAND ET SES PREMIERS EFFETS

Le gouvernement allemand, trouvant qu'il n'a pas encore assez d'ennemis, s'ingénie pour s'en donner de nouveaux : il vient d'adresser aux neutres un Memorandum qui a produit dans le monde entier une impression de stupeur et de révolte et qui l'expose à perdre définitivement les quelques sympathies qu'il avait pu conserver. La Hollande, la Suède, la Norvège, le Danemark et, par-dessus tout, l'Amérique en ont été vivement émus et le seront bien davantage encore si, par aventure, un de leurs navires de commerce vient à être coulé sans autre forme de procès, conformément à la menace qui leur en a été faite. Or, l'Allemagne proteste que cette menace est parfaitement sérieuse, qu'elle n'est pas un bluff, qu'elle sera suivie d'une exécution certaine, et, pour en mieux convaincre l'univers, elle n'a même pas attendu son Memorandum pour torpiller sans avertissement

deux navires marchands dans la Manche. Elle en a coulé deux autres dans les mers d'Irlande, après les avoir toutefois avertis et leur avoir accordé un délai de quelques minutes pour mettre leur équipage en sûreté. Un dernier exploit de sa flotte a consisté à torpiller un navire-ambulance. Chaque jour, son compte se charge de responsabilités nouvelles devant l'humanité de plus en plus indignée.

Le Memorandum dont nous parlons a été publié par le *Reichsanzeiger* de Berlin. Il n'était pas absolument imprévu. Depuis quelque temps déjà, l'amiral de Tirpitz avait annoncé qu'il préparait une redoutable contre-attaque qui vengerait l'Allemagne des procédés de l'Angleterre dans la guerre maritime. L'Angleterre avait voulu affamer l'Allemagne, celle-ci lui rendrait la pareille : blocus contre blocus. Il fallait donc s'attendre à quelque chose, mais on ne savait pas à quoi, et personne assurément ne pouvait le deviner : l'invention allemande devait dépasser toutes les prévisions. Le Memorandum est trop long pour pouvoir être reproduit en entier, et c'est dommage. On y verrait à quel point la rage de l'Allemagne est excitée contre l'Angleterre. C'est l'Angleterre, à l'entendre, qui, dans cette guerre, viole toutes les règles du droit des gens. Personne ne s'en était aperçu jusqu'à présent, personne ne le lui avait reproché; le gouvernement américain lui avait bien fait quelques représentations contre la gêne apportée à son commerce maritime par la multiplicité des arrestations et des saisies de navires, mais, de part et d'autre, on avait fait preuve d'un égal souci de régler l'affaire à l'amiable, et il était évident qu'elle n'aurait pas de suites graves. Il a fallu l'intervention de l'Allemagne pour changer la face des choses. Autant le langage du gouvernement américain avait été amical,

malgré quelque rudesse de forme, autant celui du gouvernement allemand a été menaçant et brutal. On sent que ce réquisitoire contre l'Angleterre est l'effet d'une déception causée par les Etats-Unis. L'Allemagne avait un moment espéré que le dissentiment s'aigrirait entre Londres et Washington, qu'elle en ferait son profit, que la mauvaise humeur des neutres tournerait à son propre avantage. Il n'en a rien été. On sait qu'il y a beaucoup d'Allemands en Amérique : ils y forment même aujourd'hui un parti et ce parti est devenu très ardent, très remuant, très exigeant depuis le commencement de la guerre. Il a fait un grand effort pour entraîner avec lui, d'abord l'opinion, qui n'a pas tardé à lui échapper, puis le gouvernement, sur lequel il croyait avoir des moyens d'action. Ses journaux ont attaqué M. Wilson ; ils l'ont accusé de ne pas tenir la balance égale entre les belligérants et d'être sorti des règles de la neutralité. Assertion toute mensongère. Le gouvernement américain a pratiqué consciencieusement les règles du droit des gens telles qu'elles sont connues jusqu'à ce jour ; mais l'Allemagne en a inventé de nouvelles. Pour la satisfaire, les Etats-Unis auraient dû rétablir artificiellement l'égalité entre les belligérants et supprimer la liberté des mers. Etrange prétention, en vérité ! M. Stone, président du Comité sénatorial des Affaires étrangères, s'en est fait l'organe, au retour, dit-on, d'un voyage dans le Missouri, où les Allemands dominent, et il a adressé une longue lettre à M. Bryan pour le mettre en demeure de répondre aux griefs articulés contre lui. Longue aussi a été la réponse de M. Bryan : elle se compose de vingt paragraphes dont quelques-uns sont des chefs-d'œuvre du genre. Les principes essentiels du droit maritime y sont maintenus avec non moins de fermeté

que de précision. La réponse de M. Bryan à M. Stone deviendra un monument précieux auquel on aura souvent l'occasion de se référer. Nous aurions peut-être quelques observations à présenter sur certains points, mais sur les plus importants il n'y a qu'une approbation à donner. M. Bryan s'est refusé à rétablir la balance entre les belligérants sur mer, au profit des plus faibles, au détriment des plus forts. On ne le lui a pas pardonné à Berlin. Si les neutres s'étaient prononcés contre l'Angleterre, l'Allemagne se serait contentée de leur donner raison et de les soutenir; mais puisqu'ils ne l'ont pas fait, elle annonce qu'elle agira elle-même. Donc elle agit, ou elle se dispose à le faire dans des conditions que le Memorandum expose. Si la réponse de M. Bryan à M. Stone est un monument, le Memorandum allemand en est un autre : mais combien différent !

Nous n'en citerons que la partie positive : le reste n'est en somme qu'une amplification dans le style de la polémique, où l'auteur énumère les prétendus griefs de l'Allemagne contre l'Angleterre pour justifier les représailles prochaines. « De même que l'Angleterre, y est-il dit, a désigné la superficie maritime entre l'Écosse et la Norvège comme zone de guerre, de même l'Allemagne déclare maintenant zone de guerre toutes les eaux entourant la Grande-Bretagne et l'Irlande, y compris la Manche (*English Channel*). Elle commencera donc, le 18 février 1915, à agir dans ce sens contre la navigation ennemie. Elle s'efforcera de détruire tout navire ennemi qui sera trouvé dans cette zone de guerre, sans qu'il lui soit toujours possible d'éviter le danger qui menacera ainsi les personnes et les navires neutres, et elle prévient donc de ne pas se fier, à l'avenir, à la sécurité des équipages, passagers et mar-

chandises, des navires en question. L'Allemagne appelle en outre l'attention des neutres sur ce fait qu'il y aurait lieu, pour leurs navires, d'éviter d'entrer dans cette zone, car, bien que les forces navales allemandes aient pour instructions de s'abstenir de toute violence contre les navires neutres, autant qu'ils pourront être reconnus, l'ordre donné par le gouvernement anglais d'arborer des pavillons neutres et les contingences de la guerre maritime pourraient être cause qu'ils devinssent victimes d'une attaque dirigée contre les navires de l'ennemi. »

Tel est ce texte. Il était encore plus catégorique dans sa rédaction première, mais, aussitôt après avoir été publié, il a été remanié et légèrement atténué. L'atténuation est d'ailleurs de pure forme : elle est dans le membre de phrase où il est dit que les forces navales allemandes ont pour instructions de s'abstenir de toute violence contre les navires neutres. Ce serait fort bien si on s'arrêtait là, mais le Memorandum ajoute : « autant que ces navires pourront être reconnus, » et il explique pour quels motifs il sera difficile de les reconnaître : c'est parce que le gouvernement anglais a donné l'ordre à ses navires de commerce d'arborer un pavillon neutre. Au premier abord, l'argument fait impression sur ceux qui ne sont pas habitués aux usages de la mer. Cette substitution d'un pavillon neutre à un pavillon belligérant est passée dans la coutume, et tout le monde l'emploie. Elle a pour but d'empêcher qu'un navire de commerce ne soit traité d'une manière sommaire et de mettre le vaisseau de guerre qui l'aborde en demeure de ne rien faire avec précipitation, c'est-à-dire sans inspection de la cargaison, de l'équipage, etc. Tel est pourtant le prétexte sur lequel l'Allemagne s'appuie pour décider qu'un

navire neutre pourra être torpillé et coulé sans avoir été reconnu, sans avoir été averti. Et cela est monstrueux !

Le mot blocus n'est pas dans le Memorandum, mais, à défaut du mot, il y a la chose : il y en a du moins l'intention. C'est bien le blocus complet de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, sans parler du Nord de la France, que le Memorandum entend établir d'un trait de plume. Dans la guerre maritime, lorsqu'un blocus est établi contre un port ou contre une étendue de côtes déterminée, et qu'il a été officiellement notifié, aucun navire ne doit le forcer. S'il essaie de le faire, c'est à ses risques et périls : il peut, suivant les cas, être confisqué ou coulé. Seulement, pour qu'un blocus produise ces effets, il doit être effectif, c'est-à-dire s'appuyer sur une force suffisante pour se faire respecter. Celui de l'Angleterre, de l'Ecosse, de l'Irlande et du Nord de la France est-il effectif dans les conditions où l'Allemagne l'a décrété ? Où donc est la force qui le rendra tel? Il est hors de doute qu'elle n'existe pas. L'Allemagne n'a pas un assez grand nombre de sous-marins pour lui donner ce caractère. Ici se présente une complication. Autrefois, lorsqu'un port ou une étendue des côtes était bloqué, on voyait les navires qui rendaient le blocus effectif. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Les navires de guerre allemands sont soigneusement cachés dans les fleuves, dans les canaux, dans les ports : les torpilleurs et les submersibles font toute la besogne. La guerre terrestre consiste surtout, à présent, à se battre sous terre, et la guerre maritime à se battre sous l'eau. L'inconvénient, en ce qui concerne le blocus, est que, les engins de guerre qui y servent échappant au regard, il est à peu près impossible de s'assurer de

sa réalité. Un navire de commerce s'avance donc en pleine confiance ; il ne voit rien à la surface de l'eau ; le danger qui le menace n'est pas apparent. Soudain, il reçoit une torpille dans ses œuvres vives et coule à fond sans avoir reçu aucun avertissement, sans avoir été mis à même de recueillir son équipage dans ses canots. Une clameur de désespoir s'élève vers le ciel insensible et tout est dit. C'est une violation outrageante du droit maritime et des lois de l'humanité. Même si le blocus est effectif, le navire qui le viole peut être saisi, confisqué, mais non pas détruit, à moins de résistance de sa part et, même alors, il ne peut l'être qu'après que l'équipage a eu le temps de se sauver. Le Memorandum allemand n'entre pas dans ces distinctions. Il déclare zone de guerre une immense étendue de mers. Sus aux navires, quels qu'ils soient, qui entrent dans la région interdite !

La guerre maritime avait déjà assez de rigueurs cruelles ; mais, là comme ailleurs, l'Allemagne a innové, faut-il dire dans le sens de la barbarie primitive ? Non, car la barbarie primitive, n'étant pas savante, ne connaissait ni les torpilles, ni les mines flottantes, ni les submersibles. Il a fallu que les découvertes et les inventions de la science tombassent entre les mains d'une race brutale, orgueilleuse et impitoyable, pour que nous en venions aux raffinements d'aujourd'hui. Et quel est son but ? l'Allemagne ne s'en cache pas, elle veut affamer l'Angleterre, l'empêcher de se ravitailler. C'est, dit-elle, la peine du talion : je fais contre les autres ce qu'ils font contre moi. Soit : nous ne contestons pas ici la légitimité du but, mais celle des moyens. Jamais il n'est venu à l'esprit de l'Angleterre, dans l'hypothèse où elle aurait le droit de couler un

navire de commerce, de le faire sans avertissement préalable et sans avoir donné à l'équipage le temps de se sauver. Jamais il ne lui est venu à l'esprit d'user d'un vain prétexte pour traiter les navires neutres comme les navires ennemis. Il a fallu que l'Allemagne fût arrivée à ce point où le vertige de la puissance n'a plus aucun contrepoids moral, pour qu'elle enfantât de pareils projets. Et elle semble les trouver tout naturels ! Elle les présente comme un juste retour de violence qu'on exerce contre elle ! Enfin, on voit réapparaître, à la fin du Memorandum, la même illusion, que la guerre sera d'autant plus courte qu'elle sera plus sauvage. « Cela est d'autant plus à espérer, y lisons-nous, qu'il doit être de l'intérêt des Puissances neutres de voir terminer, le plus tôt possible, cette guerre destructrice. » Que ce soit de leur intérêt, les neutres n'en doutent pas, mais ils commencent à comprendre que se soumettre à toutes les volontés de l'Allemagne n'est pas le meilleur moyen de le servir. La protestation contre le Memorandum s'est surtout élevée dans les pays neutres, et ceux mêmes qui, jusqu'ici, avaient été paralysés par la crainte de l'Allemagne s'affranchissent de ce sentiment. Quand nous parlons de protestations, il ne s'agit pas pour le moment de protestation officielle : on attend les événements on veut encore croire que la menace de Berlin ne sera pas suivie d'effet, que l'orage aura grondé sur les hauteurs sans que la foudre tombe dans la vallée. Mais qu'arrivera-t-il le jour où un premier navire neutre sera torpillé ? En attendant, les journaux s'expriment avec une vivacité inaccoutumée et, d'un bout à l'autre du monde, il y a une telle unanimité dans leur langage que l'Allemagne ne pourra manquer d'en être frappée. Si elle ne l'est pas, c'est que la rage que

lui inspire son impuissance aura finalement porté atteinte à sa raison.

N'est-elle pas en voie d'en venir là? Nous lisons ce qui pénètre en France de ses journaux, et la lecture est instructive. Veut-on quelques citations? Les deux navires qui ont été torpillés, il y a quelques jours, dans la mer d'Irlande l'ont été après avertissement préalable. A ce propos, *la Gazette de la Croix* écrit : « Si nous devions suivre la même procédure que naguère dans la mer d'Irlande, il nous serait impossible de confondre les navires neutres avec ceux de nos ennemis. Il paraît que nous allons maintenant torpiller les navires sans avis préalable. Nous accueillerons avec satisfaction l'annonce que nos sous-marins vont faire à toute la marine de nos ennemis la guerre la plus impitoyable. » C'est déjà bien, mais le *Lokal Anzeiger* a trouvé encore mieux : « Que nous importent, dit-il, les criailleries des neutres et l'indignation de nos ennemis! Nous autres Allemands, nous avons à tirer de cette guerre une grande leçon, celle de ne pas manifester de délicatesse et de ne pas écouter ce que les neutres peuvent dire. » Ne pas manifester de délicatesse est un but qu'au point où ils en sont les Allemands atteindront son grand effort : quant à ne pas écouter ce que disent les neutres, peut-être auront-ils tort de le faire. En Amérique, les membres de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères ont fait la déclaration que voici : « Nous pouvons, dès à présent, affirmer que la moindre manifestation d'hostilité d'un sous-marin allemand à l'égard d'un navire américain provoquerait une protestation immédiate du gouvernement des Etats-Unis. Nous n'avons aucune intention d'intervenir et M. Bryan fait de son mieux pour

arranger les choses, mais la patience a des limites que l'on ne saurait dépasser. » M. Bryan fait effectivement de son mieux pour arranger les choses; mais si le gouvernement allemand continue, lui aussi, de faire de son mieux pour les déranger, il finira sûrement par l'emporter, et alors advienne que pourra !

Puisque nous sommes en Amérique, disons un mot d'un projet qui y a agité l'opinion, qui l'y agite encore et n'a pas laissé de produire aussi quelque impression en Europe. Au moment de la déclaration de guerre, un assez grand nombre de navires de commerce allemands n'ont pas trouvé d'autre moyen de n'être pas pris ou coulés que de chercher un refuge dans les ports américains. Ils y sont en sécurité, mais ne peuvent plus en sortir : les voilà immobilisés jusqu'à la fin des hostilités. La pensée est alors venue à quelques Américains de les acheter et aux Allemands de les leur vendre. Le gouvernement américain a vu lui-même le projet d'un bon œil, et M. Wilson l'a adopté, sans prévoir peut-être toutes les difficultés qu'il devait rencontrer.

La question s'est posée aussitôt de savoir si le projet était conforme au droit public et s'il ne soulèverait pas des objections, en Europe, du côté des Puissances belligérantes. Jusqu'ici, ces objections n'ont pas été exprimées, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'existent pas dans les esprits ; mais on a préféré laisser les Américains résoudre à eux seuls la question. Elle est délicate. On a toujours considéré que des navires dans la situation où se trouvent ceux de l'Allemagne ne peuvent pas être vendus, soit parce que, le plus souvent, ces ventes sont fictives, soit parce qu'on peut considérer les navires en cause comme un gage susceptible de servir à des

transactions futures et que la vente fait disparaître. Quel qu'en soit le motif, ces ventes ont été généralement déclarées irrégulières, et telle a été notamment sur elles, dans le passé, l'opinion des jurisconsultes américains qui font le plus autorité. Laissons d'ailleurs de côté pour le moment la question de droit : en fait, on ne sait pas ce que peut devenir plus tard un navire appartenant à un belligérant, qui a été vendu à un neutre. Si c'est un navire de guerre, le cas du *Gœben* n'est pas encourageant; si c'est un navire de commerce, l'inconvénient n'est pas aussi grave, mais une incertitude subsiste sur la sincérité du contrat, et elle suffit, à notre avis, pour le déconseiller.

Une question d'espèce s'est présentée. Un navire allemand, *le Dacia*, a été vendu à un Américain d'origine allemande, recemment naturalisé. L'acheteur y a mis une cargaison de coton et a annoncé l'intention de la transporter en Europe. Si jamais vente a eu une apparence fictive, c'est bien celle-là : aussi l'Angleterre a-t-elle fait savoir qu'elle ne manquerait pas de saisir *le Dacia* en mer, qu'elle achèterait un bon prix la cargaison pour désintéresser son propriétaire, et qu'elle soumettrait sa capture au tribunal des prises pour faire dire le droit. L'affaire a fait déjà couler beaucoup d'encre et *le Dacia* n'a pas, à notre connaissance, encore quitté le port américain. Il faut bien avouer que le cas ne serait pas le même si les navires allemands, au lieu d'être achetés par un particulier, l'étaient par le gouvernement américain : la même suspicion ne planerait pas sur la vente, mais d'autres objections se présenteraient. Elles ont été soutenues devant le Sénat américain par plusieurs orateurs, notamment M. Lodge, dont les vigoureux arguments ont fait impression sur

l'Assemblée, au point que quelques démocrates, partisans du gouvernement actuel, se sont détachés de la majorité pour s'allier aux républicains sur cette question spéciale. Le renvoi du bill à la Commission a été demandé ; l'incertitude de plus en plus grande quele Memorandum allemand fait planer sur le commerce neutre a donné à réfléchir ; des amendements ont été proposés, un entre autres qui a trouvé faveur auprès de M. Wilson et qui exclut toute vente de « nature à créer des difficultés internationales ». Cette attitude finale du gouvernement a provoqué dans le parti allemand une indignation qui montre à quel point il se préoccupe peu des difficultés avec lesquelles l'Amérique pourrait se trouver aux prises, si le bill était voté. Qui sait même s'il ne les provoque pas à plaisir? Quoi qu'il en soit, les chances du bill ont sensiblement diminué et nous ne le regrettons pas. En temps de guerre, les navires des belligérants doivent garder leur nationalité, à moins qu'on ne puisse prouver que leur vente était chose convenue avant l'ouverture des hostilités, ou qu'elle aurait eu lieu quand même celles-ci n'auraient pas éclaté. Mais c'est une preuve qui est le plus souvent difficile à faire.

Les dissentiments qui ont pu se produire sur quelques points particuliers ne portent pas atteinte à la confiance que mérite le gouvernement américain pour la correction générale de son attitude. Il a l'intention très loyale de remplir toutes les obligations de sa neutralité et les a en effet strictement remplies. C'est bien, d'ailleurs, ce qu'on lui reproche à Berlin. Au gré de l'Allemagne, il ne devrait pas y avoir d'États neutres dans le monde et elle dirait volontiers que ceux qui ne sont pas avec elle sont contre elle. Soit : si elle les oblige à opter, ce

n'est probablement pas nous qui aurons à le regretter.

II

CHEZ LES NEUTRES : INTRIGUES ALLEMANDES EN ITALIE ET EN BULGARIE

Il faut toujours revenir au vieux continent européen, parce que c'est là surtout que les destinées s'élaborent, dans un travail qui malheureusement n'est pas toujours très clair. Nous ne parlons pas de la guerre elle-même ; elle se développe normalement, sans aucune action décisive, il est vrai, mais nous n'en attendons pas encore de telles ; l'hiver n'est pas assez avancé pour que nous sortions de la période de patience dont nous avons toujours dit qu'elle serait longue. Notre situation reste très bonne. La solidité de notre immense ligne de bataille a été mise à l'épreuve sur tous les points, et n'a faibli sur aucun. La lecture des Communiqués que nous recevons deux fois par jour présente sans doute une certaine monotonie : par cela même elle est rassurante. Elle ne le serait pas si nous nous usions plus que nos adversaires, mais c'est le contraire qui est vrai : nous n'en voulons pour preuve que les nouvelles, rares mais sûres, qui nous arrivent du dehors. L'Allemagne se rationne elle-même. Son gouvernement a monopolisé tous les blés entre ses mains et les convertit en farine qu'elle distribue à tant par tête d'habitant. Ce n'est pas un petit travail, mais on ne saurait refuser à l'Allemagne une méthode supérieure dans l'organisation administrative. Elle calcule assez bien pour reconnaître que le blé lui man-

quera bientôt et qu'elle est dès maintenant obligée d'y mêler diverses fécules : peut-être devra-t-elle, après celui du blé, établir le monopole des pommes de terre. Nous sommes bien loin d'en être là en France, où nous ne manquons de rien. La Russie ne souffre pas davantage, ou, si elle le fait, c'est de la quantité des stocks de céréales qu'elle ne peut pas écouler. L'Allemagne est le seul pays du monde où la privation de certaines denrées indispensables à la vie commence à se faire sentir. Il ne faut donc pas trop nous plaindre des lenteurs de la guerre : les comparaisons qu'elles nous permettent de faire ne sont pas à notre désavantage.

Mais que se passe-t-il dans les pays neutres comme l'Italie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, pays dont nous respectons profondément la liberté, et sur lesquels nous ne cherchons nullement à influer, sans toutefois que notre réserve puisse aller jusqu'au désintéressement : nous nous intéressons, au contraire, beaucoup à ce qui s'y prépare. Les choses ne s'y présentent pas bien clairement et il est encore difficile de savoir, de prévoir quels y seront les événements prochains. Quels qu'ils soient, nous resterons reconnaissants à l'Italie de l'immense déception qu'elle a causée à l'Allemagne en proclamant sa neutralité, à laquelle elle a donné pour gage le retrait immédiat des forces qu'elle avait réunies sur notre frontière. Depuis, elle est restée dans une attitude d'attente, mais cette attente n'a été ni muette, ni inerte. On se rappelle les déclarations retentissantes de M. Salandra, qui a parlé de la neutralité comme d'une étape provisoire, et les révélations de M. Giolitti, qui ont dû être cruellement sensibles à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne. Il semblait bien alors que cela annonçait quelque chose, mais

jusqu'ici rien n'est venu et la période expectante se prolonge encore du côté italien. Les quelques incidents qui se sont produits nous ont fait entrevoir des mystères plutôt qu'ils ne nous ont apporté des clartés.

C'est d'abord, et même avant tout, l'incident Giolitti. Il s'est terminé par une lettre de l'ancien ministre à un de ses amis, M. Peano. Faut-il dire terminé? L'avenir le montrera, mais, en attendant, la lettre de M. Giolitti n'a nullement dissipé les nuages. Les journaux avaient raconté, bien légèrement sans doute, que M. Giolitti et le prince de Bülow avaient échangé de graves propos : certaines avances, certaines promesses auraient été faites par celui-ci à celui-là et la politique ultérieure de l'Italie devait s'en ressentir. C'est ce que M. Giolitti a démenti en termes si formels qu'aucun doute ne peut subsister à ce sujet. Il est probable que, comme il arrive assez souvent, les amis politiques de M. Giolitti se sont remués et agités pour lui, au risque de le compromettre, tant ils ont hâte de le voir revenir au pouvoir, où M. Salandra dure trop longtemps à leur gré. M. Giolitti, qui ne partage pas ces impatiences, a déclaré qu'il soutenait le ministère, et ce n'est assurément pas le moment de le changer. Mais les partis sont plus pressés que leurs chefs.

M. Giolitti a tenu à s'expliquer lui-même et l'a fait dans sa lettre à M. Peano. Il n'a vu qu'une fois le prince de Bülow. Où ? Dans la rue, où ils se sont rencontrés par pur hasard. Se connaissant de vieille date, ils ont échangé quelques propos courtois. « Le prince me dit, écrit M. Giolitti, qu'il voulait me voir; je lui répondis qu'étant un sans-travail, c'est moi qui le préviendrai et irai lui rendre visite, ce que je fis le lendemain. On parla de façon tout académi-

que des grands événements, mais je me gardai bien de toucher au sujet de l'attitude que doit adopter l'Italie. J'aurais manqué à mon devoir, et lui-même se garda d'aborder ce sujet, parce que c'est un homme qui ne manque jamais aux convenances. » Admirable discrétion! Elle est rare, certes, et nous n'aurions pas cru, si M. Giolitti ne l'assurait pas, que le devoir d'un côté et les convenances de l'autre eussent des exigences tellement strictes. M. de Bülow, causeur habile et qui sait fort bien faire entendre les choses sans les dire positivement, a donc été particulièremnt discret ce jour-là, et M. Giolitti n'a rien retenu de cette conversation. Si elle avait été un peu plus poussée, il en aurait été quitte pour la rapporter à M. Salandra, ou à M. Sonnino, et personne ne lui aurait reproché d'avoir manqué à son devoir.

Nous ne saurons donc rien des pensées profondes de M. de Bülow, mais M. Giolitti a écrit à M. Peano quelque chose des siennes et elles valent la peine d'être recueillies dans la pénombre où elles se cachent à moitié. Certes, dit M. Giolitti, et personne ne sera d'un avis contraire, « je tiens la guerre, non comme un bonheur, mais comme un malheur qu'on doit affronter seulement quand cela est nécessaire pour l'honneur ou les grands intérêts du pays. Je ne crois pas légitime d'engager le pays dans une guerre pour un sentimentalisme envers d'autres peuples. Par sentimentalisme, chacun peut exposer sa propre existence, mais non celle du pays ». Ces aphorismes sont marqués au coin du bon sens le plus frappant : on se demande seulement à quoi ils visent, car assurément personne n'a soupçonné M. de Bülow d'avoir voulu engager l'Italie dans une guerre de senti-

mentalisme et on ne voit pas non plus qu'une pareille suggestion ait pu lui venir d'ailleurs. « Mais, poursuit M. Giolitti, je n'hésiterais pas à affronter la guerre et je l'ai prouvé. » L'Italie lui doit en effet l'expédition de Libye. Toute cette partie de la lettre est évidemment une préparation, mais à quoi ? Enfin nous y arrivons. « Il pourrait être, lisons-nous, et il ne m'apparaît pas improbable que, dans les conditions actuelles de l'Europe, quelque chose d'appréciable (*parecchio*) pourrait être obtenu sans une guerre; mais qui n'est pas au pouvoir ne possède pas les éléments d'un jugement complet. » Malgré cette restriction finale, la pensée de M. Giolitti n'est pas douteuse ; il croit que l'Italie est à même d'obtenir sans guerre quelque chose de suffisant.

Est-ce vrai ? Cela dépend de la modération plus ou moins grande que l'Italie mettra dans ses désirs et ici nous nous garderons bien d'insister sur un point qui ne nous regarde pas. Si nous avions cependant un conseil à donner à nos voisins, ce serait d'obtenir une promesse très précise et même de s'assurer par avance de son exécution, au moyen d'un gage tangible. Nous nous rappelons la crise de 1866; l'Italie ne l'a certainement pas pu oublier non plus. Après la guerre de cette époque, lorsque l'empereur Napoléon III voulut obtenir quelque chose d'appréciable comme prix de sa neutralité, Bismarck refusa net et qualifia insolemment notre demande de politique de pourboire. L'Italie avait été plus prévoyante; elle avait obtenu de la Prusse des engagements qu'elle croyait fermes : peut-être se rappelle-t-elle la manière dont ils ont été tenus. Au surplus, la politique de M. Giolitti est-elle celle du gouvernement italien? Il n'en sait rien lui-même

et nous le savons moins encore. Mais c'est celle d'un homme influent, qui a beaucoup d'amis, a joué un grand rôle et n'a pas dit son dernier mot.

Dans les Balkans, la situation est encore flottante, mais on est porté à croire que M. Ghenadieff, à Rome, a causé avec M. de Bülow plus que ne l'a fait M. Giolitti : il n'était pas tenu par les mêmes devoirs de discrétion. M. Ghenadieff a une mission du gouvernement bulgare : nul autre que lui ne sait exactement en quoi elle consiste. Personnellement, il appartient dans son pays au parti stambouloviste, dont le programme politique a consisté autrefois à s'affranchir de la Russie et depuis à s'appuyer sur la Triple Alliance, c'est-à-dire sur l'Allemagne et sur l'Autriche. L'attitude de la Bulgarie dans la crise actuelle est une énigme que, jusqu'à hier, Œdipe n'aurait pas déchiffrée. Est-elle du côté de la Russie et de ses alliés, ou de l'Autriche-Hongrie et des siens ? Qui aurait pu le dire? Ses ambitions sont grandes : on saura plus tard sous quelle sauvegarde elle les a mises définitivement. Pour le moment, bien qu'on n'ait aucune certitude à ce sujet, on présume que son choix a penché du côté de l'Autriche et de l'Allemagne et voici pourquoi.

Peu de temps avant la guerre, la Bulgarie a fait en Allemagne un emprunt de 500 millions, qu'elle n'a pas encore complètement touché. Elle a réclamé récemment un acompte de 150 millions aux banques allemandes et autrichiennes. Sa demande a été publique, tout le monde l'a connue et on a attendu avec curiosité ce qui allait en advenir. Si l'Allemagne versait l'argent, c'est qu'elle était d'accord avec la Bulgarie, car personne ne supposera qu'elle l'eût versé sans avoir pris ses garanties. Si elle le refusait, ou en ajournait le versement, c'est qu'il n'y avait pas

d'accord. L'Allemagne a promis de verser : la conclusion se dégage toute seule.

Les conditions du contrat montrent d'ailleurs le degré de confiance que, même dans son entente avec la Bulgarie, l'Allemagne éprouve à son endroit : elle lui fait payer son argent à 7 et demi pour 100. De plus, 75 millions seuls seront versés sur-le-champ : le reste le sera à raison de 10 millions par quinzaine, à dater du 4 avril. Grâce à cette précaution, l'Allemagne et l'Autriche tiennent la Bulgarie jusqu'au mois d'août prochain, c'est-à-dire pendant la période où, suivant toutes les vraisemblances, des événements décisifs se passeront. De la part de l'Allemagne, assurément c'est bien joué. De la part de la Bulgarie, non. Elle expiera une seconde fois comme la première, et plus durement même, sa défection à la cause balkanique. Personne ne croira qu'elle ait agi pour des motifs financiers. Si elle avait eu seulement besoin d'argent, elle aurait pu s'en procurer à meilleur compte auprès de nous. A la suite d'une conférence qui vient d'avoir lieu à Paris entre notre ministre des Finances, M. Ribot, et les ministres des Finances de Russie et d'Angleterre, M. Bark et M. Lloyd George, un accord a été conclu en vertu duquel, résolus à unir leurs ressources financières aussi bien que leurs ressources militaires, afin de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire définitive, « les trois gouvernements ont décidé de prendre à leur charge, par portions égales, les avances faites ou à faire aux pays qui combattent actuellement avec eux ou qui seraient disposés à entrer prochainement en campagne pour la cause commune ». Avons-nous besoin de faire remarquer l'importance de cet accord et les facilités qu'il assure à ceux qui marcheront avec nous ? Il y avait là une

bourse ouverte ; la Bulgarie aurait pu y puiser et elle y aurait trouvé des conditions plus généreuses que celles des banques allemandes, plus respectueuses aussi de sa dignité. Elle ne l'a pas fait.

Il est difficile de prévoir les conséquences immédiates qu'aura dans les Balkans l'attitude de la Bulgarie : nous espérons cependant que ce ne sont pas celles qu'on en attend à Berlin et à Vienne, aussi bien qu'à Sofia. On a voulu intimider la Roumanie et, par contre-coup, l'Italie. Mais de tout temps la diversion bulgare a été prévue comme possible, et la marche des événements n'en a pas été troublée jusqu'ici. Un avenir prochain montrera de quel côté on s'est trompé.

CHAPITRE XV

LA SITUATION DE L'ALLEMAGNE CONTINUE A S'AGGRAVER

1er mars 1915.

I

SUITES DES EFFETS DU BLOCUS ALLEMAND

Au milieu de tant de questions qui sont en ce moment posées, l'attention continue de se porter sur la prétention de l'Allemagne de fermer une grande étendue de mers à la navigation des neutres, aussi bien que des belligérants. En vertu d'un chiffon de papier, — ici l'expression est parfaitement exacte, — l'Allemagne a prononcé cette interdiction et cette clôture et leur a donné pour sanction la menace adressée aux navires de tous les pays indistinctement d'être coulés sans avertissement préalable. L'Allemagne a-t-elle le moyen matériel de réaliser sa menace? Possède-t-elle pour cela un assez grand nombre de sous-marins? Cette arme nouvelle est-elle en mesure de produire de semblables effets ? L'expérience le prouvera : en attendant, on en veut douter. L'Allemagne ne vise à rien moins qu'à affamer l'Angleterre : elle n'y réussira pas,

mais elle peut couler un certain nombre de navires, et c'est contre quoi les neutres protestent avec une énergie croissante et une résolution dont nous verrons sous peu les effets. L'exemple donné par l'Amérique a été bientôt suivi par toutes les Puissances européennes particulièrement intéressées, l'Italie, la Suède, la Norvège, le Danemarck, la Hollande. Toutes déclarent qu'elles rendront l'Allemagne responsable de ses méfaits. Ces protestations se ressemblent dans le fond, et c'est à peine si elles diffèrent dans la forme. Nous nous attacherons surtout à celle des Etats-Unis, parce qu'elle est la plus importante et la plus développée. L'Amérique s'honore en prenant aujourd'hui en main la grande cause de la liberté des mers.

Aussitôt après avoir lu le Memorandum allemand, le gouvernement américain y a répondu par une note que son ambassadeur à Berlin, M. Gérard, a été chargé de remettre à M. de Jagow. Il était de son devoir de « prier instamment le gouvernement impérial allemand de réfléchir, avant d'agir, sur la situation critique qui pourrait résulter, pour les relations de ce pays avec l'Allemagne, de l'application des menaces de la proclamation de l'amirauté allemande, si un navire marchand des Etats-Unis était détruit, ou si un citoyen des Etats-Unis était tué ». A la menace de Berlin, Washington en oppose une autre. « Si, dit-il, une situation aussi déplorable se produisait, le gouvernement impérial peut facilement comprendre que le gouvernement des Etats-Unis serait contraint de tenir le gouvernement allemand strictement et complètement responsable des actes de ses autorités navales et de prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder l'existence et les biens des Américains et

pour assurer aux citoyens américains la jouissance de leurs droits reconnus sur la haute mer. » Jamais langage ne fut plus clair. Quelle a été la réponse de l'Allemagne ? Elle peut se résumer en quelques mots, ceux que M. de Bethmann-Hollweg a déjà fait entendre au commencement de la guerre : nécessité n'a point de loi ; — ou, en d'autres termes : il n'y a de loi que l'utilité et les convenances de l'Allemagne. Et la réponse de Berlin parle comme si ce droit nouveau était dès maintenant établi. On croirait, à la lire, que c'est l'Angleterre qui viole constamment et impudemment tous les principes du droit des gens. L'accusation est énoncée à maintes reprises avec une rare insolence et, semble-t-il, avec une lourde intention d'ironie : « Si, y est-il dit, le gouvernement américain, au dernier moment, écartait les raisons qui rendent les mesures allemandes nécessaires et surtout trouvait le moyen de faire respecter la déclaration de Londres et rendait ainsi possible pour l'Allemagne l'importation des denrées nécessaires, alors le gouvernement allemand ne saurait trop estimer un pareil service rendu dans l'intérêt des méthodes de guerre humanitaire. »

Ce mot de guerre humanitaire résonne étrangement dans une bouche allemande. Oublie-t-on par hasard à Berlin qu'au regard de l'Allemagne la guerre humanitaire est la plus féroce, la plus atroce, sous prétexte qu'elle est la plus courte ? L'Angleterre pourrait répondre : *Patere legem quam ipse fecisti* : subis la loi que tu as faite toi-même. Mais ce n'est pas ainsi qu'on parle, ni surtout qu'on agit dans ce grand et noble pays. L'Angleterre a scrupuleusement respecté tous les principes du droit des gens. Il y a eu un moment où les Etats-Unis ont paru avoir un doute à ce sujet, et une note a été

adressée de Washington à Londres pour appeler l'attention de l'Angleterre sur le nombre, jugé trop grand, de navires américains saisis en pleine mer. Dans la réponse qu'il vient de faire le gouvernement anglais s'adresse encore plus au gouvernement allemand qu'au gouvernement américain. L'Angleterre serait-elle donc si coupable de vouloir affamer l'Allemagne ? Sir Edward Grey rappelle à ce sujet qu'aucune Puissance n'a soutenu plus énergiquement que la Grande-Bretagne le principe que les belligérants doivent s'abstenir d'arrêter les vivres destinés à la population civile ; mais, en 1885, dit-il, quand les gouvernements anglais et français ont discuté la question, Bismarck, dont l'opinion fut sollicitée par la Chambre de commerce de Kiel, répondit en ces termes : « La guerre dont il s'agit a pour but le raccourcissement de la guerre en augmentant les difficultés de l'ennemi, et c'est une mesure justifiée en temps de guerre, si elle est appliquée impartialement contre tous les vaisseaux neutres. » Mais nous reviendrons dans un moment sur cette question des vivres : épuisons d'abord la question maritime.

A la demande américaine, l'Allemagne oppose un refus pur et simple. Elle est résolue, dit-elle, « à supprimer par tous les moyens à sa disposition l'importation du matériel de guerre en Angleterre et chez ses alliés. Elle espère que les neutres ne s'y opposeront pas. Dans ce dessein, elle a proclamé une zone de guerre qu'elle cherchera à fermer autant que possible avec des mines, et a décidé de détruire les navires marchands hostiles par tout autre moyen en son pouvoir... Les navires neutres qui se hasarderont dans la zone de guerre en porteront eux-mêmes la responsabilité. Celle-ci ne peut

être acceptée par le gouvernement allemand ». Ainsi le gouvernement américain et le gouvernement allemand se renvoient mutuellement la responsabilité de ce qui peut arriver. Entre deux points de vue aussi différents, aussi opposés, il semble bien que la solution ne puisse pas intervenir seulement avec des mots : tous ceux-ci ont d'ailleurs été épuisés. Il n'y a donc plus qu'à attendre les faits.

On n'a pas attendu longtemps : le steamer américain *Evelyn*, qui transportait du coton de New-York à Brême, a heurté une mine au Nord de Borkum. Un navire norvégien, *le Belridge*, a été torpillé. Nous ne parlons pour le moment que des navires neutres : les pertes anglaises sont plus considérables, mais elles ne le sont pas assez et il est à croire qu'elles ne le seront jamais assez pour diminuer dans une proportion sensible la force navale du pays. « Durant ces trois derniers mois, disait M. Winston Churchill dans un discours récent, 8.000 navires anglais sont restés constamment en mer : il y a eu 4.465 arrivées et 3.609 départs dans le Royaume-Uni : 19 vaisseaux seulement ont été coulés par les navires allemands ; 44 ont coulé pour d'autres causes ; or, de 1793 à 1814, nous avons perdu 10.871 vaisseaux et même après Trafalgar nous perdions encore 500 vaisseaux par an. Le nombre total des vaisseaux perdus pendant le premier semestre de la guerre actuelle a été de 36 seulement. » Il est vrai que cela se passait avant le 18 février ; mais comme sa force navale n'a pas augmenté depuis cette époque et que l'Allemagne usait déjà auparavant de tous ses moyens de destruction, si les proportions constatées par M. Churchill sont dépassées, il est à croire qu'elles ne le seront pas de beaucoup.

II

L'ALLEMAGNE DÉCRÈTE LE MONOPOLE DES BLÉS

La question des vivres est une de celles qui préoccupent le plus l'Allemagne. Est-elle déjà menacée dans sa subsistance? Le sera-t-elle bientôt? Les renseignements qu'on reçoit à ce sujet ne sont pas concordants. Mais comment n'être pas frappé de l'angoisse qui perce dans les lignes suivantes de la réponse de Berlin à Washington : « Le gouvernement allemand veut croire que le gouvernement américain saura apprécier toute la gravité de la lutte dans laquelle l'Allemagne est engagée et où il y va de son existence même, et comprendra le but des mesures qu'adopte l'Allemagne, mesures qui n'auraient pas été adoptées sans les raisons de défense nationale ? » Il y va de l'existence même de l'Allemagne ; soit, cela n'excuse pas les procédés de celle-ci, mais explique l'état d'esprit qui l'amène à en user. Les neutres doivent sacrifier leurs intérêts et leurs droits à l'existence de l'Allemagne.

Est-elle donc en cause ? Un fait s'est produit, qui mérite une attention particulière : l'établissement du monopole des blés entre les mains du gouvernement impérial. Jusqu'ici, c'est la seule denrée qui a été l'objet d'une mesure de ce genre : le gouvernement l'a accaparée, il se charge d'en faire la distribution. On a remarqué d'autre part la phrase de sir Ed. Grey citée plus haut, où il a dit que l'Angleterre a toujours soutenu le principe de la libre circulation des vivres destinés à la population civile. C'est une application du principe plus général que la population civile doit être maintenue hors de la

guerre et en souffrir le moins possible : on sait, soit dit en passant, quelles atteintes nombreuses, brutales, cruelles, l'Allemagne a portées à ce principe qu'elle invoque aujourd'hui dans un cas particulier et pour son utilité propre. Il n'en est pas moins respectable, et l'Angleterre l'a toujours respecté ; mais le cas change d'aspect et de caractère lorsque l'alimentation de la population civile est assurée par l'intervention gouvernementale au lieu de l'être par la liberté du commerce, et c'est à ce point de vue que s'est placé le gouvernement anglais lorsqu'il a arrêté le paquebot américain *Wilhelmina*, qui transportait des céréales en Allemagne. Ces céréales, devant devenir la propriété du gouvernement, devenaient par ce fait même de la contrebande de guerre et devaient être traitées comme telles. L'Allemagne n'a pas manqué de protester. « Les Anglais, dit-elle dans sa réponse aux Etats-Unis, ont arrêté *le Wilhelmina*, bien que sa gargaison ne fût destinée qu'à la population civile allemande et malgré la déclaration du gouvernement allemand qu'on ne l'emploierait qu'à cela. » Mais que vaut la déclaration du gouvernement allemand ? En temps de paix, la courtoisie obligerait à lui accorder quelque valeur : en temps de guerre et après tout ce que nous avons vu, il serait trop naïf de le faire. Le gouvernement anglais a donc eu raison d'arrêter le navire, et le gouvernement allemand n'a pas le droit d'appeler cela un empiétement.

Il le fait néanmoins et il part de là pour s'excuser lui-même des innovations qu'il introduit dans le droit maritime. L'Angleterre arrêtant les denrées destinées à l'Allemagne, celle-ci a le droit de se venger en coulant les navires neutres qui passent à sa portée dans une grande étendue de mers. Singulier

effet d'une telle cause! On conçoit que les neutres se révoltent et commencent sérieusement à s'agiter. La force de leur résistance s'accroîtra, s'ils s'entendent pour parler et pour agir en commun. Un échange de vues vient d'avoir lieu sur ce sujet, à la Chambre des Communes, entre lord Charles Beresford et M. Asquith. Lord Charles Beresford ayant demandé si les procédés allemands seraient l'objet d'une note commune, M. Asquith a répondu : « Je ne peux encore le dire ; mais il y aura certainement une note de la Grande-Bretagne, et j'ai l'espérance que cette note sera commune. » Déclaration qui a été couverte d'applaudissements.

Chaque jour, on le voit, de nouvelles questions surgissent dans cette guerre qui ressemble si peu aux précédentes. Des engins nouveaux en sont en partie la cause. Les dirigeables, les avions se sont montrés extrêmement utiles comme éclaireurs des armées : comme armes de guerre, ils n'ont nullement tenu ce qu'on en attendait. Cela est vrai surtout des dirigeables, dont les exploits ont été fort médiocres. Un zeppelin vient de lancer des bombes sur Calais, où il a tué cinq personnes et démoli deux maisons. Des avions anglais ont été mieux inspirés en volant sur Ostende et sur Zeebrugge où leur tir a fait des ravages d'un autre ordre : en tout cas, ils n'ont tiré que sur des établissements militaires ou affectés à la guerre, tandis que les avions ou les dirigeables Allemands ont vraiment l'air de s'en prendre de préférence aux maisons privées et aux civils. La distinction des militaires et des civils, dont les Allemands parlent si souvent pour l'imposer aux autres, n'existe pas pour eux. Quoi qu'il en soit, les effets produits par leurs zeppelins sont jusqu'ici d'un intérêt très secondaire.

III

PREMIÈRES TENTATIVES DES ALLIÉS DANS LES DARDANELLES

La guerre sur terre et sur mer en a eu un plus grand, qui malheureusement n'a pas toujours été ce que nous aurions désiré. Il n'y a pas lieu de le dissimuler, les Russes ont éprouvé dans la Prusse orientale un échec que les Allemands exagèrent, comme ils le font toujours, dans des proportions à la mesure de leur orgueil. Les Russes, plus véridiques, ont l'habitude de reconnaître leurs mécomptes et de les réparer. Cette fois, leur échec a surtout un caractère moral : ils occupaient un territoire allemand, ils l'ont évacué. C'est un désagrément sans doute, mais nullement un désastre, et l'armée russe continue de maintenir devant elle une immense armée allemande, commandée par le meilleur général allemand. La conséquence la plus regrettable de l'échec russe est le trouble, l'hésitation que certaines puissances balkaniques en ont éprouvés.

La Roumanie, par exemple, semblait sur le point de sortir de la neutralité, et assurément elle n'a pas renoncé à le faire, mais le moment opportun, qui semblait très prochain, lui apparaît maintenant plus éloigné. Les mouvements de l'armée russe, qui a évacué la Bukovine après l'avoir partiellement occupée, sont certainement pour quelque chose dans cet ajournement. L'attitude équivoque de la Bulgarie y a contribué aussi. Nous avons parlé de l'inquiétude qu'a fait naître dans les esprits le fait que la Bulgarie a touché de l'argent à Berlin : les derniers renseignements sur cette affaire donnent à penser qu'elle

n'a pas eu un caractère politique aussi tranché qu'on l'a cru au premier abord et que la Bulgarie n'a pas contracté d'engagements nouveaux. Soit : elle reste neutre, libre, perplexe, regardant de tous les côtés sans se prononcer définitivement pour aucun. Elle vient de faire un arrangement avec la Roumanie en vertu duquel les deux pays ouvrent réciproquement leur territoire au passage des marchandises qui leur sont destinées. On affirme que le matériel de guerre est exclu de la convention : nous ne saurions dire ce qu'il en est. Quoi qu'il en soit, cette convention a été une surprise. En somme, tout reste en suspens dans les Balkans. Mais le canon de la flotte anglo-française vient de tonner à l'entrée des Dardanelles. C'est un acte nouveau et grave. Il était attendu depuis longtemps ; il s'exécute aujourd'hui et ses conséquences, s'il réussit comme nous l'espérons, feront sortir les pays balkaniques de leurs longues incertitudes.

L'attitude de la Porte ottomane ne pouvait être tolérée. Comme tous les gouvernements faibles et désunis, la Porte est devenue un gouvernement perfide. Les promesses qu'elle nous a faites à Constantinople au moment de l'emprunt, pour avoir notre argent, ont été cyniquement violées. La conduite qui a été tenue au sujet du *Gœben* et du *Breslau* a été une véritable trahison. Enfin la guerre a été déclarée et alors est apparue à tous les yeux une vérité qu'on soupçonnait déjà, à savoir que la Porte n'était pas seulement l'alliée, mais qu'elle était la vassale de l'Allemagne, à qui elle avait vendu son âme, comme le docteur Faust, pour obtenir d'elle un rajeunissement miraculeux. Dès lors, chacun a dû prendre ses mesures en conséquence. Les Puissances occidentales, la France et l'Angleterre notamment, n'ont à coup sûr aucun reproche à se faire au sujet

de l'Empire ottoman ; elles ont multiplié les efforts pour le faire vivre et, s'il vit encore, il le leur doit. Elles l'ont soutenu politiquement, financièrement, militairement. On voit comment elles en ont été récompensées. La Porte a cédé au mirage de la force qu'elle a cru être dans l'Empire allemand ; elle a oublié ses amis d'hier ; elle a méconnu ses vrais intérêts. En suivant cette politique, elle a sonné elle-même son glas funèbre. Il y a des moments dans l'histoire où l'*alea jacta est* qui annonce les catastrophes vient à tous les esprits : nous sommes à un de ces moments.

Ce n'est pas une petite affaire de forcer les Dardanelles, de rompre successivement toutes les lignes de défense qui les protègent à droite et à gauche, de draguer les mines flottantes, de réduire les forteresses, d'autant plus que, derrière la Turquie, il y a l'Allemagne, c'est-à-dire des officiers qui savent leur métier et sont des adversaires sérieux. La tâche n'est pourtant pas au-dessus de l'Angleterre et de la France. Le *Times*, qui qualifie l'opération de formidable, exprime la même confiance que nous dans son résultat. Il faut s'attendre à ce que plusieurs semaines s'écoulent avant qu'elle soit terminée et que les flottes alliées, après être entrées dans la mer de Marmara, apparaissent devant Constantinople ; mais ce jour-là sera un jour important dans l'histoire! Des questions nombreuses se poseront le lendemain, et il faut s'y préparer; mais aussi beaucoup de vieilles questions seront closes, et il faut s'en féliciter. Longtemps la diplomatie européenne s'est arrêtée avec une sorte de respect superstitieux devant la Sublime-Porte, jadis si forte, aujourd'hui si faible, mais que tant de convoitises, qui se tenaient mutuellement en équilibre, sauvaient de la

chute définitive. Un ébranlement général peut seul la précipiter et, même après cet ébranlement, la Porte aurait pu survivre si elle n'avait pas eu la folie d'y exposer ses destinées. Que celles-ci s'accomplissent ! Parmi tous les griefs actuels de l'Europe contre elle, il en est un qu'il est impossible d'oublier. L'intérêt principal que l'Europe attachait au maintien de l'Empire ottoman est qu'elle voyait en lui le gardien des Détroits, le garant de leur liberté. Cette liberté n'existe plus : cela juge la Porte et la condamne.

IV

EN ITALIE : GIOLITTI CONTRE SALANDRA

Les suites de l'événement s'étendront fort loin, et aucun des pays dont la Méditerranée baigne les rivages ne saurait y rester indifférent. L'Italie en particulier, que l'ardente méditation d'un glorieux passé prédispose à de grandes vues d'avenir, en éprouvera une impression très vive : elle entendra les appels qui lui viendront du fond de son histoire. Elle en a entendu de plus récents, qui, bien que d'un caractère moins solennel, n'en sont pas moins suggestifs.

M. Sazonow, dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Douma et où il a passé en revue toutes les questions européennes et asiatiques, a dit un mot des nations neutres qui n'avaient pas encore pris de résolution définitive. « Cette résolution, a-t-il ajouté, leur appartient ; elle est à eux, car ils seront seuls responsables devant leurs nations respectives s'ils laissent échapper l'occasion favo-

rable de réaliser l'aspiration nationale. » Nous qui connaissons surtout l'Italie de la seconde moitié du dernier siècle, nous ne l'avons jamais vue laisser échapper l'heure propice. L'observation de M. Sazonow l'a-t-elle frappée ? Peu de jours après le discours du ministre russe, un article de journal produisait dans toute la péninsule une émotion contagieuse et bientôt générale que les articles de journaux provoquent rarement avec une telle intensité. Le *Giornale d'Italia* énonçait « le devoir italien », et il le faisait en termes véhéments. — Le moment le plus critique de la conflagration européenne approche, disait-il ; l'avenir de l'Europe sera décidé dans une prochaine recrudescence du conflit ; ensuite viendra la phase des arrangements. Mais le destin sera désormais fixé, et tous devront le subir, les vaincus comme les neutres. Nous ne croyons pas que le peuple italien sente suffisamment l'approche de ce moment où va se décider l'avenir de la patrie. Les Italiens, cependant, savent depuis de longs mois que la neutralité actuelle ne peut pas être une fin, qu'elle représente une période de recueillement, de préparation et d'attente. Il est donc temps de dire au peuple italien de ne pas se faire d'illusion sur la prolongation indéfinie de l'état de choses actuel. Nous croyons pouvoir proclamer que l'Italie ne peut pas sortir de cette terrible crise telle qu'elle est aujourd'hui. Laisser passer cette crise sans que l'Italie améliore ses frontières, réalise ses aspirations, élève son prestige et assure son avenir, serait un suicide. Attendre passivement l'accomplissement du destin serait espérer une aumône des autres nations dans un moment où les plus cruels égoïsmes triomphent. — Tel est le ton de cet article qui se terminait par un pressant appel à l'union de tous les Italiens.

L'appel n'a pas été entendu par tous, ou du moins ne l'a pas été tout de suite. Le *Giornale d'Italia* est le journal de M. Sonnino ; la *Stampa*, qui a des attaches étroites avec M. Giolitti, lui a répondu en paraphrasant la lettre de celui-ci à M. Peano, qui, sans désavouer, s'il le faut absolument, le recours à la guerre, exprime l'espoir que la diplomatie obtiendra assez de choses pour qu'on puisse s'en passer. D'où vient à M. Giolitti et à la *Stampa* cette espérance, le *Giornale d'Italia* l'a demandé avec insistance sans recevoir de réponse. Le *Giornale d'Italia* ne veut pas d'une « aumône » ; la *Stampa* s'en contenterait-elle? Tous les journaux italiens ont pris parti, ceux-ci dans un sens, ceux-là dans l'autre. Sur ces entrefaites, le Parlement s'est réuni. On s'attendait à une discussion immédiate du sujet qui occupait tous les esprits. La discussion n'a pas encore eu lieu et personne ne semble mettre de hâte à l'ouvrir. C'est à peine si, dans un discours prononcé à propos du tremblement de terre qui a désolé l'Italie et dont l'humanité tout entière a gémi, M. Salandra a dit quelques paroles patriotiques et vagues, propres à élever les cœurs, sans que les esprits précis aient pu y trouver une indication propre à les satisfaire. Il y a en Italie un mouvement d'opinion incontestable, mais le gouvernement se réserve. A une question qu'on a voulu lui poser il a refusé de répondre et s'en est référé à ses paroles d'il y a quelques mois, paroles qui avaient à la vérité résonné comme un coup de clairon, mais qui, suivies d'un long silence, n'ont produit qu'une impression d'un jour.

Il est possible, on l'a dit beaucoup, que, dans les divergences d'idées reflétées par les journaux, il faille voir, avec toutes les atténuations qu'on voudra d'ailleurs y mettre, le signe d'un désac-

cord entre M. Giolitti et M. Salandra. M. Giolitti a fait les élections dernières, il était le lendemain maître de la majorité : alors, fatigué peut-être par un long ministère, il a cédé provisoirement sa place à M. Salandra, qui appartient à un autre parti que le sien, et il lui a promis de l'appuyer, ce qu'il a fait jusqu'ici loyalement. Mais M. Salandra a réussi mieux qu'on ne s'y attendait ; les circonstances étant devenues graves, il n'y a pas paru inférieur et s'est trouvé amené à jouer un rôle qui l'a entouré d'un prestige imprévu. Rien ne permet de croire, ou du moins rien n'autorise à dire que M. Giolitti en ait pris ombrage. En est-il de même de son parti ? Si les choses tournent bien, M. Salandra en aura l'honneur, il en sera le bénéficiaire et c'est une perspective qui ne plaît pas à tout le monde, bien que tous les partis soient prêts à se réjouir d'un succès national.

Pour le moment, la division est partout. Le plus grand nombre est favorable à la neutralité, les autres le sont à l'intervention. Les catholiques, généralement peu sympathiques à notre cause et pleins d'attendrissement pour l'Autriche, sont aussi en majorité pour l'abstention. La logique des choses n'en travaille pas moins en sens contraire. L'Italie ne pardonnerait pas à son gouvernement, — qui le sent bien, — si, après la crise actuelle, elle se retrouvait les mains vides : et comment un homme aussi fin que M. Giolitti peut-il croire que la diplomatie suffira à les remplir ? On avait conclu à Rome, de la lecture de quelques journaux allemands, que l'Autriche serait assez raisonnable pour faire, au bon moment, les concessions nécessaires, et le prince de Bülow y entretenait de son mieux ces espérances. Gagner du temps est beaucoup pour l'Allemagne, mais il n'est

pas sûr que, lorsque l'Allemagne en gagne, ce ne soit pas l'Italie qui le perde. Que l'Allemagne, par l'entremise irresponsable de ses journaux, promette généreusement à l'Italie ce qui ne lui appartient pas nul ne s'en étonnera, car rien n'est plus conforme à sa manière; mais il est plus intéressant de savoir ce qu'en pense l'Autriche-Hongrie, et c'est ce que *la Nouvelle Presse libre* de Vienne a dit dans un article de ton cassant et péremptoire : « Aucun homme politique sensé, y lisons-nous, ne peut considérer comme possible qu'un grand empire se laisse fermer brutalement l'accès de la mer pour faire plaisir à une poignée de nationalistes exaltés qui vivent sur son territoire. Si nous devions perdre la côte de l'Adriatique, nous chercherions sans cesse à la reconquérir et la loi naturelle reprendrait bientôt toute sa force et toute sa valeur. Comment surtout penser que notre monarchie, après une guerre sans précédent comme la guerre actuelle, consente à une réduction de notre territoire tant qu'elle sera en état de respirer? »

L'Italie peut se tenir pour éclairée. Il y a des questions qui ne se résolvent que par la force. Pendant quarante-quatre ans, nous avons eu l'impression que celle de l'Alsace-Lorraine était du nombre ; celle de Trieste et de l'Adriatique en est aussi. Mais, comme l'a dit M. Sazonow, l'Italie aussi bien que la Roumanie sont seules maîtresses de leurs résolutions : à elles donc de les prendre. Rappelons seulement que c'est parce qu'il avait été à la peine que l'étendard de Jeanne d'Arc a été à l'honneur.

V

LE CONGRÈS SOCIALISTE DE LONDRES

Nous ne dirons que peu de chose du Congrès socialiste de Londres : on y aurait, en somme, prêté peu d'attention s'il n'avait pas été malencontreusement illustré par la présence de deux ministres français, M. Sembat, qui y était réellement, et M. Jules Guesde, qui s'était excusé pour cause de maladie, mais avait aveuglément donné son adhésion à tout ce qu'on y déciderait. En effet, il le savait d'avance, il n'avait qu'à se souvenir.

L'ordre du jour voté à Londres a ressemblé à ceux qui l'avaient précédé dans d'autres Congrès. On y a retrouvé la guerre de classes, le pacifisme avec toutes ses chimères dont la niaiserie apparaît en ce moment si manifeste, la distinction entre les peuples qui sont pour nous des frères et leurs gouvernements qui sont seuls des ennemis, l'espérance qu'après la guerre les nations libérées, dont on n'excepte pas l'Alsace-Lorraine, seront admises à disposer de leurs destinées, c'est-à-dire à énoncer leur volonté par plébiscite, etc., etc. Le morceau se termine par une attaque contre le gouvernement russe pour ses méfaits habituels. M. Sembat était-il là à sa place ? Nous voudrions lui trouver une excuse : peut-être a-t-il cru qu'en y allant il exercerait une heureuse influence sur le Congrès et l'empêcherait de voter ces inepties dangereuses. Mais, dans ce cas, il a trop présumé de son influence : il a dû se soumettre à Londres et peut-être aurait-il dû après cela se démettre à Paris. Il est vrai que le Congrès a décidé que la guerre actuelle devrait être

poursuivie jusqu'au bout pour produire ces beaux résultats, ce qui nous donne une satisfaction immédiate, sauf à subir mille maux par la suite. Contentons-nous de la satisfaction immédiate : c'est le plus important aujourd'hui, et à chaque jour suffit sa peine. Quoi qu'il en soit, si M. le président du Conseil a autorisé M. Sembat à aller à Londres, il en a été puni par l'embarras qui en est bientôt résulté pour lui.

Comment ne l'avait-il pas prévu ? La désapprobation a été générale. M. Viviani s'en est tiré, nous le reconnaissons, par un discours éloquent et où il n'y a rien à reprendre. Après avoir repêché de son mieux M. Sembat et M. Guesde et assuré qu'il ne saurait trop se louer de la collaboration de tous ses collègues sans exception, il a paru oublier le Congrès de Londres ; mais, en affirmant de nouveau la politique du gouvernement, il en a pris le contre-pied sur tous les points. Les journaux racontent qu'à chacune de ses phrases les plus expressives personne n'applaudissait avec plus de transport que MM. Guesde et Sembat. Je suis oiseau, voyez mes ailes, etc.! N'insistons pas plus que ne l'a fait la Chambre, qui y a mis quelque complaisance, et qui, étant données les circonstances, a eu raison de le faire. Tout est bien qui finit bien. « Et si, comme il peut arriver, a dit M. Viviani, que, dans une nation de 40 millions d'hommes, qui est la fille de la Révolution bouillonnante,— où nous sommes tous habitués aux manifestations quelquefois excessives de la liberté,— des chocs, des heurts, des polémiques, des malentendus se produisent, eh bien ! promettons-nous, au lieu de les envenimer, de les aggraver, promettons-nous de tout faire comme aujourd'hui pour les réduire. »

Soit, puisque l'union est à ce prix. Au surplus MM. Sembat et Guesde sont peu de chose sur 40 millions d'hommes et si ces fils de la Révolution bouillonnante se sont livrés à une manifestation excessive réduisons l'importance du fait, comme M. Viviani le conseille. « Ce sacrifice, a-t-il dit, nous ne le devons pas aux membres du gouvernement, nous le devons tous à la patrie, qui est en droit de l'exiger. Il est d'ailleurs autrement léger que le sacrifice que, chaque jour, à toute heure, accomplissent, confondus dans la boue des tranchées, tous les fils de la France. » Ce sacrifice d'un sentiment personnel est en effet facile à faire, quand on le compare à celui que font nos soldats. Nous demandons seulement que les membres du gouvernement en donnent eux aussi l'exemple.

CHAPITRE XVI

L'ESCADRE DES ALLIÉS DANS LES DARDANELLES

15 mars 1915.

I

SUCCÈS MILITAIRES DES ALLIÉS

La situation militaire, qui était bonne, s'est encore améliorée ces derniers jours. Sans doute, nos progrès sont lents, mais ils sont continuels et ne sont niés que par les communiqués allemands, qui prennent systématiquement le contre-pied des nôtres et de la vérité. A d'autres moments, ils ont été plus sincères : pourquoi le sont-ils aujourd'hui si peu? Le motif en est dans la période critique et sans doute décisive où nous arrivons. Des symptômes nombreux annoncent que l'usure allemande augmente et s'aggrave. Le ravitaillement en vivres et en munitions se fait de plus en plus difficilement dans l'Empire. Nous ne voulons rien exagérer; il est trop tôt pour parler de disette, encore moins de famine; mais la gêne est incontestable et l'avenir n'est pas sans inspirer des inquiétudes.

En même temps, de nouveaux champs de bataille

s'ouvrent à l'action militaire. Le canon des alliés tonne dans les Dardanelles. Le monde oriental est ébranlé dans ses œuvres vives et d'autres questions se posent à côté de celles qui se pressaient déjà dans les esprits. Aussi importe-t-il plus que jamais à l'Allemagne, pour traverser cette phase ardue, d'entretenir coûte que coûte le prestige de sa force invincible. C'est ce sentiment qui paralyse encore les énergies des pays neutres au moment même où il serait de leur intérêt de les manifester. Les occasions qui s'offrent et ne sont pas saisies passent peut-être sans retour. On comprend que l'Allemagne fasse des efforts presque désespérés pour faire croire au monde que sa puissance est toujours intacte et que, à défaut de la foi qui est ébranlée, elle s'applique à entretenir au moins des doutes dans les esprits. Mais, qu'elle le veuille ou non, la vérité finira par percer les nuages. Nos progrès en Champagne et dans l'Argonne apparaîtront bientôt à tous les yeux. De l'autre côté de l'Europe, les Russes réparent l'échec qu'ils avaient éprouvé et les manœuvres du maréchal de Hindenbourg, quelque habiles qu'elles aient paru être, sont déjouées. Enfin l'entreprise hardie des alliés sur Constantinople à travers les détroits aura des effets dont tout le monde pressent l'importance. C'est pourquoi la diplomatie de l'Allemagne n'a jamais été plus active et jamais non plus elle n'a eu un plus grand besoin d'entretenir dans les esprits l'illusion d'une toute-puissance qui a pourtant déjà subi quelques atteintes.

II

LA MARCHE SUR CONSTANTINOPLE ET SON CONTRE-COUP DANS LES PAYS NEUTRES

Nous qualifions de hardie l'entreprise des alliés sur Constantinople : elle l'est en effet, car elle est difficile, mais il faut croire que l'exécution en a été soigneusement étudiée et préparée et si on y rencontre des obstacles, on n'y trouvera pas de surprises. Dès que la première nouvelle s'en est répandue, l'impression a été vive et profonde dans le monde, car on ne s'y attendait pas.

La Turquie, qui, sous l'impulsion de l'Allemagne, avait pris l'offensive sur les frontières de l'Arménie et de l'Egypte, n'avait pas prévu que sa capitale serait bientôt en danger. Elle comptait que, l'Allemagne étant venue prendre position à côté d'elle avec son armure étincelante, comme s'exprimait naguère l'empereur Guillaume, ses ennemis terrorisés n'oseraient pas l'attaquer. C'est en quoi la Turquie s'est trompée. Elle s'est déjà relevée de bien des échecs, en y laissant toujours quelque lambeau de chair, c'est-à-dire de territoire ; elle a survécu à bien des fautes, en y perdant chaque fois un peu de ce qui lui restait de considération politique ; elle a durement expié chacune de ses erreurs ; mais jamais jusqu'ici elle n'avait été exposée à un péril aussi grand que celui qui la menace. Elle sent comme un vent de mort passer sur sa tête. Dans le cours du dernier siècle, il s'en est quelquefois fallu de peu que la débâcle finale l'emportât en Asie. Sauvée alors par la France et l'Angleterre, elle se tourne aujourd'hui

contre ses sauveurs d'alors. Il est vrai que, depuis la guerre de Crimée, une nouvelle grande Puissance est venue au monde. Les fautes de la France, les négligences de l'Angleterre ont permis à l'Allemagne de se développer et de grandir jusqu'au point où elle s'est enivrée de sa force et a perdu son équilibre mental et moral. Elle n'a pas été la seule à éprouver cette influence malsaine d'une fortune acquise trop vite et dont elle a mésusé. Le mal a été contagieux et beaucoup d'autres nations, petites ou grandes, en ont éprouvé un éblouissement qui est devenu pour quelques-unes un aveuglement véritable.

Mais de toutes celles qui ont subi cette fascination étrange, aucune n'en a été plus profondément dominée et comme imprégnée que la Turquie. Adulatrice de la force matérielle, elle a cru que cette force s'était accumulée entre les mains de l'Allemagne et qu'il n'en restait plus que quelques débris entre celles de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Cette vue prodigieusement simple et superficielle a fait de cruels ravages à Constantinople. Le sultan Abdul Hamid s'y est trompé le premier et on sait quels progrès il a laissé faire à l'Allemagne dans l'empire. Toutefois, c'est surtout depuis sa chute que ces progrès sont devenus effrayants. Le vieux Sultan avait le cœur craintif, poltron même, mais son intelligence politique était fine et souple, et s'il laissait trop souvent pencher la balance, il s'arrangeait toujours pour qu'elle ne tombât pas définitivement du côté de l'Allemagne : il la redressait du côté des autres Puissances, en accordant à chacune d'elles des concessions qui étaient des compensations, et il maintenait ainsi une sorte d'équilibre. Sa politique était peut-être la seule qui convînt à la Porte dans sa décrépitude. Elle ne se maintenait que grâce à des

ménagements impartialement observés envers tout le monde. Incapable de reconquérir une force assez grande pour s'imposer militairement, elle ne pouvait vivre que pacifiquement, diplomatiquement. On la tolérait parce qu'on la savait relativement faible et inoffensive. On la laissait, on la conservait volontiers à Constantinople comme gardienne des détroits, sous la condition tacite qu'elle n'y serait pas autre chose et que, cantonnée dans cette position unique au monde, elle n'y deviendrait un danger pour personne.

C'est ce qu'Abdul Hamid avait compris et ce dont ses successeurs ne se sont rendu aucun compte. Égarés par des rêves de grandeur, ils ont recherché une alliance puissante et en sont finalement devenus les esclaves. En même temps qu'ils ont affaibli la Turquie, ils l'ont déconsidérée. En fin de compte, ils ont tourné contre elle la formidable coalition de l'Angleterre, de la Russie et de la France autrefois désunies par cette même question d'Orient qui les unit maintenant dans une entreprise où l'Empire turc a toutes chances de sombrer. Ce n'est pas de gaîté de cœur que les trois Puissances alliées s'y sont engagées ; mais elles ne pouvaient pas tolérer plus longtemps une politique de provocations où elles apercevaient distinctement l'Allemagne derrière la Porte. Elles ont dû faire ce qu'elles ont fait. Et il était temps qu'elles le fissent, car on commençait à dire un peu partout que, dans cette guerre, toutes les initiatives énergiques étaient du côté de l'Allemagne et de ses alliés. A leur tour, la France, l'Angleterre et la Russie portent la guerre chez l'ennemi.

Aussitôt, la diplomatie allemande s'est appliquée à inspirer des inquiétudes aux Puissances neutres qui gravitent autour de Constantinople. Que deviendrait

la grande ville, si l'entreprise des alliés réussissait? Ne tomberait-elle pas fatalement entre les mains de la Russie, et alors, que d'espérances seraient trompées! que d'ambitions déçues! que d'intérêts sacrifiés! Le jour où les Turcs en seront chassés, Constantinople risque en effet de devenir une pomme de discorde en Orient, et de cette discorde tout l'Occident sentira inévitablement le contre-coup. A qui, en effet, reviendra Constantinople? On a dit que M. Sazonoff, dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Douma, l'a revendiquée pour la Russie. Cette assertion devait faire naître ailleurs qu'à Petrograd des susceptibilités et des inquiétudes, et c'est bien pour ce motif qu'elle a été perfidement énoncée et répandue. Le gouvernement anglais a été interrogé à ce sujet et sir Edward Grey a répondu, à la Chambre des Communes, qu'il n'avait rien pu trouver dans les comptes rendus du discours de M. Sazonoff d'où l'on pût inférer que la Russie avait l'intention d'occuper la Turquie d'une manière permanente. « La version que je possède, a-t-il ajouté, porte que les événements qui se déroulent sur la frontière russo-turque achemineront la Russie vers la réalisation d'importants problèmes économiques qui sont liés à son accès sur une mer ouverte. Ce sont là des aspirations avec lesquelles nous sommes en pleine sympathie. » Le temps est loin, en effet, où l'Angleterre posait en axiome de sa politique que la Russie ne devait pas avoir d'accès dans la Méditerranée. Les intérêts ne sont pas les mêmes, les politiques non plus. Il n'en est pas moins vrai que la question de Constantinople est une de celles qui troublent et enfièvrent le plus les imaginations et on comprend que la diplomatie allemande s'en empare pour la faire servir à ses vues.

Nous ne sommes pas prophète ; nous n'avons aucune prétention à dire ce qu'il adviendra de Constantinople après la guerre ; mais, pour peu qu'on écoute les voix qui s'élèvent de partout, il semble bien que le consentement à peu près général soit prêt à adopter une solution transactionnelle qui, si elle ne donne satisfaction absolue à personne, ne découragera et ne lésera non plus personne : les détroits seraient neutralisés et Constantinople serait internationalisée. Les fortifications que la flotte anglo-française détruit en ce moment le long des Dardanelles ne pourraient pas être relevées et il en serait de même de celles qui défendent le Bosphore. Tous les navires pourraient circuler librement à travers les détroits. Sans même attendre la fin des hostilités, il y aura une situation de fait qui sera immédiatement avantageuse à la Russie et à la Roumanie : elles pourront enfin écouler les stocks de marchandises que la guerre a bloqués dans leurs ports. Ce sera un précieux avantage économique pour la Russie, et non pas pour elle seule, car l'Italie, par exemple, traverse en ce moment une crise pénible, faute de blé pour faire du pain. Le blé existe, il est en Russie, il ne demande qu'à venir en Italie ; mais la guerre s'y oppose, on ne peut pas traverser les détroits. Il n'en sera plus de même à l'avenir si les détroits sont neutralisés.

Quant à Constantinople, il n'est nullement impossible d'en faire une ville libre sous la garantie des Puissances. La solution est délicate, mais elle n'est pas au-dessus des ressources inventives de la diplomatie, pourvu qu'on y apporte partout une égale bonne volonté. La tâche du futur Congrès sera longue et laborieuse et nous aurions préféré qu'elle ne fût pas encore compliquée par la nécessité de résoudre

tant de problèmes délicats et dangereux que posera l'effondrement de l'Empire ottoman. S'il était encore possible de l'arrêter sur le penchant de sa ruine, il faudrait le faire. Mais le peut-on et la folie de la Porte ne frappe-t-elle pas d'impuissance les concours qui l'ont sauvée autrefois? La Turquie, l'Autriche ont manqué l'une et l'autre à leur mission, qui était, pour la première, de maintenir la liberté des détroits et pour la seconde de contribuer à l'équilibre de l'Europe. Ce n'est plus la Porte qui garde les détroits, c'est l'Allemagne ; et quant à l'Autriche, devenue elle aussi un prolongement de l'Allemagne, elle a cessé d'être un instrument d'équilibre pour participer à une entreprise de domination. Les conséquences s'imposent ; nous n'y pouvons rien changer et peut-être la Turquie et l'Autriche ne peuvent-elles non plus y rien changer désormais. On verra plus tard ce qu'il sera possible de faire : pour le moment, la parole est au seul canon.

Quelque haut qu'il parle, sa voix n'est pas encore bien entendue, ni bien comprise de tout le monde. On avait cru que son retentissement à travers les Balkans amènerait certains pays à sortir de la neutralité un peu inquiète et perplexe où ils se sont enfermés jusqu'ici, pour s'unir à la croisade des trois Puissances alliées. On avait, notamment, compté sur la Grèce : elle n'a pas tardé à démentir ces prévisions. On peut s'en étonner, mais non pas s'en inquiéter. Lorsque l'Angleterre, la France et la Russie se sont engagées dans l'entreprise qu'elles poursuivent avec vigueur, elles avaient pu penser que la Grèce les y suivrait, mais elles n'avaient nullement fait entrer le concours de la Grèce en ligne de compte dans leurs calculs : leurs mesures étaient prises pour ne devoir le succès qu'à leurs seules forces. Il leur

aurait été agréable que le drapeau hellénique se montrât avec les leurs devant Constantinople, mais elles peuvent s'en passer et ni leur force ni leur confiance n'en sont en quoi que ce soit diminuées. Nous sommes à un moment où on peut avoir des surprises dans les sens les plus divers. Tout porte à croire, néanmoins, que le corps expéditionnaire restera composé des seuls éléments qui le constituent aujourd'hui. Nous n'en serons que plus forts, après la victoire, pour imposer la paix dans les conditions qui nous paraîtront les plus favorables, sans être obligés de reconnaître des sympathies qu'on ne nous aura pas manifestées, ou de récompenser un appui qu'on ne nous aura pas donné.

III

EN GRÈCE : LA DÉMISSION DE M. VENIZELOS

Ceci dit, l'abstention de la Grèce paraît difficile à expliquer. Il faut cependant que les raisons en soient bien fortes, ou du moins qu'elles aient paru telles, puisque la Grèce s'est exposée, pour y rester fidèle, à une crise politique intérieure du caractère le plus grave. En effet, M. Venizelos a donné sa démission et M. Zaïmis, que le Roi avait chargé de former un nouveau Cabinet, a décliné cette tâche. Le Roi a fait alors appeler M. Gounaris, qui a accepté la mission de former un ministère et s'en est acquitté en quelques heures. MM. Venizelos, Zaïmis et Gounaris sont tous les trois des hommes distingués : on nous permettra cependant de dire que, dans les circonstances actuelles, le second ne vaut pas le premier et que le troisième ne vaut pas le second. Depuis cinq

ans, M. Venizelos fait figure d'homme d'Etat aux yeux du monde entier ; M. Zaïmis a laissé de bons souvenirs de lui quand il a succédé au prince Georges comme haut-commissaire en Crète ; M. Gounaris a été ministre des Finances ; le nouveau président du Conseil passe en Grèce pour un homme capable et peut-être connaît-il l'Europe; mais l'Europe ne le connaît pas encore. Aux yeux de celle-ci, M. Venizelos était non seulement difficile, mais impossible à remplacer sans déchoir.

On connaît sa carrière, d'abord aventureuse et accidentée, finalement prudente, habile, glorieuse pour lui, fructueuse pour son pays. Rarement homme politique s'est élevé aussi rapidement à une situation aussi haute dans l'estime universelle et on s'expliquerait mal que le roi Constantin se soit séparé de lui, si on ne savait pas qu'il n'a jamais eu pour lui qu'une sympathie médiocre et l'a subi plutôt qu'accepté. M. Venizelos n'a pourtant pas rendu moins de services à la dynastie qu'à la Grèce elle-même : il suffit pour s'en convaincre de se rappeler dans quel état elles étaient l'une et l'autre lorsque, arrivant de Crète, il est monté rapidement sur la scène politique. Le mécontentement était partout et plus particulièrement dans l'armée. Une ligue militaire s'était formée et exerçait un pouvoir tout révolutionnaire. Le premier usage qu'elle en avait fait avait été d'enlever aux princes leurs commandements militaires, à commencer par le diadoque, devenu aujourd'hui le roi Constantin. N'ayant pas encore remporté de victoires, il était loin de jouir de la juste popularité qu'il a acquise depuis. Aussi avait-il jugé plus sage de quitter la Grèce pour quelque temps. La crise militaire avait perdu de sa violence lorsque M. Venizelos est arrivé à Athènes, mais la crise

politique battait son plein. Les partis qui s'étaient longtemps succédé au pouvoir étaient usés et dépréciés. Les hommes qui les représentaient, et que nous voyons reparaître aujourd'hui, étaient repoussés par l'opinion. Le roi Georges, sceptique, adroit, infiniment souple, avait louvoyé au milieu de la tempête, sacrifiant tantôt ses fils, tantôt les officiers qui lui étaient restés fidèles : il s'était sauvé, il n'avait pas grandi.

C'est alors qu'apparut M. Venizelos : on ne le connaissait pas encore très bien, mais on voyait en lui un homme nouveau qui n'avait aucune compromission avec le passé, et il y a des moments dans la vie d'un peuple où c'est précisément ce dont il a besoin et ce qu'il cherche. Il ne trouve pas toujours, il l'a trouvé cette fois. Un heureux hasard a voulu que M. Venizelos fût ce qu'on avait espéré, ce qu'on avait attendu. Il a fait les réformes nécessaires, il raffermi la monarchie, il a apaisé l'armée, il y a fait rentrer les princes, il a rendu aux institutions et aux hommes la considération qui leur est si nécessaire. Sur ces entrefaites, une crise extérieure s'est produite avec une gravité et une intensité dont personne n'a oublié le souvenir. Les Balkans ont pris feu; la Grèce, la Bulgarie, la Serbie ont déclaré la guerre à la Turquie et, à la surprise générale, l'ont battue sur tous les champs de bataille. M. Venizelos n'a pas été alors inférieur aux circonstances. Il a uni dans une juste mesure la fermeté, l'énergie, l'esprit de conciliation, et la Grèce est sortie de l'épreuve plus grande et plus forte que ses meilleurs amis n'avaient osé l'espérer. Elle a conquis l'Épire, Janina, Salonique ; elle a obtenu Cavala; elle détient Chio et Mitylène, elle touche déjà aux rivages de l'Asie. Il serait injuste de dire que M. Venizelos

a accompli à lui seul cette œuvre immense, mais sa pensée directrice a constamment veillé à son développement, et la confiance de l'Europe, qu'il avait su obtenir, a contribué pour une large part au succès de ses efforts pour la grandeur de son pays. C'est pourtant cet homme qui a été sacrifié après deux conseils de gouvernement où il a soutenu que la Grèce devait sortir de la neutralité pour se joindre aux alliés dans les Dardanelles. Le Roi a été d'un avis contraire. M. Venizelos a donné sa démission. Le Roi l'a acceptée. Tout cela s'est passé en quarante-huit heures sans que le peuple y ait rien compris. Il était convaincu que le Roi et M. Venizelos étaient d'accord et, les voyant ensemble à la sortie du Conseil, il les couvrait, l'un et l'autre, des mêmes applaudissements. Le malentendu ne devait pas tarder à se dissiper.

On sait peu de chose sur ce qui s'est passé dans ces conseils de gouvernement, où M. Venizelos avait demandé lui-même que les anciens premiers ministres fussent convoqués, mais il est aisé de le deviner. M. Venizelos a montré en maintes circonstances qu'il a le sens profond des intérêts de l'hellénisme et il lui a paru qu'en vue de l'avenir il convenait que la Grèce fût représentée auprès des trois Puissances alliées dans une entreprise qui, devant achever la chute de l'Empire turc, poserait un grand nombre de questions où elle a un mot à dire et un intérêt à défendre. Son droit serait en rapport avec l'effort qu'elle aurait fait. Tout le monde aujourd'hui ne pense pas ainsi : bien des gens estiment qu'il vaut mieux laisser les autres prendre toute la peine, courir tous les dangers, recevoir tous les coups sauf à intervenir au dernier moment, la main tendue dans un geste de réquisition. L'exemple de la Rou-

manie après la seconde guerre balkanique a exercé sur les esprits une séduction qui pourrait bien être trompeuse. Quoi qu'il en soit, la théorie du moindre effort est en faveur, et plus grand est le conflit qui met le monde à feu et à sang, plus l'espoir des profits faciles s'empare de certains âmes. Non pas de celle de M. Venizelos. Il se rappelle qu'autrefois Cavour a ouvert la grande carrière politique à son pays en envoyant une poignée d'hommes participer à l'expédition de Crimée. Cela lui a permis ensuite de figurer au Congrès de Paris et d'y parler au nom de l'Italie ; on l'a écouté parce qu'il avait conquis le droit d'élever la voix.

Ce souvenir a agi sur M. Venizelos, mais a laissé le Roi insensible. Le Roi a écouté d'autres conseils. Les militaires sont aujourd'hui plus prudents que les diplomates, et le colonel Metaxas, chef de l'état-major général, a déclaré péremptoirement qu'on ne pouvait pas détacher un seul homme de l'ensemble de l'armée, étant donnés l'attitude équivoque de la Bulgarie et le danger éventuel qu'elle récélait. M. Théotokis, un de ces hommes d'autrefois dont nous avons rappelé le rôle, a insisté sur ce danger, qui sert de prétexte à toutes les abstentions dans les Balkans. D'autres sont convaincus, et telle est sans doute l'opinion de M. Venizelos, que, si la Grèce s'était prononcée dans le sens des alliés, la Bulgarie n'aurait pas pu se dispenser de sortir de son impressionnante immobilité et de marcher sur Andrinople. La Roumanie alors aurait-elle pu rester seule dans l'abstention ? Rien n'est plus improbable. Tous les Balkans se seraient engagés dans le sens de leurs destinées. Mais ce sont là des vues qui nous sont personnelles ; il est à croire que M. Venizelos n'a parlé que de l'intérêt de la Grèce et cet intérêt,

dans le cas actuel, peut s'exprimer en deux mots : en agissant, la Grèce n'avait aucun risque à courir et beaucoup à gagner. On ne l'a pas cru. L'Allemagne, même aujourd'hui, continue de faire peur à ceux qui ont pris l'habitude de trembler devant elle. Nous ne saurions dire quelle est, de toutes ces considérations, celle qui a agi le plus fortement sur l'esprit du Roi. Bref, il a notifié à M. Venizelos que le désaccord était entre eux irréductible et a pris la responsabilité d'ouvrir, dans un moment comme celui où nous sommes, une crise intérieure et extérieure dont on aperçoit le danger.

Les conséquences, nous laissons à M. Venizelos lui-même le soin de les indiquer : il serait téméraire de nous en charger nous-même. Interrogé par des députés de ses amis, il n'a nullèment atténué l'expression de ses sentiments. « Le Roi, a-t-il dit, m'a demandé quel homme politique pouvait prendre le pouvoir dans les circonstances actuelles : j'ai désigné M. Zaïmis. Un cabinet Zaïmis suivra une politique de neutralité. J'espère que cette politique ne mettra pas en péril les territoires nouvellement acquis. Pour ce qui est de l'occasion perdue, lé mal est irréparable. Reviendrais-je aux affaires que je ne pourrais pas moi-même le réparer. Notre parti ne soutiendra aucun gouvernement. Le ministère qui nous succédera ne convoquera pas la Chambre. » S'il le faisait, il serait en effet mis aussitôt en minorité, car la majorité appartient à M. Venizelos. Le Roi a demandé à celui-ci de soutenir son successeur : M. Venizelos s'y est refusé. Il désapprouve trop fortement une politique qu'il a qualifiée de désastreuse, pour s'y associer de quelque manière que ce soit. Nous ne savons si, comme il l'a dit, le mal qui a été fait est irréparable, mais il faudra un bien plus grand effort pour le

réparer qu'il n'en aurait fallu pour le prévenir.

Nous le répétons, l'incident grec ne peut avoir aucune influence sur les opérations des alliés dans les Dardanelles et bientôt dans la mer de Marmara. La participation hellénique aurait pu faire naître des questions qu'il vaut peut-être mieux ajourner. Elle aurait eu un effet moral que nous aurions hautement apprécié; son effet matériel sur l'expédition elle-même aurait été de mince valeur.

IV

TOUJOURS ENCORE LE SCANDALE DES SOUS-MARINS ALLEMANDS

La partie qui se joue dans la Manche et dans la mer du Nord n'a pas un moindre intérêt. On sait que l'Allemagne a jeté l'interdit sur les mers anglaises : quiconque s'y hasarde, qu'il soit neutre ou belligérant, s'expose à y rencontrer des sous-marins et des torpilles. Les Puissances neutres ont protesté par des notes, mais les Puissances belligérantes devaient opérer autrement : elles ne pouvaient pas envoyer des notes au gouvernement allemand avec lequel elles n'ont plus aucune relation diplomatique. Au surplus, à des coups, en temps de guerre, on ne peut répondre que par des coups. La France et l'Angleterre devaient donc user de mesures de rétorsion. Puisqu'on avait voulu les affamer, elles ont résolu de rendre la pareille à l'Allemagne avec des moyens autrement puissants que les siens. En conséquence, elles ont annoncé l'intention « d'ar-

rêter et de conduire dans leurs ports les navires transportant des marchandises présumées de provenance, de destination ou de propriété ennemies. » Ce sont là sans doute des mesures sévères et nous reconnaissons qu'elles sont en partie nouvelles, mais ne sont-elles pas justifiées par toutes les nouveautés que l'Allemagne a introduites la première dans le droit des gens ? En tout cas, les mesures prises par l'Angleterre et par la France ne feront courir aucun risque à la vie des équipages. Les alliés ne détruiront même ni marchandises ni bateaux. Ils saisiront les marchandises qualifiées contrebande de guerre : quant aux autres, si elles sont destinées à l'Allemagne ou si elles en viennent, elles seront saisies sans doute, mais les neutres de bonne foi seront indemnisés suivant des règles à déterminer. Quelle différence avec les menaces sauvages de l'Allemagne !

Mais l'Allemagne n'a pas les moyens d'exécuter ses menaces, tandis que les alliés sont mieux outillés pour exécuter les leurs. Ils ont des bateaux sur les mers, alors que tous ceux de l'Allemagne sont prudemment cachés dans les ports, les canaux et les fleuves. Si leurs menaces sont moindres, l'effet en est mieux assuré. Aussi les neutres en sont-ils préoccupés et la presse américaine en a manifesté des craintes qui n'étaient pas exemptes de quelque mauvaise humeur. La situation de neutres est sujette en temps de guerre à des limitations évidemment pénibles ; mais n'y a-t-il pas pour eux des compensations et, si leur commerce souffre d'une certaine manière, n'a-t-il pas, d'une autre, quelques avantages imprévus ? On annonce une note des Etats-Unis : quand elle paraîtra, on peut être assuré à Washington que la France et l'Angleterre feront

tout ce qui dépendra d'elles pour diminuer, — sans se désarmer, — les inconvénients que la guerre cause aux neutres. Dans la pratique, les règles des blocus ne peuvent pas être aujourd'hui tout à fait ce qu'elles étaient autrefois : de nouvelles armes ont rendu nécessaire une législation nouvelle qu'il faudra faire après la guerre. En attendant, une égale bonne volonté est indispensable de part et d'autre pour concilier les droits des neutres et ceux des belligérants, car ils en ont tous les deux et ni ceux-ci ni ceux-là ne doivent être sacrifiés. Ils ont d'ailleurs tous pour limite les droits sacrés de l'humanité.

CHAPITRE XVII

NOUVEAUX SUCCÈS DES ALLIÉS

1er avril 1915.

I

ÉCHECS ALLEMANDS SUR LES DEUX FRONTS : NEUVE-CHAPELLE ET PRZEMYSL

Depuis quelque temps, nous n'avons pas eu à parler beaucoup des opérations militaires : elles marchaient avec lenteur, et la situation générale en était peu modifiée. On attendait le printemps que lord Kitchener a indiqué, dit-on, comme devant être le vrai commencement de la guerre. Cependant quelques actions récentes et heureuses ont eu lieu et, dans le nombre, il faut particulièrement signaler le brillant succès que les Anglais ont obtenu à Neuve-Chapelle. Sur toute la longueur de l'immense front, toutes les opérations ont d'ailleurs tourné à notre avantage, en ce sens que nous avons continuellement repoussé les assauts de l'ennemi et maintenu nos positions. Ce n'est même pas assez dire, car nous avons avancé sur de nombreux points et n'avons guère reculé sur aucun. Néanmoins, la guerre a un peu présenté en France, dans ces derniers mois,

le caractère du *statu quo*. C'est du moins l'apparence des choses, ce que tout le monde voit : ce qu'on voit moins, mais n'en est pas moins très réel, c'est que nous avons profité de ce temps de répit pour réparer les insuffisances de notre préparation initiale et que cette œuvre nécessaire est aujourd'hui à peu près accomplie. Nous sommes devenus plus forts. Tels sont quelques-uns des motifs de notre confiance; mais il y en a d'autres. Nos regards ne peuvent pas se limiter, se borner à la ligne de guerre, si étendue qu'elle soit, qui va de Dunkerque à Belfort : ils embrassent aussi l'œuvre considérable que nos alliés les Russes viennent de mettre en bonne voie et celle qu'avec les Anglais et eux, nous avons entreprise dans les Dardanelles et sur Constantinople. De tous ces côtés, nous avons les plus sérieuses raisons d'espérer.

La guerre a présenté des alternatives diverses dans la Prusse orientale et en Pologne. Nos alliés russes ont eu comme adversaire le meilleur général allemand, qui disposait contre eux d'un réseau de chemins de fer d'où il tirait de grands avantages. Aussi ont-ils éprouvé quelques échecs, mais ces échecs n'ont jamais été décisifs et n'ont pas tardé à être réparés. Le maréchal de Hindenburg n'est pas plus allé à Varsovie que ses collègues occidentaux ne sont allés à Paris ou à Calais. Au moment où il a pu se croire le plus près de la saisir, sa proie lui a toujours échappé. Bien qu'ils ne disposent pas des mêmes moyens de locomotion rapide, les Russes ont déjoué les projets de l'adversaire. Enfin, en Galicie, la nouvelle de la prise de Przemysl est venue changer la face des choses. On s'est trompé plus d'une fois sur l'importance des victoires ou des défaites dans cette guerre pleine de surprises; un jour, tout

semblait compromis, le lendemain, tout était réparé, le surlendemain, des faits analogues se présentaient en sens inverse. L'expérience nous a rendu réservé dans nos jugements. Il semble bien pourtant que la prise de Przemysl soit un événement militaire d'une gravité exceptionnelle et que les conséquences en seront considérables.

Przemysl, située entre Lemberg et Cracovie, est une place de guerre de premier ordre. Une armée qui, au moment de la reddition de la place, était encore de 120.000 hommes, commandée par 8 généraux et 2.600 officiers, y avait été assiégée. Elle aurait été vraisemblablement plus utile en rase campagne que dans les murs de Przemysl; mais elle était là une menace que l'armée russe ne pouvait pas négliger. Il aurait été dangereux de s'engager dans les Karpathes en laissant derrière soi une place forte contenant une armée aussi nombreuse. La marche sur Cracovie en était ralentie, sinon suspendue. La presse austro-hongroise affecte aujourd'hui d'attacher peu de valeur à la chute de Przemysl : c'est nier l'évidence que d'en méconnaître le prix. Sans doute la longue résistance de Przemysl n'avait pas arrêté les mouvements de l'armée russe, soit vers le Sud, soit vers l'Ouest : il n'en avait pas moins fallu laisser 150.000 hommes pour continuer le siège de la ville et l'investir hermétiquement. Ces 150.000 hommes de troupes aguerries deviennent aujourd'hui disponibles. Qu'elles se portent sur les Carpathes ou sur Cracovie, leur action ne saurait manquer de se faire sentir. Personne ne croira qu'on ne s'en préoccupe ni à Pest, ni à Vienne, ni même à Breslau. Qui sait si la Hongrie ne sera pas bientôt envahie et la Silésie un peu plus tard? En attendant, l'armée russe a poussé au Nord une pointe hardie jusqu'à

Memel, où, à la vérité, elle ne s'est pas maintenue : il semble bien que ce soit une simple reconnaissance qu'elle ait voulu faire. Quoi qu'il en soit, elle a remis le pied sur le territoire allemand, d'où le maréchal de Hindenburg croyait l'avoir chassée pour toujours. De nouvelles perspectives s'ouvrent devant elle. Pour être juste, il faut reconnaître que le général de Kurmanek, défenseur de Przemysl, a rempli tout son devoir; il a poussé la résistance aussi loin qu'il était possible de le faire et n'a rendu la ville que lorsqu'il a été acculé à la famine. A ce moment même, il a tenté un dernier assaut qui a été repoussé. La garnison était exténuée. Tout ce que l'honneur militaire exigeait avait été fait : la place a dû se rendre. Sa capitulation avait été si souvent annoncée comme prochaine qu'on commençait, non pas à n'y plus croire, mais à y penser moins. Le dénouement inévitable s'est enfin produit : il en facilitera quelques autres.

II

LES PREMIERS RÉSULTATS DE L'EXPÉDITION DES DARDANELLES

L'expédition des Dardanelles finira de même. Mais ici encore, comme à Przemysl, comme ailleurs, l'opération sera plus longue que l'imagination populaire ne l'avait prévu. La tâche entreprise n'est assurément pas au-dessus des forces combinées de l'Angleterre, de la France et de la Russie; mais quand même ces forces seraient plus grandes encore, le concours du temps est nécessaire pour qu'elles produisent tout leur effet. On ne force pas les Dar-

danelles par un coup de main audacieux. La nature a tout fait pour rendre la situation formidable et l'art y a ajouté des défenses nouvelles. Depuis qu'ils sont les maîtres à Constantinople, les Allemands n'ont rien négligé pour cela. Aussi ne croyons-nous pas et personne n'a cru qu'on pouvait forcer le passage des Dardanelles seulement avec des vaisseaux et des canons : des troupes de débarquement y sont indispensables.

Elles l'auraient été de tout temps ; elles le sont peut-être plus aujourd'hui qu'autrefois. Autrefois, en effet, il aurait peut-être suffi de détruire les forts où la résistance était concentrée ; mais la guerre actuelle a introduit de grands changements dans la défense des positions militaires, et ce n'est plus spécialement dans les forts que l'on met aujourd'hui les canons ; on les dissimule dans des endroits où il est difficile de les repérer ; ils se battent un peu sous terre, tout comme nos soldats. Aller les y chercher est une œuvre que des navires de guerre ne sauraient remplir à eux tout seuls. L'Angleterre et la France ne l'en ont pas moins entamée hardiment et, somme toute, elles ont réussi dans la première partie de leur tâche. Les forts qui défendent l'entrée des détroits ont été rapidement détruits et l'escadre des Alliés s'est avancée jusqu'au point où se dressent les forts de Kilid-Bahr et de Chanak : c'est celui où le détroit est le plus resserré et présente un premier coude qu'il suffit de voir sur la carte pour comprendre combien la traversée en est difficile. On l'a tentée pourtant et, dans ce coup d'audace, nous avons perdu un bateau, *le Bouvet*, tandis que les Anglais en perdaient deux. L'opinion publique ne s'y attendait pas et, dans l'ignorance où elle était des difficultés de l'entreprise, elle s'est un

peu émue de l'accident. Il n'avait rien toutefois qui fût de nature à justifier cette émotion, qui d'ailleurs n'a pas tardé à se dissiper. Les gouvernements anglais et français ne l'ont nullement partagée : ils savaient d'avance que la perte de quelques bateaux était inévitable dans une opération de ce genre et que, si elle pouvait retarder le succès, elle ne pouvait pas le compromettre. L'effort sera peut-être coûteux, mais il réussira, et plus il aura été difficile, plus il sera glorieux. Les navires perdus ont été immédiatement remplacés, ce qui est un témoignage de l'inébranlable résolution de la France et de l'Angleterre. Il est possible que les opérations soient ralenties pendant quelques jours, c'est-à-dire jusqu'au moment où nos troupes de débarquement seront arrivées sur les lieux et pourront y être utilisées : elles se poursuivront alors avec une énergie et une rapidité nouvelles.

En même temps qu'il tonnait dans les Dardanelles, le canon se faisait entendre aussi à Smyrne, et on s'est demandé le motif de ce qui semblait être une division, une dispersion de notre effort. En réalité, si l'opération de Smyrne n'avait pas tout à fait le même objet que celle des Dardanelles, un lien étroit l'y rattachait. Nous avons déjà parlé de la tentative des Germano-Turcs sur le canal de Suez : annoncée très bruyamment, elle a été exécutée avec un étrange mélange de témérité, d'imprudence et de désordre. L'armée assaillante était composée de Turcs, d'Arabes et de Bédouins, qui, non seulement étaient très mal assortis ensemble, mais qui y étaient à l'état d'hostilité les uns contre les autres, ou peu s'en faut. Jamais on ne vit une troupe moins homogène. Les officiers allemands qui la commandaient ou la dirigeaient ont eu beaucoup à faire pour l'amener

jusqu'au canal. Après l'échec de l'expédition, elle s'est débandée et l'indiscipline y a pris une forme violente : on a échangé mutuellement des coups de fusil. Une armée pareille ne pouvait pas être bien dangereuse : il fallait cependant en prévoir la réorganisation et le retour comme possibles. Les Allemands se vantaient de la reformer ou d'en former une nouvelle en Syrie; ils annonçaient l'intention de revenir à la charge et, non contents de soulever l'Egypte contre l'Angleterre, se proposaient aussi de soulever la Perse et d'y détruire l'influence britannique.

Cet ensemble de projets allemands se rattache à celui de la guerre sainte, qui devait tourner tout le monde islamique contre les Alliés, sans oublier l'Italie : ce n'est pas celle qui en a le moins souffert, ou plutôt c'est la seule qui en ait un peu souffert en Libye. La guerre sainte a d'ailleurs complètement échoué et l'unique résultat de ces vastes entreprises a été que la Porte a perdu le dernier reste d'autorité qu'elle avait encore sur l'Egypte. C'était peu de chose en réalité, mais on a pu voir là le commencement de la dislocation finale. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre a pensé qu'en tirant le canon contre Smyrne et en s'emparant de la place une menace aussi directe obligerait la Porte à renoncer à d'autres entreprises et à concentrer ses efforts davantage. La canonnade des Dardanelles a eu le même objet, tout en s'en proposant un autre d'un caractère plus général. Les Dardanelles, le Bosphore, Constantinople touchent à des intérêts qui sont communs à toute l'Europe. Il n'en est pas de même de Smyrne, bien qu'elle intéresse plus d'une Puissance, mais, par sa situation, elle permet à qui s'y établirait pendant la guerre actuelle d'interrompre les communications de la

Porte avec les différentes parties de l'Empire. Smyrne est assez rapprochée des Dardanelles pour influer sur les opérations qui s'y déroulent et bien placée sur la rive asiatique pour surveiller jusqu'à une longue distance ce qui pourra se passer, ou se préparer sur terre et sur mer. Il est donc naturel qu'elle ait attiré l'attention de l'Angleterre et la nôtre. Le canon, pour le moment, se tait partout, mais bientôt sa forte voix s'élèvera de nouveau dans les Dardanelles et sans doute aussi sur la côte d'Asie. L'écho s'en répandra fort au loin.

Nous n'avons pas, en effet, besoin de dire quel nombre immense de questions seront évoquées par les événements d'Orient. Il est permis d'en être quelque peu effrayé et de se demander si la paix de l'avenir en sera mieux assurée. Assez de questions redoutables étaient déjà posées en Occident, et voilà que « l'Orient à l'Occident s'allie » pour fournir un surcroît de besogne à la diplomatie. Elle n'en aura jamais eu davantage. Un de ses augures nous disait il y a quelques jours que la paix ferait couler autant d'encre que la guerre faisait couler de sang. Nous souhaitons qu'elle ne fasse couler que de l'encre. Un autre souhait que nous nous permettons de former est qu'on attende, pour parler des conditions de la paix, que la guerre soit finie et qu'on en connaisse les résultats définitifs. Tout le monde n'a pas cette sagesse; on commence déjà dans la presse à découper l'Europe et l'Asie, à détruire des empires et des royaumes, enfin à en former d'autres suivant des conceptions qui diffèrent quelquefois beaucoup les unes des autres et menacent de porter atteinte à l'union jusqu'ici parfaite des esprits et des cœurs. Que les gouvernements, avant de s'engager dans une entreprise nouvelle, en prévoient les conséquen-

ces et se mettent d'accord avec leurs amis et alliés sur la manière de les envisager, rien de mieux, rien de plus conforme à la prudence la plus élémentaire; les gouvernements encourraient une grande responsabilité, s'ils ne le faisaient pas. Mais ce rôle n'est pas, en ce moment du moins, celui de l'opinion, qui a besoin avant tout de calme et de concorde et pourrait perdre ces biens précieux au milieu des discussions qu'engendreraient inévitablement des divergences de vues sur tant d'intérêts divers. Chaque chose doit venir à son heure; l'heure présente est celle de l'action et non pas de la délibération publique; action et délibération ne marchent pas toujours d'accord et la seconde peut nuire beaucoup à la première.

Aussi n'avons-nous pas vu sans quelque inquiétude des hommes trop impatients demander, par exemple, ce qu'on ferait demain de Constantinople et des détroits, ou plutôt l'annoncer sur le ton dogmatique qui est celui des oracles. Il y aurait beaucoup à dire sur ces questions délicates, mais le mieux est sûrement de n'en rien dire, ou d'attendre pour le faire que le cycle de la guerre soit complètement parcouru. Les questions n'en deviendront peut-être pas plus faciles, mais la part que chacun aura prise aux événements pèsera d'un poids important dans les solutions à intervenir, et cette part est encore inconnue. Les États neutres qui ont des intérêts engagés dans les événements en cours annoncent tous la ferme volonté d'en prendre la défense... quand le moment sera venu; mais comme ce moment n'est encore venu pour aucun, puisqu'ils continuent de s'abstenir tout en parlant quelquefois très haut, nous ne pouvons que réserver notre opinion aussi longtemps qu'ils réservent leur action, et les laisser

à leurs méditations profondes et à leurs calculs subtils. Mais, en attendant, laissons aussi en repos les questions de demain et contentons-nous de vivre dans le présent. Les préoccupations qu'il nous cause suffisent à notre activité d'esprit. Quand le moment sera venu, quand nous serons à Constantinople, quand nous aurons chassé de France et de Belgique les hordes teutonnes et que nous les aurons poursuivies sur leur territoire, alors, débarrassés enfin du souci qui absorbe nos pensées, nous nous demanderons avec une plus grande liberté d'esprit ce qu'il conviendra de faire de l'Europe et de l'Asie pour que le droit succède à la force et la justice à l'iniquité.

III

CHEZ LES NEUTRES : LA MISSION DE M. DE BULOW A ROME, ET LES AVANCES DE L'AUTRICHE

Parmi les pays neutres qui n'ont pas encore pris un parti, cherchent à se rendre compte, se consultent eux-mêmes et hésitent, le plus considérable est l'Italie : c'est aussi celui qui, comme voisin immédiat, nous intéresse le plus. Nous n'entendons pas dire par là que sa résolution finale nous importe plus spécialement. Nous savons grand gré à l'Italie de la rapidité et de la netteté avec lesquelles, dès le début de la guerre, elle s'est déclarée neutre et a retiré les troupes qu'elle avait sur notre frontière ; mais nous ne lui avons rien demandé alors et nous n'avons rien à lui demander depuis. Elle a pris spontanément ses résolutions premières, elle ne prendra

pas moins spontanément ses résolutions dernières : nos propres vues sont indépendantes des siennes et nous n'avons aucune prétention à influer sur celles-ci. Mais enfin, c'est l'Italie : son histoire et la nôtre ont été si souvent confondues, son sang et le nôtre ont été si souvent mêlés, sa civilisation et la nôtre sont si évidemment de même famille que nous ne saurions éprouver à son égard le froid sentiment de l'indifférence. Elle couvre son jeu, ce qui est son droit, et nous n'avons garde d'essayer de le deviner, ce qui serait indiscret ; mais comment ne serions-nous pas vivement intrigués, — que l'Italie nous passe le mot, — en voyant se produire, se dérouler au grand jour les efforts de grosse séduction dont elle est l'objet de la part de l'Allemagne ? Nous n'avons pas tout vu, tant s'en faut ! Mais nous en avons vu assez pour comprendre à quel pressant assaut l'Italie est en butte. Y résistera-t-elle ? Pour le moment, nul n'en sait rien.

Quand il connaîtra dans ses détails la mission que le prince de Bülow remplit encore en ce moment à Rome, l'historien futur prendra certainement grand plaisir à raconter cet épisode diplomatique : mais en saura-t-il jamais tout le mystère et combien de secrets ne resteront-ils pas fermés pour lui comme pour nous ? Il y a dans l'histoire, ainsi que dans la mer, des profondeurs inexplorées et inexplorables. Le jour où M. de Bülow est parti pour Rome, il aurait été bien téméraire de vouloir prédire s'il réussirait ou ne réussirait pas. Il est habile et entreprenant, mais sa tâche était difficile, et l'Italie, qui est réaliste, ne s'abandonne qu'à bon escient. Pendant la première partie de son séjour à Rome, il semble bien que M. de Bülow ait cherché à influencer surtout l'opinion par l'intermé-

diaire des journaux, ce qui est un procédé classique ; mais les journaux italiens qui ont de l'influence la doivent à ce qu'ils ont une opinion, et toutes les grâces du monde ne les en feraient pas changer.

A un certain moment, le prince de Bülow s'est rendu compte qu'il perdait son temps, et alors il a changé de manière : ce changement a à peu près coïncidé avec l'annonce de l'expédition des Dardanelles. Le prince de Bülow a jugé l'heure venue de sortir des coquetteries préalables et de faire des offres réelles. Nous ignorons celles qu'il a faites ; nous savons seulement, sans que personne nous l'ait dit et en quelque sorte *a priori*, que ce sont des offres du bien d'autrui. Au surplus, il ne pouvait pas offrir celui de l'Allemagne, car l'Italie n'en a que faire : cette épreuve lui a donc été épargnée. On admet généralement qu'il a offert le Trentin et une rectification de la frontière du Frioul jusqu'à l'Isonzo : nous ne nous en portons pas garant, mais le fait est vraisemblable. C'est un grand coupable que l'empereur d'Autriche, bien que, même dans le crime, il n'ait été qu'un brillant second ; aussi n'avons-nous pas assez de pitié disponible pour le plaindre, mais le malheureux vieillard a dû singulièrement souffrir lorsque, après être parti en guerre pour anéantir la Serbie, conquérir des territoires nouveaux en compensation de ceux qu'il a déjà perdus dans sa longue vie, imposer son hégémonie aux Balkans, il a vu venir son allié et que celui-ci lui a demandé... quoi ? de céder une province, peut-être deux, à l'Italie, à cette même Italie qui, au commencement de son règne tragique et funeste, lui a pris successivement la Lombardie et la Vénétie et l'a rejeté au Nord des Alpes. — Eh quoi ! a-t-il dû

demander, nous sommes donc vaincus ? — Ce raisonnement est irréfutable, et l'empereur Guillaume a éprouvé sans doute beaucoup de peine à faire comprendre à son vieil ami qu'il n'en était rien, mais qu'il fallait céder tout de même. Et le reste du monde n'aura pas moins de peine que l'empereur François-Joseph à le comprendre et à l'admettre. On croit entendre l'Allemand crier : — Nous tombons ; jetez, jetez du lest, jetez-en encore davantage ! — En vérité, cela sent la débâcle et personne ne croira qu'il n'y a pas là l'aveu angoissé d'un grand et imminent péril.

L'empereur d'Autriche s'est-il résigné ? A-t-il consenti ? Non, sans doute, puisque l'Italie devient de plus ou plus menaçante : elle continue ses armements, elle est à la veille de prendre une attitude décidément hostile. Que se passe-t-il donc ? Deux hypothèses sont en présence, sans qu'on puisse dire quelle est la vraie. Les uns croient que l'Italie juge insuffisante la cession du Trentin, même avec une rectification de frontière jusqu'à l'Isonzo, et qu'elle demande encore Trieste, Pola, l'Istrie, la Dalmatie, enfin la réalisation de toutes ses « aspirations » sur l'Adriatique. D'autres se bornent à dire qu'elle a demandé à occuper immédiatement des territoires qu'on ne lui promet qu'après la guerre. L'Italie se défie, et elle a bien raison. Un traité pareil à celui qu'on lui propose ne vaut qu'aussi longtemps que durent les circonstances qui l'ont rendu inévitable et la force qui l'a imposé. Supposé même qu'on lui donne tout ce qu'elle revendique, son intérêt sera plus que jamais que l'Allemagne et l'Autriche soient vaincues; sinon, ce serait pour elles une pensée obsédante de reprendre ce qu'elles auraient donné le couteau sur la gorge. Et si l'Italie

estime que l'Allemagne et l'Autriche seront vaincues, son intérêt n'est-il pas de se mettre tout de suite du côté des vainqueurs ? Toutes ces hypothèses se pressent dans son esprit éminemment, nous dirons même, dans cet ordre de choses, exclusivement politique. Quelle sera sa conclusion ? Et quelle sera celle de l'Allemagne et de l'Autriche ? Ces dernières, sous le poids de la nécessité, feront-elles une concession de plus ? L'Italie s'en contentera-t-elle ? Qui pourrait le dire ? Il faudrait, pour le faire, sonder des cœurs insondables : la tâche est au-dessus de nos forces.

IV

L'ÉNIGME BULGARE

Il n'est pas plus facile de prévoir ce que feront demain la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce. On connaît la résolution qu'a prise cette dernière, mais elle n'est peut-être que provisoire : on la donne comme telle à Athènes. De ce bloc des quatre Puissances neutres, si une se détache, il y a des chances pour que les autres suivent le mouvement. L'affaire des Dardanelles aura sans nul doute une influence sur leur détermination, mais il n'est pas sûr qu'elle s'exerce sur chacune d'elles dans le même sens. Nous avons dit plus haut que mieux valait ne pas parler en ce moment des projets qui s'élaborent sur Constantinople et sur les détroits ; mais le bruit de ceux qu'on a attribués à la Russie en est venu jusqu'à Bucarest et il y a produit une impression réfrigérante. Elle s'effacera peut-être, elle existe encore aujourd'hui. Dans ces conditions, et la Grèce

s'abstenant jusqu'à nouvel ordre, c'est vers la Bulgarie que les partisans de l'intervention se tournent avec le plus de confiance.

Qui l'aurait dit, qui l'aurait cru hier encore? La politique bâtit sur des sables mouvants. Peut-être a-t-il suffi que la Grèce manifestât une volonté abstentionniste, pour que la Bulgarie éprouvât subitement des tendances en sens inverse. Le roi Ferdinand n'a pas de préjugés; il se tourne et se retourne suivant l'intérêt du moment; il ne s'est jamais piqué de fidélité et, d'ailleurs, on ne lui connaît aucune attache qui le gêne. Hier encore il convoitait ardemment la Macédoine, il la revendiquait comme son bien, il était à celui qui la lui donnerait. On lui conseillait alors de se tourner du côté de la Thrace et d'Andrinople, et il en faisait fi. Les dédaignait-il vraiment? Non certes; mais il se croyait si assuré de les avoir quand l'Empire ottoman aurait achevé de mourir qu'il ne mettait aucune hâte à les prendre et que, les considérant comme devant être nécessairement à lui, il ne les acceptait pas à titre de compensation aux renoncements ou même aux ajournements qu'il devrait consentir ailleurs. Il ne voulait que la Macédoine! Mais l'expédition commencée aux Dardanelles a modifié ses vues. Si les détroits sont forcés, et ils le seront, si Constantinople est prise, et elle le sera, l'Angleterre, la Russie, la France auront en main ce qui reste de l'Empire ottoman : qu'en feront-elles? Que feront-elles de la Thrace? Que feront-elles d'Andrinople? Il est bien possible que le roi Ferdinand ait senti le besoin d'être là le jour où s'accompliront tant de métamorphoses. A ce moment, en effet, les absents auront tort. Mais ce raisonnement, qu'on prête au roi, est-il vraiment le sien ? Demande-t-il quelque chose de précis, à la manière de l'Italie?

Pose-t-il ses conditions? C'est ici que les renseignements s'arrêtent et que les prévisions deviendraient téméraires. Il se fait sans doute depuis quelques jours un travail diplomatique d'une grande activité et intensité, mais nous n'en connaissons que peu de chose. Les journaux ne nous renseignent guère que sur les attitudes prises par les divers pays devant le public, mais les gouvernements restent mystérieux. Et qui pourrait le leur reprocher? Ils ont de lourdes responsabilités et se défient des imprudences de langage. Loin qu'ils s'en défient trop, on peut craindre quelquefois qu'ils ne le fassent pas assez.

V

MENSONGES ALLEMANDS

En attendant que la situation s'éclaircisse, la guerre continue dans les conditions favorables que nous avons indiquées. Favorables, disons-nous, et vraiment nous sommes de plus en plus sûrs de ne pas nous tromper en voyant le trouble de plus en plus grand et l'agitation de nos ennemis. Quand ils font à l'Italie des concessions de désespoir pour obtenir d'elle le maintien de sa neutralité, ils montrent par là le besoin qu'ils ont de ce maintien. La propagande de mensonges qu'ils s'acharnent à faire dans le monde entier, mais surtout en Amérique, pour rejeter sur les Alliés la responsabilité de la guerre et en disculper leurs propres gouvernements, est une preuve nouvelle des difficultés, des embarras de leur situation. Ils n'éprouvaient pas les mêmes scrupules lorsque, au commencement de la guerre, ils se croyaient sûrs d'une victoire rapide et écrasante.

Les traités n'étaient alors que des chiffons de papier, et la violation de la Belgique un acte que la nécessité justifiait. On fait comme on peut, disait M. de Bethmann-Hollweg. Aujourd'hui, ils affirment que la Belgique avait elle-même violé sa neutralité par une alliance secrète qu'elle aurait contractée avec l'Angleterre, et que la France était toute prête à la violer aussi, lorsque l'Allemagne, qui le savait, s'est jugée en droit de les devancer. Cette dernière découverte est due au général de Bernhardi, qui l'a révélée à l'Amérique par l'intermédiaire d'un journal. Elle ne méritait qu'un haussement d'épaules, mais le gouvernement de la République a cru devoir en établir la fausseté dans une note officielle. D'après le général de Bernhardi, notre mobilisation aurait été faite sur la frontière belge, ce qui établissait avec évidence notre intention de la franchir. La note de notre gouvernement dit jour par jour, heure par heure, ce qui s'est passé Elle montre que notre concentration avait été préparée et commencée sur la frontière allemande et que nous avons dû la changer à la hâte, y apporter une variante improvisée, au moment où, son territoire ayant été violé, la Belgique nous a enfin appelés à son secours. Hélas ! nous sommes arrivés trop tard, et la preuve que nous n'avions rien préparé pour nous défendre sur la frontière belge est le déplorable échec que nous y avons éprouvé. C'est par là que la campagne a commencé : nous ne nous sommes relevés que sur la Marne. Que reste-t-il donc de l'assertion du général de Bernhardi ? Un nouveau mensonge.

La vérité tout entière au sujet de la violation de la neutralité belge, aussi bien d'ailleurs que des responsabilités de la guerre, a été énoncée une fois de plus par sir Edward Grey, dans un discours qu'il a pro-

noncé il y a quelques jours à Londres. Sir Edward Grey dit les choses simplement, fortement, avec un accent de loyauté et une émotion intérieure qui imposent la confiance et le respect. Nous voudrions pouvoir reproduire tout son discours : voici du moins la fin du passage qui concerne la Belgique : « Quant au résultat pour lequel nous combattons, le temps viendra où les conditions de la paix seront présentées par nos alliés et par nous-mêmes ; mais une condition essentielle devra être le rétablissement de l'existence et de l'indépendance de la Belgique, de la libre possession de son territoire et de la réparation, autant qu'il sera possible, de tous les maux cruels qu'elle a dû souffrir. Cela fait partie du grand but que nous voulons attendre. Ce grand but consiste, pour les nations de l'Europe, à être libres de vivre leur propre vie indépendante en travaillant elles-mêmes à fixer leur forme de gouvernement et à assurer en toute liberté leur développement national, et cela que ce soient de grands ou de petits Etats. Voilà notre idéal. Nous avons été inondés de l'idéal de l'Allemagne par ses professeurs et ses publicistes depuis le commencement de la guerre. Cet idéal consiste à croire que les Allemands sont un peuple supérieur auquel tout est possible et contre lequel toute résistance doit être sauvagement écrasée. L'Allemagne doit être libre d'établir sa domination sur toutes les nations du continent. Mais moi, j'aimerais mieux mourir ou abandonner ce continent que de vivre dans de telles conditions ! »

Deux petites nations, petites par leur étendue géographique, mais grandes par le courage, ont montré qu'elles aussi aimaient mieux périr que de vivre dans l'humiliation d'une dépendance imposée par la force : ce sont la Belgique et la Serbie. La

France, dont la politique à travers l'histoire a consisté à grouper et à défendre les petites nations, peut être fière aujourd'hui de ses clientes. Qui aurait dit que la Belgique aurait arrêté pendant plusieurs semaines l'invasion allemande? Qui aurait cru que la Serbie arrêterait pendant huit mois l'invasion autrichienne ? Et elle continuera de le faire. La journée du 25 mars a été consacrée, dans nos écoles, à célébrer l'héroïsme serbe : à nos enfants, qui entendent aujourd'hui de partout les bruits de la guerre et sont élevés au milieu d'une épreuve à laquelle aucune famille n'échappe, pouvait-on donner une plus grande et plus noble leçon ?

VI

UNE APPARITION DE ZEPPELINS SUR PARIS

Nous ne dirons qu'un mot de la double visite que, pendant deux nuits de Mars, des zeppelins ont faite à Paris. La première nuit, il y a eu quelques dégâts matériels à peu près insignifiants; personne n'a été tué, ni blessé gravement; une femme est, dit-on, morte d'émotion. La seconde nuit, il n'y a eu rien du tout. Les zeppelins, voyant qu'ils étaient attendus, ont rebroussé chemin.

La femme qui est morte d'émotion devait être déjà malade d'autre chose: en tout cas, elle n'est nullement représentative de l'état moral de Paris. Paris ne s'est pas amusé des zeppelins, comme il l'avait fait des avions au commencent de la guerre, mais il y est resté à peu près indifférent. Quoi de plus naturel? Les zeppelins se sont montrés jusqu'ici l'arme de guerre la plus inopérante qu'on ait vue à l'œuvre. On avait

annoncé qu'ils empêcheraient notre mobilisation, qu'ils démoliraient des établissements militaires, qu'ils détruiraient des ponts, qu'ils anéantiraient des régiments entiers, et le comte Zeppelin est devenu l'homme le plus populaire d'Allemagne. Il le serait encore, si le maréchal de Hindenburg n'était pas monté au-dessus de l'horizon comme une étoile encore plus brillante. Nous reconnaissons les qualités manœuvrières du second, quant à la machine du premier, elle a encore besoin de faire ses preuves. Il n'est pas douteux que, dans des conditions plus favorables, elle puisse démolir plus de maisons et tuer plus de malheureux inoffensifs qu'elle ne l'a encore fait, mais ce sera peu de chose à Paris, au milieu d'une population de plus de deux millions et demi d'habitants, et, au point de vue militaire, ce ne sera rien. Quel but poursuit donc l'Allemagne avec ses zeppelins ? Toujours de faire peur, de semer l'épouvante, dans l'espoir d'arriver par ce moyen à faire fléchir nos volontés et à nous amener à implorer la paix avec une angoisse impatiente. Il est surprenant qu'après tant d'expériences renouvelées de l'inefficacité de pareils procédés l'Allemagne en use encore avec une confiance que rien ne peut ébranler.

La France a supporté d'autres épreuves, et son âme en est sortie plus fortement trempée. Il y a quelque puérilité à compter spécialement sur les zeppelins pour changer ses dispositions.

CHAPITRE XVIII

CHANGEMENTS A PRÉVOIR DANS L'ATTITUDE DES NEUTRES

15 avril 1915.

I

UN COUP DE MAIN BULGARE CONTRE LA SERBIE

Le journal *la Roumanie* écrivait, il y a quelques jours : « Les petits pays peuvent être utiles dans le jeu serré de la Triple-Entente, mais ils auraient grandement tort de s'imaginer qu'ils y sont indispensables. En marchant à côté de la Triple-Entente, ils feront plutôt leurs affaires que celles de cette alliance de trois Etats gigantesques par leur force guerrière. »

L'observation est pleine de justesse, et il est bon de ne pas la perdre de vue lorsqu'on s'occupe des faits et gestes des pays neutres, qu'ils soient petits ou grands. Ils sont disposés à entrer en scène, mais ils ne voudraient pas, comme on dit en style de sport, mettre leur enjeu sur le mauvais cheval. De là leurs hésitations et leurs perplexités, qui ne feront peut-être pas l'édification de l'histoire, mais resteront ins-

tructives au point de vue politique et moral. Ce n'est pas un reproche que nous leur adressons ; il est tout naturel qu'ils ne songent qu'à eux ; mais à aucune autre époque, on ne l'avait fait avec une plus complète absence des formes dont le respect humain a coutume de s'envelopper. C'est le nouveau jeu. La vérité n'a que faire de son puits, elle se montre nue sur la place publique. Nous avions cru, nous qui appartenons à une génération déjà vieille, que Bismarck, dans son réalisme sans gêne, lui avait enlevé ses derniers voiles : nous nous trompions, il lui en avait laissé quelques-uns, comme s'il avait eu pour elle un reste de pudeur, car la vérité toute nue n'est pas belle à voir. Grâce aux hommes d'Etat d'aujourd'hui, la génération nouvelle grandira en dehors de toute naïveté.

La Bulgarie et son roi auront certainement contribué, pour une large part, à ce résultat. On aurait tort toutefois de les prendre pour modèles, car ils forcent la note, ce qui est dangereux. Le moment vient toujours où la justice immanente se dégage des choses et prend des revanches subites. On l'a déjà vu une première fois lorsque, après la guerre des pays balkaniques ligués contre la Porte, la Bulgarie s'est subitement détachée de ses alliés de la veille et s'est tournée contre eux les armes à la main. C'était de la grande politique ; elle l'a cru du moins, mais il aurait fallu être le plus fort, et la Bulgarie ne l'a pas été. Le traité de Bucarest lui a très légitimement enlevé une partie de ses conquêtes, pour les attribuer à la Serbie et à la Grèce victorieuses. Depuis lors, les circonstances sont devenues plus favorables à la Bulgarie qu'elle n'était en droit de l'espérer. L'immense ébranlement dont toute l'Europe est secouée a posé à nouveau dans les Balkans un certain nombre de

questions qui semblaient closes pour quelque temps, et la Bulgarie s'est mise à marchander sa neutralité. Restera-t-elle cantonnée dans cette attitude? En sortira-t-elle et dans quel sens? Tout le monde se l'est demandé et elle se l'est sans doute demandé à elle-même, sans que la réponse soit encore venue.

En attendant qu'elle le soit, la Bulgarie juge habile de négocier avec les deux parties à la fois et d'attendre. Qu'il y ait eu des négociations, on n'en saurait douter ; le fait résulte avec évidence des déclarations de M. Venizelos dont nous parlerons dans un moment et, au surplus, nous n'en douterions pas, même si nous n'en avions aucune preuve. Quand les choses prennent un certain degré de vraisemblance, on peut les tenir pour vraies. On a donc négocié. Tout d'un coup qu'est-il arrivé ? Nous l'ignorons ; bien des détails nous échappent et ne seront connus que plus tard. Peut-être les espérances que la Bulgarie avait pu concevoir ont-elles été déçues, ou du moins ajournées. Quoi qu'il en soit, une agitation subite s'est produite et, un matin, l'Europe, qui ne s'y attendait pas, a appris que des bandes de comitadjis s'étaient formées dans la partie de la Macédoine restée bulgare. Deux mille hommes avaient franchi la frontière serbe au point précis où y pénètre le chemin de fer qui va de Salonique à Nich, et il en était résulté un combat meurtrier à la suite duquel les assaillants avaient été repoussés. Ce n'est pas la première fois qu'un pareil acte s'est accompli au même endroit. Les Bulgares ont déjà essayé d'interrompre la communication de la Serbie avec Salonique. Le sentiment général est qu'ils ont de nouveau tenté le même coup, sans l'avoir d'ailleurs mieux réussi. Il y a lieu de remarquer qu'en même temps qu'elle se produisait contre la Serbie une tentative

du même genre avait lieu contre la Grèce, quoique avec de moindres forces. On s'est demandé ce que cela signifiait. Le gouvernement serbe ne pouvait pas se dispenser de poser officiellement la question à Sofia. Il l'a fait, et le moins qu'on puisse dire de la réponse qui lui a été faite est qu'elle a causé un profond étonnement.

On avait cru que, le coup de main ayant d'ailleurs échoué, le gouvernement bulgare s'empresserait de le désavouer, d'en punir les auteurs, d'en prévenir le retour au moyen d'une plus grande surveillance exercée sur la frontière ; mais on était loin de compte et M. Radoslavof a présenté de l'incident une version inopinée. — Il est dû tout entier, a-t-il dit, à la situation intérieure de la Serbie. Les populations macédoniennes annexées à la Serbie par le traité de Bucarest sont naturellement en état de révolte contre le joug odieux qui pèse sur elles. Les Turcs en particulier ne veulent pas le supporter plus longtemps et ils se soulèvent. Les Serbes prétendent que leur territoire a été envahi par des bandes venues de Bulgarie : c'est le contraire qui est vrai. Les insurgés serbes, poursuivis rudement par les troupes serbes, se sont refugiés sur le territoire voisin. Le gouvernement bulgare pouvait-il leur refuser asile ? L'humanité ne le permettait pas. Mais que la Serbie y prenne garde ; des faits du même genre peuvent se renouveler, et si le gouvernement serbe ne prend pas des mesures sérieuses pour que ses troupes, lancées à la poursuite des rebelles, ne passent pas la frontière bulgare, « les conséquences pourraient être excessivement graves ». — On croit entendre le gouvernement allemand déclarer au gouvernement russe que, s'il s'oppose à l'exécution de la Serbie, des « conséquences incalculables en résulte-

ront, » et en effet il ne les avait pas calculées. Ainsi le gouvernement serbe s'attendait à ce qu'on lui exprimât des regrets, et on lui adresse une menace.

Donnera-t-il suite à l'incident? Il n'en a rien fait jusqu'à présent, et le mieux, sans doute, est qu'il soumette la cause aux Puissances dont le jugement ne saurait être douteux. La Serbie, alliée de l'Angleterre, de la Russie et de la France, doit combiner, non seulement ses mouvements militaires, mais sa politique avec celle de ces Puissances. C'est dont à celles-ci qu'il appartient de décider ce qu'il lui convient de faire. Mais il importe que la Bulgarie sache, à n'en pouvoir douter, que la Serbie est en effet leur alliée, avec toutes les sanctions que ce mot comporte. Et sur ce point il est inutile d'en dire davantage. M. Radoslavof a déclaré, tout récemment encore, que la Bulgarie était et resterait neutre : nous ne lui demandons pas davantage, mais nous n'en exigeons pas moins. En tout cas, elle aurait tort de toucher à la Serbie. Si elle le faisait, nous ne mettons pas en doute que la Grèce interviendrait aussitôt. On peut, sans être obligé de l'approuver, comprendre que le gouvernement hellénique n'ait pas jugé le moment opportun pour s'engager avec nous dans l'affaire des Dardanelles et de Constantinople : mais il ne resterait pas indifférent à une agression contre la Serbie.

II

LES VRAIES CAUSES DE LA DÉMISSION DE M. VENIZELOS

Quant à notre entreprise des Dardanelles, on commence à avoir des renseignements, sinon sur les

vrais motifs qui ont empêché la Grèce de s'y associer, au moins sur la manière dont les choses se sont passées et sur les circonstances qui ont accompagné la démission imprévue de M. Venizelos. Celui-ci a parlé, en effet, et, quoi qu'il affirme aujourd'hui son intention de se retirer de la vie politique, le moment viendra certainement où il parlera encore, car, comme il le dit lui-même, il « aime trop la lutte pour y renoncer à jamais ». En attendant, il se taît et il a raison; les circonstances sont trop délicates pour qu'on n'y apporte pas de grands ménagements; mais l'avenir lui reste et il ne renoncera pas aux nouvelles méthodes politiques qu'il a inaugurées en Grèce. A la différence de ceux qui croient, suivant un vieux mot, que la politique est ce qu'on ne dit pas, il pense qu'il faut tout dire, et que c'est dans ces conditions seulement que se fait l'éducation morale d'un peuple.

On sait quelles étaient avant lui les mœurs politiques de la Grèce. Les ministres pratiquaient entre eux ce qu'on a appelé le système rotatif, c'est-à-dire qu'ils se succédaient et se remplaçaient au pouvoir, en vertu du principe que chacun devait avoir son tour. Evidemment ce système est peu favorable à la constitution de partis politiques solidement établis. M. Venizelos n'est pas, il ne voulait ni ne pouvait être un simple pion dans ce petit jeu d'échecs. La situation était trop grave, quand il est venu de Crète à Athènes, pour qu'il se prêtât à des combinaisons qui peuvent suffire aux époques tranquilles et paisibles, mais non pas aux jours de tempête. Il a voulu être un ministre dans la grande et haute acception du mot : il avait des idées, un programme à appliquer, un but à poursuivre et à atteindre, un idéal à réaliser. Aussi lorsqu'il a été arrêté en

pleine activité et s'est vu obligé de donner sa démission, n'a-t-on pas trouvé en lui un de ces ministres qui, le lendemain de leur chute, s'enferment dans le silence, sachant bien qu'au bout de quelques mois, ou tout au plus de quelques années, la carrière ministérielle se rouvrira pour lui. Il s'est produit alors un phénomène nouveau en Grèce : M. Venizelos a parlé, il s'est adressé directement au pays pour le prendre à témoin de ce qu'il avait voulu faire. Nous aimons mieux ce caractère que celui des politiciens qui conspirent dans les coulisses et mettent leur confiance dans l'intrigue ; mais tout ce qui est inaccoutumé étonne, scandalise même quelquefois, et ceux qui l'avaient renversé et remplacé, ont éprouvé quelque chose de ce double sentiment quand M. Venizelos s'est dressé devant eux dans un geste où il n'y avait pas seulement une défense, mais aussi une accusation. Le jour même de sa chute, une plainte amère est sortie de sa bouche : il a exprimé la crainte que la Grèce ne perdît quelque chose des conquêtes qu'elle avait faites et auxquelles il avait lui-même puissamment contribué. Bientôt la nécessité d'élections nouvelles est apparue. M. Venizelos a annoncé alors qu'il exposerait toute sa politique, qu'il dirait tout ce qu'il avait voulu faire, qu'il mettrait la Grèce en mesure et en demeure d'en juger. Alors on s'est effrayé, et il était difficile qu'il en fût autrement, car le Roi était impliqué dans l'affaire. N'est-ce pas lui qui, à tort ou à raison, a arrêté M. Venizelos dans sa marche et l'a obligé à démissionner ? Nous ne jugeons pas ici, nous nous bornons à raconter. Le Roi n'avait assurément rien fait d'inconstitutionnel, mais il s'était découvert, et l'avenir seul dira s'il n'y a pas eu là de sa part un acte imprudent.

Les nouveaux ministres n'étaient pas les adversaires personnels de leur prédécesseur ; ils n'auraient sans doute pas mieux demandé de se taire sur le dissentiment qui s'était élevé entre le Roi et lui ; mais, M. Venizelos ayant parlé, il a fallu lui répondre. Qu'avait-il dit? Ses explications peuvent se résumer en quelques mots. Soucieux de la grandeur de la Grèce, mais tenant compte des circonstances présentes et de leur évolution nécessaire, il avait estimé que, pour avoir plus, il fallait sacrifier à propos quelque chose, car il serait impossible d'obtenir en Asie les territoires, habités par une population hellénique, qui compléteraient les nouvelles possessions insulaires de la Grèce, si on ne consentait pas à abandonner une partie, une faible partie, de ce qu'on avait conquis en Europe. Abandonner à qui? A la Bulgarie. Sans doute cela était dur, mais la politique a des exigences auxquelles on doit savoir se plier. Il est à croire que M. Venizelos a été encouragé dans cette voie par les Puissances de la Triple-Entente, désireuses de s'assurer la neutralité, toujours si incertaine et instable, de la Bulgarie. M. Venizelos avait consenti à céder ce port de Cavalla, qui a été déjà l'objet de tant de contestations et ne lui semblait pas indispensable à la Grèce sur une mer où elle a d'autres débouchés. Nous sommes, sur ce point spécialement, tout disposé à croire que M. Venizelos avait raison. Bref, il aurait cédé en Europe un district de 2.000 kilomètres carrés pour en avoir 140.000 en Asie : tout le monde accepterait un pareil échange. Ce n'est pas tout : il existe, paraît-il, un engagement entre la Grèce et la Serbie, d'après lequel la seconde s'est engagée à ne pas céder certains territoires à la Bulgarie sans le consentement de la première. Ce consentement, M. Veni-

zelos était d'avis de le donner. L'impression générale qui se dégage de ces explications et qu'il est un homme à larges vues, sachant distinguer en toutes choses le point essentiel, n'hésitant pas à transiger sur les autres, si on lui assure un avantage compensateur et plus que compensateur, enfin loyalement désireux de mettre les intérêts de son pays d'accord avec ceux de l'Europe et de la paix. Il s'en faut de beaucoup que ses aveux aient diminué l'opinion qu'on avait de son intelligence et de son caractère.

Mais ici intervient dans l'affaire un élément nouveau. Des concessions qu'il voulait faire, des transactions qu'il était disposé à signer, on a fait un grief à M. Venizelos, et une note officieuse a donné à entendre que là était l'origine du désaccord entre le Roi et lui : à quoi M. Venizelos a répondu que le Roi avait connu et approuvé sa politique et, comme on continuait à le mettre en doute, il a écrit une lettre au Roi pour invoquer son témoignage. Ce n'est pas le Roi qui a répondu ; il s'est enfermé dans ses devoirs constitutionnels, et le ministère a fait savoir à M. Venizelos que, sans que sa bonne foi pût être mise en cause, il y avait eu méprise de sa part : le Roi n'avait jamais approuvé une cession territoriale. La méprise est bien extraordinaire, qu'elle se soit d'ailleurs produite du côté du Roi ou de celui du ministre, mais il aurait été dangereux d'y insister. M. Venizelos a senti que cette sorte de duel ne pouvait continuer sans que les intérêts de la Grèce y fussent compromis : il a annoncé qu'il se retirait de la vie politique et ne se présenterait pas aux élections prochaines. Les efforts de ses amis n'ont pas ébranlé sa volonté : il se retire, au moins pour un temps, de l'arène politique.

Ce n'est pourtant pas sur cette question des ces-

sions territoriales éventuelles que M. Venizelos est tombé : elle a préparé sa chute, elle y a contribué, elle n'en a pas été l'occasion immédiate. M. Venizelos voulait envoyer une poignée d'hommes représenter la Grèce auprès des alliés dans l'expédition des Dardanelles : le Roi s'y est opposé. La raison qu'il en a donnée, — est-ce vraiment la principale? — est que l'attitude de la Bulgarie était encore trop obscure pour qu'il fût prudent de détacher une fraction, si minime qu'elle fût, de l'armée hellénique pour l'envoyer à la conquête de Constantinople. Sur ce point encore, M. Venizelos a fourni des explications très nettes. Le faible détachement qu'il proposait d'envoyer dans les Dardanelles ne pouvait pas affaiblir l'armée grecque, et s'il avait réduit à ce point le contingent expéditionnaire, c'est justement parce que, en dépit de ses efforts pour s'assurer de la neutralité bulgare, il avouait n'y avoir pas réussi. L'emprunt de 150 millions fait par Sofia à Berlin lui avait ouvert les yeux. Ces cessions territoriales qu'on lui a tant reproché d'avoir voulu faire, et grâce auxquelles il avait cru un moment pouvoir compter sur le concours de la Bulgarie, il y avait déjà renoncé au moment où on lui en faisait un crime. Que résulte-t-il à nos yeux de toutes ces révélations? Nous n'avons pas à prendre parti entre M. Venizelos et le Roi; c'est l'affaire des Grecs, et non pas la nôtre; le point qui nous intéresse est que, dans l'intérêt de la paix balkanique, M. Venizelos a été un moment disposé à faire des sacrifices territoriaux qui devaient pourtant lui coûter. C'est là-dessus qu'on l'attaque et qu'on essaie même de le disqualifier : on fait de lui l'homme qui a voulu céder Cavalla! On ne tient compte ni des circonstances qui sont difficiles, ni de l'avenir qui est incertain, ni des compensations qui

étaient très grandes, ni des services antérieurement rendus qui sont immenses. L'histoire jugera.

III

L'ITALIE SE PRÉPARE A INTERVENIR

Il est à croire, d'après tout ce qui précède, que, jusqu'à nouvel ordre, les neutres ne bougeront pas dans les Balkans. La Grèce a refusé de se joindre à l'expédition des Dardanelles, sans même attendre qu'on le lui eût demandé, et la Bulgarie, à son tour, s'est déclarée plus neutre que jamais. Quant à la Roumanie, elle ne parle plus et semble se recueillir. Et l'Italie ? De tous les pays neutres susceptibles de prendre part un jour aux hostilités, c'est le plus grand et le plus important; mais c'est aussi celui dont la politique est la plus prudente et par conséquent la plus difficile à pénétrer.

Où en sont les négociations avec M. de Bülow? Nul ne peut le dire; mais il est hors de doute, pour peu qu'on lise les journaux attentivement, que ces négociations ne sont pas les seules poursuivies en ce moment par l'Italie. En poursuit-elle de plusieurs côtés concurremment ou alternativement? C'est encore un point mystérieux; mais, à coup sûr, elle ne négocie pas exclusivement avec l'Allemagne et l'Autriche. Est-ce pour mieux se rendre compte des avantages qu'elle pourrait trouver ici ou là et les mettre en balance avant de choisir? Est-ce qu'elle désespère dès ce moment de s'entendre avec ses alliés d'hier, mais que cependant elle ne veut pas rompre avec eux avant de savoir ce qu'elle pourra

obtenir ailleurs? L'âme italienne est subtile et profonde : qui oserait prétendre la pénétrer?

Nous avons été toutefois et nous restons sceptique, incrédule même, sur le succès des négociations de M. de Bülow. Qu'il ait été autorisé à offrir à l'Italie le Trentin, c'est à la grande rigueur possible; mais, même dans un temps où on voit mille choses extraordinaires, où les plus vieilles traditions sont tout d'un coup renversées, où les plus grands pays renoncent à leur politique séculaire pour en adopter une autre qui en est l'opposé, nous ne croirons à l'abandon bénévole à l'Italie de Trieste, de l'Istrie, de la Dalmatie que lorsque nous le verrons de nos yeux. Trieste sera la pierre d'achoppement, car elle n'intéresse pas seulement l'Autriche-Hongrie : le monde germanique y voit le seul port qu'elle ait sur la Méditerranée, et l'Allemagne ne consentira pas plus que l'Autriche à céder ce port à l'Italie. Si par impossible elle le faisait sous le coup d'une nécessité inexorable, on peut dire hardiment que ce ne serait pas de bonne foi, mais avec l'arrière-pensée de reprendre un jour prochain un point auquel elle ne renoncera jamais. Il est impossible que l'Italie se fasse à cet égard la moindre illusion. Pourtant ses journaux ne parlent que de Trieste et de la rive orientale de l'Adriatique : c'est là, disent-ils, que sont les aspirations véritables de l'Italie, c'est là qu'est son avenir. Sans doute, et si nous étions Italien, nous ne penserions pas autrement. Mais alors il faut renoncer à s'entendre avec l'Allemagne et l'Autriche. Y a-t-on renoncé en effet, bien qu'on ne le dise pas encore? Nous serions porté à le croire quand nous lisons dans les journaux italiens les articles passionnés qu'ils consacrent à la question de savoir, non seulement quel sera le lot de leur pays, mais

quel sera celui de la Serbie sur la côte adriatique. Naturellement, l'Italie revendique pour elle le plus gros, et c'est son droit incontestable ; mais se préoccuperait-elle de la Serbie et se montrerait-elle disposée à lui concéder la moindre parcelle de territoire si elle croyait à la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche, à la suite de laquelle la Serbie annihilée disparaîtrait de la carte du monde? S'il y a des négociations au sujet de la Serbie, et assurément il y en a, elles ne peuvent être sérieuses qu'avec les Alliés, c'est-à-dire avec l'Angleterre, la France et la Russie. Elles seules, en effet, tout en faisant à la Serbie sa part légitime, peuvent attribuer la côte adriatique à l'Italie, sans regret pour elles-mêmes et sans projet de reprise dans un avenir prochain. C'est donc du côté de la Triple-Entente que l'Italie doit se tourner et que certainement elle se tourne, si elle veut régler pour toujours une question qui a un si grand intérêt pour elle. Encore n'y aura-t-il là rien de définitif pour l'Italie que si l'Allemagne et l'Autriche sortent écrasées de la guerre où elles ont cru trouver leur grandeur.

Nous ne saurions dire où et comment se poursuit la négociation relative à l'Adriatique, mais il n'y a pas de fumée sans feu et la presse italienne lance tant de fumée qu'il y a certainement un foyer quelque part. De tous ces articles de journaux, un des plus intéressants est celui que publiait il y a quelques jours la *Stampa*. — On pense, disait ce journal, hier encore partisan de la neutralité, que, durant le mois d'avril, le cours plus résolu des événements militaires sera accompagné en Italie de faits de nature diplomatique qui peuvent exercer une influence décisive sur les délibérations du gouvernement italien. Dans le courant d'avril, en effet, trois

éléments du problème seront résolus, les négociations de Vienne, l'action de la flotte alliée contre les Dardanelles, la lutte austro-russe dans les Carpathes. Quant à l'action diplomatique, l'entrée en scène du nouvel ambassadeur, M. de Giers, va avoir lieu et les débats au sujet des intérêts italiens dans l'Adriatique suffiraient à démontrer l'importance de son rôle. Il y aura des négociations inévitables entre Rome et Pétrograd à propos des questions adriatiques où les intérêts de l'Italie et de la Russie sont engagés. D'autre part, le personnel de la légation de Serbie à Rome a été accru d'envoyés extraordinaires chargés de missions spéciales qui se rapportent précisément aux mêmes questions. Si le langage des journaux russes peut faire croire à un antagonisme entre l'Italie et la Serbie, on assure cependant, dans le monde politique, que le gouvernement italien négocie un accord italo-serbe, qui devrait être ratifié par le gouvernement russe. — Nous avons résumé cet article parce qu'il dispense de la lecture de beaucoup d'autres. Des intérêts y sont attribués à la Russie dans l'Adriatique. On ne voit pas au premier abord quels ils peuvent être et, en effet, ce ne sont pas directement les siens, mais ceux de la Serbie, qui sont présentement en cause. Que la Russie s'intéresse à la Serbie, cela va de soi; mais la France et l'Angleterre s'intéressent aussi à elle et, s'il y a une négociation déjà ouverte, nous ne doutons pas qu'elles n'y prennent part. Le rôle héroïque de la Serbie pendant la guerre ne lui vaut pas seulement des sympathies, il lui crée des droits positifs, qui sont d'ailleurs parfaitement conciliables avec ceux de l'Italie, pourvu que, de part et d'autre, on ne pousse pas les prétentions à l'extrême. Les journaux l'ont fait quelquefois et il en est résulté des

polémiques assez vives entre la presse russe et la presse italienne : mais il ne faut pas confondre les journaux avec les gouvernements.

Le gouvernement russe a jugé utile de remettre les choses au point par un communiqué qui a été publié par l'*Agence télégraphique de Petrograd.* « Ces jours derniers, y lit-on, quelques organes importants de la presse italienne ont exprimé l'opinion que les aspirations de l'Italie dans l'Adriatique seraient désapprouvées par la Russie. A ce propos, il est bon de savoir que le gouvernement russe et l'opinion publique en Russie nourrissent les meilleurs sentiments d'amitié envers l'Italie... En outre, reconnaissant toute l'importance des intérêts économiques et stratégiques de l'Italie dans l'Adriatique, la Russie est prête à reconnaître la légitimité de certaines aspirations territoriales, même si elles ne sont pas fondées sur le principe des nationalités. » On remarquera l'importance de cette dernière concession : elle est d'ailleurs nécessaire, car si le principe des nationalités doit entrer largement en ligne de compte dans la solution des questions qui vont s'ouvrir, on s'exposerait à rencontrer beaucoup de difficultés et même de périls à vouloir en faire la règle unique des transactions futures. Si la Russie le reconnaît, la conciliation en deviendra plus facile. Quant au danger que pourraient faire courir au monde les tendances impérialistes qu'on attribue à la Russie dans l'Adriatique, le communiqué officieux dénonce l'absurdité de pareilles affirmations où on ne peut voir, dit-il, que « l'influence d'instigations allemandes ». La note russe a amené un peu de détente dans les esprits, sans que la paix y soit encore faite. Elle se fera peu à peu, nous l'espérons bien, sous l'influence conciliante des Puissances de la Triple-Entente.

Si l'Italie sort de la neutralité, elle aura sa part légitime des avantages que procurera une victoire à laquelle elle aura contribué. Aucune des Puissances de la Triple-Entente ne lui disputera Trieste, non plus qu'une étendue considérable des côtes de Dalmatie, à la condition que la Serbie, qui a été l'ouvrier de la première heure et a supporté le poids de toute la journée, ait aussi sur l'Adriatique les débouchés que l'Autriche lui refusait hier encore arrogamment et impitoyablement. Mais quand on songe que l'Italie a déjà Valona et qu'elle sera maîtresse du canal d'Otrante, on ne voit pas qui pourrait lutter contre elle dans une mer qui sera vraiment devenue sienne. L'histoire ne présente pas beaucoup d'exemples d'un accroissement de puissance obtenu dans des conditions aussi rapides. Toutefois l'Italie délibère encore et, suivant notre habitude, nous ne voulons pas, même en apparence, peser sur sa liberté.

Nous raisonnons dans l'hypothèse où nous serons vainqueurs avec elle, où elle sera victorieuse avec nous. Mais peut-on douter de cette victoire? A tous les motifs de confiance que nous avions déjà, viennent s'ajouter ceux que nous donnent les journaux allemands. Leur ton est bien changé depuis quelque temps! La presse allemande veut croire quand même à une issue favorable pour son pays, mais elle y croit de plus en plus faiblement et elle commence à reconnaître que l'Empire ne combat plus pour la domination, mais pour la vie. La *Gazette de Francfort* s'efforce néanmoins de lutter contre l'évidence et elle en donne une singulière raison. « Nous allons de l'avant, dit-elle, pour la défense de notre existence nationale, guidés par le sentiment profond que la victoire du peuple allemand

n'est pas une affaire de hasard, mais une nécessité métaphysique. » Et elle explique que le peuple le meilleur, le plus humain, le plus doux, le plus modeste, — on reconnaît à ces traits le peuple allemand, — doit métaphysiquement être le plus fort. Il faut lui laisser cette illusion jusqu'à ce que l'événement la dissipe. Mais on ne s'attendait guère à voir la métaphysique en cette affaire et il est douteux que son intervention fasse plus d'effet sur l'Italie que sur nous.

IV

L'ALLEMAGNE EST MÉCONTENTE DE LA CONDUITE DES ÉTATS-UNIS

Le gouvernement des États-Unis vient de répondre au décret français du 16 mars et à l'ordre en conseil du gouvernement britannique relatifs aux mesures prises pour arrêter en mer les marchandises appartenant à des Allemands ou venant d'Allemagne, ou expédiées sur elle. Cette réponse témoigne d'un grand désir de justice et diminue la distance qui semblait d'abord nous séparer de la conception américaine. La réponse de M. Bryan déclare en effet que, « comme il est naturel, le gouvernement des États-Unis tient compte des grands changements intervenus dans les conditions et moyens de la guerre navale depuis que les règles adoptées jusqu'ici pour effectuer un blocus légal ont été formulées ». Nous n'en demandons pas davantage : il ne reste plus qu'à tirer les conséquences de cet aveu.

Les règles établies jusqu'ici sont, comme le dit M. Bryan, le résultat de « l'usage » et de la recon-

naissance des nations civilisées. Sans doute l'usage, pour être définitivement consacré, a besoin de cette reconnaissance, mais il s'établit d'abord par lui-même, en vertu de la force des choses et des obligations qui en résultent : tout ce qu'on peut lui demander est de s'inspirer de l'esprit qui a présidé à la fixation des anciennes règles. L'Angleterre et la France se sont toujours inspirées de cet esprit. Sans doute, le blocus qu'elles ont établi est plus étendu que ne l'étaient ceux d'autrefois, mais aucun vaisseau n'a été détruit, aucune marchandise « innocente », comme dit le gouvernement américain, n'a été condamnée, le principe d'une indemnité pour tous les cas où la bonne foi est démontrée a été formellement reconnu. Tout ce que l'humanité exige, tout ce que la justice conseille et impose a été respecté. Avons-nous besoin de dire qu'aucune vie humaine n'a été sacrifiée ? Que peut-on demander de plus ? Le gouvernement américain ne veut certainement pas nous mettre dans l'impossibilité de nous défendre contre des procédés de guerre que, dans sa haute impartialité, il qualifie lui-même avec sévérité ; et comment nous en défendre par d'autres procédés que ceux que nous employons ? Le droit des gens n'est pas une lettre morte et figée ; il évolue comme tout ce qui vit ; mais il doit le faire dans le sens de la civilisation et de ses progrès. L'Allemagne va en sens inverse de ces progrès, nous nous efforçons de les continuer normalement : là est la différence.

Le gouvernement américain la sent si bien que sa réponse, accueillie par nous avec une sympathique déférence, fait naître en Allemagne des sentiments de colère et de réprobation. Cela suffit pour la justifier.

CHAPITRE XIX

L'INTERVENTION IMMINENTE DE L'ITALIE PROMET D'INAUGURER UNE PÉRIODE NOUVELLE DANS L'HISTOIRE DE LA GUERRE

1er mai 1915

I

LES DERNIERS APPRÊTS DE L'INTERVENTION ITALIENNE

Les ententes internationales ne sont tout à fait certaines que lorsqu'elles sont définitivement conclues, signées et paraphées. En est-il ainsi de celle que l'Italie a négociée pendant ces dernières semaines avec les Puissances de la Triple-Entente ? Nous ne saurions le dire, mais il semble bien que l'affaire soit assez avancée pour qu'à la dernière minute un incident imprévu ne vienne pas arrêter le cours naturel des choses, qu'on peut vraiment appeler celui du destin. Le bruit court toutefois que la diplomatie austro-allemande fait en ce moment une tentative suprême pour ressaisir les chances qui lui échappent,

mais qui pourrait croire à son succès? La guerre dure depuis neuf mois : l'Italie a une intelligence politique trop avisée et trop exercée pour qu'elle ait mis aussi longtemps à peser le pour et le contre et à prendre un parti. Son intérêt est trop évidemment solidaire de celui de la Triple Entente pour qu'elle ait pu s'y tromper. Aussi sommes-nous porté à croire que, dès le début, elle a envisagé comme inévitable le parti qu'elle est visiblement sur le point d'adopter.

Mais pourquoi ne l'a-t-elle pas adopté plus tôt ? Est-ce, comme de méchantes langues l'ont dit, parce qu'elle a voulu attendre le moment où le gros de la besogne aurait été fait par d'autres? Rien n'autorise à croire qu'elle ait obéi à un pareil calcul. Il est naturel, avouons-le, qu'avant de se lancer dans une entreprise redoutable elle ait tenu à se rendre compte de la valeur militaire de la Triple-Entente. Depuis plus de quarante ans, le prestige de l'Allemagne était si grand et le sentiment qu'on avait de sa puissance était si profond que si l'Italie a voulu voir dans quelle mesure les forces en présence s'équilibreraient ; nul n'a le droit de lui en faire un grief. Elle n'était pas dans la même situation que nous au commencement de la guerre. Nous avions un engagement formel avec la Russie ; elle n'en avait pas de semblable avec l'Autriche et l'Allemagne, et celles-ci, par la manière dont elles ont déchaîné la guerre à son insu, l'ont déliée de celui qui l'attachait à elles. L'Italie était libre et, n'ayant d'obligations dans aucun sens, n'avait à consulter que son intérêt. Qu'elle l'ait reconnu tout de suite du côté de la Triple-Entente, la promptitude qu'elle a mise à proclamer sa neutralité et le soin qu'elle a pris de dégarnir notre frontière commune des forces militaires qu'elle y avait concentrées en sont une preuve. Si elle n'a

pas fait davantage et s'est confinée pendant neuf mois dans la neutralité, c'est qu'elle n'avait pas prévu la guerre et n'y était pas préparée. L'avions-nous prévue, nous y étions-nous suffisamment préparés nous-mêmes? Non, hélas ! et nous serions dès lors mal venus à adresser à l'Italie un reproche que nous avons mérité plus qu'elle, puisque nous étions beaucoup plus directement menacés.

Donc, son armée n'était pas prête. Du long et pénible effort qu'elle avait fait en Tripolitaine elle était sortie victorieuse, mais fatiguée, sans parler de l'usure que son matériel de guerre avait éprouvé. Ses finances mêmes avaient besoin de quelque repos. Pour tous ces motifs elle n'était pas en situation, il y a neuf mois, d'intervenir immédiatement dans l'immense conflit. Un temps de répit lui était nécessaire. On sait comment elle l'a mis à profit. Elle avait, au début, un ministre de la Guerre comme nous en avons eu quelques-uns nous-mêmes, qui avait pris son ministère au rabais et n'avait pas maintenu ou rétabli la défense nationale au niveau des obligations qu'imposait impérieusement la situation nouvelle. Le ministre a été changé ; les crédits indispensables ont été demandés au patriotisme de la Chambre et votés sans difficulté ; depuis ce moment, l'œuvre a été poursuivie et menée à bien avec une activité qui ne s'est pas un seul instant relâchée. Il s'est passé en Italie, — toutes proportions gardées, — quelque chose d'analogue à ce qui a eu lieu en France au commencement de la guerre. La résistance héroïque de la Belgique nous a donné le temps de mettre notre résistance au point : à son tour, notre résistance, qui nous a si fort grandis dans l'estime du monde, a permis à l'Italie de remettre son armée

sur un bon pied pour la défense de ses intérêts. Entrer prématurément dans la guerre aurait été pour elle une aventure ; si elle y entre demain, elle le fera avec toutes les chances de succès dont la prévoyance humaine peut s'entourer. Elle a attendu le moment le plus favorable : ce moment est venu, et il n'y a plus maintenant pour elle qu'à ne pas le laisser échapper.

Pendant ces neuf derniers mois, l'action diplomatique semble s'être constamment mêlée à la préparation militaire. L'Italie est, à un degré supérieur, une nation politique ; à l'extérieur, comme à l'intérieur, les négociations sont son élément naturel ; elle s'y complaît parce qu'elle y excelle. Nous ne la choquerons pas en disant qu'au point de vue de la préparation militaire l'Allemagne lui est supérieure, — et, si ce jugement la désobligeait, nous commencerions par nous l'appliquer à nous-mêmes, — mais nous reprenons, elle et nous, des avantages par d'autres côtés, et sur le terrain de la politique pure, elle est sans rivale. La diplomatie allemande, en particulier, lutterait difficilement contre la sienne. Dieu sait toutes les bévues qu'elle a accumulées depuis le commencement de la guerre, pour ne pas remonter plus haut ! L'Allemagne s'est crue assez forte pour se passer d'habileté. Orgueilleuse dans son esprit, brutale dans ses procédés, elle a prétendu régner par l'intimidation et la terreur. Avec l'Italie, toutefois, elle a senti qu'il fallait employer des procédés un peu différents. L'Italie était l'alliée de la veille ; le chiffon de papier subsistait encore. L'empereur Guillaume a donc envoyé à Rome le plus adroit, non seulement de ses diplomates, mais de ses hommes d'Etat. Mais que pouvait-il faire ? Dès le premier moment, sa mission a provoqué le scepticisme et nous ne serions pas étonné

qu'il eût lui-même partagé ce sentiment. Ce qu'il pouvait offrir était par trop inférieur à ce que l'Italie attendait, demandait, exigeait. On assure qu'au dernier moment M. de Bülow, brûlant héroïquement ses dernières cartouches, a proposé de faire de Trieste une ville libre comme Hambourg. Nous avons peine à croire qu'il soit allé jusque-là et, s'il l'a fait, que l'Italie s'en déclare satisfaite. Elle a trop de finesse pour ne pas sentir qu'une offre pareille ne peut pas être sincère. A les supposer victorieuses, l'Allemagne et l'Autriche auraient vingt moyens de la rétracter. Ce n'est d'ailleurs pas la liberté, mais la possession de Trieste que l'Italie revendique. La lecture de ses journaux donne à penser qu'elle ne se contentera pas de Trieste et qu'il lui faut encore Pola et toute l'Istrie. Plus encore, au moins une partie de la Dalmatie. Il n'est pas croyable que le prince de Bülow pousse aussi loin ses libéralités.

La Triple-Entente seule peut le faire, à la condition toutefois qu'une part suffisante soit réservée à la Serbie, qui s'est couverte de gloire pendant toute cette guerre et dont on ne saurait exagérer les mérites; mais la Russie a certainement su les faire valoir et les défendre, et l'Angleterre et la France ne les ont pas méconnus. Quelle sera la part respective de l'Italie et de la Serbie sur la côte orientale de l'Adriatique? Les journaux italiens et russes ont échangé à ce sujet des polémiques dont la vivacité a pu un moment inspirer quelques craintes : mais nous avons confiance dans la sagesse finale des gouvernements. On s'entendra, si on ne l'a déjà fait, parce qu'il faut et qu'on veut s'entendre sur une question qui, quelque délicate et difficile qu'elle soit, n'est pas insoluble. L'Italie sera incontesta-

blement la puissance dominante, la reine de l'Adriatique; mais la Serbie y aura sa place légitime, bien différente du débouché étroit et mesquin que l'Autriche lui avait promis autrefois à travers l'Albanie, et qu'elle ne lui aurait d'ailleurs jamais donné franchement. La Serbie deviendra donc une Puissance maritime : elle aura enfin cet accès à la mer qu'elle réclamait et poursuivait depuis longtemps comme le poumon cherche l'air sans lequel il ne saurait vivre. Rien de tout cela ne pouvait être consenti par l'Autriche et par conséquent par l'Allemagne : aussi est-il vraisemblable que, soit du côté de l'Autriche et de l'Allemagne, soit du côté de l'Italie, les négociations ont toujours eu un caractère dilatoire. On se doutait bien qu'elles n'aboutiraient pas, mais de part et d'autre on voulait gagner du temps. Nous avons dit plus haut pourquoi ce désir, cette volonté étaient ceux de l'Italie : le temps lui était précieux pour refaire ou pour compléter ses armements. Quant à l'Allemagne et à l'Autriche, en dépit de l'échec de tous leurs plans militaires, elles ne désespéraient pas qu'un heureux hasard viendrait, si on lui en donnait le temps, rétablir leurs affaires et décourager les velléités interventionnistes de l'Italie. Mais ce hasard n'est pas venu; la guerre a conservé le même caractère ; les chances raisonnables de succès sont toujours restées du côté des Alliés. L'Italie a de trop bons yeux pour ne l'avoir pas vu, et si elle a pensé que son intervention, se produisant à l'heure opportune, augmenterait encore ces chances, elle ne s'est pas trompée. Nous allons donc entrer dans une nouvelle phase de la guerre avec le printemps qui avance et les concours nouveaux qui se déterminent en notre faveur, concours de l'Italie qui paraît

certain, concours des peuples balkaniques qui en sera probablement la suite.

II

LES CHANCES D'UNE INTERVENTION PROCHAINE DE LA ROUMANIE, DE LA BULGARIE, ET DE LA GRÈCE

Un ancien ministre roumain, M. Istrati, dont Paris applaudissait il y a quelques semaines une conférence toute vibrante de patriotisme latin, disait plus récemment qu'il y avait un traité entre l'Italie et la Roumanie et que l'intervention de l'une entraînerait celle de l'autre. Nous ne savons si l'arrangement a eu un caractère obligatoire aussi précis : en tout cas, les deux pays se sont mutuellement promis que l'un n'interviendrait pas sans en avoir avisé l'autre quelque temps à l'avance, afin qu'il pût intervenir aussi ; et en effet il est vraisemblable que l'intervention de la Roumanie suivra celle de l'Italie. L'analogie des situations est frappante. La Roumanie, comme l'Italie, est une nation dont la formation géographique n'est pas encore terminée; elle a aussi son irrédentisme, qui porte spécialement sur la Transylvanie et la Bukovine, et l'occasion est si bonne pour s'en emparer qu'il semble impossible qu'elle n'en profite pas. Et ici nous poserons la même question que pour l'Italie : pourquoi la Roumanie n'est-elle pas intervenue plus tôt ?

Dans les deux cas, les motifs sont à peu près les mêmes. La Roumanie, elle non plus, n'était pas tout à fait préparée à une guerre qu'elle n'avait pas

prévue si prochaine. Son armée, qui est excellente, n'avait pas son matériel de guerre au complet. Elle avait enfin, tout le monde le sait, un gouvernement qui avait l'habitude de s'orienter du côté de Berlin et ne pouvait pas la perdre en quelques jours. La dynastie régnante est allemande, elle appartient à une branche de la famille Hohenzollern. On a cru d'abord que la mort du vieux roi Carol, personnellement inféodé à l'Autriche et à l'Allemagne, modifierait instantanément cette situation : le changement n'a pas été aussi rapide qu'on l'avait espéré. Enfin, le premier ministre, M. Bratiano, a trop longtemps vécu sous le régime ancien pour ne pas en partager les tendances. Mais si ce sont là des obstacles, ils ne sont pas invincibles, ils ne peuvent amener que des retards. L'intérêt national parle trop haut pour que sa voix ne soit pas entendue. L'opinion générale, en Roumanie, a été, dès le premier moment, interventionniste, sous la réserve du choix de l'heure où l'intervention se produirait et des conditions où elle le ferait. Ces conditions sont aujourd'hui remplies ou sur le point de l'être.

La Roumanie a-t-elle eu, comme l'Italie, des négociations avec l'Autriche et l'Allemagne? Rien n'est plus probable, mais comme elles ne se sont pas produites par l'intermédiaire d'un prince de Bülow, elles ont eu moins de retentissement. Elles ne pouvaient d'ailleurs pas avoir un meilleur résultat. L'Autriche avait en effet les mêmes bonnes raisons pour ne pas céder la Transylvanie et la Bukovine à la Roumanie que pour ne pas céder Trente et Trieste à l'Italie. On lui demandait, pour ne pas lui faire la guerre, de se dépouiller de tout ce que la guerre la plus désastreuse aurait à peine pu lui arracher. Ni la politique, ni l'honneur ne lui permet-

taient d'y consentir, et nous ne sommes pas surpris des résistances obstinées du vieil empereur François-Joseph à de pareilles propositions. S'il faut tout perdre, mieux vaut le faire les armes à la main. Il y a eu un moment où on aurait compris que, pour limiter sa perte à ce qui était déjà moralement perdu, l'Autriche eût fait la paix. Elle aurait sacrifié une partie pour conserver le reste. Il est trop tard maintenant pour faire ainsi la part du feu et on ne voit plus ce qui pourrait arracher l'Autriche à la fatalité qui plane sur elle. On sait ce que nous pensons de cette situation, nous la déplorons : l'Autriche est nécessaire à l'équilibre de l'Europe et, après sa dislocation, Dieu seul sait comment cet équilibre se rétablira. Il faut n'avoir jamais ouvert un livre d'histoire ou n'avoir pas compris le premier mot de ses leçons pour n'être pas effrayé de l'avenir que cet effondrement prépare. Mais qu'y pouvons-nous? A chaque jour suffit sa peine : celle du jour présent est assez lourde pour nous occuper tout entiers. Ce n'est pas aux Alliés à réparer les fautes de l'Autriche et à lui assurer la possession des provinces que convoitent l'Italie et la Roumanie. Ils le voudraient d'ailleurs qu'ils ne le pourraient plus.

Un des motifs qu'invoquait la Roumanie pour retarder son intervention était la crainte qu'inspirait la Bulgarie, ce Méphistophélès des pays balkaniques. Nous ne savons pas si, de la part de la Roumanie, cette crainte était bien la principale et véritable explication de sa neutralité et, au surplus, cela importe peu. La Grèce raisonnait comme elle et mettait aussi la Bulgarie en avant pour rester en arrière. On a fait par là à la Bulgarie une situation exceptionnelle dans les Balkans et sans doute on a fort grossi son importance. Quoi qu'il en soit,

tous ceux qui ne voulaient pas marcher encore trouvaient un prétexte dans son immobilité équivoque et inquiétante M. Venizelos lui-même a cru que la Grèce ne pouvait pas bouger sans s'être assuré le concours, ou pour le moins la neutralité de la Bulgarie en lui accordant d'importants avantages territoriaux, et bien que ces projets, qui n'ont pas été suivis d'effet, appartiennent au passé, ils influent trop puissamment encore sur la situation actuelle de la Grèce pour que nous n'en disions pas quelques mots. Nous l'avons sans doute déjà fait, mais à ce moment M. Venizelos n'avait pas encore livré à la publicité les deux lettres qu'il a écrites au Roi au mois de janvier dernier et cette publication est un fait trop important pour être passé sous silence. On a reproché à M. Venizelos de l'avoir faite. Il est certain que l'acte est peu correct ; mais, s'il y a eu incorrection de la part de M. Venizelos, ce n'est pas la première qui ait été commise : la première l'a été contre lui par le Cabinet qui lui a succédé ; il s'est seulement défendu. Il a donné sa démission parce qu'il n'a pas pu décider le Roi à intervenir auprès des Alliés dans leur entreprise contre les Dardanelles et Constantinople. La cause de sa chute est là, non pas ailleurs. Pourquoi donc a-t-on réveillé, si ce n'est pour lui nuire, pour essayer de le discréditer dans l'opinion, une affaire toute rétrospective qui, de son propre consentement, ne pouvait plus avoir de suites? C'est un procédé qu'un homme de meilleure composition aurait difficilement accepté. Quant à lui, grand homme d'Etat sans doute, mais homme de lutte, ancien conspirateur et insurgé habitué à des combats corps à corps, il n'a pu se retenir de répondre à des coups par des coups et, puisqu'on avait mis en cause sa politique en n'en découvrant qu'une partie, il n'a pas

résisté à la tentation de la découvrir tout entière, c'est-à-dire d'en montrer les contre-parties. Et ce n'est pas lui qui a perdu le plus à cette révélation : sa renommée d'homme d'Etat en a plutôt grandi dans le monde.

III

LES IDÉES DE M. VENIZELOS

Donc, au mois de janvier dernier, M. Venizelos a adressé deux lettres ou mémoires au roi Constantin pour lui faire part de la manière dont il envisageait alors les intérêts de la Grèce, ou plutôt de tout l'hellénisme. On a dit que la politique qu'il y exposait était nouvelle chez lui et qu'il en avait précédemment soutenu une autre. C'est possible, mais les situations changent et la marque d'un homme politique est de changer avec elles, lorsque ce changement ne porte d'ailleurs atteinte à aucun de ces principes auxquels l'honneur d'une vie est de rester fidèle : et assurément on n'était pas dans un cas de ce genre.

La Grèce avait été invitée par l'Angleterre, c'est-à-dire par les Alliés, à sortir de la neutralité pour porter secours à la Serbie. C'était au moment où celle-ci était menacée pour l'Autriche d'une agression nouvelle sous laquelle elle semblait devoir succomber : elle l'a, au contraire, repoussée par la victoire, mais qui aurait pu le prévoir ? La Grèce était d'ailleurs liée à la Serbie par un traité : à tous égards, elle devait lui donner son appui, mais elle ne pouvait le faire que si elle ne s'exposait pas elle-

même à une agression de la part de l'inévitable Bulgarie. C'est ici que M. Venizelos a montré un coup d'œil vraiment supérieur : il a compris qu'il fallait désarmer une fois pour toutes la Bulgarie en lui accordant les satisfactions qui effaceraient pour elle les pires conséquences de la faute qu'elle a commise en 1913, lorsqu'elle a traîtreusement attaqué ses alliés de la veille et essayé de les dépouiller des conquêtes que l'Europe leur avait reconnues. Certes, nous n'excusons pas la Bulgarie à cette époque, mais à tout péché miséricorde, surtout lorsque l'intérêt général conseille de l'accorder et même le commande. Nous sommes d'ailleurs convaincu, pour notre compte, que l'attribution de Cavalla à la Grèce a été une erreur et qu'aucune paix durable ne sera rétablie dans les Balkans aussi longtemps qu'elle ne sera pas réparée. La Grèce peut se passer de Cavalla, la Bulgarie non.

Est-ce l'opinion de M. Venizelos? Il ne le dit pas, mais il agit, ou plutôt il propose d'agir comme s'il le pensait : il estime qu'il faut désintéresser la Bulgarie en lui cédant tout le territoire de Cavalla. Il va plus loin et, déliant la Serbie de l'engagement qu'elle avait pris envers la Grèce de ne faire, sans l'adhésion de celle-ci, aucune concession territoriale à la Bulgarie, il conseille d'adhérer à cette concession. Tels sont les sacrifices qu'il a voulu faire : hâtons-nous de dire qu'ils n'allaient pas sans de très larges compensations en Asie, à Smyrne et dans la région qui l'entoure. La superficie à céder en Europe n'était guère que de 2.000 kilomètres carrés et contenait une population hellénique de 30.000 âmes. On aurait gagné en Asie 125.000 kilomètres carrés, « la même surface que la Grèce, doublée à la suite de deux guerres, » et 800.000 âmes. Un pareil échange assurément

méritait d'être pris en considération. Voilà toute l'affaire dans ses grandes lignes. Les révélations de M. Venizelos ont produit une immense émotion en Grèce et il est pour le moment impossible de prévoir quelles en seront les suites. Nous avons dit que M. Venizelos avait annoncé l'intention de se retirer provisoirement de la vie politique, c'est-à-dire de ne pas se présenter aux élections prochaines; mais ses amis ont annoncé celle de l'y présenter malgré lui. Les amis de la Grèce ne peuvent que regretter ce que cette situation, dans un moment comme celui-ci, a de troublé et d'aléatoire. On nous permettra d'ailleurs, car ce n'est pas notre affaire,de ne pas prendre parti entre M. Venizelos et ses ennemis,où qu'ils soient. L'avenir montrera qui a eu raison des uns ou des autres.

Au surplus, le Cabinet actuel a déclaré que la politique générale n'était pas modifiée et les dernières nouvelles le présentent comme éventuellement disposé à sortir, lui aussi, de la neutralité. *Le Messager d'Athènes,* organe, dit-on, du ministère de la Guerre, fait même connaître les conditions qu'il met à son intervention.C'est une alliance formelle qui est proposée aux Alliés, et le caractère peut en être défini en deux mots : la Grèce cherche à avoir en Asie les mêmes avantages qu'avec M. Venizelos, sans accepter les mêmes charges en Europe. L'une des conditions est ainsi rédigée : « Compensations territoriales en Asie-Mineure; Smyrne avec un vaste arrière-pays, facilités financières pour que le territoire puisse être mis en valeur. » Le mot « compensations » ne paraît pas être ici bien exact. Compensations à quoi? La Grèce ne fait aucun sacrifice. Mais la Bulgarie, demandera-t-on, que fera-t-elle? A-t-elle disparu de la carte des Balkans? L'immense danger qu'elle fai-

sait courir à tous ses voisins est-il conjuré, dissipé? Il le sera dans la pensée du gouvernement hellénique par les deux conditions suivantes, qu'il met encore à son action militaire: « L'alliance devra survivre à la guerre, afin de permettre à la Grèce d'organiser ses nouveaux territoires et d'en assurer la défense contre toute agression. Les puissances alliées devront accorder à la Grèce des garanties contre tout danger du côté bulgare. » Rien de plus simple, on le voit : le danger bulgare est supprimé pour la Grèce par l'intervention et la garantie des Puissances. Dès lors, à quoi bon faire une concession quelconque à la Bulgarie? On ne lui en fera donc aucune et, si elle regimbe, les Puissances alliées se chargeront de la mettre à la raison.

C'est une responsabilité assez grave que les Alliés prendraient là ; mais, pour aujourd'hui, nous ne chercherons pas à en prévoir les effets et n'en discuterons pas l'opportunité. La situation générale est encore trop confuse pour que nous nous engagions sur des données aussi incertaines. Et, remarquons-le, la Bulgarie est le seul pays des prétentions duquel on ne parle pas. Peut-être hésite-t-elle encore à les énoncer et continue-t-elle de peser méthodiquement dans sa balance de précision les chances de succès des deux groupes engagés dans la guerre. Un fait toutefois doit la frapper comme il frappe tout le monde : c'est qu'un de ces deux groupes est à la veille de rencontrer des concours nouveaux, nombreux, importants, pendant que l'autre reste stationnaire et ne peut même pas réparer ses pertes. Un tel fait est très éloquent; il vaut mieux que tous les arguments diplomatiques et le roi Ferdinand est homme à en apprécier la portée. Hier encore, son ministre, M. Radoslavof, déclarait très haut, et même

sur un ton qu'il affectait de rendre péremptoire, que la Bulgarie ne sortirait pas de la neutralité et que rien ne justifierait de sa part une décision contraire. Mais qui sait? Depuis lors, c'est-à-dire depuis quelques jours, il s'est passé bien des choses. Le sentiment de la Bulgarie pourrait changer. S'il est vrai, comme les journaux l'assurent, que l'argent promis sur l'emprunt ne soit pas encore venu de Berlin, non plus que les munitions de guerre qui devaient l'accompagner, cela prouve qu'en Allemagne on compte moins sur la Bulgarie qu'on ne le faisait il y a deux mois. Et, s'il en est ainsi, ce n'est pas sans quelque raison.

Le vent qui souffle est, en effet, de plus en plus favorable aux Alliés. L'intervention prochaine des Italiens est une conséquence de cette situation générale et, à son tour, elle devient une cause active propre à amener des adhésions nouvelles. Personne ne croira que l'Italie soit venue au secours d'une cause perdue. Ce genre de dévouement est passé de mode, et les guerres sont aujourd'hui trop sérieuses pour qu'il le redevienne jamais. La guerre actuelle en particulier est une guerre à mort ; les pays qui y prennent part jouent leur existence ; vaincus, quelques-uns risquent de disparaître de la carte du monde et tous resteraient affaiblis et presque anéantis pour longtemps. On comprend que ceux qui se décident à courir des chances aussi tragiques hésitent à le faire, calculent les probabilités, fassent une enquête approfondie de la situation avant de s'y jeter l'épée à la main. Ils ont raison de ne vouloir s'engager qu'à bon escient ; mais aussi, quand ils s'engagent, leur détermination réfléchie a une signification de confiance absolue. Cette confiance, nous l'éprouvions et même elle grandis-

sait chez nous tous les jours; mais, nous n'avions pas encore réussi à l'inspirer suffisamment aux autres, à ceux qui, embusqués dans la neutralité comme dans un refuge, consultaient le ciel, sondaient l'horizon, regardaient d'où venaient les nuages et s'ils s'amoncelaient ou se dissipaient. La confiance est venue à l'Italie. C'est un sentiment spontané qu'aucun argument ne suffit à faire naître et dont la conscience seule connaît le secret, sentiment contagieux d'ailleurs, et qui travaille en ce moment pour les Alliés. Les mois d'hiver sont finis; ils ont pesé sur la guerre en l'immobilisant dans les tranchées; ils en ont ralenti le cours; ils ont empêché d'autres éléments d'y entrer. Cet acte, qui a paru long, est fini et un autre commence. Que sera-t-il ? Il y a eu trop d'imprévu dans cette guerre, pour que nous ne nous défiions pas même des pronostics les mieux établis. Mais le nombre des Alliés s'accroît pendant que celui des Austro-Allemands diminue. Des entreprises qu'il a fallu suspendre, comme celle des Dardanelles, sont vigoureusement reprises. L'activité augmente dans nos armées. Et ce sont là des symptômes fortifiants.

IV

DEUX REPRÉSENTANTS DE L'EUROPE A WASHINGTON : LE COMTE BERNSTORF ET M. JUSSERAND

Nous avons parlé de la note singulière que le comte Bernstorf, ambassadeur allemand à Washington, a adressée au gouvernement américain.

C'est lui-même un singulier ambassadeur. Nous en souhaitons beaucoup du même genre à l'Allemagne et, pour la beauté du fait, comme dit Alceste, nous aurions aimé à le voir opérer à Rome à la place du prince de Bülow; mais l'Allemagne n'aurait pas osé l'aventurer sur l'ancien continent et elle a montré le cas qu'elle faisait du nouveau en l'y envoyant. Elle a cru que, s'il fallait être souple et fin avec les Italiens, il suffisait d'être brusque et dur avec les Américains. Malheureusement, le comte Bernstorf a dépassé la mesure, et il peut voir aujourd'hui les effets de son système d'intimidation. Au début de la guerre, l'opinion américaine était sympathique à l'Allemagne : il l'a retournée contre lui et contre son pays.

Il n'a plus pour soutiens aujourd'hui que les Allemands d'Amérique, qui, à la vérité, sont nombreux et ont la prétention insolente d'être un Etat dans l'Etat. En écrivant sa note telle qu'on la lui avait sans doute dictée de Berlin, — car le gouvernement impérial en a, depuis, accepté la responsabilité, — le comte Bernstorf a-t-il eu quelque vague sentiment de son inconvenance? On pourrait le croire, car il l'a qualifiée de memorandum, parce qu'on répond à une note et non pas à un memorandum : il voulait, par prudence, dispenser le gouvernement américain d'y répondre. Mais M. Bryan a tenu à le faire et on ne saurait trop l'en approuver. Note ou mémorandum, il a jugé que le nom ne faisait rien à la chose et que la chose méritait d'être relevée. « Cela paraît d'autant plus nécessaire, a-t-il dit, que le langage employé par votre memorandum est susceptible de s'expliquer comme mettant en doute la bonne foi des Etats-Unis. » C'est un doute sous le poids duquel M. Bryan n'a pas voulu rester. Il a justifié

l'exercice du droit de visite par des motifs qui étaient la plus sanglante critique des procédés de pirates des Allemands dans les mers anglaises. Ce droit, dit-il, « est absolument nécessaire pour prévenir toute confusion entre les vaisseaux neutres et ceux qui appartiennent à l'ennemi, et aussi toute méprise entre les cargaisons légitimes et celles qui ne le sont pas. » On ne saurait mieux dire, mais qu'importe aux Allemands? Ils ont renoncé à toute distinction entre belligérants et neutres, entre les cargaisons légitimes et la contrebande de guerre et ils tirent indifféremment, aveuglément dans le tas, comme s'ils voulaient être plus sûrs d'atteindre l'ennemi en frappant tout le monde à tort et à travers. Ajoutons que ces mêmes hommes qui violent outrageusement les principes les mieux établis du droit des gens lorsqu'ils y trouvent une gêne poussent des cris d'orfraie et deviennent les plus pédants des juristes dès qu'on ne les observe pas minutieusement envers eux. Mais leur prétention la plus exorbitante est de vouloir interdire aux Américains de faire le commerce des armes avec les Alliés, parce qu'ils ne le font pas avec eux. Ils voient là une violation de la neutralité! A son tour, M. Bryan a invoqué les principes du droit. La mer est libre, elle n'appartient à personne et tout le monde a le droit de s'en servir pour envoyer à ses risques et périls à qui il veut des marchandises de toute nature. Si les Américains n'en envoient pas aux Allemands, c'est qu'elles seraient arrêtées en route et n'arriveraient pas à leur destination. Mais pourquoi les Allemands ne rendent-ils pas la pareille aux marchandises destinées aux Alliés ? Est-ce la faute de l'Amérique si leurs navires restent cachés dans les ports, les fleuves et les canaux de l'Empire au lieu d'exercer, eux

aussi, en pleine mer, le droit de visite avec toutes ses suites? En somme, l'Allemagne exige de l'Amérique d'interdire à l'Angleterre et à la France d'user de leurs flottes, parce que l'Allemagne s'interdit à elle-même d'user de la sienne. Jamais on n'aurait vu une pareille violation de la neutralité par le changement et le renversement arbitraires des forces en présence. Le comte Bernstorf n'a pas pu échapper à la réponse qu'il méritait : il l'a reçue sans rien dire et l'a envoyée à Berlin, où on la médite encore en ce moment.

Nous avons à Washington un ambassadeur qui, heureusement pour lui et pour nous, n'a aucun point de ressemblance avec le comte Bernstorf. Connaissant bien les Américains, il les aime, les respecte et n'aurait jamais eu l'idée de les soumettre à la propagande à haute pression au moyen de laquelle le comte Bernstorf,doublé de M.Dernburg, a essayé de violenter leur conscience en égarant leur raison. Mais la raison et la conscience des Américains sont également solides : le plus sûr est de se garder de les heurter. Ce procédé a réussi à M. Jusserand et il a pu, dans un discours prononcé au banquet de la Société des « Filles de la révolution américaine », tenir un langage aussi éloigné que possible de celui du comte Bernstorf dans son memorandum désormais historique. Après avoir rappelé que le problème dont l'Europe cherche en ce moment la solution est le même que l'Amérique a résolu au moment de sa Révolution, — à savoir celui de la liberté humaine, — il a rendu hommage à l'attitude des Etats-Unis. « Ils se sont, a-t-il dit, comportés dans la crise européenne d'une façon qui commande le respect et la gratitude du monde. En France, nous avons appris à connaître le cœur américain,

fait de l'or le plus pur. Je suis heureux d'exprimer les remerciements de la France pour la générosité de l'Amérique neutre. »

L'Amérique a mérité cet éloge par l'ensemble de sa politique ferme, correcte, vraiment neutre en effet; mais le comte Bernstorf et le pays qu'il représente si dignement se sont mis dans l'impossibilité de s'y associer jamais.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos VII

INTRODUCTION. — **La politique allemande,** d'après le livre du Prince de Bülow 1

CHAPITRE PREMIER

L'Ultimatum autrichien.

I. — L'Ultimatum 34
II. — Le voyage de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg... 42

CHAPITRE II

L'Entrée en guerre.

I. — La provocation allemande 48
II. — Les Alliés de l'Allemagne et ses adversaires.... 57
III. — Les Allemands en Belgique et les Français en Alsace 65

CHAPITRE III

Motifs de craindre et motifs d'espérer.

I. — Remaniements ministériels 70
II. — Sur les deux fronts 72
III. — Les promesses de la Russie aux Polonais....... 76
IV. — Les Slaves et le Japon contre l'Allemagne...... 79
V. — La Mort de Pie X 84

CHAPITRE IV

Paris en danger.

I. — Le resserrement de nos alliances 89
II. — Le crime de Louvain, et les premiers attentats sur Paris 95

III. — L'avance allemande en France et l'avance russe en Allemagne 101
IV. — Un nouveau Pape 107

CHAPITRE V

La victoire de la Marne

I. — Le crime de Reims 109
II. — Intrigues allemandes et réponses anglaises 118
III. — Les premières victoires 124

CHAPITRE VI

La guerre des tranchées.

I. — La chute d'Anvers 128
II. — Caractères généraux de la guerre nouvelle 130
III. — Barbarie allemande et bravoure française 135
IV. — L'invasion allemande en Russie arrêtée à Augustow. 139
V. — Un nouveau roi de Roumanie 143

CHAPITRE VII

Le manifeste des Intellectuels allemands.

I. — La bataille de l'Aisne et l'échec de la première avance allemande sur Varsovie 147
II. — L'impudence allemande 154

CHAPITRE VIII

Intervention de la Turquie.

I. — Echec de l'offensive allemande sur les deux fronts. 165
II. — Un nouvel allié de l'Allemagne 170
III. — Espoirs et préparatifs italiens 178

CHAPITRE IX

L'Allemagne arrêtée sur l'Yser et sur la Vistule.

I. — La vaine tentative allemande sur Calais 183
II. — La résistance anglaise 188
III. — Une seconde avance allemande sur Varsovie 193
IV. — La « guerre sainte » manquée et l'imbroglio oriental 197

CHAPITRE X

Les Révélations du Livre Jaune.

I. — La préméditation allemande prouvée par des témoignages décisifs.................... 202
II. — L'Allemagne invente, après coup, la fable d'une contre-préméditation anglo-belge............. 208
III. — L'Italie commence à sentir le poids de sa neutralité. 216

CHAPITRE XI

Echecs allemands sur terre et sur mer.

I. — Persistance de l'« Union sacrée » à l'intérieur.. 221
II. — Les Autrichiens chassés de Serbie............ 228
III. — La fin de *l'Emden* et la victoire navale des Iles Falkland........................ 234
IV. — L'Egypte décidément soumise au protectorat anglais........................ 237

CHAPITRE XII

Nouveaux succès et nouvelles espérances.

I. — Le rapport français sur les « Atrocités » allemandes. 241
II. — L'attitude du Saint-Siège..................... 244
III. — Défaite des Turcs au Caucase................. 247
IV. — Promesses roumaines et préparatifs italiens..... 249
V. — Une note des Etats-Unis à l'Angleterre......... 257

CHAPITRE XIII

L'Allemagne commence à donner des signes d'inquiétude.

I. — Un nouveau ministre des Affaires Etrangères en Autriche-Hongrie......................... 261
II. — Alarmes et menaces allemandes............... 265
III. — Une légère avance sur l'Aisne transformée par les Allemands en un nouveau Saint-Privat...... 272
IV. — Le « début » des Zeppelins et la risposte anglaise 274

CHAPITRE XIV

Le blocus des côtes anglaises.

I. — Le *Memorandum* allemand et ses premiers effets 280
II. — Chez les neutres : intrigues allemandes en Italie et en Bulgarie......................... 292

CHAPITRE XV

La situation de l'Allemagne continue à s'aggraver.

I. — Suites des effets du blocus allemand........... 300
II. — L'Allemagne décrète le monopole des blés....... 305
III. — Premières tentatives des Alliés dans les Dardanelles.. 308
IV. — En Italie : Giolitti contre Salandra............. 311
V. — Le Congrès socialiste de Londres.............. 316

CHAPITRE XVI

L'escadre des Alliés dans les Dardanelles.

I. — Succès militaires des Alliés.................. 319
II. — La marche sur Constantinople et son contre-coup dans les pays neutres........................ 321
III. — En Grèce : la démission de M. Venizelos....... 327
IV. — Toujours encore le scandale des sous-marins allemands.. 333

CHAPITRE XVII

Nouveaux succès des Alliés.

I. — Echecs allemands sur les deux fronts : Neuve-Chapelle et Przemysl........................ 336
II. — Les premiers résultats de l'expédition des Dardanelles.. 339
III. — Chez les neutres : La mission de M. de Bülow à Rome, et les avances de l'Autriche........ 345
IV. — L'énigme bulgare.............................. 349
V. — Mensonges allemands............................ 351
VI. — Une apparition de Zeppelins sur Paris......... 354

CHAPITRE XVIII

Changements à prévoir dans l'attitude des neutres.

I. — Un coup de main bulgare contre la Serbie...... 356
II. — Les vraies causes de la démission de M. Venizelos. 360
III. — L'Italie se prépare à intervenir................ 366
IV. — L'Allemagne est mécontente de la conduite des Etats-Unis.. 372

CHAPITRE XIX

L'intervention imminente de l'Italie promet d'inaugurer une période nouvelle dans l'histoire de la guerre.

I. — Les derniers apprêts de l'intervention italienne.... 374
II. — Les chances d'une intervention prochaine de la Roumanie, de la Bulgarie, et de la Grèce......... 380
III. — Les idées de M. Vénizelos.................... 384
IV. — Deux représentants de l'Europe à Washington : le comte Bernstorf et M. Jusserand........... 389

POITIERS

IMPRIMERIE G. ROY

7, rue Victor-Hugo, 7.

